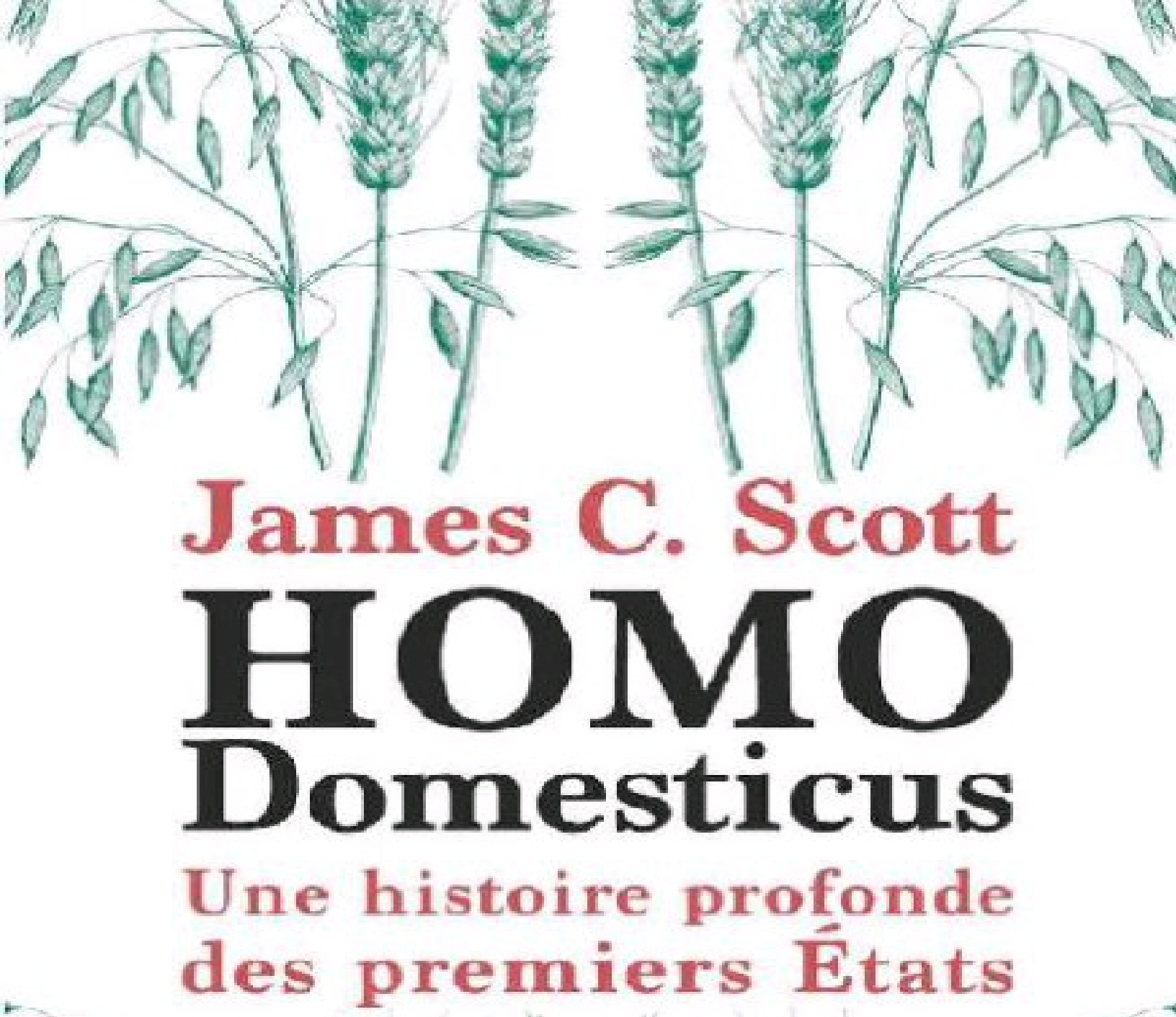
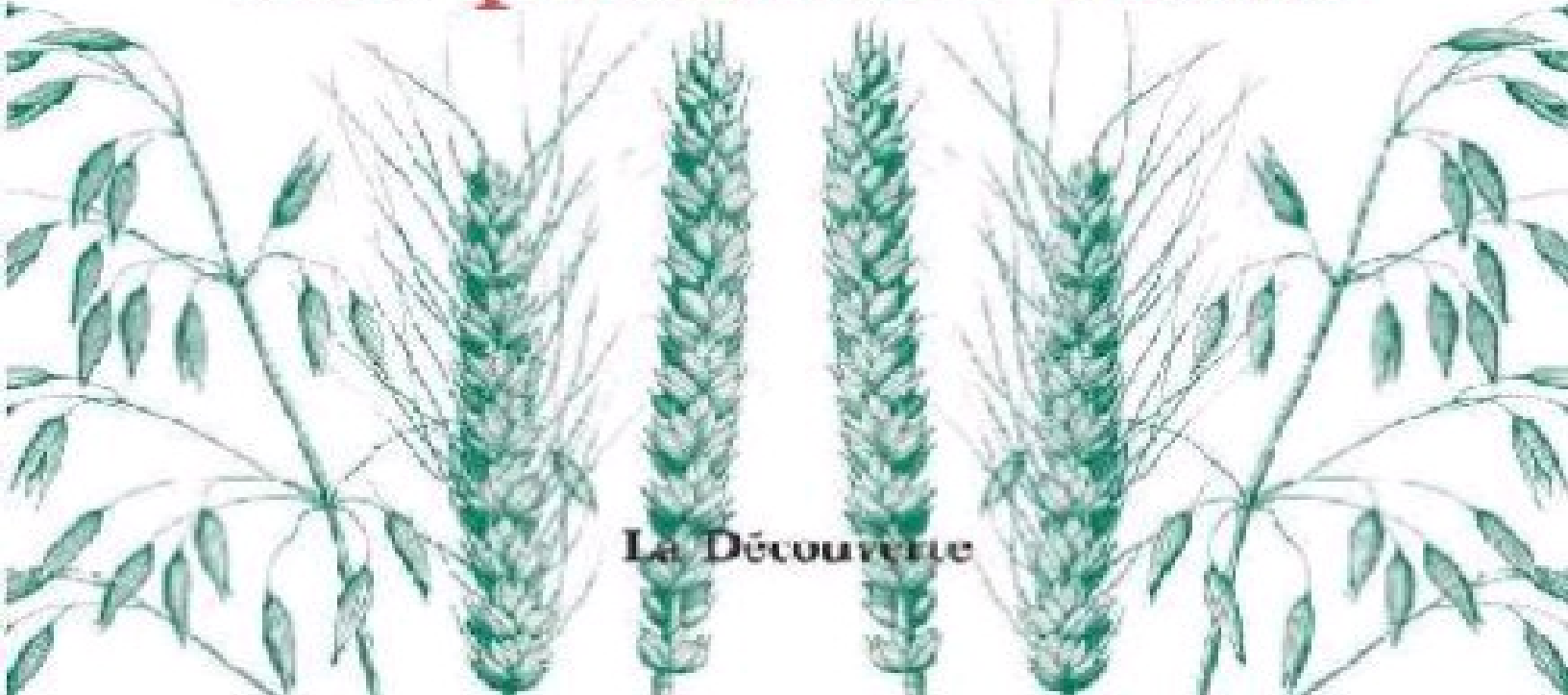


James C. Scott

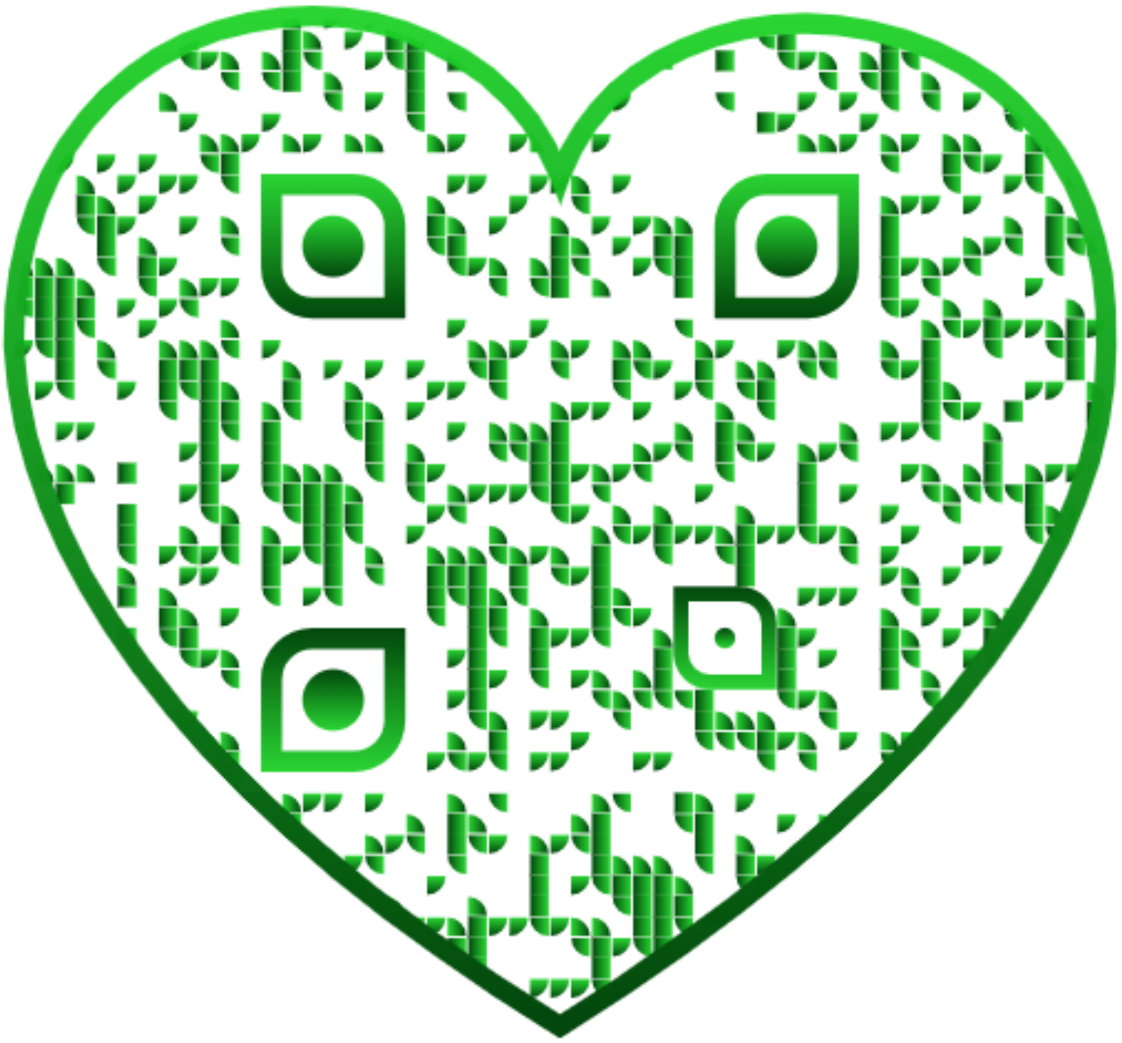
HOMO Domesticus

Une histoire profonde des premiers États



La Découverte


SHOUT
SHARE
IT



James C. Scott

Homo domesticus

Une histoire profonde des premiers États

Préface de Jean-Paul Demoule

Traduit de l’anglais (États-Unis)
par Marc Saint-Upéry

2018

Présentation

Aucun ouvrage n'avait jusqu'à présent réussi à restituer toute la profondeur et l'extension universelle des dynamiques indissociablement écologiques et anthropologiques qui se sont déployées au cours des dix millénaires ayant précédé notre ère, de l'émergence de l'agriculture à la formation des premiers centres urbains, puis des premiers États.

C'est ce tour de force que réalise avec un brio extraordinaire *Homo domesticus*. Servi par une érudition étourdissante, une plume agile et un sens aigu de la formule, ce livre démonte implacablement le grand récit de la naissance de l'État antique comme étape cruciale de la « civilisation » humaine.

Ce faisant, il nous offre une véritable écologie politique des formes primitives d'aménagement du territoire, de l'« autodomestication » paradoxale de l'animal humain, des dynamiques démographiques et épidémiologiques de la sédentarisation et des logiques de la servitude et de la guerre dans le monde antique.Cette fresque omnivore et iconoclaste révolutionne nos connaissances sur l'évolution de l'humanité et sur ce que Rousseau appelait « l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes ».

Pour en savoir plus…

L’auteur

James C. Scott est professeur émérite de science politique et d’anthropologie à l’université Yale. Il est l’auteur de nombreux livres, dont trois ont été traduits en français : *La Domination et les arts de la résistance* (Amsterdam, 2009), *Zomia ou l’art de ne pas être gouverné* (Seuil, 2013) et *Petit Éloge de l’anarchisme* (Lux, 2013).

Collection

Sciences humaines

Copyright

Cet ouvrage a été publié initialement sous le titre *Against the Grain. A Deep History of the Earliest States* par Yale University Press en 2017.
Composition : DV Arts Graphiques, La Rochelle.
Dépôt légal : janvier 2019

© Yale University, 2017.
© Éditions La Découverte, Paris, 2019.

ISBN numérique : 978-2-3480-4237-9
ISBN papier : 978-2-7071-9923-2

Composition numérique : Facompo (Lisieux), Décembre 2017.

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénale

À mes petits-enfants, qui s'enfoncent
plus profondément dans l'Anthropocène

Lillian Louise
Graeme Orwell
Anya Juliet
Ezra David
Winifred Daisy

« L’écriture semble être nécessaire à la reproduction de l’État centralisé, stratifié. […] C’est une étrange chose que l’écriture. […] Le seul phénomène qui l’ait fidèlement accompagnée est la formation des cités et des empires, c’est-à-dire l’intégration dans un système politique d’un nombre considérable d’individus et leur hiérarchisation en castes et en classes. […] elle paraît favoriser l’exploitation des hommes avant leur illumination. »

Claude LÉVI-STRAUSS, *Tristes Tropiques*

Table

Préface - Diaboliques céréales

- **Une anthropologie anarchiste**
- **Les arts de la résistance**
- **Comment ne pas être gouverné**
- **Mais pourquoi l'agriculture ?**
- **Les débuts du Néolithique**
- **La Mésopotamie comme laboratoire**
- **Le début des ennuis**
- **Du grain à l'État**
- **Des âges pas si sombres…**

Introduction - Un récit en lambeaux : ce que je ne savais pas

- **Les paradoxes du grand récit de l'État et de la civilisation**
- **Remettre l'État à sa juste place**
- **Un bref itinéraire**

Chapitre 1 - La domestication du feu, des plantes, des animaux et… de nous-mêmes

- **Concentration démographique et sédentarité : l'hypothèse des zones humides**
- **Zones humides et sédentarité**
- **Une histoire sous-estimée**
- **Un hiatus à expliquer**
- **Pourquoi se mettre à cultiver ?**

Chapitre 2 - Le complexe de la *domus* et le réaménagement du monde naturel

- **De la plantation néolithique au zoo floral : les conséquences de l'agriculture**
- **La *domus* comme module d'évolution**
- **De la proie du chasseur à l'enclos du berger**
- **Existe-t-il des phénomènes analogues chez les humains ?**
- **Notre autodomestication**

Chapitre 3 - Zoonoses : la tempête épidémiologique parfaite

- **De la pénibilité croissante du labeur humain**
- **Le camp de regroupement plurispécifique du Néolithique récent : une véritable tempête épidémiologique**

Fécondité et population : une observation

Chapitre 4 - Agroécologie de l’État archaïque

L’agrogéographie de l’émergence de l’État
Quand les céréales font l’État
Quand les murailles engendrent l’État : protection et confinement
Quand l’écriture engendre l’État : comptabilité et lisibilité

Chapitre 5 - Contrôle des populations, servitude et guerre

L’État et l’esclavage
Esclavage et servitude en Mésopotamie
Égypte et Chine
L’esclavage comme stratégie de « ressources humaines »
Capitalisme de rapine et construction de l’État
La spécificité de l’esclavage et de la servitude en Mésopotamie
Une note spéculative sur la domestication, le travail pénible et l’esclavage

Chapitre 6 - Fragilité de l’État archaïque : effondrement et désagrégation

Morbidité de l’État archaïque : aiguë ou chronique ?
Plaidoyer pour l’effondrement

Chapitre 7 - L’âge d’or des barbares

Les civilisations et leur pénombre barbare
Géographie barbare, écologie barbare
Logique de la razzia
Routes commerciales et noyaux céréaliers imposables
Les barbares, jumeaux cachés de la civilisation
Un âge d’or ?

Bibliographie

Préface

Diaboliques céréales

Jean-Paul Demoule[a]

À côté des différentes écoles actuelles d'anthropologie sociale (on disait autrefois « ethnologie »), qu'il s'agisse du structuralisme, longtemps dominant, du fonctionnalisme, du marxisme (un peu en sommeil dans ce domaine), ou encore du postmodernisme plus ou moins relativiste – sur le déclin –, il existe une anthropologie anarchiste. Non que cette anthropologie se proposerait de travailler de manière « anarchique », car elle est au contraire systématique, minutieuse et argumentée, appuyée par des travaux de terrain. Mais parce que son sujet d'étude est le pouvoir (*archê* en grec), ou plus exactement l'opposition au pouvoir (*an-archê*). Les enquêtes ethnologiques traditionnelles, notamment dans la perspective structuraliste, c'est-à-dire celle qui étudie une société à un moment donné du temps, le temps de l'observateur, s'attachent en effet à décrire les sociétés telles qu'elles fonctionnent apparemment, avec leurs institutions, leurs mythes, leurs rites, leurs pratiques quotidiennes, etc. Mais d'autres anthropologues se sont intéressés au contraire à ce qui pourrait aller contre ces institutions, en tant

qu’elles présenteraient un caractère oppressif, voire à ce qui, dans certaines sociétés, aurait pour fonction de prémunir la société conter des oppressions à venir.

Une anthropologie anarchiste

Cette anthropologie anarchiste est actuellement anglo-américaine, marquée par les noms de Marshall Sahlins, James C. Scott et David Graeber, auxquels il faudrait ajouter celui de l'archéologue David Wengrow. Marshall Sahlins, né en 1930 et professeur à Chicago, était connu depuis longtemps du public français par son livre *Critique de la sociobiologie. Aspects anthropologiques* (traduit en 1980), et surtout par *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives* (traduit en 1976)1. Dans ce dernier ouvrage, il soutenait le paradoxe apparent que le temps de travail des chasseurs-cueilleurs, préhistoriques ou récents, pour acquérir leur nourriture étant bien moindre que celui des agriculteurs, les sociétés des premiers furent en réalité les premières et les seules « sociétés d'abondance » – si l'on définit l'abondance, non de manière absolue, mais comme le rapport coût/profit entre les efforts fournis et leurs résultats. De fait, les chasseurs-cueilleurs ne travaillaient en moyenne que trois ou quatre heures par jour, à opposer au temps de travail des sociétés agricoles traditionnelles, mais aussi de nos sociétés industrielles contemporaines !

James C. Scott, de la même génération que Sahlins, est l'auteur du présent livre et nous allons donc y revenir en détail. David Graeber, quant à lui, né en 1961, appartient en revanche à la génération suivante. Initialement professeur à Yale, comme Scott, il a dû quitter l'université, son contrat n'ayant pas été renouvelé, pour la London School of Economics, où il enseigne désormais. Engagé politiquement, il a de fait joué un rôle important au moment du mouvement Occupy Wall Street. Longtemps inconnu en France, malgré la parution dès 2006 de son bref *Pour une anthropologie anarchiste*, il est désormais beaucoup plus médiatisé, dans la presse comme dans les radios, et tous ses derniers livres ont été traduits en français2. Si le

plus détaillé, *Dette, 5 000 ans d'histoire*, est une vaste synthèse historique sur la dette comme moyen d'asservissement par les pouvoirs étatiques successifs et jusqu'à nos jours, deux des plus récents s'attaquent avec férocité au fonctionnement de nos sociétés capitalistes contemporaines : *Bureaucratie*, qui montre qu'au paradis néolibéral de la « concurrence libre et non faussée », la bureaucratie est en fait bien plus envahissante et tatillonne que dans les économies dites « dirigées » ; et *Bullshit Jobs*, qui fait la liste de tous les métiers socialement inutiles que génère ce même paradis – ces « jobs à la con » surpayés, avocats d'affaires, consultants divers, actuaires, managers intermédiaires – alors même qu'infirmières, musiciens ou jardiniers, sans parler des enseignants, ne bénéficient que de bas salaires et d'une très modeste estime sociale.

Si Graeber est d'abord un anthropologue de terrain, qui a travaillé sur les sociétés malgaches et maintenant sur nos propres sociétés, il a ainsi mené également des enquêtes historiques sur la longue durée, comme le prouve son livre déjà cité sur la dette. C'est pourquoi il s'est associé à l'archéologue égyptologue David Wengrow dans deux articles successifs, l'un encore non traduit en français, l'autre qui vient de l'être dans la *Revue du Crieur*, accompagné de commentaires3. Ces articles traitent tous deux de l'importante question de l'origine des inégalités sociales, en remontant loin dans la préhistoire, comme en s'appuyant sur la documentation ethnographique. Dans le même domaine, Graeber a par ailleurs coécrit avec Sahlins un livre de réflexion sur la royauté, *On Kings*4. L'article publié par la *Revue du Crieur* porte le titre explicite de « Comment changer le cours de l'histoire (ou au moins du passé) », ce qui est assez dire que, au-delà des débats académiques, ces auteurs entendent aussi être engagés dans la société contemporaine.

Toutefois, sans chauvinisme aucun, il n'est pas inutile de rappeler que l'une des grandes références de cette anthropologie anarchiste est l'ethnologue français Pierre Clastres, trop tôt et accidentellement disparu en 1977, alors qu'il appartenait en fait à la même génération que Scott et Sahlins. Dans son œuvre trop brève, dont on retiendra en particulier

La Société contre l'État (1974)5, il s'est appuyé sur des enquêtes poussées auprès de groupes d'Amérindiens amazoniens, comme les Guayaqui, les Guarani, les Chulupi et les Yanomani. Il montre que ces sociétés dites « simples », en grande partie des chasseurs-cueilleurs, se sont organisées de telle manière que l'émergence de « chefs » soit systématiquement contrée par le reste de la société grâce à toute une série de mécanismes (la dérision, l'obligation de la redistribution des biens accumulés, l'obligation de remettre sans cesse en jeu son titre de « grand guerrier », etc). Ce serait même à l'origine une règle générale dans les sociétés humaines ; si bien que celles qui ont permis l'apparition des États seraient au contraire des anomalies, dans lesquelles ces mécanismes de contrôle se seraient enrayés. D'une certaine manière, Clastres reprenait la grande interrogation d'Étienne de La Boëtie au XVIe siècle, celle de son *Discours sur la servitude volontaire* : qu'est ce qui fait que le peuple admet d'être asservi au « tyran », alors même que ce dernier est minoritaire ? Pierre Clastres s'est également inspiré d'un article pionnier de l'anthropologue austro-américain Robert Lowie sur les organisations politiques des Amérindiens d'Amérique du Nord6.

Ainsi est né depuis quelques temps, notamment aux États-Unis un débat, chez les ethnologues comme chez les archéologues, autour des sociétés traditionnelles que l'on pourrait qualifier d'anarchistes, ou au moins à pouvoir restreint et contrôlé7.

Les arts de la résistance

Mais revenons à Scott qui, dans le présent ouvrage, se réfère aussi bien à Sahlins qu'à Graeber et Wengrow, avec lesquels il entretient des relations intellectuelles directes. James C. Scott est né en 1936 dans le New Jersey, c'est-à-dire la côte Est, dans une famille peu fortunée, et a pu faire des études grâce à un collège Quaker, à qui il reversera plus tard, en gratitude, une partie de ses droits d'auteur. Une bourse lui permit un premier voyage en Malaisie, un job étudiant lui fit passer un séjour à Paris (dans une association étudiante américaine dont il découvrira qu'elle était en partie financée par la CIA), et il poursuivit ses études à la prestigieuse université de Yale, où il devint un peu plus tard enseignant lui-même, après un passage par l'université du Wisconsin. En même temps, à peu de distance de Yale, il acquit avec son épouse une ferme, qu'il entretient toujours, et où il élève poules, moutons, vaches et abeilles. Scott n'est donc ni un universitaire totalement marginal, ni non plus un universitaire conventionnel.

En tant qu'ethnologue, Scott s'est spécialisé sur l'Asie du Sud-Est, dans le contexte de la guerre du Vietnam, contre laquelle il s'était mobilisé comme beaucoup de ses condisciples étudiants sur les campus des universités américaines. Ce qui l'a intéressé d'emblée, ce furent les rapports de pouvoir au sein des sociétés paysannes de ces régions, et plus précisément la manière dont ces paysans tâchaient de résister à l'oppression. L'un de ses premiers livres, non traduit, traitait dès 1979 de la résistance des paysans sud-vietnamiens et des effets de l'irruption de l'économie de marché sur les liens de dépendance traditionnels[8], observation qu'il a ensuite généralisée à d'autres régions dans un autre ouvrage, également non traduit, sur les *Armes des faibles*[9], à partir d'une enquête de terrain, où il était accompagné de sa famille, dans un village de Malaisie.

C’est en généralisant ses observations en Malaisie que Scott a publié le premier livre qui sera traduit à l’intention du public français, mais par une petite maison d’édition et avec… dix-sept ans d’écart : *La Domination et les Arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*10. « Discours subalterne », car Scott remarquait que ses informateurs ne tenaient pas le même discours selon qu’ils s’adressaient à lui-même ou à leurs supérieurs. Il y avait donc une sorte de « texte public » (*public transcript*) d’un côté, et un « discours caché » (*hidden transcript*) de l’autre, qui constituait une « infra-politique des subalternes ». La servitude n’est donc pas « volontaire », incorporée, mais il existe chez les dominés une résistance continue, même si elle ne peut déboucher, du moins au moment présent, sur une véritable rébellion. Cette résistance peut s’exprimer, au-delà du discours, par de petits actes peu visibles, de fraudes, de contournements des règlements, de critiques feutrées. L’ouvrage connut un indéniable succès.

Son ouvrage suivant, également non traduit, *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed* 11, beaucoup plus général, s’attaque cette fois à l’économie politique. Il se présente comme une critique de l’État moderne et de sa prétention à œuvrer scientifiquement pour le bien commun, alors qu’il s’agit surtout de contrôler la population par toute une série de techniques : recensement, cadastre, noms de famille permanents, langue nationale standard, poids et mesures unifiés.

Comment ne pas être gouverné

En revanche, le livre qui vint près de dix ans plus tard fut un retour aux données ethnologiques et à l'étude de la résistance concrète à la domination12, préparé par des articles préliminaires et que Scott définit comme « une histoire anarchiste13 ». Le titre de la traduction française, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, inclut ce terme de « Zomia », qui ne figure pas dans le titre anglais, mais est néanmoins le sujet du livre. La Zomia, en effet – un mot créé par l'historien néerlandais Willem van Schendel à partir du mot *zomi* qui signifie les hautes terres en birman –, est une vaste zone de 2,5 millions de km_2 (cinq fois la France) qui s'étend approximativement des hauts plateaux du Vietnam jusqu'au nord-est de l'Inde à travers plusieurs provinces de la Chine du Sud, du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et de la Birmanie. Ce territoire de montagnes et de collines, occupé par cent millions d'habitants, comprend d'innombrables minorités ethniques, tels les Akha, les Hmong (ou Miao Miao), les Karen, les Tai, les Lahu, les Mien, ou encore les Wa. Elle inclut en particulier le fameux « triangle d'or » de l'opium.

James Scott montre comment ces groupes ethniques ont constamment résisté à l'emprise étatique, avec des traditions propres, des langues très variées, des cultures presque toujours orales (« alletristes », et non « illetristes » dans la terminologie de Scott), des identités ethniques mouvantes et flexibles, et une agriculture évitant justement la monoculture céréalière, facile à contrôler par un État, au profit de la polyculture du manioc, de la patate douce, de l'igname… ou du pavot. Ces cultures ont l'avantage d'être nomades, peu visibles, de croissance rapide et demandant peu d'efforts – donc difficiles à recenser et à prélever pour un pouvoir étatique. Loin d'être des signes d'arriération économique et sociale,

l’ensemble de ces caractéristiques représenterait au contraire, dans la lignée de Pierre Clastres, la preuve éclatante de stratégies bien comprises de résistance à l’État afin, selon les mots de Scott, « de passer entre les mailles du filet ». Le rôle également, dans ces régions, de chefs prophétiques et millénaristes avait également été relevé par Clastres dans sa propre zone d’étude amazonienne. Toutefois, de l’avis de Scott, la Zomia est en train de disparaître, du moins comme lieu de résistance politique, et d’être progressivement incorporée dans les différents États entre lesquels elle se répartit.

On pourrait trouver ailleurs dans le monde, selon Scott, d’autres exemples de refus de l’État et de zones-refuges, comme les Cosaques, les esclaves marrons des colonies européennes, les Berbères ou certaines tribus amérindiennes. D’autres pratiqueraient le nomadisme au milieu des États, mais pour y échapper, comme les Tziganes. On peut penser aussi, outre Pierre Clastres, à certains développements plus philosophiques de *L’Anti-Œdipe* de Gilles Deleuze et Félix Guattari, et plus précisément au second volume, *Mille plateaux* (1980)14, qui théorisait, entre bien d’autres choses, l’opposition entre nomades et sédentaires. Une enquête ethnographique comparable a également été réalisée ces dernières années, cette fois sur les plateaux de l’Éthiopie occidentale, par l’archéologue espagnol Alfredo Gonzalez-Ruibal15. À la frontière avec le Soudan, depuis au moins trois siècles, de petits groupes ethniques sont parvenus jusqu’à présent à se maintenir en dehors de l’organisation et du contrôle de ces deux États.

Le travail de Scott a bien sûr été critiqué. De fait, la Zomia n’a pas de limites précises qui feraient l’objet d’un consensus général, même si les différentes définitions géographiques se recoupent plus ou moins. On lui a objecté que l’imbrication et les relations entre zones montagneuses et État central n’étaient pas si distendues, et qu’il y aurait peu d’attestations historiques de fuites depuis les plaines vers ces zones reculées. Plus généralement, on lui a reproché de ne voir que les mauvais côtés de l’État

comme organisation sociale, et non pas ce qu'il apportait comme avantages pour la vie quotidienne des administrés. On a même vu dans sa thèse « une histoire populiste postmoderne16 ».

Mais pourquoi l’agriculture ?

Ainsi s’est mise en place, au fil des livres, de l’enseignement et des enquêtes de terrain, une œuvre originale, qui s’est elle-même qualifiée d’anarchiste, et qui veut au fond montrer qu’« un autre monde est possible », puisqu’un tel monde a été naguère « possible », par exemple, pour les sociétés de la Zomia avant leur disparition progressive sous leur forme « anarchiste ». Il restait cependant à Scott, au-delà de ses enquêtes et de ces constats locaux, à ancrer ses hypothèses et ses constats dans l’histoire, sinon dans la préhistoire.

Deux énigmes successives parcourent en effet la trajectoire de l’humanité. La première est celle de l’origine de l’agriculture, qui a transformé de petits groupes de chasseurs-cueilleurs nomades en villageois sédentaires à la démographie galopante. La seconde est l’apparition, quelques millénaires plus tard, des États centralisés. Ces deux « révolutions », la révolution dite « néolithique » puis la révolution urbaine, étaient-elles inévitables, et pourquoi et comment se sont-elles produites ?

Dans l’histoire de l’Occident, il y a eu plusieurs réponses successives. La première réponse était dans la Bible. Adam et Ève ont croqué la pomme, le fruit défendu de l’Arbre-du-discernement-du-bien-et-du-mal, et Dieu les chassa du Paradis, où ils menaient jusque-là une agréable vie oisive. À l’une, il annonça : « Je multiplierai la peine de tes grossesses ; c’est dans la peine que tu enfanteras des fils. Ton désir te portera vers ton mari, et celui-ci dominera sur toi. » Et à l’autre : « Parce que tu as écouté la voix de ta femme et que tu as mangé de l’arbre dont je t’avais interdit de manger, maudit soit le sol à cause de toi ! C’est dans la peine que tu en tireras ta nourriture, tous les jours de ta vie. De lui-même, il te donnera épines et chardons, mais tu auras ta nourriture en cultivant les champs. C’est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain, jusqu’à ce que tu retournes dans la terre, d’où tu as été

pris ; car tu es poussière, et tu retourneras dans la poussière. » Et l'homme fut chassé du Jardin d'Eden, « pour qu'il travaille la terre d'où il avait été tiré ». Ainsi, le travail de la terre est clairement une punition. Ce récit n'est cependant pas universel. Il est d'autres mythes d'origine où c'est une divinité ou un héros qui apporte aux hommes les plantes cultivées, pour leur bien.

La seconde réponse à la question agricole est venue au moment où, simultanément, la Bible perdait peu à peu en crédibilité, au moins dans sa lecture littérale, tandis que les progrès techniques et scientifiques annonçaient la révolution industrielle et apportaient ainsi le sentiment d'une évolution positive continue de l'humanité. Le premier à le mettre explicitement en forme fut Condorcet, dans son ouvrage posthume de 1795, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Il y décrit les dix étapes de la marche triomphale de l'humanité, depuis le temps où « les hommes sont réunis en peuplades » jusqu'à « la formation de la République Françoise », laissant même entrevoir « des progrès futurs de l'esprit humain ». C'est dès la « deuxième époque » que les humains eurent l'idée de l'élevage, en capturant à la chasse de jeunes animaux, tout comme celle de la culture des plantes, en concentrant près de leurs habitats désormais sédentaires celles qui leur paraissaient les plus utiles, et en éliminant les autres. Mais dans le même temps, affirme Condorcet, engagé dans la Révolution française même s'il y laissa sa vie, « on vit se perfectionner l'art de tromper les hommes pour les dépouiller, et d'usurper sur leurs opinions une autorité fondée sur des craintes et des espérances chimériques ».

Ces débuts de ce qu'on appelle l'évolutionnisme fut suivi tout au long du XIXe siècle par une série de « romans historiques » retraçant dans l'optimisme les progrès continus de l'humanité, depuis les origines jusqu'aux sociétés occidentales, couronnement de cette évolution, et sur lesquelles venaient se placer les autres sociétés, plus ou moins « évoluées ». De ce point de vue, l'apparition de l'agriculture n'était pas un problème, mais seulement un degré supplémentaire dans cette progression. Parmi d'innombrables auteurs, on retiendra l'Américain Lewis Morgan, avec *Ancient Society* (1877), considéré

comme l’un des fondateurs de l’ethnologie moderne. Son ouvrage aura une influence directe et revendiquée sur *L’Origine de la famille, de la propriété et de l’État* (1883), rédigé par Friedrich Engels en partie à partir des notes de Karl Marx.

Les débuts du Néolithique

Cet évolutionnisme connaîtra un net recul pendant une grande partie du XXe siècle, en raison de la montée en puissance des courants dits « fonctionnaliste » et « structuraliste » : à partir de l'observation de sociétés réelles, on s'intéressera à leur organisation et à leur fonctionnement à un moment donné du temps, ce qu'on appelle la synchronie, et non plus sur la longue durée – ou diachronie. Néanmoins, dans le même temps, l'archéologie des périodes anciennes prenait son essor et fournissait des matériaux de plus en plus nombreux pour documenter les débuts de l'agriculture. C'est au Proche-Orient, où se concentrèrent pendant longtemps l'essentiel des missions archéologiques occidentales, que les fouilles commencèrent à retracer les étapes de l'émergence de la domestication des animaux et des plantes. Puis, progressivement, furent explorées d'autres régions du monde, jusqu'à permettre d'esquisser le tableau actuel de nos connaissances17.

De ce tableau, il ressort qu'il y eut coïncidence entre les débuts de l'actuel interglaciaire, il y a une douzaine de millénaires, et l'apparition de l'agriculture en différents points du monde sans relations les uns avec les autres, et avec des animaux et des plantes différentes. En effet, les humains vivaient depuis 115 000 ans avant notre ère dans l'environnement moins favorable de la dernière glaciation (dite de Würm en Europe nord-occidentale) ; dans le même temps, même si *Homo sapiens* semble avoir émergé en Afrique dès 300 000 ans avant notre ère, ses capacités cognitives continuaient à évoluer, comme le montre l'apparition relativement tardive – il y a seulement 40 000 ans – de la représentation avec les peintures rupestres et de petites sculptures. On peut donc supposer, c'est du moins l'hypothèse que je ferais, que c'est la coïncidence entre un certain degré de complexité psychique et un environnement plus favorable qui expliquerait cette

apparition simultanée de l’agriculture en divers point du monde – sachant que dans certaines régions, des chasseurs-cueilleurs avaient déjà, depuis quelques millénaires, domestiqué des loups pour les transformer en chiens.

Ces différents foyers indépendants de l’agriculture sont, dans l’état actuel de nos connaissances, outre le Proche-Orient (avec le blé, l’orge et des légumineuses), la Chine du Nord autour du Fleuve Jaune (avec le millet), celle du Sud autour du Yangzi (avec le riz), les Andes d’une part et le Mexique actuel de l’autre avec le maïs, la Nouvelle-Guinée (avec le tarot et la banane), et sans doute l’Afrique subsaharienne avec le riz africain, le mil et le sorgho – pour en rester à la domestication des plantes, sachant que la domestication alimentaire d’animaux s’est faite en même temps et dans les mêmes zones. Si l’agriculture et l’élevage n’ont pu évidemment apparaître que dans les régions où existaient des espèces sauvages domesticables, ce n’a pas été le cas partout où cela aurait été possible. Il faut donc supposer en sus des prérequis techniques (maîtriser le stockage des céréales, savoir soigner et nourrir des animaux enfermés, etc.), mais aussi culturels, des « choix », conscients ou non, faits par les groupes concernés, dans la mesure où l’agriculture, malgré les avantages qu’elle peut apporter, nécessite des efforts plus importants que la chasse, la pêche et la cueillette, sans parler de ses effets à long terme, sur lesquels nous allons revenir, et qui constituent l’un des thèmes majeurs de ce livre.

La Mésopotamie comme laboratoire

De ces différents foyers, Scott choisit de s'intéresser à l'un, celui du Proche-Orient, sans doute le mieux connu actuellement de par la densité des fouilles et l'ancienneté de la recherche, et plus particulièrement la zone mésopotamienne, l'Irak actuel, dans la mesure où c'est là que vont apparaître ensuite, avec l'Égypte, les plus anciens États du monde vers la fin du IVe millénaire avant notre ère. Il raconte d'ailleurs en introduction avec quel enthousiasme il s'est nourri, à l'origine pour construire de nouveaux thèmes de cours à l'intention de ses étudiants, de toute une littérature archéologique récente qu'il découvrait, enthousiasme qu'il a donc tenu à faire partager dans ce livre. Si les chercheurs spécialisés dans cette région à cette période n'apprendront sans doute pas beaucoup (même si la recherche française est peu présente dans la bibliographie), les indéniables talents pédagogiques de Scott lui permettent de dépasser cette audience étroite, d'autant que, au-delà de l'information strictement archéologique, c'est évidemment l'interprétation historique qu'il propose qui fait la force de l'ouvrage.

On le verra, Scott insiste de manière concrète sur la longue transition qu'a impliqué l'émergence de l'agriculture, qui fut tout sauf une sorte d'invention géniale bien située dans le temps. Il faut imaginer au contraire, comme il le suggère, des expérimentations étalées sur des siècles, sinon des millénaires, ponctuées d'échecs et de retours en arrière, impliquant des espèces variées et des domestications multiples et dispersées. Il faut même interroger la notion de domestication car, par exemple, demande le fermier Scott, qui du chien et de l'homme a domestiqué l'autre, si l'on cherche celle des deux espèces qui retire le plus d'avantages de cette relation nouvelle ? Et la même question a déjà été posée à propos du chat. La première domestication, au sens large, est

d’ailleurs celle du feu, qui a permis aux humains (alors sous forme d’*Homo erectus*) aussi bien une meilleure digestion que la possibilité de commencer à aménager leur environnement.

La Mésopotamie, cette plaine irriguée, comme son nom l’indique (« au milieu des fleuves » en grec ancien), par le Tigre et l’Euphrate, est un milieu écologique particulièrement riche aussi bien en plantes comestibles (joncs, nénuphars), qu’en poissons, tortues, mollusques, oiseaux aquatiques, gazelles, etc. Dans l’état actuel de nos connaissances archéologiques, ce n’est d’ailleurs pas le point le plus ancien du Proche-Orient où soit apparue l’agriculture : celle-ci s’est d’abord limitée au Levant, entre le sud de la Turquie actuelle et le nord de l’Égypte, avant de s’étendre. Les milieux les plus riches en ressources naturelles, s’ils sont propices à la sédentarité – et il y eut un certain nombre de sociétés de chasseurs-cueilleurs sédentaires dans le monde, liées à des ressources aquatiques permanentes, du Japon à la côte nord-ouest de l’Amérique du Nord en passant par la Sibérie ou les rives du Danube – ne débouchent pas nécessairement sur l’agriculture, faute de nécessité à le faire. Mais du moins peuvent-ils la favoriser, en permettant, dans ce cas comme en Égypte, une agriculture sur limon exondé, c’est-à-dire lorsque les eaux se retirent annuellement, peu coûteuse en efforts.

Ainsi va naître ce que Scott désigne sous le nom latin de « domus », regroupement en un même lieu d’humains, d’animaux domestiques mais aussi parasites (rats, souris, puces, tiques, moustiques, etc.) et de végétaux, plusieurs *domus* (en latin, le pluriel est identique au singulier pour ce type de noms, dits de la 4e déclinaison) s’assemblant dans ce qu’il appelle également des « camps de regroupements plurispécifiques du Néolithique récent ».

Le début des ennuis

Jusque-là tout va bien, pourrait-on dire. Mais l'originalité de Scott est de montrer que c'est justement là que les ennuis commencent. Ces regroupements forcés présentent en effet un certain nombre de désavantages, et en particulier la propagation des maladies chez les humains, certaines issues des animaux, d'autres, ou les mêmes, se communiquant bien plus facilement entre humains rassemblés en nombre que vivant en petits groupes nomades et dispersés. On pourrait ainsi attribuer à de tels problèmes la relative lenteur de l'expansion de l'agriculture et de sa marche vers l'État proprement dit, soit plus de cinq millénaires environ au Proche-Orient – et ailleurs. Ainsi pourraient s'expliquer également la baisse du nombre de sites et de leurs tailles, qui ponctuent le Néolithique, mais ensuite l'histoire ultérieure de certains États. Dans les années 1930, l'archéologue australien Gordon Childe, premier grand théoricien de la révolution néolithique, avait supposé (à tort) qu'une dégradation climatique aurait conduit au regroupement forcé des humains, des plantes et des animaux dans des oasis, et favorisé ainsi, par cette proximité (*propinquity*) nouvelle, la domestication. Par un renversement, Scott montre ce que cette proximité, due cette fois à d'autres circonstances, a pu au contraire avoir de négatif.

Plus généralement, le Néolithique ne se résume pas à la domestication de quelques espèces animales et végétales. Ce sont, d'une certaine manière, les humains eux-mêmes qui se sont autodomestiqués et rendus esclaves de leurs animaux et de leurs plantes. L'agriculture entraîne un certain nombre de troubles musculo-squelettiques que l'on peut constater sur les défunts, ainsi que des lésions articulaires, tout comme une diminution de la stature, liée à un stress nutritionnel – et que l'on attribuait jadis à une différence de « race » d'avec les chasseurs, plus robustes et à l'activité plus variée en

même temps que moins pénible. L'on retrouve ici l'argumentation, citée plus haut, de Sahlins quant au temps de travail des chasseurs-cueilleurs et à leurs sociétés « d'abondance ». Reprenant ce paradoxe et grâce à la multiplication de la documentation archéologique, Scott peut le démontrer en détail.

En outre, en contraste avec la connaissance très variée qu'ont les chasseurs-cueilleurs de leur milieu naturel, les agriculteurs, avec leurs contraintes routinières et méticuleuses, concentrées sur un nombre très restreint d'animaux et de plantes, offrent un cas de déqualification massive des savoirs ! Comme le conclut Scott à ce stade et sans déflorer ici l'ouvrage ni son argumentation : « L'on pourra juger trop sombre cette appréciation d'une percée historique à laquelle on attribue la possibilité même de la civilisation ; du moins pourra-t-on dire que la révolution néolithique a entraîné un appauvrissement de la sensibilité et du savoir pratique de notre espèce face au monde naturel, un appauvrissement de son régime alimentaire, une contraction de son espace vital, et aussi, sans doute, de la richesse de son existence rituelle. »

Ainsi, du XVIIIe siècle au troisième quart du XXe siècle, un optimisme triomphal aura présidé au décryptage de l'histoire humaine et de l'invention révolutionnaire de l'agriculture. Mais avec la fin du XXe siècle, la montée des angoisses écologiques, le réchauffement climatique, les nouvelles maladies, les soucis énergétiques, une autre vision s'est peu à peu imposée. Et si l'humanité allait dans le mur ? Et dans ce cas, rétrospectivement, avait-elle pris le bon chemin ? Et finalement, la domestication des animaux et des plantes fut-elle une bonne idée ? Le propos de Scott n'est pas de répondre à cette question, qui n'a pas vraiment de sens, mais de remettre en question nos certitudes et notre vision du monde.

Du grain à l’État

Encore que la révolution néolithique ne serait que le début de nos ennuis. De par le monde, des sociétés sont « restées » jusqu’à il y a peu au stade d’économies villageoise. La seconde énigme est donc bien l’émergence de l’État et la révolution urbaine. Pour y répondre, la Mésopotamie est un terrain privilégié, puisqu’elle a vu apparaître les premières villes du monde, et par là même les premières cités-États, d’abord indépendantes, puis regroupées, de gré ou de force, en royaumes ou en empires. À cette énigme de l’État, une réponse principale : le grain !

Pourquoi le grain ? Les lecteurs l’auront compris au vu des travaux précédents de Scott. Dans la Zomia en particulier, pas de blé, de riz ou de millet en monoculture céréalière, mais igname, patate douce ou manioc. Ainsi, peut généraliser Scott, « [l’]histoire n’a pas enregistré l’existence d’États du manioc, du sagou, de l’igname, du taro, du plantain, de l’arbre à pain ou de la patate douce. […] Seules les céréales sont vraiment adaptées à la concentration de la production, au prélèvement fiscal, à l’appropriation, aux registres cadastraux, au stockage et au rationnement ». Si l’émergence de l’agriculture reste un phénomène complexe et pas encore élucidé dans tous ses détails, celle de l’État est plus simple. Pour qu’il y ait État, il doit y avoir contrôle de la population soumise, et seules les céréales le permettent : riz, blé, orge, maïs, sorgho, millet – les quatre premières représentant aujourd’hui plus de la moitié de la consommation mondiale de calories. Et être gouverné, rappelle Scott en citant Proudhon, « c’est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé ». Ce qui suppose, en outre, l’écriture.

Avec l'État vint aussi l'esclavage, même si certains historiens en minimisent l'importance en Mésopotamie. Mais les sources historiques indiquent que les guerres antiques, beaucoup moins que de territoires, ont eu pour objet principal la prise de prisonniers de guerre, c'est-à-dire d'esclaves pour la main-d'œuvre – aussi bien dans le but d'accroître production et surplus, que de remédier à la fuite continue de sujets récalcitrants et éviter aux sujets « libres » les travaux les plus pénibles. Car le contrôle des sujets ne s'est pas toujours fait sans mal. La tentation pouvait être permanente, en cas d'oppression trop forte, sinon de se révolter, du moins de fuir. L'Égypte et la Mésopotamie, oasis cernées de déserts, de montagnes et de mers, constituaient des sortes de « nasses écologiques » idéales, contrairement à des régions plus ouvertes et plus tempérées. Ce n'est pas un hasard si l'État mettra près de trois millénaires supplémentaires pour s'imposer en Europe, où l'on peut observer que les moments de forte hiérarchisation sociale (comme ceux des premiers tombeaux monumentaux mégalithiques du Ve millénaire avant notre ère, ou les palais minoens et mycéniens du IIe millénaire, ou les citadelles celtiques du milieu du Ier millénaire) ont été invariablement suivis d'un retour à des formes sociales beaucoup plus simples et moins inégalitaires18.

Des âges pas si sombres…

De tels effondrements ne sont toutefois pas absents du Proche-Orient, même s'ils paraissent avoir été plus ponctuels et plus limités qu'ailleurs. Plus spectaculaires seront, dans des milieux écologiques effectivement plus ouverts, ceux des mondes urbains de la civilisation de l'Indus au début du second millénaire avant notre ère, ou des cités mayas ou khmères au début du premier millénaire de notre ère ou, à peine plus tard, ceux des cités dites « mississippiennes ». Ces moments d'effondrement, qu'historiens et archéologues qualifient souvent d'« âges sombres » parce qu'ils ne trouvent plus autant de palais et d'objets de luxe qu'auparavant, et généralement plus d'écriture, peuvent au contraire être interprétés comme des moments de résistance. Ils font place à des retours à des économies villageoises classiques, finalement plus à même de composer au mieux avec l'environnement. Ces âges sombres n'ont sans doute pas été « sombres » pour tout le monde. Mais les causes politiques sont difficiles à démêler, pour ces périodes anciennes, d'autres causes, notamment écologiques : les cités mésopotamiennes, avec le déboisement massif pour couvrir les besoins de la construction, de la métallurgie, de la batellerie, de la production de chaux, etc., ont permis le ravinement et la salinité des sols, accroissant les inondations et perpétrant ainsi un véritable écocide.

La marche vers l'État n'en poursuivit pas moins son chemin, même si, il y a quatre siècles à peine, un tiers seulement de la population mondiale vivait dans de véritables États, soit, comme le rappelle Scott, « les deux derniers dixièmes du dernier pour cent de la vie politique de notre espèce ». Au-delà se tenaient de toute antiquité les « barbares », ceux qui essayaient, pour quelque temps encore, de se passer de l'État. Mais les barbares restaient le

plus souvent en interaction constante avec les États, leur livrant régulièrement des esclaves pris à la guerre, voire servant en mercenaires dans leurs armées ; ainsi, conclut Scott, ils « ont délibérément creusé leur propre tombe ».

L'ouvrage de Scott a assurément trouvé son public dans le monde anglo-américain, même si quelques spécialistes du domaine mésopotamien ont pu, un peu vexés, critiquer quelques manques bibliographiques ou affirmer à rebours que tout cela était déjà bien connu. Il est vrai aussi, qu'à l'époque des interrogations sur la décroissance, c'est un livre dans l'air du temps. C'est en tout cas un livre « anarchiste », dans la lignée de son œuvre. À la fois parce qu'il déconstruit le récit traditionnel de la révolution néolithique et de ses débouchés étatiques en en révélant toute la face obscure, mais aussi parce qu'il montre que tout cela n'est pas forcément irrémédiable, dans le mesure où les pouvoirs oppresseurs ont été régulièrement remis en cause. Dans ce cas, il n'est pas forcément certain qu'il n'y aurait pas d'alternative. Mais c'est aux humains d'en décider…

Avant-propos

Ce que le lecteur va découvrir dans ce livre est en quelque sorte le rapport d'exploration d'un intrus. Je m'explique : en 2011, on m'a demandé de donner deux conférences Tanner à Harvard. C'était tout à fait flatteur mais, venant juste de terminer la rédaction d'un livre difficile, je jouissais d'une phase fort bienvenue de « lecture gratuite » sans aucun objectif particulier. Que pouvais-je bien fournir d'intéressant en seulement quatre mois ? En quête d'un thème relativement facile à maîtriser, je pensai aux deux conférences inaugurales sur les sociétés agraires que j'avais l'habitude de donner aux étudiants de deuxième cycle depuis deux décennies. Ces conférences couvraient l'histoire de la domestication (animale et végétale) et de la structure agraire des premiers États et, bien que leur contenu ait progressivement évolué, je pris conscience qu'il était malheureusement dépassé. C'est pourquoi je me dis que je pourrais peut-être me plonger dans les travaux les plus récents sur ces questions et, *a minima*, rédiger deux conférences reflétant l'état le plus avancé des recherches en la matière. Je me montrerais ainsi à la hauteur des exigences de mes étudiants.

Quelle ne fut pas ma surprise lorsque je me rendis compte que cela remettait en cause une bonne partie de ce que je croyais savoir et m'exposait à une masse de nouveaux débats et découvertes. Je compris que j'allais devoir assimiler ces innovations si je voulais rendre justice à mon sujet. Les conférences qui en résultèrent ont donc plus servi à témoigner de ma stupéfaction face à la masse de connaissances censément établies qui devaient être entièrement réexaminées qu'à m'engager dans cette réévaluation. Mon hôte, Homi Bhabha, choisit trois commentateurs fort sagaces – Arthur Kleinman, Partha Chatterjee et Veena Das – lesquels, lors du séminaire qui

suivit ces conférences, me convainquirent que mes raisonnements étaient encore loin d'être prêts à passer le test de la divulgation. Ce n'est qu'au bout de cinq ans que j'ai réussi à produire un premier jet qui m'est apparu à la fois bien-fondé et intellectuellement stimulant.

Cet ouvrage témoigne donc de mes efforts pour approfondir ce sujet. Mais il reste le travail d'un amateur. Bien que je sois officiellement politologue et qu'on me tienne aussi volontiers pour un anthropologue et un environnementaliste, j'ai dû, afin de venir à bout de cette entreprise, travailler au carrefour de la préhistoire, de l'archéologie, de l'histoire ancienne et de l'anthropologie. Ne possédant aucune expertise officielle dans ces domaines, on pourra à juste titre m'accuser d'être trop ambitieux. Mon excuse pour empiéter sur ces disciplines – qui n'est certes pas une justification – est triple. Tout d'abord, il y a les avantages de la naïveté ! Contrairement à un spécialiste immergé dans les débats densément argumentés qui caractérisent ces domaines, je partais pour l'essentiel des hypothèses sur la domestication des plantes et des animaux, la sédentarité, les premiers centres urbains et les premiers États considérées comme vraies par les chercheurs non familiers des découvertes des deux dernières décennies. À cet égard, ma propre ignorance, et ma stupéfaction de découvrir l'étendue de la fausseté de ce que je tenais pour vrai, se sont révélées être un avantage au moment d'écrire à l'intention d'un public nourri des mêmes idées erronées. Ensuite, en tant que simple lecteur des ouvrages existants, je me suis efforcé d'assimiler consciencieusement tout le savoir et les débats récents portant sur ces questions dans les domaines de la biologie, de l'épidémiologie, de l'archéologie, de l'histoire ancienne, de la démographie et de l'histoire environnementale. Enfin, j'apporte avec moi le bagage intellectuel de deux décennies de recherche sur la logique du pouvoir de l'État moderne (qui ont donné lieu à mon ouvrage *Seeing Like a State*) et sur les pratiques des peuples sans État, en particulier ceux d'Asie du Sud-Est qui, jusqu'à récemment, avaient échappé à leur absorption par des sociétés étatiques (*Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*).

Il s'agit donc d'un projet explicitement dérivatif. Je ne cherche pas à

produire de nouvelles connaissances, mais à « relier les points » des savoirs existants de manière éclairante ou suggestive. Au cours des dernières décennies, les progrès étonnants de la recherche ont permis de réviser radicalement ou d'inverser totalement ce que nous croyions savoir des premières « civilisations » de la plaine alluviale de Basse Mésopotamie et d'autres régions du monde. On pensait – du moins étions-nous nombreux à le penser – que la domestication des plantes et des animaux avait directement entraîné la fin du nomadisme et engendré l'agriculture sédentaire. Or il s'avère que la sédentarité a très largement précédé tous les indices de domestication des plantes et des animaux et que sédentarité et domestication existaient déjà au moins quatre millénaires avant l'apparition de villages agricoles. On avait tendance à croire que la sédentarité et l'apparition des premiers centres urbains avaient été des conséquences des techniques d'irrigation et de l'émergence de l'État. Il s'avère que les deux furent le plus souvent un effet de la richesse en ressources alimentaires des zones humides. On croyait que sédentarité et agriculture avaient entraîné spontanément l'émergence de l'État ; en réalité celle-ci n'est survenue que longtemps après la naissance de l'agriculture sédentaire. On supposait que l'agriculture avait été un grand pas en avant pour l'humanité en termes de bien-être, de nutrition et de temps libre. Or, initialement, c'est plutôt le contraire qui est vrai. On considérait souvent que les premiers États et civilisations possédaient une force d'attraction irrésistible, tels des aimants, sur des populations captivées par leur luxe, leur culture et leurs opportunités. En réalité, c'est seulement par le biais de diverses formes de servitude que les premiers États ont réussi à capturer et à fixer une bonne partie de leurs populations. Ils étaient en outre vulnérables aux conséquences épidémiologiques de la concentration humaine. De fait, les premiers États étaient fragiles et susceptibles de s'effondrer, tandis que les « âges sombres » qui les ont suivis se sont souvent caractérisés par une réelle amélioration du bien-être des populations. Enfin, il y a d'excellentes raisons de penser que, du point de vue matériel, l'existence

en dehors de la sphère de l'État – l'existence « barbare » – a sans doute été souvent plus facile, plus libre et plus saine que celle des membres des sociétés civilisées – du moins de ceux qui ne faisaient pas partie de l'élite.

Je suis bien conscient que les pages qui suivent ne sauraient être le dernier mot en matière de domestication, de formation des États primitifs ou de leur relation avec les populations environnantes. Mon objectif est double : d'abord, très modestement, synthétiser les connaissances les plus avancées que nous possédons sur ces questions ; ensuite, suggérer ce qu'elles impliquent quant à l'émergence de l'État et aux conséquences humaines et écologiques de la forme-État elle-même. Ce n'est pas une mince entreprise et je me suis efforcé de rivaliser avec les modèles du genre que sont les ouvrages de Charles Mann (*1491*) et Elizabeth Kolbert (*La 6e Extinction. Comment l'homme détruit la vie*). Mon second objectif – dont les auteurs de mes sources ne peuvent être tenus responsables – est de mettre en lumière des implications plus amples et plus suggestives, que j'estime être « bonnes à penser ». C'est ainsi qu'à mon sens, une compréhension globale de la domestication en tant que contrôle sur la reproduction est susceptible d'être appliquée non seulement aux plantes et aux animaux, mais aussi aux esclaves, aux sujets de l'État et aux femmes. J'avance l'idée que les céréales présentent des caractéristiques uniques qui en font, pratiquement partout, la principale ressource fiscale indispensable à l'émergence initiale de l'État. J'émets aussi l'hypothèse que nous avons grossièrement sous-estimé l'effet majeur des maladies infectieuses liées à la concentration des populations sur la fragilité démographique des premiers États. Contrairement à de nombreux historiens, je me demande si l'abandon fréquent des premiers centres étatiques n'a pas bénéficié à la santé et à la sécurité de leurs anciens habitants plutôt qu'il n'a constitué un « âge sombre » d'effondrement de la civilisation. Enfin, je me demande si les populations demeurées en dehors des centres étatiques pendant les millénaires qui ont suivi la création des premiers États n'y sont pas restées (ou n'y ont pas fui) parce que les conditions de vie y étaient meilleures. Toutes ces implications tirées de mes lectures, je les conçois comme des provocations destinées à stimuler et à faire avancer la

réflexion et la recherche. Partout où je me suis heurté à un mur, j'ai essayé de le signaler avec franchise. Là où les preuves manquent et où j'ai dû me livrer à la spéculation, je n'ai pas cherché à le dissimuler.

Un mot sur la géographie et le découpage historique de mon sujet. Mon attention s'est concentrée presque entièrement sur la Mésopotamie, en particulier sur la « plaine alluviale méridionale » qui s'étend au sud de la ville moderne de Bassorah. La raison en est que cette zone entre le Tigre et l'Euphrate (région de Sumer) est *le berceau des premiers États « purs » de l'humanité* – même si elle n'est pas le site des premiers établissements sédentaires, des premières espèces végétales domestiquées ou même des premiers centres proto-urbains. L'ère historique que je couvre (en dehors de l'histoire profonde de la domestication) englobe la période d'Obeïd, qui débute à peu près en 6500 avant notre ère et va jusqu'à la fin de la période babylonienne ancienne, soit vers 1600. Les subdivisions traditionnelles (certaines dates antérieures sont contestées) sont les suivantes :

Obeïd (6500-3800 av. J.-C.)
Uruk (4000-3100 av. J.-C.)
Djemdet Nasr (3100-2900 av. J.-C.)
Période des dynasties archaïques (proto-dynastique
ou présargonique : 2900-2335 av. J.-C.)
Akkadien (2334-2193 av. J.-C.)
Ur III (2112-2004 av. J.-C.)
Première dynastie de Babylone (2004-1595 av. J.-C.)

La grande majorité de mon corpus traite de la période allant de 4000 à 2000 avant notre ère : il s'agit tout à la fois de la période clé de l'émergence

de l’État et de celle qui est la mieux couverte par les travaux existants.

De temps à autre, je me réfère en passant à d’autres États antiques tels que les dynasties Qin et Han en Chine, l’Égypte ancienne, la Grèce classique, la République et l’Empire romain, et même la civilisation maya dans le Nouveau Monde. L’objectif de ces *excursus* est de mobiliser des exemples analogues partout où les données mésopotamiennes sont trop rares ou controversées : sur la base d’un raisonnement comparatif, on peut construire des hypothèses plausibles à partir des régularités observées. C’est particulièrement le cas en ce qui concerne le rôle du travail servile dans les États archaïques, l’importance des maladies dans leur effondrement éventuel, les conséquences de cet effondrement et, finalement, la relation entre ces États et leurs voisins « barbares ».

Afin d’expliquer les surprises auxquelles j’ai été confronté et auxquelles, j’imagine, seront aussi confrontés mes lecteurs, je me suis appuyé sur les travaux d’un grand nombre d’« éclaireurs indigènes » fiables sur des terrains disciplinaires dont je ne suis pas familier. D’aucuns me reprocheront de faire du braconnage : je l’assume totalement ! La question est plutôt de savoir si j’ai su exploiter les compétences des « éclaireurs indigènes » les plus chevronnés, les plus attentifs, les plus instruits et les plus dignes de confiance. Je nommerai ici quelques-uns de mes meilleurs guides, désireux de les impliquer dans cette entreprise où leur sagacité m’a aidé à trouver mon chemin. Au sommet de la liste, on trouvera des archéologues et des spécialistes de la Basse Mésopotamie qui ont été exceptionnellement généreux de leur temps et de leurs conseils critiques : Jennifer Pournelle, Norman Yoffee, David Wengrow et Seth Richardson. Mentionnons sans ordre particulier d’autres auteurs dont les travaux m’ont inspiré : John McNeill, Edward Mellilo, Melinda Zeder, Hans Nissen, Les Groube, Guillermo Algaze, Ann Porter, Susan Pollock, Dorian Q. Fuller, Andrea Seri, Tate Paulette, Robert Mc. Adams, Michael Dietler, Gordon Hillman, Karl Jacoby, Helen Leach, Peter Perdue, Christopher Beckwith, Cyprian Broodbank, Owen Lattimore, Thomas Barfield, Ian Hodder, Joe Manning, K. Sivaramakrishnan, Edward Friedman, Douglas Storm, James Prosek,

Aniket Aga, Sarah Osterhoudt, Padriac Kenney, Gardiner Bovingdon, Timothy Pechora, Stuart Schwartz, Anna Tsing, David Graeber, Magnus Fiskesjo, Victor Lieberman, Wang Haicheng, Helen Siu, Bennet Bronson, Alex Lichtenstein, Cathy Shufro, Jeffrey Isaac et Adam T. Smith. Je suis particulièrement reconnaissant envers Richard Manning, dont j'ai constaté qu'il avait anticipé une bonne partie de mon raisonnement sur les céréales et l'émergence de l'État et dont la générosité intellectuelle est allée jusqu'à me permettre de lui emprunter le titre de son ouvrage, *Against the Grain*, en y ajoutant mon propre sous-titre.

Non sans appréhension, j'ai testé mes arguments devant des auditoires d'archéologues et de spécialistes d'histoire ancienne. Je tiens à les remercier de leur patience et de leurs utiles critiques. L'un des premiers publics auquel j'ai infligé les versions initiales de mon texte à l'occasion de la conférence Hilldale de 2013 incluait nombre de mes ex-collègues de l'université du Wisconsin. Je tiens également à remercier Clifford Ando et ses collègues de m'avoir invité à une conférence sur le thème « Pouvoir infrastructurel et despotisme dans les États antiques » à l'université de Chicago en 2014, ainsi que David Wengrow et Sue Hamilton de m'avoir donné l'occasion de délivrer la conférence V. Gordon Childe à l'Institut d'Archéologie de Londres en 2016. Une partie de mes arguments ont été présentés (et disséqués !) à l'université de l'Utah (conférence O. Meredith Wilson), à l'École des études orientales et africaines (conférence du Centenaire), à l'université de l'Indiana (conférences Patten), à l'université du Connecticut, à l'université Northwestern, à l'université de Francfort-sur-le-Main, à l'université libre de Berlin, à l'atelier de théorie juridique de l'université de Columbia et à l'université d'Aarhus, laquelle m'a également offert le luxe d'un congé sabbatique rémunéré lors des phases ultérieures de recherche et d'écriture. Je remercie tout particulièrement mes collègues danois Nils Bubandt, Mikael Gravers, Christian Lund, Niels Brimnes, Preben Kaarlsholm et Bodil Frederickson pour leur générosité intellectuelle et les idées qu'ils ont partagées avec moi et qui ont contribué à mon apprentissage continu.

Je suis convaincu que nulle part au monde, aucun chercheur n'a jamais

bénéficié de l’apport d’une assistante de recherche aussi efficace et à l’intellect aussi pugnace qu’Annikki Herranen, qui poursuit aujourd’hui sa carrière d’anthropologue. Chaque semaine, Annikki me présentait un somptueux « menu de dégustation » intellectuel en me signalant avec un flair infaillible les morceaux les plus juteux. Faizah Zakariah s’est chargée de trouver les autorisations de publication de toutes les illustrations utilisées dans cet ouvrage et Bill Nelson a adroitement élaboré les cartes, les graphiques et les « histogrammes » permettant au lecteur de s’orienter. Enfin, le travail de mon éditrice auprès de Yale University Press, Jean Thomson Black, explique ma fidélité, comme celle de nombreux autres auteurs, à cette maison d’édition. Elle incarne un degré de compétence, d’attention et d’efficacité dont nous souhaiterions tous qu’ils soient moins rares.

a. Jean-Paul Demoule, spécialiste du Néolithique et de l’âge du Fer, est professeur émérite de protohistoire européenne à l’université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est l’auteur d’une vingtaine d’ouvrages, parmi lesquels *Mais où sont passés les Indo-Européens ? Aux origines du mythe de l’Occident* (Seuil, 2014).

Introduction

Un récit en lambeaux : ce que je ne savais pas

Comment expliquer qu'à une époque aussi récente de l'histoire de son espèce, *Homo sapiens sapiens* en soit arrivé à vivre dans des communautés sédentaires densément peuplées exploitant une poignée d'espèces de céréales et un cheptel domestiqué, le tout sous l'égide de la version ancestrale de ce que nous appelons aujourd'hui un État ? Et comment ce complexe écologique et social inédit a-t-il pu servir de modèle à la quasi-totalité de l'histoire connue de notre espèce ? Un modèle considérablement renforcé par la croissance démographique, l'exploitation de l'énergie hydraulique et des animaux de trait, la navigation à voile et le commerce à longue distance, et qui a prévalu pendant plus de six millénaires jusqu'à l'avènement des combustibles fossiles. Les pages qui suivent sont mues par ma curiosité quant à l'origine, la structure et les conséquences de ce complexe écologique à base fondamentalement agraire.

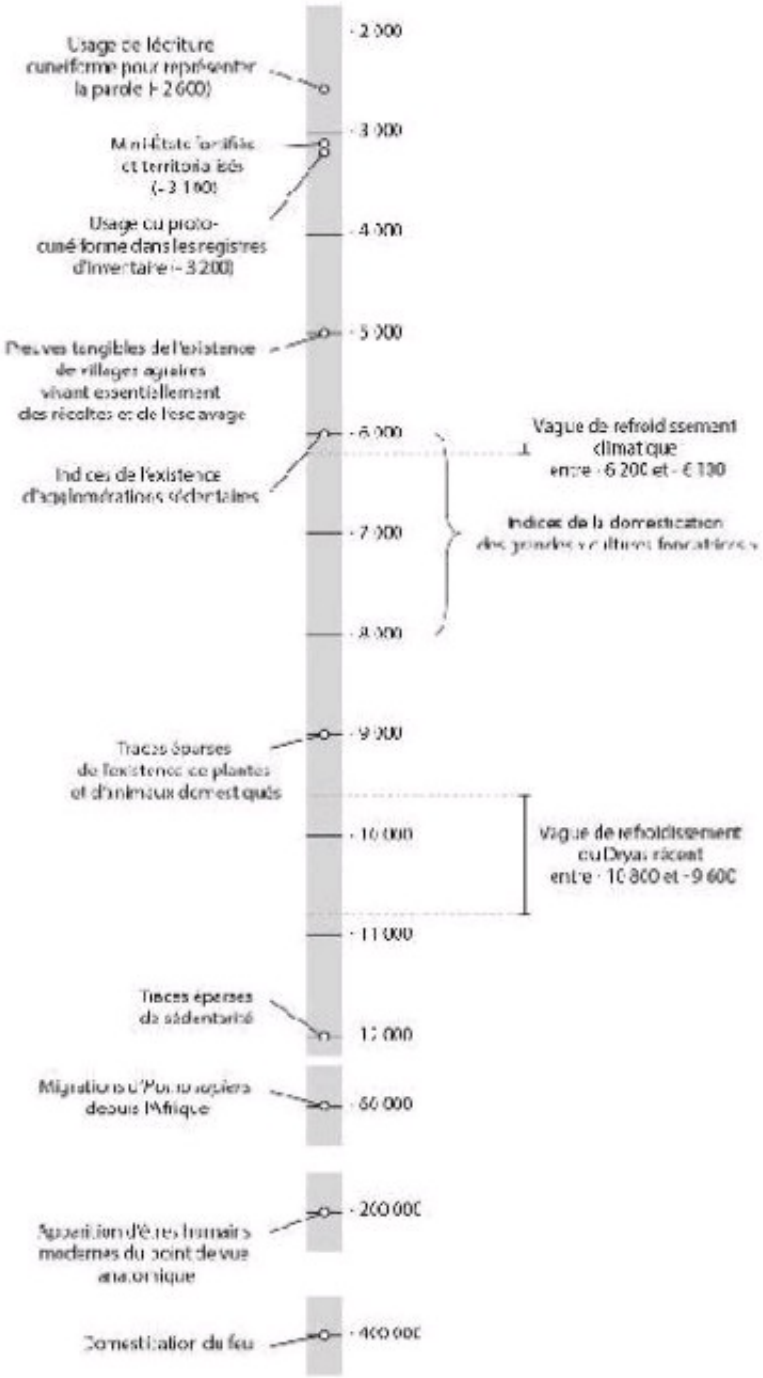
Ce processus a généralement été interprété comme le grand récit du progrès, de la civilisation et de l'ordre public et comme la source d'avancées majeures en matière de santé et de temps libre. Compte tenu de ce que nous savons aujourd'hui, une bonne partie de ce grand récit est soit faux, soit sérieusement biaisé. L'objectif de cet ouvrage est de le remettre en question sur la base de mon interprétation des nouvelles connaissances archéologiques et historiographiques des deux dernières décennies.

La formation des premiers États et sociétés agraires de Mésopotamie s'est produite pendant une période qui représente les derniers 5 % de l'histoire humaine. Selon cette même métrique, l'ère des combustibles fossiles, qui s'ouvre à la fin du XVIII[e] siècle, n'occupe que 0,25 % de notre histoire. Pour des raisons dont l'évidence est alarmante, nous sommes de plus en plus préoccupés par l'empreinte écologique de nos activités sur le globe terrestre au cours de cette dernière période. Le caractère massif de cet impact est reflété par les débats animés autour du terme « Anthropocène », qui entend désigner une nouvelle ère géologique au cours de laquelle l'activité humaine a affecté de façon décisive l'écologie et l'atmosphère de la planète[a].

Bien qu'il n'y ait aucun doute quant à l'impact décisif des activités humaines contemporaines sur l'écosphère, la question de savoir exactement *quand* cet impact est devenu décisif reste controversée. D'aucuns proposent de faire remonter ce moment clé aux premiers essais nucléaires, qui ont déposé une couche permanente et détectable de radioactivité sur toute la planète. D'autres font démarrer l'horloge de l'Anthropocène à l'époque de la révolution industrielle et de l'exploitation massive des combustibles fossiles. On pourrait aussi soutenir que le vrai commencement date du moment où la société industrielle a acquis les outils – comme la dynamite, les bulldozers et le béton armé (en particulier pour les barrages) – qui lui ont permis de modifier radicalement le paysage terrestre. Entre ces trois possibles candidats, la révolution industrielle n'a que deux siècles d'âge et les deux autres appartiennent encore à la mémoire des générations présentes. Si on le compare aux près de deux cent mille ans d'existence de notre espèce, l'Anthropocène ne date que de quelques minutes.

Je propose un autre point de départ beaucoup plus éloigné dans le temps. Si nous acceptons la prémisse de la notion d'Anthropocène en tant que saut qualitatif et quantitatif de notre impact sur l'environnement, je suggère que nous commencions par l'utilisation du feu, premier grand outil auquel ont recouru les hominidés afin d'aménager le territoire, ou plutôt de construire leur habitat. Les premiers indices de l'utilisation du feu remontent à au moins

quatre cent mille ans, peut-être même beaucoup plus tôt, soit longtemps avant l'apparition d'*Homo sapiens*[1b]. Il y a environ douze mille ans, l'apparition de la sédentarité, de l'agriculture et de l'élevage marquent un nouveau saut qualitatif dans la transformation du paysage par les humains. Si ce qui nous intéresse est l'empreinte historique des hominidés, on pourrait identifier un Anthropocène « faible » longtemps avant l'Anthropocène « fort », plus explosif et plus récent ; je dis « faible » en grande partie parce que le nombre d'hominidés susceptibles de manier ces outils d'aménagement du territoire était très réduit. Aux alentours de dix mille ans avant notre ère, il n'y avait que deux à quatre millions de nos congénères sur la surface du globe, soit beaucoup moins d'un millième de la population actuelle. L'autre invention décisive d'avant la modernité est celle d'une institution : l'État. Les premiers États de la plaine alluviale mésopotamienne apparaissent au plus tôt il y a environ six mille ans, plusieurs millénaires après les premiers indices d'activité agricole et de sédentarité dans la région. Aucune autre institution n'a autant contribué à mobiliser les technologies d'aménagement du territoire au service de ses intérêts.

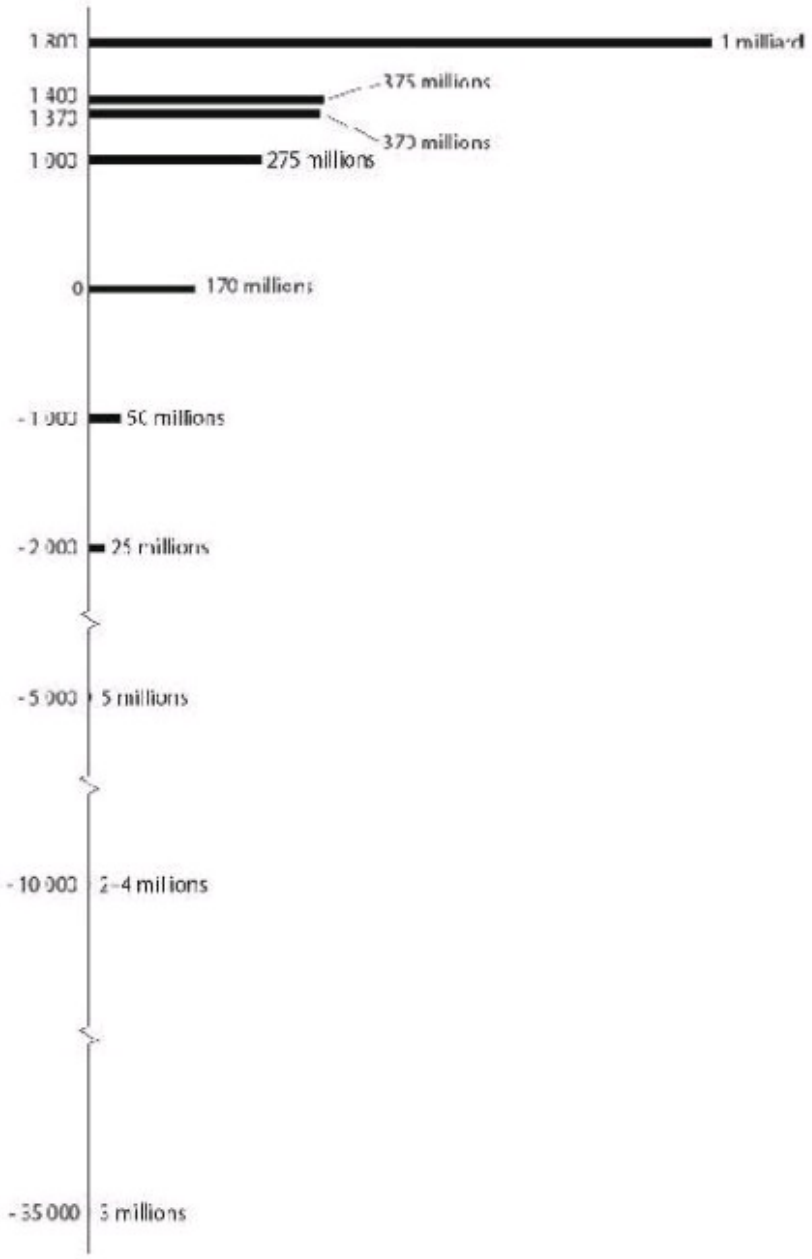

- 2 000
Usage de l'écriture cunéiforme pour représenter la parole (- 2 600)
- 3 000
Mise en place d'États territorialisés (- 3 100)
Usage du proto-cunéiforme dans les registres d'inventaire (- 3 200)
- 4 000
- 5 000
Preuves tangibles de l'existence de villages agraires vivant essentiellement des récoltes et de l'esclavage
- 6 000
Indices de l'existence d'agglomérations sédentaires
Vague de refroidissement climatique entre - 6 200 et - 6 100
Indices de la domestication des graines et cultures foncières
- 7 000
- 8 000
- 9 000
Traces éparses de l'existence de plantes et d'animaux domestiqués
Vague de refroidissement du Dryas récent entre - 10 800 et - 9 600
- 10 000
- 11 000
Traces éparses de sédentarité
- 12 000
Migrations d'Homo sapiens depuis l'Afrique
- 60 000
Apparition d'êtres humains modernes du point de vue anatomique
- 200 000
Domestication du feu
- 400 000

Chronologie : de la domestication du feu à l’écriture cunéiforme

Par conséquent, si l’on veut mieux comprendre comment nous sommes devenus des sujets sédentaires cultivateurs de céréales et éleveurs de bétail gouvernés par cette institution inédite que nous appelons aujourd’hui l’État, il nous faut faire un détour par l’« histoire profonde ». Au meilleur de ses capacités, l’histoire est à mon avis la discipline la plus subversive parce qu’elle nous révèle comment les choses que nous tenons pour évidentes sont réellement advenues. En mettant en lumière les nombreux facteurs contingents qui ont convergé pour produire, par exemple, la révolution industrielle, l’extension maximum de la dernière période glaciaire ou la dynastie Qin, la notion d’histoire profonde répond aux aspirations de la génération d’historiens français liés à l’École des Annales, qui prônaient une histoire de la longue durée plutôt qu’une chronique des événements publics. Mais l’invocation contemporaine de l’« histoire profonde » va plus loin que l’École des Annales en prônant un type de savoir qui équivaut le plus souvent à une histoire de l’espèce. Tel est l’esprit du temps auquel je m’identifie, et qui illustre parfaitement la maxime selon laquelle « la chouette de Minerve ne prend son vol qu’au crépuscule[c] ».

Les paradoxes du grand récit de l'État et de la civilisation

Étudier l'émergence de l'État amène nécessairement à une interrogation fondamentale : comment en sommes-nous (*Homo sapiens sapiens*) arrivés à vivre dans le cadre de la concentration sans précédent d'humains, de plantes et d'animaux domestiqués qui caractérise les premiers États ? De ce point de vue, la forme-État n'a rien de naturel ou d'évident. L'émergence d'*Homo sapiens* en tant que sous-espèce date d'il y a environ deux cent mille ans et sa présence hors d'Afrique et du Levant d'à peu près soixante mille ans. Les premiers exemples de plantes cultivées et de communautés sédentaires remontent à environ douze mille ans. Jusqu'alors – soit pendant 90 % de la durée de la présence humaine sur terre –, notre existence avait été celle de petites bandes de chasseurs-cueilleurs, mobiles, dispersées et relativement égalitaires. Ce qui est plus remarquable encore aux yeux de quiconque s'intéresse à la forme-État, c'est le fait que les premiers petits États stratifiés, collecteurs d'impôts et constructeurs de fortifications n'apparaissent dans la vallée du Tigre et de l'Euphrate que vers 3100 avant notre ère, soit plus de quatre millénaires *après* les premiers cas répertoriés de domestication d'espèces végétales et de sédentarité. Ce décalage massif pose un problème aux théoriciens enclins à naturaliser la forme-État. Ceux-ci partent de l'hypothèse qu'une fois établies l'agriculture et la sédentarité, à savoir respectivement les préconditions technologiques et démographiques de l'émergence de l'État, les États/empires devaient logiquement faire leur apparition dans la foulée en tant qu'entités les plus efficaces pour garantir l'ordre politique[d].



Estimations de la population mondiale entre 35 000 av. J.-C. et 1800

Ces faits bruts perturbent la version de la préhistoire humaine que la plupart d'entre nous (moi inclus) avons assimilé de façon irréfléchie. L'humanité des temps historiques est complètement fascinée par le grand récit du progrès et de la civilisation codifiés par les premiers grands royaumes agraires. Ces sociétés, qui se caractérisaient par leur caractère inédit et leur puissance, entendaient bien se distinguer aussi nettement que possible des populations dont elles étaient pourtant originaires et dont la présence menaçante hantait encore leurs frontières. Pour l'essentiel, c'était un récit de l'« essor de l'humanité » : l'agriculture venait se substituer au monde barbare, sauvage, primitif, brutal et sans loi des chasseurs-cueilleurs et des nomades. Les cultures sédentaires étaient l'origine et le garant d'une existence stable, des cultes religieux formalisés, du lien social et du règne du droit. Les populations qui refusaient de se convertir à l'agriculture le faisaient par ignorance ou par refus de s'adapter. Dans presque toutes les premières communautés agricoles, la supériorité de l'agriculture était légitimée par une mythologie sophistiquée qui narrait comment un dieu ou une déesse puissants avaient fait don d'une céréale sacrée à un peuple élu.

À partir du moment où l'on remet en question l'hypothèse fondamentale de la supériorité et de la plus grande attractivité de l'agriculture sédentaire par rapport à toutes les formes de subsistance antérieures, il devient clair que ladite hypothèse repose elle-même sur un présupposé plus profond et plus enraciné qui n'est, lui, pratiquement jamais remis en cause : à savoir que l'existence sédentaire serait elle-même supérieure à et plus attrayante que les formes de subsistance fondées sur la mobilité. La place de la *domus* et de la résidence fixe dans le récit civilisationnel est si fondamentale qu'elle en devient invisible : les poissons ne voient pas l'eau dans laquelle ils nagent ! On présuppose tout simplement qu'*Homo sapiens*, fatigué de ses tribulations, ne désirait qu'une chose : se fixer définitivement et en finir avec des milliers de millénaires de nomadisme et de mouvements saisonniers. Pourtant, nous disposons d'une grande quantité d'indices montrant que les peuples nomades ont partout opposé une résistance farouche à la sédentarisation permanente, y compris dans des circonstances relativement favorables. Les populations de

pasteurs et de chasseurs-cueilleurs se sont longtemps battues contre la sédentarité, l'associant, souvent à juste titre, aux maladies et au contrôle étatique. Ce n'est que contraints par leurs défaites militaires que nombre de peuples amérindiens ont été confinés dans des réserves. D'autres saisirent les opportunités historiques offertes par leurs contacts avec les Européens afin d'accroître leur mobilité, tels les Sioux et les Comanches lorsqu'ils mirent le cheval au service de leurs activités de chasse, de commerce et de prédation, ou les Navajos lorsqu'ils devinrent éleveurs de moutons. La plupart des peuples qui pratiquaient des formes de subsistance nomade – qu'il s'agisse d'élevage, de cueillette, de chasse, de pêche ou même de cultures itinérantes –, même lorsqu'ils adoptaient avec enthousiasme les échanges marchands modernes, ont combattu avec fougue la sédentarisation permanente. À tout le moins, nous n'avons aucune preuve que les « présupposés » sédentaires de la vie moderne puissent être interprétés *a posteriori* comme une aspiration universelle s'étant manifestée tout au long de l'histoire humaine2.

Le grand récit de la sédentarité et de l'agriculture a survécu bien au-delà des mythologies censées le légitimer à l'origine. De Thomas Hobbes à John Locke, de Giambattista Vico à Lewis Henry Morgan, de Friedrich Engels à Herbert Spencer, d'Oswald Spengler aux explications socio-darwiniennes de l'évolution sociale en général, la séquence qui va des chasseurs-cueilleurs aux nomades puis aux agriculteurs (et de la horde primitive au village puis à la ville) constitue la doctrine établie. Il s'agit pratiquement d'une reprise du schéma évolutionniste cher à Jules César : d'abord le foyer domestique, puis la famille élargie, puis les tribus, les peuples et enfin l'État (soit un peuple vivant sous des lois), avec Rome au sommet et les Celtes et les Germains à un échelon inférieur. Même s'ils varient dans les détails, ces récits narrent la marche de la civilisation telle qu'elle est véhiculée par la plupart des schémas pédagogiques et imprimée dans le cerveau des écolières et des écoliers du monde entier. Le passage d'un mode de subsistance au suivant est perçu comme net et définitif. Une fois familiarisé avec les techniques agricoles, nul ne saurait songer à demeurer nomade ou à vivre de cueillette. Chaque étape est censée représenter un bond historique dans le sens du plus grand bien-être

de l’humanité, en termes de temps libre, de nutrition, d’espérance de vie et, plus généralement, d’une stabilité de l’existence qui aurait favorisé les arts domestiques et le progrès de la civilisation. Il est pratiquement impossible de déloger ce grand récit de l’imaginaire universel : on a peine à concevoir le programme de désintoxication en douze étapes qu’exigerait pareille conversion du regard. J’essaierai néanmoins de l’ébaucher.

La majeure partie de ce que nous pourrions appeler le « récit standard » a dû être abandonnée face à l’accumulation des preuves archéologiques. Contrairement à ce que l’on croyait, les chasseurs et les cueilleurs n’avaient rien – c’est d’ailleurs toujours le cas aujourd’hui, dans les derniers refuges où ils subsistent – de ces populations désemparées, mal nourries, toujours au bord de la famine, qu’imagine l’ethnologie populaire. En réalité, les chasseurs-cueilleurs n’ont jamais eu aussi bonne mine, si l’on en juge par leur régime alimentaire, leur santé et le temps libre dont ils disposaient. En revanche, toujours en matière de régime alimentaire, de santé et de temps libre, les agriculteurs font aujourd’hui piètre figure[e]. La mode actuelle des régimes « paléolithiques » reflète l’influence des nouvelles connaissances archéologiques sur la culture populaire. Le passage de la chasse et de la cueillette à l’agriculture – une transition lente, hésitante, réversible et parfois incomplète – a apporté au moins autant d’inconvénients que d’avantages. Ainsi, si le récit standard présente l’introduction de l’agriculture comme une étape cruciale vers un présent utopique, elle n’a certainement pas été perçue comme telle par les premiers humains qui l’ont expérimentée. C’est d’ailleurs ainsi que certains spécialistes interprètent le récit biblique de l’expulsion d’Adam et Ève du jardin d’Éden.

Les dommages que le récit standard a subi du fait des découvertes récentes sont, à mon avis, irréparables. Ainsi, par exemple, on a longtemps supposé que la sédentarité était une conséquence de l’apparition des champs cultivés. Cette forme d’agriculture sédentaire aurait permis aux populations de se concentrer et de se fixer, condition nécessaire à l’émergence de l’État. Malheureusement pour les tenants de cette version, la sédentarité est assez

fréquente dans des contextes préagricoles écologiquement riches et variés – en particulier les zones humides voisines des trajectoires de migration saisonnière des poissons, des oiseaux et du gros gibier. Dans la Basse Mésopotamie (mot grec qui signifie « entre les fleuves ») antique, on trouve déjà des populations sédentaires, y compris des centres urbains pouvant accueillir jusqu'à cinq mille habitants, sans aucune trace, ou presque, d'activité agricole. L'anomalie inverse est également attestée : des champs fixes cultivés par des populations mobiles et dispersées qui ne se regroupent que pour de brèves périodes de récolte. Ce dernier paradoxe montre bien que le présupposé implicite du récit standard – à savoir que les gens aspiraient avant tout à abandonner complètement le mode de vie nomade et à « s'établir » – est sans doute tout aussi erroné.

Mais le fait peut-être le plus troublant, c'est que l'activité civilisatrice qui est au centre de ce récit, la *domestication*, s'avère passablement insaisissable. Car après tout, c'est dès avant l'apparition d'*Homo sapiens* que les hominidés ont transformé le monde végétal – essentiellement par l'usage du feu. Quel est donc l'innovation décisive, le Rubicon de la domestication ? Jardiner les plantes sauvages, les débarrasser des mauvaises herbes, les déplacer sur un autre terrain, verser une poignée de graines sur un limon fertile, déposer une ou deux semences dans un trou ou un sillon creusés avec un bâton fouisseur, ou bien commencer à labourer ? Selon toute vraisemblance, en matière de domestication, il n'y a pas eu d'*Eureka !*. Aujourd'hui encore, en Anatolie, on trouve de vastes étendues de blé sauvage et, comme l'a démontré Jack Harlan, avec une simple faucille de silex, on peut récolter en trois semaines suffisamment de grain pour nourrir une famille pendant un an. Bien avant que l'homme n'ait songé à planter délibérément des graines dans des champs labourés, les peuples de cueilleurs avaient développé tous les outils leur permettant de traiter les céréales et les légumineuses sauvages : vans, meules, mortiers et pilons[f]. Aux yeux du profane, c'est le geste de lancer des semences dans un sillon ou un orifice préparé à cet effet qui semble décisif. Mais appellera-t-on « culture » le fait de jeter les graines d'un fruit

comestible sur un morceau de terrain couvert de déchets végétaux faisant compost aux abords d'un campement, en sachant que nombre d'entre elles vont germer et croître ? Du point de vue des archéobotanistes, afin de prouver l'existence de plantes domestiquées, il faudrait trouver des traces de céréales possédant des rachis non friables (favorisés à dessein ou involontairement par les premiers planteurs du fait que les têtes des épis ne se brisent pas et « n'ont plus qu'à être récoltées ») et des semences de plus grande taille. Or il semblerait que ce type d'évolution morphologique ne se soit produit que bien longtemps *après* l'émergence de la culture des céréales. De même, ce que l'on considérait comme la preuve squelettique irréfutable de la présence de moutons et de chèvres entièrement domestiqués est aujourd'hui remis en question. La conséquence de ces ambiguïtés est double. En premier lieu, elles rendent arbitraire et inutile l'identification d'un seul et unique moment de domestication. En second lieu, elles renforcent l'hypothèse d'une période extrêmement longue caractérisée par ce que d'aucuns ont qualifié de « production alimentaire de faible intensité » exploitant des plantes ni entièrement sauvages ni entièrement domestiquées. Les meilleures analyses de la domestication des plantes éliminent la notion d'un unique moment de domestication et plaident plutôt, sur la base d'indices génétiques et archéologiques convaincants, en faveur de processus de mise en culture pouvant s'étaler sur trois millénaires et conduisant à des domestications multiples et dispersées de la plupart des grandes espèces cultivées (blé, orge, riz, pois chiches, lentilles)3.

Bien que ces découvertes archéologiques mettent à mal le grand récit civilisationnel, il est sans doute possible d'inscrire cette phase historique ancienne au sein d'un long processus, qui se poursuit aujourd'hui, au cours duquel les humains ont peu à peu réussi à mieux contrôler les fonctions reproductives des plantes et des animaux qui les intéressaient en les cultivant, les protégeant et les exploitant de manière sélective. On pourrait probablement étendre ce raisonnement aux premiers États agraires et au contrôle patriarcal qu'ils exerçaient sur la reproduction des femmes, des captifs et des esclaves. Guillermo Algaze formule cette idée de façon encore

plus provocatrice : « Les premiers villages du Proche-Orient ont domestiqué les plantes et les animaux, tandis que les institutions urbaines d’Uruk ont domestiqué les humains4. »

Remettre l’État à sa juste place

Toute enquête sur l’émergence de l’État, y compris la mienne, risque par définition de lui conférer un rôle plus important que celui qu’il mériterait dans une analyse plus équilibrée de l’histoire humaine. C’est pourtant ce que je souhaite éviter. La réalité des faits telle que je l’ai comprise, c’est qu’une histoire impartiale de notre espèce devrait accorder à l’État un rôle beaucoup plus modeste que celui qu’on lui attribue normalement.

Le fait que l’État ait fini par dominer les grands récits archéologiques et historiques n’a rien de très étonnant. Pour nous – *Homo sapiens* – qui sommes habitués à penser en unités d’à peine quelques générations, voire d’une génération, la permanence de l’État et de l’espace qu’il administre semble être une constante incontournable de notre condition. Outre l’hégémonie totale de la forme-État aujourd’hui, la majeure partie des recherches archéologiques et historiques dans le monde sont parrainées par l’État, ce qui en fait souvent une sorte d’autoportrait narcissique. Ce biais institutionnel est aggravé par une tradition archéologique qui, jusqu’à tout récemment, privilégiait la faille et l’analyse des grandes ruines historiques : si vous aviez construit des monuments en pierre plus ou moins massifs en prenant soin d’en concentrer les vestiges dans un seul endroit, vous aviez de fortes chances d’être « découverts » et de faire la une des publications d’histoire ancienne. En revanche, si vos constructions étaient en bois, en bambou ou en roseaux, vous risquiez fort d’échapper aux annales de l’archéologie. Quant aux chasseurs-cueilleurs ou aux nomades, même nombreux, qui ne laissent derrière eux qu’une fine couche clairsemée de déchets biodégradables, le plus probable était qu’ils demeurent totalement méconnus des archéologues.

Avec l'émergence de l'écriture – hiéroglyphique ou cunéiforme, par exemple –, ce biais est encore plus prononcé. Les documents écrits sont invariablement produits par et pour l'État : taxes, inventaires de main-d'œuvre, listes de tributs, généalogies royales, mythes fondateurs et lois. Aucun discours alternatif ne vient contester ces écrits et ce n'est qu'au prix d'efforts héroïques que l'on peut réussir à lire ces textes à contre-courant[g]. En général, plus le volume des archives étatiques est important, plus nombreuses sont les pages consacrées à l'autoportrait flatteur des royaumes historiques concernés.

Pourtant, les tout premiers États que l'on vit émerger sur les terres limoneuses et balayées par les vents des plaines alluviales de Basse Mésopotamie, d'Égypte et du fleuve Jaune, étaient des entités de taille plus que modeste, tant sur le plan démographique que sur le plan géographique. Ils ne formaient qu'une simple petite tache sur la carte du monde antique et ne représentaient qu'une portion infinitésimale de la population mondiale totale, estimée à environ vingt-cinq millions d'habitants en 2000 avant notre ère. Minuscules nœuds de concentration de pouvoir, ils étaient entourés de vastes territoires habités par des peuples sans État – autrement dit, des « barbares ». En dépit de Sumer, d'Akkad, de l'Égypte, de Mycènes, de l'empire olmèque/maya, de la civilisation de la vallée de l'Indus ou de la Chine des Qin, la majeure partie de la population mondiale continua pendant très longtemps à vivre hors d'atteinte des entités étatiques et de leur appareil fiscal. Il est difficile de dire quand exactement le paysage politique en vint à être définitivement dominé par l'État, et il serait assez arbitraire de fixer une date précise. Une estimation généreuse nous amènerait à affirmer que jusqu'il y a environ quatre siècles, un tiers du globe était encore occupé par des chasseurs-cueilleurs, des cultivateurs itinérants, des peuples pastoraux et des horticulteurs indépendants, tandis que les États, essentiellement agraires, étaient largement confinés à la petite fraction des terres émergées propice à l'agriculture. Une bonne partie de la population mondiale n'avait sans doute jamais été confrontée à ce personnage emblématique de l'État : le collecteur

d’impôts. Nombre d’êtres humains, peut-être une majorité, pouvaient circuler à leur gré à l’intérieur et à l’extérieur des espaces étatiques et changer de mode de subsistance ; ils pouvaient raisonnablement compter échapper à la main pesante de l’État. Si, par conséquent, nous datons l’époque de l’hégémonie définitive de l’État des années 1600 de notre ère, nous pourrons considérer que la forme-État n’aura dominé que les deux derniers dixièmes du dernier pour cent de la vie politique de notre espèce.

Et si nous concentrons notre attention uniquement sur les sites exceptionnels où sont apparus les premiers États, nous risquons de passer à côté d’un fait fondamental : dans la majeure partie du monde, l’émergence de l’État est toute récente. Les États classiques de l’Asie du Sud-Est sont à peu près contemporains du règne de Charlemagne, plus de six mille ans après l’invention de l’agriculture. Ceux du Nouveau Monde, à l’exception de l’Empire maya, sont des créations encore plus récentes. Leur territoire était relativement peu étendu. Au-delà de leurs frontières résidaient de grands agrégats de peuples « non administrés », subdivisés en entités diverses baptisées par les historiens tribus, chefferies ou bandes. Ils habitaient des zones sans souveraineté ou à souveraineté nominale faible et fragile.

Les États en question ne furent que rarement et durant peu de temps les formidables léviathans que tendent à vanter les récits décrivant leur apogée. Dans la plupart des cas, les périodes d’interrègne, de fragmentation et de décadence étaient plus fréquentes que les phases de domination efficace et stable. Là aussi, nous courons le risque – de même que les historiens – d’être hypnotisés par les récits narrant la fondation d’une dynastie ou exaltant sa période classique, alors que les périodes de désintégration et de désordre ne laissent que peu ou pas de traces. Les « siècles obscurs » de la Grèce ancienne ont duré quatre cents ans, au cours desquels les arts de l’écriture semblent avoir été perdus, et constituent pratiquement une page blanche par rapport à la vaste littérature sur les jeux ou la philosophie de l’Âge classique. Cela est tout à fait compréhensible si l’on considère que l’objet de l’histoire est de mettre en lumière les réalisations culturelles qui nous sont chères, mais cela revient à négliger la fragilité et le caractère éphémère de la forme-État.

Dans une grande partie du monde, l'État, même lorsqu'il était robuste, n'était qu'une institution saisonnière. Récemment encore, en Asie du Sud-Est, pendant les averses annuelles de la mousson, il n'était guère capable de projeter sa puissance au-delà des murs du palais royal. Malgré la puissance et la centralité dont l'affublent la plupart des récits traditionnels, il faut bien reconnaître que pendant les milliers d'années qui ont suivi son apparition initiale, l'État n'a pas été une constante mais une variable – et une variable assez mineure dans l'existence d'une bonne partie de l'humanité.

Il est un autre sens auquel ce livre propose une histoire non statocentrée. Il entend en effet attirer l'attention sur tous les aspects de la formation et du déclin de l'État qui soit restent invisibles, soit n'ont laissé que peu de traces. Malgré les énormes avancées de la recherche sur les changements climatiques, les évolutions démographiques, la qualité des sols et les habitudes alimentaires, de nombreux aspects des États antiques n'ont guère de chances d'être documentés par le biais de vestiges physiques ou de textes anciens parce qu'il s'agit de processus lents, insidieux, parfois menaçants sur le plan symbolique, voire indignes d'être mentionnés. Il semble par exemple que les mouvements de fuite des territoires contrôlés par les premiers États en direction de leur périphérie aient été assez fréquents, mais dans la mesure où ils contredisent le récit qui met en scène l'État en tant que porteur de civilisation et bienfaiteur de ses sujets, leurs traces sont confinées dans d'obscurs documents juridiques. Je suis pratiquement convaincu – et je ne suis pas le seul dans ce cas – que les maladies étaient un facteur fondamental de la fragilité des premiers États. Leurs effets sont toutefois difficiles à documenter, du fait de leur soudaineté et parce qu'elles étaient fort mal comprises, sans compter que nombre de maladies épidémiques ne laissent aucune signature osseuse. De même, l'étendue de l'esclavage, de la servitude et des déportations de populations est difficile à documenter car, en l'absence de chaînes, les restes des esclaves et des sujets libres sont indiscernables. Tous les États avaient pour voisins des peuples sans État mais, en raison de leur dispersion, nous connaissons peu de choses sur les allées et venues de ces peuples, sur leurs structures politiques et sur leur relation changeante avec

ces États. Lorsque nous examinons les restes d'une ville incendiée, il est souvent difficile de dire s'il s'agit d'un sinistre accidentel, phénomène fréquent dans toutes les agglomérations antiques construites en matériaux combustibles, ou bien des conséquences d'une guerre civile, d'un soulèvement ou d'une incursion venue de l'extérieur.

Dans la mesure du possible, j'ai essayé de détourner mon regard de l'éclat aveuglant du spectacle par lequel l'État met en scène sa propre gloire et j'ai sondé des forces historiques systématiquement ignorées par les histoires dynastiques et les archives écrites et inaccessibles aux techniques archéologiques conventionnelles.

Un bref itinéraire

Le thème du premier chapitre concerne la domestication du feu, des plantes et des animaux et la concentration de nourriture et de population qu'elle a rendu possible. Avant de devenir objets de la formation de l'État, les humains ont d'abord dû être en mesure de se regrouper – ou être regroupés – en nombre substantiel sans risquer de mourir de faim dans la foulée. Chacune de ces domestications a réorganisé le monde naturel d'une manière qui a considérablement réduit la distance entre les aliments potentiels et leurs consommateurs. Le feu, que nous devons à notre lointain ancêtre *Homo erectus*, a été pour nous un atout fondamental ; il nous a permis de restructurer le paysage en vue d'encourager les plantes vivrières – noix, baies et arbres fruitiers – et de créer des environnements végétaux susceptibles d'attirer nos proies préférées. Grâce au feu et à la cuisson, nous avons transformé un grand nombre de plantes jadis indigestes en mets à la fois plus savoureux et plus nutritifs. Certains chercheurs avancent que nous devons notre cerveau relativement gros et nos intestins relativement petits (par rapport aux autres mammifères, y compris les primates) à l'aide prédigestive externe fournie par la cuisson des aliments.

La domestication des céréales – en particulier le blé et l'orge – et des légumineuses ont accentué le processus de concentration. Ayant coévolué avec les humains, les cultivars ont été choisis spécifiquement pour leurs fruits ou leurs graines de grande taille, leur maturation déterminée et leur résistance au battage (ils ne se brisent pas). Ils peuvent être plantés chaque année autour de la *domus* (la maison du cultivateur et ses alentours immédiats) et fournir une source relativement fiable de calories et de protéines, soit comme réserve durant les années de disette, soit comme aliment de base. Preuve de même des animaux domestiques – en particulier les moutons et les chèvres : ce sont

des sortes de cueilleurs à quatre pattes (ou bien à deux pattes dans le cas des poules, des canards et des oies) entièrement à notre service. Grâce à leurs bactéries intestinales, ils sont en effet capables de digérer des plantes que nous ne pouvons pas atteindre et/ou décomposer et de nous les « restituer », si l'on peut dire, sous une forme « cuite » en tant que matières grasses et protéines à la fois digérables et appétissantes. Si nous élevons sélectivement ces espèces domestiques, c'est afin d'en obtenir les qualités recherchées : reproduction rapide, tolérance à la captivité, docilité, production de viande, de lait et de laine.

Je l'ai déjà dit, la domestication des plantes et des animaux n'était pas strictement nécessaire à la sédentarisation, mais elle a créé les conditions d'un niveau de concentration sans précédent des aliments et de la population, en particulier dans les milieux agroécologiques les plus favorables : riches plaines alluviales, sols de lœss et rives des lacs et des cours d'eau. C'est pourquoi je propose d'appeler ces sites des *camps de regroupement plurispécifiques du Néolithique récent*. Tout en offrant des conditions idéales pour la formation de l'État, l'existence de ces camps de regroupement reposait sur des tâches beaucoup plus pénibles que la chasse et la cueillette et nuisibles à la santé de leurs habitants. Par conséquent, il est difficile de comprendre pourquoi des populations qui n'y étaient pas poussées par la faim, le danger ou la coercition auraient abandonné volontairement la chasse, la cueillette ou le pastoralisme afin de se consacrer à plein temps à l'agriculture.

Le terme « domestiquer » est normalement considéré comme un verbe actif impliquant un complément d'objet direct, par exemple dans « *Homo sapiens* a domestiqué le riz » ou « des moutons domestiqués », etc. Cette perception occulte le rôle actif des cibles de la domestication. Est-ce nous qui avons domestiqué le chien ou est-ce le chien qui nous a domestiqués ? Ce n'est pas si clair. Et qu'en est-il des « commensaux » – tels que les moineaux, les souris, les charançons, les tiques ou les punaises – qui n'étaient pas invités dans nos camps de regroupement, mais s'y sont installés sans notre permission, attirés par la compagnie et la nourriture. Qu'en est-il enfin

du « domesticateur en chef », *Homo sapiens* ? N'a-t-il pas lui-même été domestiqué, attelé au cycle interminable du labourage, du plantage, du désherbage, de la récolte, du battage, du broyage, tout cela au nom de ses céréales préférées et des besoins quotidiens de son cheptel ? La question de savoir qui est au service de qui est presque métaphysique, du moins jusqu'à l'heure du déjeuner.

J'examinerai la signification de la domestication du point de vue des plantes, de l'homme et des animaux au chapitre 2. Mon avis – qui est aussi celui d'autres chercheurs –, c'est que la notion de domestication doit être comprise au sens large, en tant qu'effort continu d'*Homo sapiens* en vue de façonner tout son environnement à sa guise. Compte tenu de nos connaissances encore fragmentaires sur le fonctionnement du monde naturel, on peut avancer que les conséquences *non intentionnelles* de cet effort sont plus massives que ses effets intentionnels. Bien que d'aucuns considèrent que l'Anthropocène « fort » a commencé avec la dispersion planétaire de déchets radioactifs qui a suivi l'explosion de la première bombe atomique, il existe aussi ce que j'ai appelé un Anthropocène « faible », lequel remonte aux premiers usages du feu par *Homo erectus*, soit à au moins un demi-million d'années, et passe par les premières entreprises de défrichage au bénéfice de l'agriculture et du pâturage, avec leurs conséquences en termes de déforestation et de colmatage des cours d'eau. L'impact et le rythme de cet Anthropocène précoce ont crû au fur et à mesure que la population mondiale augmentait, atteignant près de vingt-cinq millions d'êtres humains en 2000 avant notre ère. Il n'y a aucune raison particulière de défendre à tout prix le label « Anthropocène » – un terme tout aussi controversé qu'il est à la mode au moment où j'écris ces lignes –, mais nous avons toutes les raisons d'insister sur l'impact environnemental mondial de la domestication du feu, des plantes et des animaux.

La « domestication » a changé la constitution génétique et la morphologie des espèces cultivées et des animaux présents dans l'espace de la *domus*. La cohabitation de plantes, d'animaux et d'humains qui caractérise les sites agricoles a engendré un nouvel environnement largement artificiel au sein

duquel la pression de la sélection darwinienne a promu de nouvelles adaptations. Les nouvelles cultures sont devenues des espèces « handicapées » incapables de survivre sans des soins et une protection constants de notre part. Les moutons et les chèvres domestiques ont subi le même traitement : tandis que leur taille diminuait et que leur dimorphisme sexuel devenait moins marqué, ils se faisaient plus dociles et moins conscients de leur environnement. N'est-il pas plausible que dans un tel contexte, un processus similaire ait affecté les êtres humains ? Comment avons-nous été nous aussi domestiqués par la *domus*, par notre confinement, par une plus forte densité démographique et par nos nouveaux modèles d'activité physique et d'organisation sociale ? Enfin, au moment de comparer le monde de l'agriculteur – prisonnier du rythme métronomique d'une espèce dominante de céréales – et celui du chasseur-cueilleur, je défendrai l'idée que la gamme d'expériences qui caractérisait l'existence de l'agriculteur était beaucoup plus étroite et que sa vie en était appauvrie, tant sur le plan culturel que rituel.

Comme je le montrerai au chapitre 3, le fardeau existentiel de ceux qui n'appartenaient pas à l'élite dans les États antiques était considérable. En premier lieu, comme je l'ai déjà signalé, les tâches agricoles se révélaient éreintantes. Il ne fait aucun doute qu'à l'exception possible des cultures saisonnières liées aux décrues des fleuves, les travaux agricoles étaient beaucoup plus pénibles que la chasse et la cueillette. Selon Esther Boserup et d'autres auteurs, dans la plupart des milieux naturels, seules la pression démographique ou une forme quelconque de coercition peuvent expliquer qu'une population de chasseurs-cueilleurs soit passée à l'agriculture.

Un second inconvénient majeur et imprévu de l'agriculture est l'effet épidémiologique direct de la concentration non seulement des personnes, mais aussi du bétail, des cultures et du vaste cortège de parasites qui les accompagnaient dans l'espace de la *domus* ou se développaient en son sein. Les maladies qui nous sont aujourd'hui familières – rougeole, oreillons, diphtérie et autres infections contractées en société – sont apparues pour la première fois dans les États archaïques. Il semble presque acquis que nombre

de ces États se sont effondrés sous le coup d'épidémies analogues à la peste antonine et à celle de Justinien, qui ont frappé au cours du premier millénaire de notre ère, ou bien à la peste noire, qui s'est abattue au XIVe siècle en Europe. Un fléau d'un autre type frappait les populations affectées aux durs travaux des champs : les impôts en nature prélevés par l'État sous forme de céréales, de main-d'œuvre et de conscription. Comment, en pareilles circonstances, l'État antique a-t-il réussi à concentrer, retenir et faire croître sa population ? Certains auteurs vont jusqu'à soutenir que l'émergence de l'État n'a été possible que dans des milieux où la population se trouvait encerclée par des déserts, des montagnes ou une périphérie hostile5.

Le chapitre 4 est consacré à ce que l'on pourrait appeler l'hypothèse céréalière. On ne peut manquer de s'étonner du fait que l'économie de pratiquement tous les États antiques reposait sur les céréales, y compris les millets. L'histoire n'a pas gardé trace de l'existence d'États du manioc, du sagou, de l'igname, du taro, du plantain, de l'arbre à pain ou de la patate douce. (Les « républiques bananières » n'entrent pas dans cette catégorie !) Mon hypothèse est que seules les céréales sont vraiment adaptées à la concentration de la production, au prélèvement fiscal, à l'appropriation, aux registres cadastraux, au stockage et au rationnement. Lorsque la qualité des sols s'y prête, le blé offre un milieu agroécologique propice à une forte concentration démographique.

De son côté, le tubercule du manioc pousse sous la surface du sol, exige peu de soins, est facile à dissimuler, met un an à mûrir et, surtout, peut être laissé en terre sans problème et reste comestible pendant deux années supplémentaires. Si jamais l'État avait des vues sur votre manioc, il lui faudrait venir en arracher les tubercules un par un, le tout ne donnant qu'une récolte de faible valeur mais fort incommode à transporter vu son poids. Du point de vue du « percepteur » prémoderne, il est clair que les espèces cultivées les plus désirables sont les principales céréales (en particulier le riz irrigué), tandis que les moins attrayantes sont les légumes-racines et les tubercules.

Il s’ensuit selon moi que l’émergence de l’État ne devient possible que lorsqu’il n’existe guère d’autres options qu’un régime alimentaire dominé par les céréales domestiquées. Tant que la subsistance dépend de sources de nutrition diversifiées, comme c’est le cas dans la chasse et la cueillette, l’agriculture itinérante, l’exploitation des ressources marines, etc., l’émergence de l’État est improbable, dans la mesure où il n’existe pas d’aliment aisément accessible et pouvant servir de base comptable à l’appropriation. On pourrait supposer que les anciennes légumineuses domestiquées – pois, soja, arachides ou lentilles, denrées suffisamment nutritives et pouvant être séchées en vue de leur stockage –, auraient pu elles aussi jouer ce rôle de ressource fiscale. Le problème, c’est que la plupart des légumineuses sont des espèces à croissance indéterminée qui peuvent être cueillies à n’importe quel moment ; le collecteur d’impôts, lui, a besoin de connaître la date précise des récoltes.

Certains milieux agroécologiques peuvent être considérés comme « préadaptés » à la concentration des céréales et des populations, comme les zones riches en eau et en sols limoneux, qui deviennent dès lors des sites possibles de l’émergence de l’État. Ils en constituent sans doute une condition nécessaire mais pas suffisante. Disons qu’il existe une affinité élective entre l’État et ce type d’environnement. Contrairement à ce que l’on croyait jadis, ce n’est pas l’État qui a inventé l’irrigation dans le but de concentrer la population, et encore moins dans celui de domestiquer les espèces végétales ; c’est à des peuples préétatiques que l’on doit ces innovations. En revanche, une fois institué, l’État a souvent contribué à préserver, amplifier et élargir le territoire agroécologique qui était au fondement de son pouvoir par le biais de ce que nous pourrions appeler l’aménagement étatique du territoire : réparer les canaux victimes du colmatage, creuser de nouveaux canaux d’amenée, installer des prisonniers de guerre sur des terres arables, pénaliser les sujets qui se refusent à cultiver, défricher de nouveaux champs, interdire les activités de subsistance non taxables telles que la cueillette et les cultures itinérantes et s’efforcer d’endiguer la fuite de ses sujets.

Il s’agit là, je crois, d’un module agroéconomique qui caractérise la plupart des premiers États. Que la céréale en question soit le blé, l’orge, le riz ou le maïs – quatre espèces qui constituent encore aujourd’hui plus de la moitié de la consommation mondiale de calories –, on observe des ressemblances de famille à tous les niveaux. L’État antique s’efforce de créer un paysage suffisamment lisible, mesurable et uniforme de cultures céréalières imposables et d’y disposer d’un vaste volant démographique de main-d’œuvre corvéable, militarisable et, bien entendu, apte à la production céréalière. Pour toute une série de raisons écologiques, épidémiologiques et politiques, il échoue fréquemment dans cette tâche, mais c’est sans aucun doute possible son obsession permanente.

Un lecteur attentif pourrait dès lors me poser la question suivante : mais qu’est-ce que l’État en fin de compte ? De mon point de vue, les sociétés de la Mésopotamie antique sont des entités qui ne deviennent des États que graduellement. Ce que je veux dire par là, c’est que la forme-État est un continuum institutionnel reposant sur un « plus ou moins d’État » plutôt que sur une opposition tranchée entre État et non-État. S’il existe un souverain, un personnel administratif spécialisé, une hiérarchie sociale, un centre monumental, des murailles encerclant la ville et un schéma de prélèvement et de redistribution fiscale, il s’agit sans aucun doute d’un « État » au sens fort du terme. Ce type d’entité étatique émerge au cours des derniers siècles du quatrième millénaire av. J.-C. et semble bien attesté au plus tard vers 2100, sous les espèces de la civilisation d’Ur III et du territoire qu’elle contrôle en Basse Mésopotamie. Auparavant, on avait déjà des sociétés densément peuplées, des échanges commerciaux, une production artisanale et, semble-t-il, des assemblées citadines, sans que l’on puisse pour autant être certain que ces caractéristiques correspondent à la définition intégrale de la forme-État.

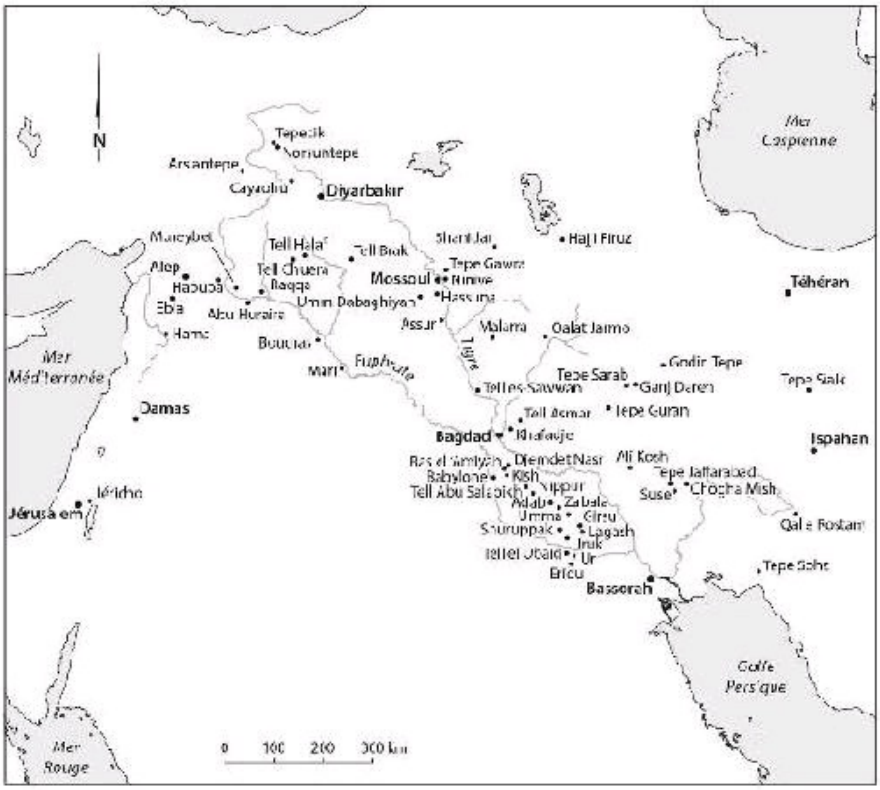
Le lecteur aura compris que si je me concentre tout particulièrement sur la plaine alluviale de Basse Mésopotamie, c’est pour la simple raison que c’est là que les premiers États de petite taille ont émergé. On les décrit souvent comme les premiers États « authentiques ». Si l’existence de communautés sédentaires et de céréales domestiquées est attestée plus tôt et

ailleurs (par exemple à Jéricho, au Levant et dans les régions montagneuses à l'est de la plaine alluviale mésopotamienne), celles-ci n'y ont pas engendré des États. En revanche, les variantes de la forme-État mésopotamienne ont influencé les constructions étatiques ultérieures en Égypte, en Haute Mésopotamie et même dans la vallée de l'Indus. C'est pour cette raison que je leur accorde une place privilégiée, qu'elles doivent aussi aux nombreuses tablettes d'argile cunéiformes ayant survécu et à la prodigieuse accumulation de connaissances sur cette région. À l'occasion, chaque fois que cela me permettra de mettre en lumière des ressemblances ou des différences frappantes et pertinentes, je ferai référence aux formations étatiques anciennes en Chine du nord, en Crète, en Grèce, à Rome et chez les Mayas.

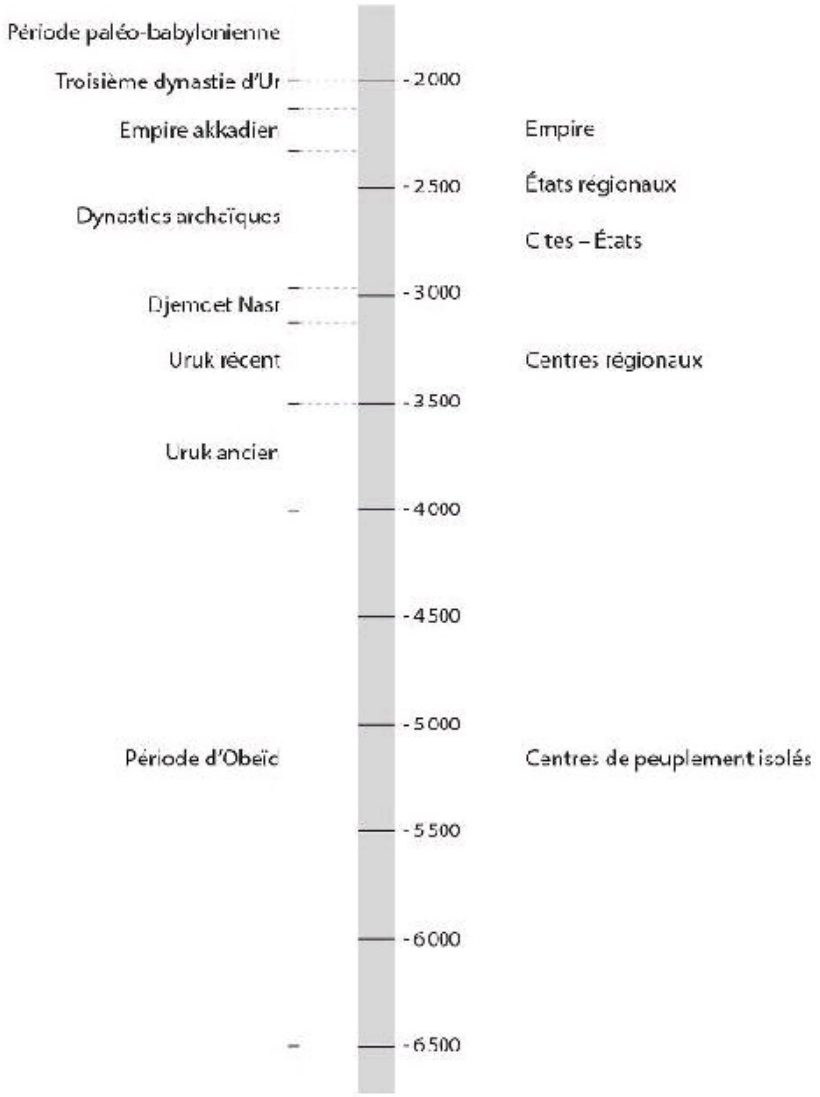
Tout cela semble indiquer que les États n'ont pu apparaître et se développer que dans des régions écologiquement riches. Mais ce n'est pas le cas. Le type de richesse indispensable à la naissance de l'État, c'est celle qui se présente sous la forme d'une culture céréalière dominante mesurable et appropriable et d'une population de cultivateurs susceptible d'être facilement administrée et mobilisable. Les régions d'abondance naturelle plus diversifiée, telles que les zones humides, qui offrent des dizaines d'options de subsistance à une population mobile, ne sont pas propices à l'émergence de l'État en raison même du caractère insaisissable et opaque de leur diversité. Cette logique qui exige des cultures et des populations faciles d'accès et mesurables s'applique aussi bien à des tentatives de contrôle et de lisibilité plus circonscrites ; mentionnons en particulier les *reducciones* des jésuites espagnols dans le Nouveau Monde, nombre d'établissements missionnaires, sans oublier ce summum de la lisibilité territoriale : les monocultures de plantation cultivées par une main-d'œuvre servile.

La question plus vaste que j'aborde au chapitre 5 est importante car elle porte sur le rôle de la coercition dans la naissance et la survie de l'État antique. Bien qu'il s'agisse d'un sujet fort controversé, il affecte directement le cœur même du récit traditionnel sur le progrès de la civilisation. Si l'on peut démontrer que la formation des premiers États est en bonne part une entreprise coercitive, il nous faudra alors réexaminer la conception de l'État

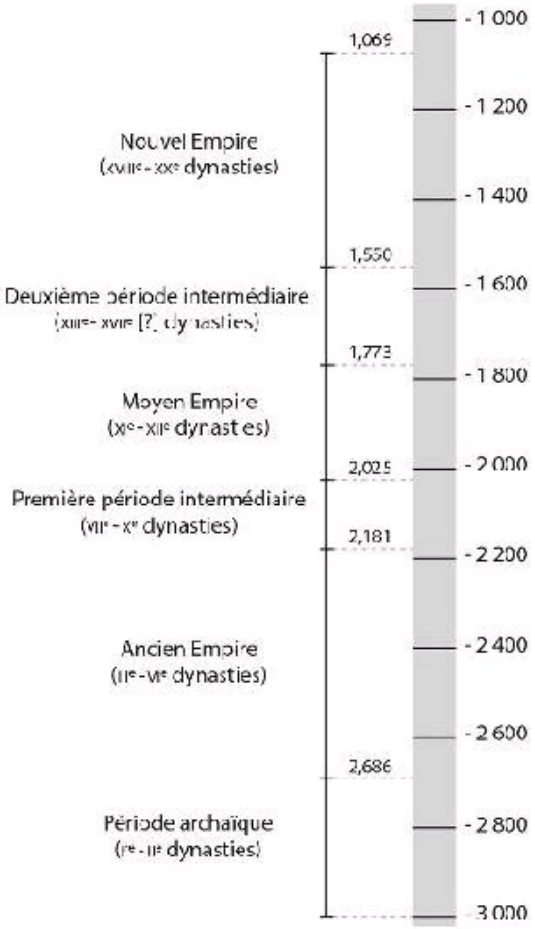
chère à des théoriciens du contrat social tels que Hobbes et Locke : celle d’un pôle d’attraction irrésistible reposant sur la paix civile, l’ordre social et la sécurité personnelle.



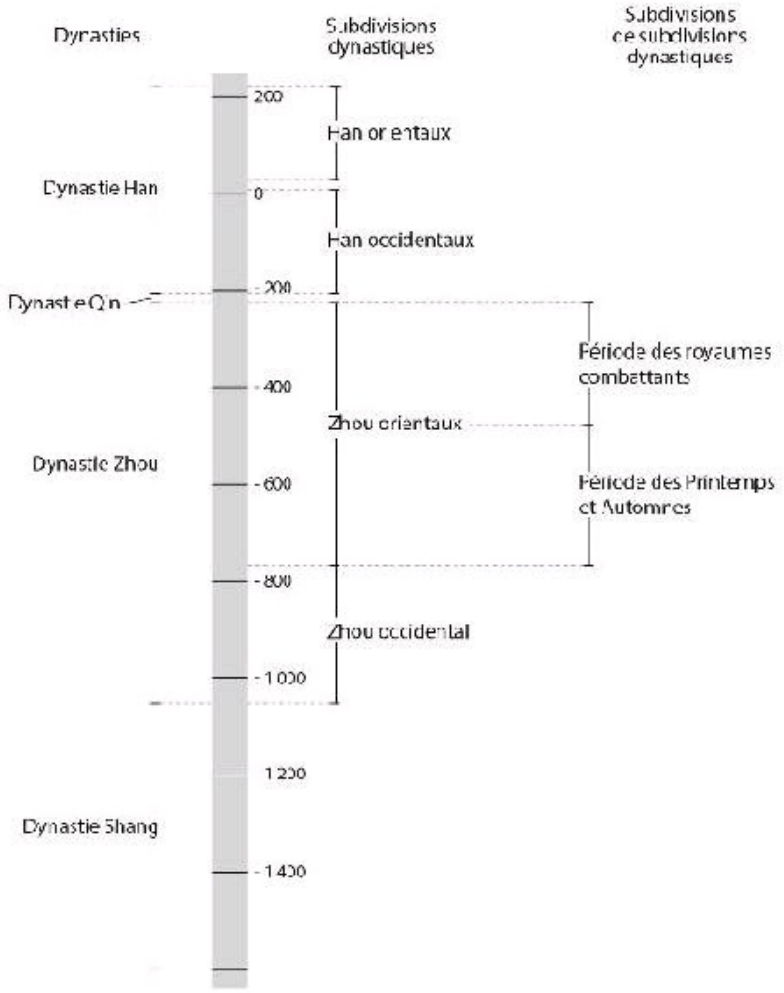
Mésopotamie : la région du Tigre et de l’Euphrate



Chronologie de la Mésopotamie antique



Chronologie de l'Égypte antique



Chronologie de la Chine ancienne

En réalité, comme nous allons le voir, les premiers États avaient souvent beaucoup de mal à retenir leurs populations ; ils étaient extrêmement vulnérables sur le plan épidémiologique, écologique et politique et sujets à bien des risques d’effondrement ou de fragmentation. Mais s’ils étaient souvent fragiles, ce n’était pas faute d’exercer toute la puissance de coercition qu’ils étaient capables d’accumuler. Les preuves de l’usage extensif d’une

main-d'œuvre servile – prisonniers de guerres, semi-servage sous contrat, esclaves liés aux temples, marchés aux esclaves, colonies de main-d'œuvre déportée, travail forcé des détenus, populations asservies à l'État (comme les hilotes de Sparte) – sont légion. La main-d'œuvre servile était particulièrement importante dans la construction des murailles et des axes routiers urbains, le creusage des canaux, l'exploitation des mines, des carrières et des ressources forestières, la construction des monuments, le tissage de la laine et, bien entendu, le travail agricole. On observe clairement un souci de « gestion » des populations assujetties, y compris des femmes, en tant que forme de richesse, à l'instar du bétail, avec un encouragement à la fécondité et à des taux élevés de reproduction. Le monde antique partageait clairement le point de vue d'Aristote selon lequel l'esclave était un « outil de travail » au même titre qu'un animal ou une charrue. Avant même que l'on rencontre dans les premiers documents écrits des termes précis désignant les esclaves, les vestiges archéologiques sont éloquents avec leurs bas-reliefs dépeignant des captifs en haillons escortés par les vainqueurs depuis les champs de batailles – ou encore avec ces milliers de petits bols biseautés à l'identique retrouvés en Mésopotamie et qui servaient selon toute vraisemblance à contenir les rations d'orge ou de bière de la main-d'œuvre servile.

L'esclavage institutionnalisé dans le monde antique a atteint son apogée en Grèce classique et aux premiers temps de la Rome impériale, qui étaient des États esclavagistes au plein sens du terme, à l'instar du Sud des États-Unis à la veille de la guerre de Sécession. Ce type d'esclavage-marchandise à grande échelle, s'il n'était pas inconnu en Mésopotamie et en Égypte ancienne, y était moins important que d'autres formes de travail servile, comme celui des milliers d'ouvrières employées par les grands ateliers textiles d'Ur à fabriquer des tissus destinés à l'exportation. De nombreux indices attestent qu'une bonne partie de la population de la Grèce et de l'Italie romaine était maintenue en captivité contre sa volonté : les rébellions d'esclaves dans la péninsule italique et en Sicile, les offres d'émancipation en temps de guerre – faites par Sparte aux esclaves athéniens et par les

Athéniens aux hilotes de Sparte – et, dans le cas de la Mésopotamie, les références fréquentes aux fuites d'individus et de groupes entiers. Cela ne peut qu'évoquer la remarque d'Owen Lattimore selon laquelle la Grande Muraille de Chine servait tout autant à empêcher les contribuables chinois de s'échapper qu'à faire obstacle aux invasions barbares. Bien que son importance ait varié à travers le temps et qu'elle reste difficile à quantifier, la servitude semble avoir été une condition de la survie de l'État antique. Les premiers États n'ont certainement pas inventé l'institution de l'esclavage, mais ils l'ont codifiée et organisée en tant que projet étatique.

Les États archaïques étaient des institutions inédites : l'art du gouvernement n'était alors décrit dans aucun manuel et il n'existait pas de Machiavel pour conseiller les princes. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient souvent été si éphémères. En Chine, la dynastie Qin, connue par ses nombreuses innovations en matière de gouvernance, ne dura ainsi qu'une quinzaine d'années. Le milieu agroécologique favorable à l'émergence de l'État est resté relativement stable, tandis que les entités étatiques qui ont fait çà et là leur apparition dans ces régions présentaient un caractère éphémère et intermittent. Le chapitre 6 est consacré à l'analyse des causes de cette fragilité et à en fournir une explication globale.

Les archéologues ont dépensé beaucoup d'encre à essayer d'expliquer, par exemple, l'« effondrement » de l'empire maya, la « première période intermédiaire » de l'Égypte ancienne et les « siècles obscurs » de la Grèce. Bien souvent, les indices dont nous disposons ne sont guère concluants. Les causes sont généralement multiples et il est arbitraire d'en définir une seule comme la plus décisive. Comme dans le cas d'un patient victime de nombreuses pathologies latentes, il est difficile de préciser la cause du décès. Lorsque, par exemple, une sécheresse entraîne une famine, puis la résistance et l'exode de la population et qu'ensuite un royaume voisin en profite pour envahir, piller et déporter les habitants, quelle cause peut-elle être considérée comme la principale ? La pénurie d'archives écrites ne facilite pas les choses. Lorsqu'un royaume est détruit par une invasion, par des incursions, par une guerre civile ou par une rébellion, les scribes locaux restent rarement à leur

poste suffisamment longtemps pour enregistrer la débâcle. De temps à autre, on a la preuve qu'un complexe palatial a été incendié ; mais par qui et pour quelle raison ? Cela reste souvent obscur.

Je me concentrerai plus particulièrement sur les causes de fragilité propres à l'agroécologie des premiers États. Il est vrai que les causes externes – comme la sécheresse ou le changement climatique (clairement coupable de plusieurs « effondrements » simultanés d'ampleur régionale) jouent souvent un rôle plus important dans l'effondrement d'un État, mais les causes internes nous en disent davantage sur les limites intrinsèques des premiers États. Mon hypothèse, c'est qu'il existe trois lignes de faille qui sont des sous-produits de l'émergence de l'État lui-même. En premier lieu, les conséquences épidémiologiques de la concentration sans précédent des espèces cultivées, des humains et du bétail, ainsi que des parasites et des agents pathogènes qui les accompagnent. Je suggère, à l'instar d'autres auteurs, que l'on peut attribuer la cause d'un certain nombre d'effondrements soudains à toute une série de maladies, y compris celles qui affectent les cultures. Cela reste toutefois difficile à prouver. En deuxième et troisième lieu, il faut mentionner les effets écologiques plus insidieux de l'urbanisme et de l'agriculture reposant sur l'irrigation intensive. D'une part, on constate une déforestation progressive du bassin hydrographique situé en amont des États fluviaux, qui entraîne colmatage et inondations. De l'autre, des phénomènes tels que la salinisation des sols, la diminution des rendements et l'abandon éventuel des terres arables sont bien connus.

Enfin, comme d'autres auteurs, je souhaite remettre en cause l'utilisation du terme « effondrement » pour décrire nombre de ces événements6. Dans son usage non réfléchi, la notion d'« effondrement » désigne une tragédie civilisationnelle affectant un grand royaume antique et ses réalisations culturelles. Il convient toutefois d'y réfléchir à deux fois avant d'adopter cet usage. Nombre de ces royaumes étaient en réalité des confédérations de communautés plus petites, et il se peut fort bien que l'idée d'« effondrement » signifie simplement un retour à la fragmentation de leurs parties constitutives, quitte à ce qu'elles se fédèrent de nouveau

ultérieurement. En cas de diminution des précipitations et de baisse des rendements agricoles, on aura peut-être, en guise d'« effondrement », une simple phase routinière de dispersion des populations visant à faire face à des variations climatiques périodiques. Et même dans le cas où le prétendu effondrement était dû à une rébellion fiscale, ou à un refus du travail forcé ou de la conscription, ne devrions-nous pas célébrer – ou du moins ne pas déplorer – la destruction d'un ordre social oppressif ? Enfin, dans le cas où l'« effondrement » était dû à l'invasion de prétendus barbares, ces derniers adoptaient souvent la culture et la langue des élites dirigeantes qu'ils évinçaient. Il ne faut jamais confondre les civilisations avec les entités étatiques auxquelles elles survivent généralement, pas plus que nous ne devrions préférer de façon irréfléchie des unités politiques de plus grande taille à des unités plus petites.

Et qu'en était-il de ces « barbares » qui, à l'époque des premiers États, étaient nettement plus nombreux que les sujets de l'État et qui, bien que dispersés, occupaient la majeure partie de la surface habitable de la Terre ? À l'origine, le terme « barbare » était utilisé par les Grecs pour qualifier tous les non-hellénophones : les esclaves capturés aussi bien que des voisins passablement « civilisés » tels que les Égyptiens, les Perses ou les Phéniciens. L'onomatopée « ba-ba » était censée parodier la sonorité des langues étrangères. Sous une forme ou sous une autre, le terme fut réinventé par tous les États antiques afin de se distinguer des populations extérieures à leurs frontières. Rien d'étonnant, donc, à ce que le septième et dernier chapitre soit consacré aux « barbares », c'est-à-dire à ces vastes populations qui n'étaient pas soumises au contrôle de l'État. Si je continue à utiliser le terme « barbare » – avec un brin d'ironie –, c'est en partie parce que j'entends défendre l'idée que l'ère des États antiques, avec toute la fragilité qui les caractérise, était une époque où il faisait bon être barbare. La durée de cette période a varié d'une région à l'autre en fonction de la puissance de l'État et des technologies militaires disponibles ; quoiqu'il en soit, on peut aussi la considérer comme l'âge d'or des barbares. Le territoire des barbares était en quelque sorte le reflet inversé du régime agroécologique de l'État.

C’était un territoire de chasse, de culture sur brûlis, de collecte de fruits de mer, de cueillette, de pastoralisme, de racines et de tubercules, avec peu ou pas de cultures céréalières. C’était un territoire de mobilité physique, de stratégies de subsistance mixtes et changeantes : en un mot, un mode de production « illisible ». Si le domaine des barbares se caractérisait par sa diversité et sa complexité, celui de l’État, du point de vue agroéconomique, était d’une relative simplicité. Pour l’essentiel, la notion de « barbare » n’était pas une catégorie culturelle, mais une catégorie politique qui désignait des populations non (encore ?) administrées par l’État. La ligne de démarcation entre civilisation et barbarie est celle qui voit disparaître l’impôt et les céréales. Afin de distinguer les barbares entre eux, les Chinois utilisaient les termes « cru » et « cuit ». Parmi les groupes possédant la même langue, la même culture et les mêmes systèmes de parenté, étaient « cuits » ou « évolués » ceux dont les unités familiales étaient recensées et qui étaient, au moins nominalement, gouvernés par des fonctionnaires chinois. On disait d’eux qu’ils étaient « inscrits sur les cartes ».

En tant que communautés sédentaires, les premiers États étaient handicapés face à la mobilité des peuples sans État. Si l’on considère les chasseurs-cueilleurs comme des spécialistes de la localisation et de l’exploitation des ressources alimentaires, les agrégats statiques d’êtres humains, de céréales, de bétail, de textiles et d’objets en métal associés aux communautés sédentaires leur fournissaient des cibles relativement faciles. Pourquoi prendre la peine de cultiver telle ou telle espèce quand, à l’instar de l’État (!), il suffisait de la prélever dans les greniers. Comme le dit éloquemment une maxime berbère, « les razzias sont notre agriculture ». L’essor des communautés agricoles sédentaires qui, partout, ont été au fondement des premiers États, peut être considéré comme un nouveau terrain de cueillette particulièrement avantageux pour les peuples sans État – un véritable self-service, en quelque sorte. Comme les Amérindiens eurent tôt fait de s’en rendre compte, la très docile vache européenne était plus facile à « chasser » que le cerf de Virginie. Tout cela entraînait des conséquences majeures sur les premiers États. Soit ils investissaient des ressources

considérables à se défendre contre les raids, soit ils payaient tribut – une forme de racket – aux pillards potentiels afin d'éviter leurs incursions. Dans les deux cas, le fardeau fiscal de l'État antique, et donc sa fragilité, s'en trouvait considérablement alourdi.

Si le côté spectaculaire des razzias a tendance à dominer les descriptions des relations des États antiques avec les barbares, elles avaient en fait certainement beaucoup moins d'importance que le commerce. Les premiers États, situés pour la plupart dans des régions riches de plaine alluviales, étaient les partenaires commerciaux naturels de leurs voisins barbares. Occupant une grande variété de niches dans un environnement beaucoup plus diversifié, seuls les barbares étaient capables de fournir les produits sans lesquels l'État ne pouvait survivre longtemps : métaux, bois d'œuvre, peaux, obsidienne, miel, herbes médicinales et aromatiques. En fin de compte, les royaumes des basses terres étaient plus intéressants comme entrepôts de marchandises que comme cibles de pillage. Ils constituaient un marché important, nouveau et lucratif pour les produits de l'arrière-pays, qui pouvaient être échangés contre des denrées des régions de plaine telles que les céréales, les textiles, les dattes et le poisson séché. Avec le développement progressif du cabotage maritime, le commerce à plus longue distance connut une véritable explosion. Pour en imaginer les effets, il suffit de penser à l'impact du marché européen des peaux de castors sur les Amérindiens. Du fait de cette expansion des échanges, chasse et cueillette, plus qu'un simple moyen de subsistance, se transformèrent en activités entrepreneuriales et commerciales.

Une telle symbiose engendrait une hybridité culturelle beaucoup plus intense que ce que la typique dichotomie « barbare/civilisé » pourrait laisser croire. On a pu soutenir de façon convaincante que les premiers États et les premiers empires étaient souvent accompagnés par une entité barbare « jumelle » qui prospérait dans leur ombre et partageait leur destin lorsqu'ils s'effondraient7. Les *oppida* celtiques, ces agglomérations fortifiées se livrant au commerce aux marges de l'Empire romain, fournissent un exemple de cette dépendance.

On pourrait donc considérer que la longue période historique qui vit se côtoyer des États agraires relativement faibles et de nombreux peuples sans État, généralement équestres, fut une sorte d'âge d'or des barbares. Ceux-ci bénéficiaient en effet d'échanges commerciaux profitables avec les premiers États, complétés par le prélèvement d'un tribut et des razzias occasionnelles ; ils échappaient au fardeau de l'impôt et du travail agricole, leur régime alimentaire était plus nutritif et plus varié et leur mobilité physique bien plus grande.

Il est toutefois deux aspects de ce commerce antique qui se sont révélés à la fois regrettables et fatals. En effet, il est probable que la principale marchandise échangée avec les premiers États ait été les esclaves – généralement issus des rangs des populations barbares. Les États antiques comblaient leur déficit démographique en capturant des prisonniers de guerre et en achetant de grandes quantités d'esclaves auprès de barbares spécialisés dans la traite. Et la plupart d'entre eux employaient des mercenaires barbares pour les défendre. En vendant leurs congénères ou leurs prestations militaires aux États, les barbares ont fortement contribué au déclin de leur bref âge d'or.

a. Le terme a été formulé pour la première fois par le climatologue néerlandais Paul Crutzen en 2001.

b. Les notes de référence figurent en fin d'ouvrage, p. 269. Les références complètes se trouvent dans la bibliographie, p. 279.

c. Il est difficile de ne pas se demander « ce que nous avons fait de mal pour en arriver là ». La question est bien trop ambitieuse pour que j'essaie d'y répondre. Reste qu'il est clair que nous sommes en grande partie responsables du problème, que l'on peut illustrer par une analogie médicale : plus des deux tiers des hospitalisations dans les pays industrialisés seraient dues à des maladies iatrogènes, à savoir des problèmes de santé provoqués par des traitements ou des interventions médicales antérieurs. On peut dire que nos problèmes environnementaux actuels sont pour la plupart de nature iatrogénique. Si tel est le cas, il faudrait peut-être commencer par produire une histoire médicale profonde qui pourrait nous aider à retracer les origines à long terme de nos maux actuels.

d. Au cours du premier millénaire avant notre ère – après la période sur laquelle je me concentre –, lorsque le pastoralisme nomade se conjuguait à l'élevage des chevaux, un nouveau type d'empire non sédentaire est devenu possible dans les zones de prairie et de steppe ; les Mongols et bien plus tard, dans le Nouveau Monde, les Comanches, en sont

deux exemples. Sur ce type de société *sui generis*, voir Pekka Hämäläinen, « What's in a concept? The kinetic Empire of the Comanches », *History and Theory*, 52, 1, 2013, p. 81-90, et Mitchell, *Horse Nations*.

e. Avant la révolution sanitaire (assainissement et eau potable) du milieu du XIXe siècle, et avant l'apparition des vaccins et des antibiotiques, les populations urbaines connaissaient généralement des taux de mortalité si élevés qu'elles ne croissaient que du fait de l'immigration massive en provenance des campagnes.

f. En fait, il semble que ces plantations de céréales sauvages et/ou cultivées mais non domestiquées, ainsi que les rassemblements périodiques destinés à la cueillette et au stockage des céréales, aient été suffisamment fréquents chez ces peuples pour qu'on les prenne *à tort* pour des communautés permanentes et sédentaires cultivant des plantes complètement domestiquées. Voir à ce sujet l'analyse approfondie d'Asouti et Fuller, « Emergence of Agriculture in Southwest Asia ».

g. Bon nombre de peuples nomades connaissaient l'écriture (souvent empruntée aux populations sédentaires), mais ils écrivaient généralement sur des matériaux périssables (écorce, bambou, feuilles, roseaux) et pour des raisons étrangères aux préoccupations d'un État (comme mémoriser des sortilèges et des poèmes d'amour). Les lourdes tablettes d'argile de Basse Mésopotamie sont incontestablement la technologie scripturale d'un peuple sédentaire et c'est pour cette raison qu'il en subsiste autant.

Chapitre 1

La domestication du feu, des plantes, des animaux et… de nous-mêmes

On comprendra mieux la signification qu'a eu le feu pour les hominidés et, en fin de compte, pour le reste du monde naturel, grâce aux résultats des excavations d'une grotte sud-africaine1. Dans les couches les plus profondes et donc les plus anciennes, il n'y a pas la moindre trace de dépôts de carbone, ce qui est un indice d'absence de feu. On y trouve en revanche des squelettes complets de grands félins et des fragments d'os – portant des marques d'incision dentaire – de nombreux animaux, dont *Homo erectus*. À une strate supérieure et donc plus tardive, les dépôts de carbone font leur apparition, signe de présence du feu. Ils sont accompagnés de squelettes complets d'*Homo erectus* et de fragments d'os de divers mammifères, reptiles et oiseaux, dont quelques os rongés de grands félins. Le changement de « propriétaire » de ces cavernes et l'inversion apparente de la hiérarchie des mangeurs et des mangés témoignent avec éloquence du pouvoir donné par le feu pour l'espèce qui appris la première à l'utiliser. Les premiers bienfaits du feu sont la chaleur, la lumière et une sécurité relative face aux prédateurs nocturnes, anticipant le confort de la *domus* ou du foyer.

On a de bonnes raisons de penser que l'utilisation du feu constitue *le* moment décisif dans la transformation du destin des hominidés. Le feu est l'outil majeur, et le plus ancien, dont a disposé l'humanité pour façonner son environnement naturel. Reste que le terme « outil » n'est pas tout à fait adapté ; contrairement à un couteau parfaitement inerte, le feu est doué d'une

vie propre. Il s'agit au mieux d'un élément « semi-domestiqué », apparu indépendamment de la volonté de ses utilisateurs et qui, lorsque qu'il n'est pas étroitement surveillé, échappe aisément à sa captivité, retournant à un périlleux état sauvage.

L'usage du feu par les hominidés est omniprésent et remonte très loin dans l'histoire. Les premiers feux d'origine anthropique datent d'au moins quatre cent mille ans, soit bien avant que notre espèce n'entre en scène. Grâce aux hominidés, la majeure partie de la flore et de la faune du globe se compose d'espèces adaptées au feu (pyrophytes) et favorisées par son usage. Les conséquences de l'ignition anthropogénique sont si massives que l'on peut estimer, du point de vue d'une analyse équilibrée de l'impact de l'être humain sur le monde naturel, qu'elles sont nettement plus importantes que celle de la domestication des plantes et des animaux. Si le rôle du feu anthropogénique en tant qu'architecte paysagiste est largement absent de nos récits historiques, c'est peut-être parce que ses effets s'étalent sur des centaines de millénaires et sont attribuables à des peuples « précivilisés », également connus comme « sauvages ». Comparé à notre époque de dynamite et de bulldozers, il s'agissait là d'une forme extrêmement lente d'aménagement du territoire. Mais ses effets agrégés sont absolument massifs.

Nos ancêtres n'ont sans doute pas manqué de constater à quel point les incendies naturels transformaient le paysage en éliminant la végétation antérieure et en encourageant la colonisation rapide des sols par une quantité d'herbes et d'arbustes, dont beaucoup étaient porteurs de graines, de baies, de fruits et de noix très recherchés. De même, ils ont sans doute observé que les incendies chassaient le gibier fuyant leur avancée, mettaient à nu les nids et les terriers cachés des petits animaux et, surtout, stimulait les espèces végétales et les champignons susceptibles d'attiser l'appétit de proies potentielles. C'est ainsi que les Indiens d'Amérique du Nord se sont servi du feu afin de sculpter des paysages fréquentés par l'élan, le daim, le castor, le lièvre, le porc-épic, la gélinotte huppée, la dinde et la caille, toutes espèces chassées par eux. Leur butin en gibier était de fait une espèce de *moisson*

d’animaux de proie qu’ils avaient délibérément regroupés en créant avec soin un habitat susceptible de les attirer2. Non contents d’être ainsi les architectes de leurs terrains de chasse – véritables réserves artificielles –, les premiers humains avaient aussi depuis longtemps eu recours aux incendies afin de chasser le gros gibier. On a des indices que, bien avant l’invention de l’arc et des flèches, il y a environ vingt mille ans, les hominidés se servaient du feu de façon à entraîner des troupeaux entiers dans des précipices et à acculer des éléphantidés dans des tourbières où, immobilisés, ils pouvaient plus facilement être achevés.

En tant que monopole d’une seule espèce et atout universel, le feu est la clé initiale de l’influence croissante de l’humanité sur le monde naturel. La forêt tropicale amazonienne porte des traces indélébiles de l’usage du feu comme outil de défrichage des sols et d’élagage de la canopée. Les eucalyptus qui peuplent le paysage australien sont, dans une large mesure, un effet du feu anthropogénique. En Amérique du Nord, l’ampleur de cet aménagement du territoire était telle que lorsqu’il a pris brusquement fin sous l’effet des épidémies dévastatrices apportées par les Européens, la croissance désormais sans entrave de la couverture forestière a engendré chez les colons blancs l’illusion que tout le continent n’était pratiquement qu’une vaste forêt vierge et primitive. Selon certains climatologues, la vague de froid connue sous le nom de Petit Âge glaciaire, entre 1500 et 1850 environ, pourrait être due à la réduction des émissions de CO_2 – un gaz à effet de serre – provoquée par la disparition des pratiques de culture sur brûlis des indigènes d’Amérique du Nord3.

De notre point de vue, cet aménagement du territoire sur la longue durée eut comme résultat de concentrer les ressources vivrières sur un espace de plus en plus réduit. Par le biais d’une forme d’horticulture assistée par le feu, la flore et la faune désirables ont été relocalisées à l’intérieur d’un cercle restreint autour des campements humains, ce qui facilitait grandement la chasse et la cueillette. C’est ainsi que le « rayon du repas » a diminué : les ressources alimentaires étaient désormais plus proches, plus abondantes et

plus prévisibles. Partout où ils ont façonné le paysage à l'aide du feu afin de favoriser la chasse et la cueillette, les humains n'ont guère laissé de place au développement de forêts « climatiques » pauvres en éléments nutritifs. Certes, on est loin du bœuf, de la charrue et du bétail docile de la *domus*, mais il s'agit néanmoins d'une intensification systématique de la gestion des ressources et du territoire dont les proportions massives ont précédé de plusieurs centaines de millénaires la culture et l'élevage d'espèces complètement domestiquées. Contrairement à la théorie de la cueillette optimale, qui considère la répartition des espèces naturelles comme un donné et se pose la question de savoir comment un acteur rationnel est censé distribuer ses efforts de recherche de nourriture, nous sommes ici confrontés à une perturbation écologique délibérée par le biais de laquelle, à long terme, les hominidés ont fini par créer une mosaïque de biodiversité et une répartition favorable des ressources les plus désirables. Les spécialistes en biologie évolutive qualifient une telle activité, qui combine choix d'un site, reconfiguration des ressources et sécurité physique, de « construction de niche » – ce que font les castors, par exemple. De ce point de vue, l'évolution de la concentration des ressources recontextualise les repères habituels du récit civilisationnel classique – la domestication des plantes et des animaux – en tant que simples éléments parmi beaucoup d'autres d'un continuum de longue durée reposant sur la construction de niches toujours plus élaborées[a].

Le feu engendra par un autre biais, celui de la cuisson, de puissants effets de concentration démographique. On ne saurait exagérer l'importance de la cuisson des aliments dans l'évolution humaine. Elle a externalisé le processus de digestion en gélatinisant l'amidon et en dénaturant les protéines. Cette décomposition chimique externe des aliments crus – sans laquelle les chimpanzés, par exemple, doivent avoir un intestin environ trois fois plus grand que le nôtre – a permis à *Homo sapiens* de se contenter d'une quantité bien moindre de nourriture et de dépenser beaucoup moins de calories afin d'en extraire la substance nutritive. Cela entraîna des conséquences considérables. Nos ancêtres ont pu cueillir et consommer une gamme

beaucoup plus large d'aliments : grâce à la cuisson, on a pu ouvrir, décortiquer et détoxifier des plantes protégées par des épines, des peaux épaisses ou des écorces ; les graines trop dures et les aliments fibreux dont la digestion aurait auparavant exigé une trop grande dépense calorique sont devenus comestibles ; la chair et les tripes des petits oiseaux et des rongeurs ont pu être stérilisées. Avant même l'avènement de la cuisson, *Homo sapiens* était déjà un omnivore versatile capable de battre, de broyer, d'écraser, de faire fermenter et de conserver en saumure des viandes et des végétaux crus ; mais avec le recours au feu, la gamme des aliments qu'il était capable de digérer a augmenté de façon exponentielle. C'est ce dont témoigne par exemple un site archéologique vieux de vingt-trois mille ans dans la vallée du Rift : on y décèle l'existence d'un régime alimentaire reposant sur quatre environnements distincts (milieux aquatiques, forêts, prairies et terres arides) et englobant au moins vingt animaux petits et grands, seize espèces d'oiseaux et cent quarante types de fruits, de noix, de graines et de légumineuses, sans parler des plantes à usage médicinal et artisanal – ces dernières servant au tissage et à la confection de paniers, de pièges et de barrages4.

La concentration de la population fut donc le résultat du feu autant comme moyen de cuisson que comme outil d'architecture du paysage. Cette dernière fonction a rapproché les aliments les plus recherchés dans l'espace, tandis que la cuisson a conféré à toute une gamme d'aliments jusqu'alors impossibles à digérer des vertus nutritives et savoureuses. D'où une diminution plus grande encore du rayon du repas. En outre, en attendrissant les aliments, la cuisson fonctionne comme une sorte de prémastication externe, ce qui a facilité le sevrage des enfants et l'alimentation des personnes âgées ayant perdu leurs dents.

Armés du feu pour façonner leur environnement et désormais en mesure d'en consommer une plus grande partie, nos ancêtres pouvaient tout à la fois éviter de trop s'éloigner de leur foyer et, parallèlement, établir de nouveaux foyers dans des environnements auparavant hostiles. La colonisation de l'Europe du Nord par l'homme de Néandertal en est un exemple : elle aurait été inconcevable sans l'usage du feu pour se chauffer, chasser et cuisiner.

Les effets génétiques et physiologiques d'au moins un demi-million d'années de recours à la cuisson sont considérables. Si nous nous comparons à nos cousins primates, la taille de notre intestin est inférieure de plus de la moitié, nos dents sont beaucoup plus petites et nous dépensons beaucoup moins de calories à mastiquer et à digérer. Selon Richard Wrangham, ces gains d'efficacité nutritionnelle expliquent en grande partie le fait que notre cerveau soit trois fois plus grand que celui d'autres mammifères de taille comparable[5]. Du point de vue archéologique, la croissance de la taille du cerveau coïncide avec les traces d'usage du feu et les restes de repas cuisinés. On observe chez d'autres espèces animales des changements morphologiques d'une ampleur comparable dans un laps de temps de vingt mille ans à peine, à la suite d'un bouleversement brusque de leur niche écologique et de leur régime alimentaire.

L'usage du feu explique en bonne part notre succès en tant qu'espèce « envahissante » la plus performante du monde[b]. Tout comme certains arbres, plantes et champignons, nous sommes des pyrophites, une espèce adaptée au feu. Nos habitudes, notre régime et notre corps sont ajustés aux caractéristiques du feu et, de ce fait, nous sommes en quelque sorte captifs des soins que nous devons lui prodiguer afin de l'alimenter et le préserver. Si le test décisif de la domestication d'une plante ou d'un animal est le fait qu'elle ou il ne puisse pas se propager sans notre assistance, alors, de la même manière, nous nous sommes tellement adaptés à l'usage du feu que notre espèce n'aurait aucun avenir sans lui. Quand bien même nous omettrions de prendre en compte les métiers liés au feu qui se sont développés ultérieurement – potier, forgeron, boulanger, briquetier, verrier, métallurgiste, orfèvre, brasseur, charbonnier, fumeur de viande ou de poisson, plâtrier –, il n'est pas exagéré d'affirmer que nous en sommes totalement dépendants. Nous avons été littéralement domestiqués par le feu. J'en veux pour preuve que les adeptes du crudivorisme, qui refusent la cuisson et insistent pour se nourrir exclusivement d'aliments crus, finissent toujours par perdre du poids[6].

Concentration démographique et sédentarité : l'hypothèse des zones humides

Il semblerait que sous l'effet d'un climat plus chaud et plus humide, il ait déjà existé dans le Croissant fertile une tendance à la croissance démographique et à la sédentarité, mais que celle-ci aurait brusquement pris fin vers 10800 avant notre ère. Le refroidissement millénaire qui s'est alors produit aurait été provoqué, selon certains chercheurs, par une fonte massive des glaciers d'Amérique du Nord (le lac Agassiz) dont l'excédent se serait brusquement déversé dans l'Atlantique en suivant le cours de ce que nous appelons aujourd'hui le fleuve Saint-Laurent7. La population décrut et ce qui en restait abandonna les régions périphériques de hautes terres, se réfugiant dans des territoires où le climat, et donc la flore et la faune, étaient plus favorables. Ensuite, vers 9600 avant notre ère, la vague de froid recula et le climat redevint bientôt plus chaud et plus humide. Il est même possible que la température moyenne ait alors augmenté de sept degrés Celsius en une seule décennie. Les arbres, les mammifères et les oiseaux quittèrent les zones refuges pour coloniser un paysage devenu soudain plus hospitalier – et, bien entendu, leur compagnon *Homo sapiens* fit de même.

Des indices archéologiques attestent de l'occupation, à peu près à la même époque, d'un certain nombre de sites : le Natoufien au sud du Levant et le stade du « précéramique » dans les villages néolithiques de Syrie, de Turquie centrale et de l'ouest de l'Iran. Il s'agissait de communautés généralement installées dans des zones riches en eau et qui vivaient principalement de chasse et de cueillette, bien qu'elles semblent avoir laissé des traces – contestées – d'horticulture céréalière et d'élevage. Ce qui n'est pas contesté, en revanche, c'est qu'entre 8000 et 6000 avant notre ère, *Homo sapiens* a commencé à planter toute la gamme des cultures dites

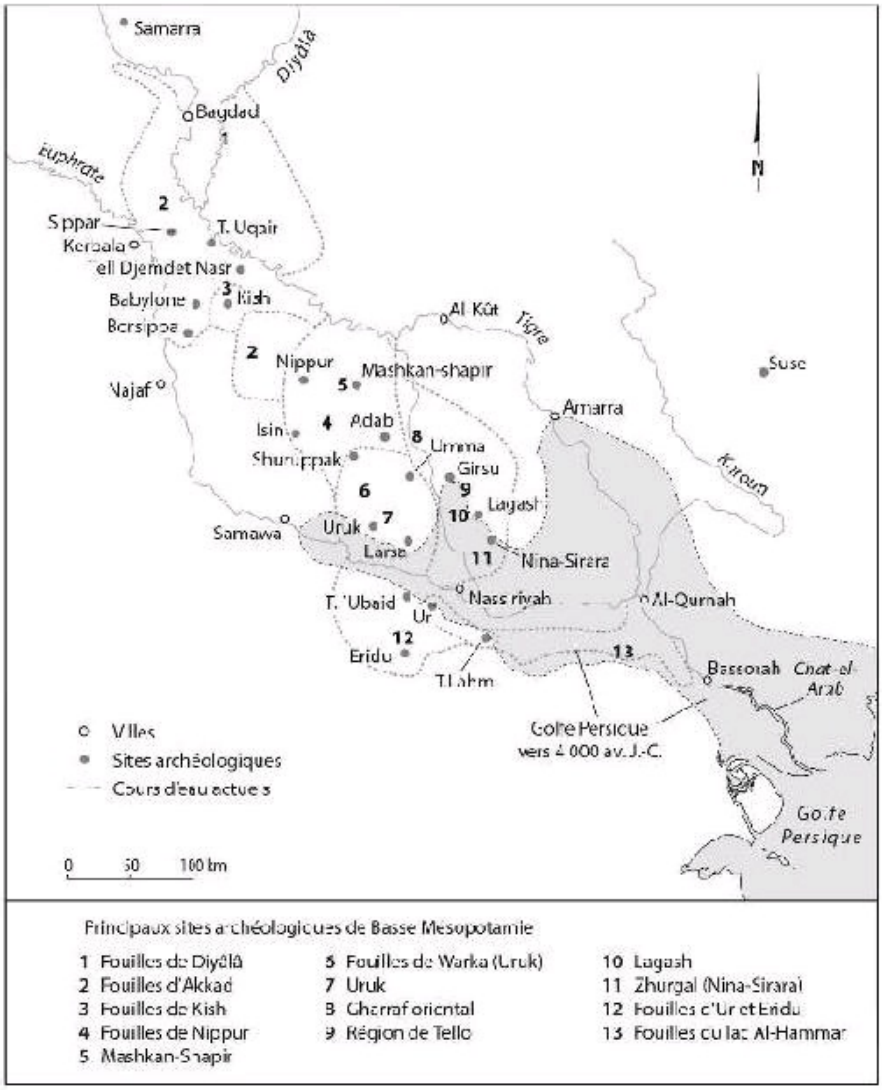
« fondatrices » – céréales et légumineuses, lentilles, pois, pois chiches, vesce amère (*Vicia ervilia*) et lin –, même si, généralement, il le fit à une échelle modeste. C'est au cours de cette même période de deux millénaires – la chronologie de leur introduction par rapport aux céréales n'est pas bien établie – qu'est apparue la domestication des chèvres, des moutons, des porcs et des bovins. Avec cette série de domestications, le « paquet néolithique » complet censé constituer la révolution agricole décisive marquant le début de la civilisation – y compris des premières agglomérations urbaines – était en place.

Vers 6500 av. J.-C., des communautés proto-urbaines stables apparurent dans les zones humides de la plaine alluviale de Basse Mésopotamie, aux abords du golfe Persique. Mais cette région ne fut pas la première à accueillir des sites sédentaires permanents (non saisonniers) ; ce n'est pas là non plus que se trouvent les premiers indices de domestication des céréales. De ce point de vue, la région accuse donc plutôt un certain retard. Si je me concentre dans ce livre sur ces sites tardifs, c'est pour deux raisons importantes. D'abord parce que ce sont ces agglomérations urbaines à l'embouchure de l'Euphrate – par exemple, Eridu, Ur, Umma et Uruk – qui deviendront, bien plus tard, les premiers « micro-États » de l'humanité. Ensuite parce que s'il est vrai que d'autres sociétés antiques telles que l'Égypte, le Levant, la vallée de l'Indus, la vallée du fleuve Jaune et l'Empire maya dans le Nouveau Monde connaîtront leurs propres variantes de la révolution néolithique, la Basse Mésopotamie ne fut pas seulement le site du premier système étatique, mais elle influença aussi directement la formation d'États plus tardifs ailleurs au Moyen-Orient, ainsi qu'en Égypte et en Inde.

Même sur la base de cette chronologie un peu sommaire – et dont les détails sont encore largement contestés –, on ne peut s'empêcher de constater à quel point cet exposé contredit obstinément ce que j'ai appelé le « récit civilisationnel standard », dont l'axe central est la domestication des céréales en tant que précondition fondamentale de la sédentarisation permanente, et donc des agglomérations urbaines et de la civilisation. Ce grand récit part de l'hypothèse, toujours répandue, que la chasse et la cueillette exigeaient un tel

niveau de mobilité et de dispersion qu'elles excluaient totalement toute forme de sédentarité. Pourtant, la sédentarité fut largement antérieure à la domestication des céréales et du bétail et a souvent persisté dans des milieux où la culture céréalière était faible ou inexistante. Ce qui est également tout à fait clair, ce sont les cas de domestication des céréales et du bétail attestés bien avant l'émergence de sociétés étatiques de type agraire – soit beaucoup plus tôt qu'on ne l'avait imaginé. Dans l'état actuel de nos connaissances, l'écart entre ces deux domestications clés et les premières économies agraires qui en tiraient leur subsistance est maintenant estimé à quatre mille ans8. De toute évidence, nos ancêtres ne se sont pas précipités dans le giron de la révolution néolithique, ni dans les bras des premiers États.

Les promoteurs du récit traditionnel se trompent radicalement sous un autre aspect. Ils considèrent, de façon apparemment plausible, que les conditions exceptionnellement arides ayant prévalu dans la vallée du Tigre et de l'Euphrate au cours de l'histoire récente régnaient également à l'aube de l'agriculture. Ils supposent ainsi qu'une population croissante confinée dans les limites étroites d'un chapelet d'oasis et de vallées fluviales s'est vu contrainte d'intensifier ses pratiques de subsistance afin de mieux tirer profit de surfaces arables peu étendues. La seule stratégie d'intensification viable était l'irrigation, attestée par des traces archéologiques. Faute de précipitations substantielles, seule l'irrigation pouvait garantir des récoltes abondantes. Par ailleurs, l'ampleur d'un tel projet d'aménagement du territoire exigeait la mobilisation d'une vaste main-d'œuvre censée creuser et entretenir les canaux, ce qui impliquait l'existence d'une autorité publique capable de rassembler et de discipliner cette force de travail. Ces travaux d'irrigation soutenaient une économie agropastorale dense qui, supposait-on, favorisa l'émergence de l'État en tant que condition même de son existence.



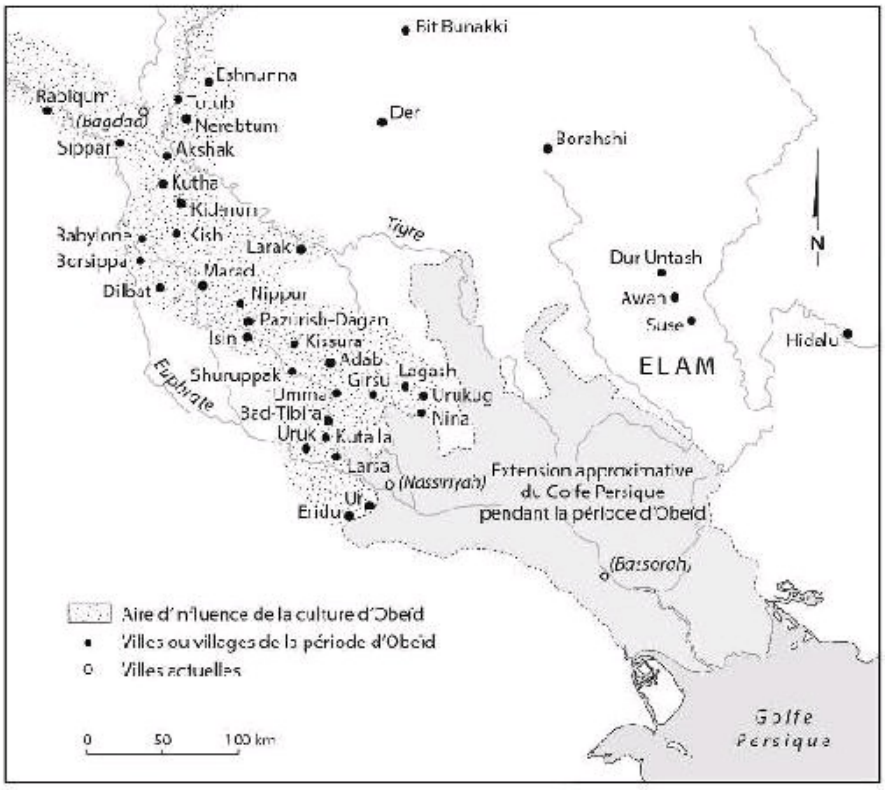
Sites archéologiques de Basse Mésopotamie

Zones humides et sédentarité

Le point de vue dominant selon lequel le processus consistant à « faire fleurir le désert » par le biais de l'agriculture irriguée est au fondement des premières communautés sédentaires de grande taille s'avère en réalité presque entièrement erroné. Comme nous allons le voir, les premiers grands établissements sédentaires sont apparus en zones humides, pas en milieux arides ; c'est dans leurs ressources naturelles, et non dans les cultures céréalières, qu'ils trouvèrent leurs principaux moyens de subsistance ; et ils n'avaient nul besoin de systèmes d'irrigation au sens conventionnel du terme. Pour autant qu'un aménagement du territoire fût nécessaire dans ce contexte, il prit beaucoup plus vraisemblablement la forme du drainage que celle de l'irrigation. L'idée traditionnelle selon laquelle la Sumer antique était un miracle d'irrigation organisé par l'État sur un territoire aride s'avère totalement fausse. C'est le travail pionnier de Jennifer Pournelle sur la plaine alluviale mésopotamienne pendant les septième et sixième millénaires avant notre ère qui fournit les arguments les plus complets et les mieux documentés dans ce sens9.

À cette époque, la Basse Mésopotamie n'était pas du tout aride ; elle constituait plutôt un véritable paradis de zones humides où proliféraient de nombreuses ressources. En raison de la montée importante du niveau de la mer et de la surface plane du delta du Tigre et de l'Euphrate, il y existait une « transgression » marine massive dans des zones qui sont aujourd'hui arides. C'est sur la base de la télédétection, de relevés aériens antérieurs, de l'histoire hydrologique ancienne, de celle de la sédimentation, de l'histoire du climat et des vestiges archéologiques que Pournelle a pu reconstituer cette vaste zone de delta. L'erreur de la plupart des observateurs précédents (mais pas tous) ne fut pas seulement d'avoir projeté l'aridité de la région dix mille ans en

arrière, mais aussi d’avoir ignoré le fait que la plaine alluviale s’étendait alors – avant les dépôts annuels de sédiments – plus de dix mètres au-dessous de son niveau actuel. En ce temps-là, les vagues du Golfe persique venaient presque frapper les portes de l’ancienne Ur, qui se trouve aujourd’hui loin à l’intérieur des terres, et l’eau salée des marées remontait au nord jusqu’à Nassiriya et Amara.



Basse Mésopotamie : extension du Golfe Persique vers 6500 av. J.-C.
(avec l'aimable autorisation de Jennifer Pournelle)

En décrivant brièvement la façon dont des populations importantes dépendant largement de ressources végétales et marines sauvages ont pu prospérer sans présence substantielle de cultures céréalières irriguées, nous répondrons à deux questions d'intérêt analytique. Cela nous permettra d'abord de démontrer la stabilité et la richesse d'un mode de subsistance reposant sur plusieurs réseaux trophiques diversifiés. Une bonne partie du régime alimentaire de la période d'Obeïd (6500-3800 av. J.-C., ainsi nommé d'après un style de poterie très répandu) reposait sur les poissons, les oiseaux et les tortues qui abondaient dans les zones humides. Cela nous servira

ensuite à montrer comment l'ampleur même de ce réseau de subsistance – chasse, pêche, cueillette et divers types de collecte dans divers milieux écologiques – pose des obstacles insurmontables à l'imposition d'une autorité politique unique.

Plutôt qu'une zone aride entre deux fleuves, comme elle l'est en grande partie aujourd'hui, la plaine alluviale de Basse Mésopotamie était une zone deltaïque complexe sillonnée par des centaines de défluents tantôt convergents, tantôt divergents, à chaque période de crue. Elle fonctionnait comme une vaste éponge qui absorbait les hautes eaux annuelles, faisait monter la nappe phréatique, puis déversait lentement le tout pendant la saison sèche à partir du mois de mai. La plaine de l'Euphrate inférieur est extrêmement plate : le gradient varie de vingt à trente centimètres par kilomètre au nord et de seulement deux à trois centimètres par kilomètre au sud, ce qui rend le cours historique du fleuve extrêmement erratique10. Au plus fort de la crue annuelle, les cours d'eau débordaient régulièrement des berges naturelles surélevées créées par la déposition annuelle de leurs sédiments les plus grossiers et inondaient les plaines et les dépressions adjacentes. Comme les lits de nombreux cours d'eau surplombaient les terres environnantes, il suffisait de percer ces levées de terre au moment des hautes eaux afin d'obtenir le même effet – soit une technique que l'on pourrait qualifier d'« irrigation naturelle assistée11 ». Les graines de semence pouvaient être ainsi disséminées sur des sols naturellement préparés. La couche d'alluvions riche en nutriments, au fur et à mesure qu'elle s'asséchait, produisait aussi une grande quantité de fourrage pour les herbivores sauvages, ainsi que pour des animaux domestiqués comme les chèvres, les moutons et les porcs.

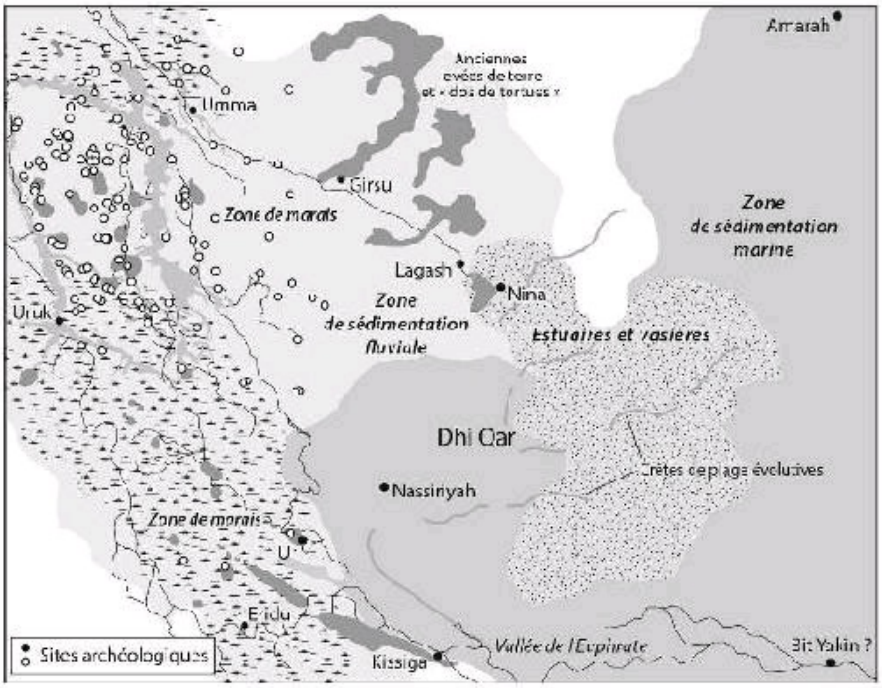
Les habitants de ces marais vivaient sur ce que l'on appelle des « dos de tortues », de petites parcelles de terrain légèrement surélevées, comparables aux « cheniers » du delta du Mississippi, souvent à guère plus d'un mètre au-dessus du niveau des hautes eaux. Partant de ces îlots, les habitants exploitaient pratiquement toutes les ressources des zones humides voisines : roseaux et cypéracées servant tant à la construction qu'à l'alimentation, une

grande variété de plantes comestibles (joncs des prés salés, massettes, nénuphars, scirpe-joncs), tortues, poissons, mollusques, crustacés, oiseaux, volaille aquatique, petits mammifères et gazelles migratrices, autant de sources majeures de protéines. La combinaison de riches sols alluviaux et de l'estuaire de deux grands fleuves foisonnant de nutriments morts et vivants engendrait un écosystème riverain exceptionnellement riche qui attirait à son tour un grand nombre de poissons, de tortues, d'oiseaux et de mammifères – sans parler des humains ! – venus se nourrir de créatures situées à un niveau inférieur de la chaîne trophique. Dans les conditions de chaleur et d'humidité qui prévalaient aux septième et sixième millénaires avant notre ère, les ressources sauvages étaient diverses, abondantes, stables et résilientes, soit un milieu presque idéal pour des chasseurs-cueilleurs-éleveurs.

La densité et la diversité des ressources situées à un niveau inférieur de la chaîne trophique, en particulier, favorisent la sédentarité. Comparés, par exemple, avec les chasseurs-cueilleurs contraints de suivre les migrations du gros gibier (phoques, bisons, caribous), les groupes humains qui devaient l'essentiel de leur régime alimentaire à des niveaux trophiques inférieurs tels que ceux des plantes, des coquillages, des fruits, des noix et des petits poissons – soit autant d'espèces à la fois plus denses et moins mobiles que les grands mammifères –, n'avaient pas besoin de se déplacer autant. La grande abondance de ressources alimentaires appartenant aux niveaux trophiques inférieurs dans les zones humides de la Mésopotamie était sans doute particulièrement favorable à l'émergence précoce de communautés sédentaires importantes.

Les premiers villages de la plaine alluviale mésopotamienne n'étaient pas seulement situés dans une zone humide productive ; ils se trouvaient à l'intersection de plusieurs niches écologiques différentes, permettant ainsi à leurs habitants de les exploiter toutes et de ne pas risquer de dépendre exclusivement de l'une ou de l'autre. Ils occupaient la frontière entre l'environnement aquatique marin du littoral et de l'estuaire, avec toutes ses ressources, et l'écologie très différente des zones d'eau douce en amont du fleuve. La limite entre les eaux saumâtres et l'eau douce était en fait une

frontière mobile qui se déplaçait d'amont en aval avec les marées, lesquelles, sur un terrain aussi plat, pénétraient profondément à l'intérieur des terres. Ainsi, ces deux zones écologiques se déplaçaient sur le territoire d'un grand nombre de communautés, tandis que ces dernières restaient stationnaires, tirant profit des deux. Il en allait *a fortiori* de même de l'alternance des saisons sèche et humide et des ressources propres à chacune d'elles. Localement, l'année était rythmée par la transition entre les ressources aquatiques de la saison humide et les ressources terrestres de la saison sèche. Au lieu d'avoir à se déplacer entre une niche écologique et l'autre, la population de la plaine alluviale pouvait rester au même endroit et c'était en quelque sorte les différents habitats qui venaient lui rendre visite12. Comparé aux risques d'une activité agricole, la niche de subsistance constituée par les zones humides de Basse Mésopotamie était plus stable, plus résiliente, et ses ressources étaient renouvelables sans exiger une grande quantité de travail annuel.



Basse Mésopotamie : anciens cours d'eau, levées de terre et « dos de tortues » vers 4500 av. J.-C.
(avec l'aimable autorisation de Jennifer Pournelle)

Le choix du territoire et le calendrier des saisons étaient essentiels aux chasseurs-cueilleurs pour une autre raison. La « moisson » des chasseurs et des cueilleurs n'était pas tant une question d'essais et d'erreurs quotidiens qu'une anticipation minutieuse du moment où il convenait d'intercepter la migration massive plus ou moins prévisible (fin avril et mai) des grands troupeaux – en particulier des gazelles et des ânes sauvages – qui traversaient la plaine alluviale. La chasse se préparait soigneusement à l'avance. Les troupeaux étaient canalisés tout au long d'étroits couloirs de poursuite qui les menaient au terrain d'abattage où leurs cadavres pouvaient être conservés par séchage et salaison. Les chasseurs mésopotamiens, de même que leurs congénères partout dans le monde, devaient l'essentiel de leur

approvisionnement annuel en protéines animales à une semaine – ou à peine plus – d'efforts intenses consacrés à la capture du plus grand nombre possible de têtes de gibier migrateur. Selon les milieux, ce type de proies mobiles pouvait inclure de grands mammifères (caribous, gazelles), des oiseaux aquatiques (canards, oies), d'autres oiseaux migrateurs interceptés sur leurs sites de repos ou de nidification, ou encore des poissons migrateurs (saumons, anguilles, gaspareaux, harengs, aloses, éperlans). Bien souvent, le facteur limitant la « moisson de protéines » n'était pas la pénurie de proies mais le manque de main-d'œuvre capable de les traiter avant qu'elles ne pourrissent. Car l'existence de la plupart des chasseurs était régie par le rythme naturel des migrations qui leur fournissaient l'essentiel de leur régime alimentaire favori. Il est possible que certaines de ces migrations massives aient été justement une réaction à la prédation humaine, comme l'a suggéré Herman Melville à propos des cachalots, mais il est clair qu'elles imprimaient à la vie des chasseurs et des pêcheurs un tempo radicalement différent de celui des agriculteurs – ce que ces derniers interprétaient souvent comme une forme d'indolence.

Une des trajectoires les plus courantes de ce type de migrations passait par les zones humides, les estuaires et les vallées des grands cours d'eau, en raison de la densité des ressources nutritionnelles qu'ils recélaient. Les itinéraires migratoires des oiseaux favorisaient les marais et les vallées fluviales de même que, bien entendu, la migration anadrome des saumons et son image en miroir, la migration catadrome des anguilles, pour ne mentionner que deux des nombreuses espèces de poissons migrateurs. Tout cours d'eau est lui-même un réservoir de nutriments doté de sa propre plaine d'inondation, de ses dépressions latérales et de ses cônes de déjection. Le frai et la croissance de la faune aquatique n'y dépendent pas de son lit ordinaire mais de ses incursions périodiques dans la plaine environnante (le rythme des crues) – lesquelles, à leur tour, attirent les oiseaux migrateurs. Ainsi, on ne doit pas trop s'étonner que la plaine alluviale mésopotamienne ait offert un cadre aussi propice à ses habitants : il s'agissait d'une zone humide riche à la lisière de plusieurs écosystèmes, dans une période de climat favorable et à

l’intersection de plusieurs routes migratoires d’un gibier de choix. Ailleurs dans le monde, soulignent nombre d’auteurs, la sédentarité précoce s’explique aussi souvent par l’importance des ressources aquatiques qui fournissaient les conditions les plus favorables à un mode de subsistance fiable.

Mais à mettre exclusivement l’accent sur la richesse des marais et des milieux riverains, on risque de négliger un autre avantage crucial des environnements côtiers et fluviaux : le transport. S’il est probable que les zones humides aient été une condition nécessaire de la sédentarité précoce, le développement ultérieur des grands royaumes et des principaux centres d’échange dépendait du choix d’emplacements avantageux pour le commerce fluvial ou maritime13. On ne saurait trop insister sur les avantages du transport aquatique par rapport aux déplacements en chariot ou à dos d’âne. Un édit de Dioclétien mentionnait que le prix de la cargaison d’un chariot de blé doublait au bout de quatre-vingts kilomètres. Du fait qu’il réduisait considérablement le frottement, l’efficacité du transport par voie d’eau croissait de façon exponentielle14. Pour prendre l’exemple du bois de chauffage, nombre de sources signalent qu’une cargaison de bois (avant l’invention des chemins de fer et des routes asphaltées) devenait invendable à partir d’une distance supérieure à environ quinze kilomètres – et encore moins en terrain accidenté. L’importance du charbon de bois, bien qu’il constitue un énorme gaspillage de matière ligneuse, était exclusivement due à sa meilleure transportabilité ; sa valeur calorifique par unité de poids et de volume est bien supérieure à celle du bois « brut ». Aux époques prémodernes, aucun produit en vrac – bois, minerais, sel, céréales, roseaux, poterie – ne pouvait être transporté sur de longues distances, sinon par voie fluviale ou maritime.

À cet égard, la plaine alluviale mésopotamienne était aussi particulièrement favorisée. Pendant la moitié de l’année, il s’agissait d’un univers aquatique où le transport par barques de roseaux était facile ; en outre, elle était située en aval des sites d’origine d’un grand nombre de matériaux nécessaires à la population des zones humides, qui tirait donc

profit du sens du courant. Il ne faut pas imaginer ces villages sédentaires précoces comme des économies autarciques ne consommant que ce qu'elles produisaient. Même les ancêtres chasseurs-cueilleurs de ces communautés n'étaient pas du tout isolés : ils faisaient commerce d'artefacts d'obsidienne et de biens de prestige sur des distances considérables. La relative facilité du commerce fluvial et maritime dans la région rendait ces échanges beaucoup plus volumineux qu'ils ne l'auraient été à l'intérieur des terres.

Une histoire sous-estimée

On pourrait légitimement se demander pourquoi le rôle des zones humides dans l'émergence des premiers villages sédentaires et des premières concentrations urbaines fut à ce point sous-estimé. Cela tient bien entendu en partie au récit traditionnel selon lequel la civilisation aurait émergé grâce à l'irrigation des terres arides – hypothèse liée aux types de paysage contemporains des auteurs de ces récits. Je crois cependant qu'il existe une explication plus profonde à cette myopie historique, à savoir l'association presque irrésistible entre l'idée de civilisation et les principales céréales : blé, orge, riz et maïs. (Que l'on pense ne serait-ce qu'aux « vagues ambrées de céréales » – *amber waves of grain* – de l'hymne patriotique étatsunien *America the Beautiful*.) De ce point de vue, marais, marécages, paludes et zones humides ont généralement été considérés comme le reflet inversé de la civilisation : territoire de nature indomptée et désert infranchissable dangereux pour la santé et la sécurité des humains. Le travail de la civilisation consistait précisément à *drainer* les marais et à les transformer en champs de céréales et en villages productifs et bien ordonnés. Civiliser les terres arides, c'était les irriguer ; civiliser les marais, c'était les assécher. Dans les deux cas, il s'agissait de créer des terres arables propices aux cultures céréalières. Écrivant à propos de la Mésopotamie ancienne, H. R. Hall dépeignait « l'état de chaos, ni eau ni terre, des cônes alluviaux de la Babylonie méridionale avant que la civilisation ne commence son travail de drainage et de canalisation15 ». Le travail de la civilisation, ou plus précisément celui de l'État, comme nous allons le voir, consistait à éliminer la boue et à la remplacer par ses éléments constituants à l'état pur, l'eau et la terre16. Que ce soit en Chine ancienne, aux Pays-Bas, dans les tourbières d'Angleterre, les Marais Pontins finalement asséchés par Mussolini ou dans

ce qui reste des marécages du sud de l'Irak drainés par Saddam Hussein, l'État s'est constamment efforcé d'aménager le territoire en vue de transformer les zones humides ingouvernables en champs de céréales imposables.

Notons au passage que ce n'est pas seulement dans le cas de la Mésopotamie que le rôle absolument central des abondantes ressources des zones humides a été ignoré. Les premières communautés sédentaires de la région de Jéricho, de même que les premiers établissements du delta du Nil, reposaient eux aussi sur les zones humides et seulement marginalement, voire pas du tout, sur des cultures céréalières. Même chose pour la baie de Hangzhou, site de la culture néolithique précoce de Hemudu, au milieu du cinquième millénaire avant notre ère, dans la partie la plus saturée d'eau du littoral oriental chinois, où abondait le riz non domestiqué, qui est une plante aquatique. Les premiers sites urbains du fleuve Indus, Harappa et Mohenjo-Daro, répondent également à cette description, de même que la plupart des sites importants de type hoabinhien en Asie du Sud-Est. Même les exemples de sédentarité des hautes terres américaines – comme le site de Teotihuacan, près de l'actuelle ville de Mexico, ou le lac Titicaca au Pérou – correspondent à de vastes zones humides offrant un volume abondant de poissons, d'oiseaux, de coquillages et de petits mammifères dans des milieux naturels situés à la lisière de plusieurs écosystèmes.

D'autres raisons encore expliquent que le rôle des zones humides dans la sédentarisation soit passé relativement inaperçu. Il s'agissait après tout de cultures largement orales qui n'ont laissé derrière elles aucun témoignage écrit. Leur obscurité relative est souvent amplifiée par la nature périssable de leurs matériaux de construction : roseaux, carex, bambous, bois, rotin. Même les petites sociétés plus tardives dont nous avons connaissance grâce aux commentaires de leurs voisins possédant l'écriture, telle la cité-État de Srivijaya à Sumatra, sont presque impossibles à bien identifier, car leurs vestiges ont succombé à l'eau, à la sédimentation et à l'usure du temps.

Une dernière raison, plus hypothétique, de l'obscurité des sociétés des zones humides pourrait être leur incompatibilité écologique avec la

centralisation administrative et le contrôle par le haut. Ces sociétés reposaient en effet sur ce que l'on appelle aujourd'hui des « biens collectifs » ou des « communs » – plantes, animaux et espèces aquatiques sauvages auxquelles toute la communauté avait accès. Il n'existait aucune ressource dominante unique susceptible d'être monopolisée ou contrôlée – et encore moins taxée – par un centre politique. Dans ces régions, les modes de subsistance étaient tellement diversifiés, variables et dépendants d'une ample gamme de temporalités qu'ils défiaient toute forme de comptabilité centralisée. Contrairement aux États antiques que nous analyserons ultérieurement, aucune autorité centrale n'y était capable de monopoliser – et donc de rationner – l'accès aux terres arables, aux céréales ou à l'eau nécessaire à l'irrigation. On n'y trouve donc guère d'indices d'une organisation hiérarchique de la société (que l'on peut généralement mesurer par le biais des richesses contenues dans les tombes). Malgré leur niveau indéniable de développement culturel, il est peu probable qu'un tel réseau complexe de communautés relativement égalitaires ait pu engendrer de puissantes chefferies ou des royaumes, et encore moins des dynasties. L'existence d'un État – même un petit proto-État – exige un milieu de subsistance beaucoup plus simple que les écologies des zones humides que nous venons d'examiner.

Un hiatus à expliquer

Pourquoi cet écart impressionnant de quatre millénaires entre les premiers indices de domestication des céréales et des animaux et la consolidation des sociétés agropastorales que nous associons aux débuts de la civilisation ? Toutes les pièces du puzzle de la société agraire classique sont bien là, mais celle-ci n'arrive pourtant pas à se mettre en place : il y a là une anomalie chronologique qui mérite explication. Une hypothèse implicite du récit standard sur le « progrès de la civilisation » est qu'une fois les céréales et le bétail domestiqués, ceux-ci devaient engendrer de façon plus ou moins rapide et automatique une société agraire pleinement constituée. On peut en effet légitimement s'attendre à un temps de latence correspondant à l'apprentissage des nouvelles pratiques de subsistance, soit un décalage pouvant peut-être atteindre un millénaire ; mais quatre mille ans, soit environ cent soixante générations, c'est une période de rodage tout de même un peu longue.

Un archéologue a qualifié cette longue période de régime de « production alimentaire de faible intensité17 ». Ce terme semble toutefois singulièrement inapproprié, car en mettant l'accent sur la « production », il implique l'idée d'une société qui serait « prisonnière » d'un équilibre vicié et non optimal. Melinda Zeder, éminente spécialiste de la domestication, évite ce raisonnement téléologique en suggérant *a contrario* que les populations qui cherchaient à éviter de dépendre totalement des cultures céréalières pour la majeure partie de leurs besoins caloriques savaient sans doute fort bien ce qu'elles faisaient : « Il semble qu'au Moyen-Orient, des économies de subsistance hautement soutenables reposant sur une combinaison de ressources sauvages, semi-apprivoisées et entièrement domestiquées aient persisté pendant quatre mille ans ou plus avant la cristallisation des

économies agricoles reposant essentiellement sur les espèces végétales et animales domestiques18. » Selon Zeder, le Proche-Orient n'était nullement unique à cet égard. Citant divers travaux sur l'Asie, la Méso-Amérique et l'est du continent nord-américain, elle affirme que « les cultigènes et les animaux domestiques furent incorporés à une gamme plus ample de stratégies de subsistance, parfois pendant des milliers d'années, sans guère perturber le mode de vie traditionnel des chasseurs-cueilleurs ».

Ces espèces domestiquées servaient de complément nutritif – souvent marginal – qui « ne différait des ressources sauvages que par le fait qu'elles étaient obtenues par propagation plutôt que par la chasse ou la cueillette. […] Ainsi, ni la présence de ressources domestiquées ou domesticables, ni la diffusion des techniques de production alimentaire ne suffisent à entraîner l'adoption de la production agricole d'aliments comme principe directeur d'une économie de subsistance19 ».

On ne prendra pas trop de risques en émettant l'hypothèse fondamentale que, compte tenu de leurs ressources et de leurs connaissances, les acteurs historiques agissent raisonnablement en vue de satisfaire leurs intérêts immédiats. Dans cet esprit, et vu qu'ils ne peuvent pas s'exprimer en leur nom propre, il est assez logique de les percevoir comme des agents capables de négocier avec astuce et agilité les aléas d'un environnement diversifié, mais également capricieux et potentiellement dangereux. De même que la sédentarité précoce était le fait de chasseurs et de cueilleurs sachant tirer parti des multiples possibilités de subsistance que leur offrait la variété écologique des zones humides, nous pouvons considérer cette longue période comme une ère d'expérimentation et de gestion continues de ce type d'environnement. Plutôt que de compter uniquement sur un éventail restreint de ressources alimentaires, les humains de l'époque ressemblaient sans doute plutôt à des généralistes opportunistes gérant un large « portefeuille » d'options de subsistance réparties sur plusieurs réseaux alimentaires.

La plaine alluviale mésopotamienne, de même que le Levant, se caractérisait par une plus forte variation locale des précipitations et des espèces végétales que presque n'importe quelle autre région du monde.

La variation saisonnière des précipitations y était elle aussi exceptionnellement élevée. Bien que cette diversité y ait favorisé la disponibilité d'une ample gamme de ressources, elle exigeait aussi un vaste répertoire de stratégies de subsistance adaptées aux dites variations. Il fallait en outre compter avec des événements macroclimatiques de bien plus grande ampleur qui, au cours de plusieurs millénaires, avant l'émergence des premiers royaumes agraires vers 3500 avant notre ère, ont sans doute marqué la mémoire populaire et influencé les récits légendaires sur le « Déluge ». À une période relativement chaude et humide (elle-même ponctuée de nombreuses oscillations) entre 12700 et 10800 av. J.-C. environ, a succédé une période extrêmement froide (le Dryas récent) entre 10800 et 9600 avant notre ère, pendant laquelle une série de sites sédentaires ont dû être abandonnés tandis que la population survivante se retirait dans les zones refuges plus chaudes des basses terres et des régions côtières. Bien que l'époque postérieure au Dryas récent ait été généralement favorable à l'expansion des chasseurs-cueilleurs, elle fut ponctuée de revers climatiques. Il y eut ainsi un siècle de temps froid et sec qui, en gros à partir de 6200 avant notre ère, s'est caractérisé par des conditions plus sévères que celle du Petit Âge glaciaire de 1550-1850, bien connu des historiens des débuts de l'Europe moderne. Les archéologues étudiant les cinq millénaires postérieurs à 10000 av. J.-C. conviennent que la croissance démographique et la sédentarité ont connu plusieurs phases de flux et de reflux avec, d'une part, des périodes froides et sèches au cours desquelles la sédentarité était peut-être la conséquence d'une certaine surpopulation des zones refuges disponibles et, de l'autre, des périodes chaudes et humides de croissance démographique et de dispersion des populations. Compte tenu de ces variations et des risques attenants, il aurait été absurde pour les populations de l'époque de faire fond sur un éventail trop restreint de ressources de subsistance.

Jusqu'à présent, nous n'avons considéré que les données climatologiques et écologiques et leur impact sur la répartition de la population et la sédentarité. Or il est tout à fait possible qu'une partie ou même la plus grande partie des variations constatées aient eu des causes d'origine humaine :

maladies, épidémies, croissance démographique (trop) rapide, épuisement des ressources et du gibier locaux, conflits sociaux et violence, autant de phénomènes qui ne laissent pas tous des traces archéologiques sans ambiguïté.

Nous sous-estimons certainement le degré d'agilité et d'adaptabilité de nos ancêtres préétatiques. Cette sous-estimation est intimement liée au récit civilisationnel qui représente pour ainsi dire les chasseurs-cueilleurs, les cultivateurs itinérants et les peuples pastoraux comme des sous-espèces d'*Homo sapiens*, chacune d'entre elles marquant une étape distincte du progrès humain. On dispose pourtant de preuves historiques montrant que les communautés humaines se déplaçaient assez aisément entre ces divers modes de subsistance et qu'en réalité, dans le Croissant fertile comme ailleurs, elles savaient les combiner en une série de régimes hybrides créatifs. Il est prouvé, par exemple, que pendant la période froide du Dryas récent, les populations quasi sédentaires de la plaine alluviale mésopotamienne adoptèrent des stratégies de subsistance mobiles au fur et à mesure que diminuait la gamme de ressources locales disponibles à la cueillette. De même, beaucoup plus tard, certains peuples d'agriculteurs ayant migré de Taïwan vers l'Asie du Sud-Est (il y a environ cinq mille ans) ont souvent abandonné les cultures plantées, leur préférant la cueillette et la chasse dans leurs nouveaux milieux forestiers riches en ressources20. Au début du XXe siècle, l'un des principaux défenseurs d'une perspective géographique sur l'histoire a rejeté toute distinction catégorielle entre chasseurs-cueilleurs, éleveurs et agriculteurs, soulignant que pour des raisons de sécurité, la plupart de ces populations préféraient combiner au moins deux de ces niches de subsistance, « en cas de nécessité […] afin d'avoir plusieurs cordes à leur arc21 ».

Il convient donc de professer un agnosticisme militant quant aux présupposés fondamentaux des récits historiques sur l'essor des civilisations et des États, aussi bien par scepticisme intellectuel qu'en raison des découvertes récentes. La plupart des débats sur la domestication des espèces végétales et la sédentarisation durable, par exemple, partent de l'hypothèse

invérifiée que tous les peuples protohistoriques mouraient d'envie de se fixer sur un territoire stable. Il s'agit d'une lecture injustifiée s'appuyant sur le discours traditionnel tenu par les États agraires qui stigmatisent le caractère « primitif » des populations nomades. Il n'existe aucune preuve de l'existence d'une « aspiration sociale à la sédentarité22 ». Et il ne faut pas fétichiser les termes « éleveurs », « agriculteurs », « chasseurs » ou « cueilleurs », au moins dans leur version essentialiste. En ce qui concerne le Moyen-Orient antique, il est plus pertinent de les interpréter comme caractérisant non pas des populations distinctes, mais une gamme d'activités de subsistance. Villages et groupes de parenté pouvaient fort bien inclure des sous-groupes d'éleveurs, de chasseurs et de cultivateurs de céréales dans le cadre d'une même économie unifiée. Une famille ou un village dont les cultures n'avaient pas prospéré pouvaient se tourner entièrement ou partiellement vers l'élevage ; les éleveurs qui perdaient leur bétail pouvaient inversement se tourner vers l'agriculture. Pendant une sécheresse ou une période d'humidité excessive, des régions entières pouvaient changer radicalement de stratégie de subsistance. Traiter les individus impliqués dans ces diverses activités comme des populations essentiellement différentes, habitant des univers distincts, revient encore une fois à rétroprojeter la stigmatisation des peuples pastoraux par les États agraires à une époque où cette distinction n'avait aucun sens. On trouvera une illustration saisissante de ce problème dans la lecture perspicace que propose Anne Porter des nombreuses variantes de l'épopée de Gilgamesh23. Dans les versions les plus anciennes, le grand ami de Gilgamesh, Enkidu, est décrit simplement comme un pasteur, emblématique d'une société où cohabitaient indistinctement cultivateurs et éleveurs. Dans les versions ultérieures, un millénaire plus tard, il est représenté comme une sorte de sous-homme, un être élevé parmi les bêtes ne pouvant s'humaniser qu'en ayant des relations sexuelles avec une femme. Autrement dit, Enkidu est devenu un dangereux barbare ne connaissant pas les céréales, les maisons ou les villes, et ne sachant pas « plier le genou ». Cet Enkidu « tardif » est, comme nous allons le voir, le produit de l'idéologie d'un État agraire déjà mûr.

Ayant domestiqué toute une gamme de céréales et de légumineuses, ainsi que les chèvres et les moutons, les populations de la plaine alluviale mésopotamienne étaient déjà des agriculteurs et des éleveurs tout en restant des chasseurs-cueilleurs. Simplement, tant qu'il pouvaient continuer à compter sur une relative abondance de ressources alimentaires existant à l'état sauvage et à intercepter les migrations annuelles de gazelles et d'oiseaux aquatiques, ils n'avaient aucune raison logique de se risquer à dépendre principalement, voire exclusivement, de formes de culture et d'élevage requérant un travail intensif. C'était précisément la riche mosaïque de ressources qui les environnaient, et donc leur capacité à éviter de se spécialiser sur un seul créneau technologique ou alimentaire, qui constituait la meilleure garantie de leur sécurité et de leur relative prospérité.

Pourquoi se mettre à cultiver ?

Pourtant, de nombreux sites du Néolithique précoce offrent des preuves sans ambiguïté que l'on y « cultivait » des céréales sauvages et des indices (controversés) de domestication d'espèces végétales. À la lumière de la présence de plantations serrées de céréales sauvages et d'autres ressources similaires, la question n'est pas tant de savoir pourquoi nos ancêtres ne se sont pas lancés tête baissée dans l'agriculture, que de comprendre pourquoi ils ont pris la peine de s'y consacrer. On y répond fréquemment en disant que les céréales peuvent être moissonnées, battues et stockées plusieurs années dans des greniers, offrant ainsi une réserve abondante de glucides et de protéines au cas où les ressources sauvages viendraient soudain à manquer. L'idée ainsi avancée est que les cultures céréalières, malgré le travail intense qu'elles exigent, constituaient une sorte de police d'assurance vivrière pour des chasseurs-cueilleurs connaissant aussi les rudiments de l'agriculture.

Mais cette explication, sous ses formes les plus grossières, ne résiste pas à un examen minutieux. Elle part de l'hypothèse implicite que la récolte d'une culture plantée serait plus fiable que le rendement des espèces sauvages. Or c'est clairement le contraire qui est le plus plausible, dans la mesure où les espèces sauvages, par définition, ne sont présentes que sur des sites où elles peuvent prospérer. Deuxièmement, cette perspective néglige les risques de crise de subsistance impliqués par un mode de vie sédentaire et par la nécessité concomitante de planter, de soigner et de protéger des espèces cultivées. La sécurité alimentaire des chasseurs-cueilleurs reposait précisément sur leur mobilité et sur la diversité des ressources auxquelles ils avaient accès. L'émergence précoce d'établissements sédentaires dans la plaine alluviale mésopotamienne s'explique justement, après tout, par l'incroyable proximité d'une gamme écologique exceptionnellement variée

de ressources alimentaires – ressources généralement beaucoup plus éparpillées dans le temps et l'espace. Dans la mesure où l'agriculture tendait à restreindre la mobilité potentielle de chasseurs-cueilleurs sédentaires, leur incapacité à réagir de façon suffisamment rapide, par exemple, à une migration précoce d'oiseaux ou de poissons aurait affaibli, plutôt que renforcé, leur sécurité alimentaire. Il existe de nombreux indices de l'abandon fréquent, tout au long de cette période, de sites sédentaires au profit d'un mode de vie pastoral ou de cueillette itinérante, ce qui montre bien que la sédentarité n'était qu'une stratégie parmi d'autres et non pas l'idéologie qu'elle deviendra plus tard.

Les versions les plus grossières de l'« hypothèse du stockage des aliments » font également preuve d'une singulière myopie quant à la grande variété de techniques de stockage alimentaire pratiquées simultanément en Basse Mésopotamie et ailleurs24. Le stockage « sur pied » sous forme de bétail est la plus évidente. Le dicton selon lequel « la vache est le grenier des Haoussas » rend parfaitement compte de cette réalité. Le fait de disposer d'une offre de graisse et de protéines à portée de main en cas de besoin rendait sans doute l'expérimentation agricole à la marge moins risquée. De fait, certains théoriciens des débuts de l'agriculture font l'hypothèse que c'est la relative absence de bétail domestiqué qui expliquerait la généralisation tardive de l'agriculture sédentaire ; en l'absence d'une réserve alimentaire fiable de ce type, elle était simplement trop risquée. D'autres aliments pouvaient aussi être facilement conservés pour des durées plus ou moins longues : le poisson et la viande pouvaient être salés, séchés et fumés ; des légumineuses telles que les pois chiches et les lentilles pouvaient être séchées et stockées ; les fruits et les graines pouvaient être fermentés et distillés. Il semble que la ration journalière des ouvriers du temple d'Uruk ait consisté en un bol de bière d'orge fermentée. Plus généralement, il faut percevoir les ressources d'un territoire à la façon dont le faisait sans doute un chasseur-cueilleur : comme une réserve massive, diversifiée et vivante de poissons, de mollusques, de noix, de fruits, de racines, de tubercules, de racines et de carex comestibles, d'amphibiens, de petits mammifères et de

gros gibier. Si l'une de ces ressources venait à manquer telle ou telle année, une autre pouvait au contraire être abondante. La stabilité de ce complexe de réserves alimentaires vivantes reposait sur sa diversité et ses temporalités variables.

Pendant un certain temps, les spécialistes de l'évolution sociale ont encouragé une ligne de pensée qui dépeignait l'agriculture comme un bond civilisationnel crucial puisqu'il s'agissait d'une activité à « rendement non immédiat25 ». Le cultivateur était représenté comme un individu de type qualitativement nouveau parce qu'il devait se projeter loin dans le futur chaque fois qu'il préparait un champ pour l'ensemencer, le désherber, puis veiller sur la maturation de ses semis, et ce jusqu'au moment espéré de la récolte. Ce qui est faux dans ce récit – et à mon avis radicalement faux – n'est pas tant le portrait de l'agriculteur que la caricature du chasseur-cueilleur qu'il implique. Il laisse en effet entendre que ce dernier était une créature imprévoyante et irréfléchie, esclave de ses impulsions, qui parcourait son territoire à l'aveuglette dans l'espoir de tomber sur du gibier ou d'arracher une baie ou un fruit quelconque d'un buisson ou d'un arbre de hasard (« rendement immédiat »). Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. La chasse d'animaux migrateurs – gazelles, poissons ou oiseaux – impliquait une période de préparation préalable fondée sur des formes élaborées de coopération : il fallait tracer de longs « couloirs de poursuite » de plus en plus étroits menant aux terrains d'abattage, construire des déversoirs, des filets et des pièges, bâtir ou creuser des dispositifs de fumage, de séchage ou de salage des prises. Autant d'activités « à rendement non immédiat » par excellence, qui exigeaient une vaste gamme d'outils et de techniques et un degré beaucoup plus élevé de coordination et de coopération que l'agriculture. Au-delà de ces activités assez spectaculaires de capture massive, chasseurs et cueilleurs, nous l'avons vu, ont longtemps « sculpté » le paysage : en encourageant les plantes vouées à servir de nourriture et de matière première, en pratiquant le brûlis afin de produire du fourrage susceptible d'attirer le gibier, en désherbant les champs sauvages de céréales

et de tubercules recherchés. À l'exception du labourage et de l'ensemencement, ils effectuaient sur les champs sauvages de céréales les mêmes opérations que les agriculteurs sur leurs cultures domestiquées.

Ni le « stockage de nourriture » ni le « rendement non immédiat » ne suffisent à expliquer de façon plausible le faible recours aux céréales domestiquées dont témoignent les recherches historiques. J'avancerai à ce propos une explication assez différente qui repose sur une analogie simple entre l'usage du feu et celui des crues naturelles. Le problème majeur de l'agriculture – en particulier de celle qui recourt au labourage –, c'est le travail intensif qu'elle implique. Il existe toutefois une forme d'agriculture qui permet de se passer d'une bonne partie de ce travail : c'est l'agriculture dite « de décrue », dans laquelle les semences sont généralement disséminées sur le limon fertile déposé par la crue annuelle d'un fleuve. Ledit limon est bien entendu une forme de « transfert par érosion » des nutriments provenant de l'amont du fleuve. Il est pratiquement certain que ce type d'agriculture fut le premier à apparaître dans la plaine fluviale du Tigre et de l'Euphrate, sans parler de la vallée du Nil. Il est encore largement pratiqué aujourd'hui et s'avère être la forme d'agriculture qui exige le moins d'efforts humains, quelles que soient les espèces cultivées ainsi26.

Pour les besoins de notre analyse, nous pouvons considérer que la mise à profit des crues et des décrues relève du même type d'aménagement du territoire que l'usage du feu chez les chasseurs-cueilleurs ou les cultivateurs sur brûlis. Une crue défriche un « champ » en nettoyant et noyant toute la végétation superflue et, simultanément, en déposant lors de la décrue une couche molle de limon nutritif et facile à travailler. Le résultat, quand les conditions sont favorables, est souvent un champ presque parfaitement labouré et fertilisé, qu'il n'y a plus qu'à ensemencer sans travail additionnel. De même que nos ancêtres avaient remarqué la manière dont le feu défrichait la terre en la libérant pour une nouvelle succession naturelle d'espèces à diffusion rapide, ils ont dû observer qu'une succession analogue était engendrée par les crues27. Et parce que les premières céréales étaient des graminées, elles étaient susceptibles de prospérer et de l'emporter sur les

mauvaises herbes lorsqu'elles étaient semées sur ce type de limon. Comme je l'ai déjà mentionné, on peut aussi imaginer que les cultivateurs de l'époque aient pratiqué une autre forme d'agriculture en perçant de petites brèches dans les digues naturelles afin de provoquer une inondation limitée. Voilà bien une forme d'agriculture susceptible de séduire un chasseur-cueilleur à la fois intelligent et économe de ses efforts.

a. Zeder, « The Broad Spectrum Revolution at 40 ». Bien que je m'intéresse ici au feu comme outil d'aménagement du territoire, arme de chasse et moyen de cuisson, notons qu'il était également utilisé pour endurcir les outils en bois, fendre les pierres, façonner des armes ou piller des ruches bien avant la révolution néolithique. Voir Pyne, *World Fire*.

b. À ce stade, le lecteur pourrait se demander pourquoi *Homo sapiens* eut beaucoup plus de succès comme espèce envahisseuse qu'*Homo neanderthalensis* qui, après tout, maîtrisait également le feu et la cuisson. Pat Shipman propose une réponse qui ne repose pas sur la plus forte fécondité supposée de *Sapiens*. Selon elle, la différence fondamentale, c'est la maîtrise d'un autre outil, le loup domestiqué, qui a permis à *Homo sapiens* de devenir un chasseur de gros gibier beaucoup plus efficace au lieu d'être avant tout un charognard. Elle avance de façon convaincante l'idée que les « chiens-loups » ont été apprivoisés – ou se sont attachés d'eux-mêmes à *Homo sapiens* – il y a plus de trente-six mille ans, alors que les deux types d'hominidés cohabitaient. Elle affirme qu'à la même époque, en raison de l'utilisation de chiens de chasse par *Homo sapiens*, une bonne partie du gros gibier était en nette diminution, voire en voie d'extinction. L'essentiel de son argumentation repose sur le chevauchement spatial et temporel controversé des deux sous-espèces ainsi que sur les terrains de chasse qu'elles se disputaient. Reste une énigme à mes yeux : pourquoi *Homo neanderthalensis* n'a-t-il pas lui aussi domestiqué le loup ? Voir Pat Shipman, *The Invaders*.

Chapitre 2

Le complexe de la *domus* et le réaménagement du monde naturel

Contrairement à ce que prétend le récit traditionnel, il n'a pas existé de moment magique où *Homo sapiens* aurait franchi la ligne fatale qui sépare la chasse et la cueillette de l'agriculture, la préhistoire de l'histoire et l'état sauvage de la civilisation. Il est plus pertinent de considérer le moment où une graine ou un tubercule ont été pour la première fois déposés dans un sol préparé à cet effet comme un acte parmi d'autres – et pas nécessairement très important pour ses auteurs – dans une longue et complexe chaîne historique d'interventions sur le paysage, à commencer par *Homo erectus* et l'usage du feu.

Nous ne sommes évidemment pas la seule espèce à modifier l'environnement à notre avantage. L'exemple des castors est sans doute le plus visible, mais les éléphants, les chiens de prairie, les ours – et en réalité pratiquement tous les mammifères – s'emploient eux aussi à un travail de « construction de niche » qui modifie les propriétés physiques du paysage et la distribution des autres espèces environnantes de flore, de faune et de vie microbienne. Les insectes, et en particulier les insectes « sociaux » – fourmis, termites et abeilles –, font de même. Dans une perspective historique plus ample et plus profonde, on peut considérer que les plantes participent activement à une modification massive du paysage. C'est ainsi que l'expansion des forêts de chêne après la dernière glaciation a fini par engendrer toute une série de phénomènes concomitants : des sols spécifiques,

de l’ombrage, des espèces végétales associées et une abondance de glands qui représentaient une véritable aubaine pour des dizaines de mammifères, dont les écureuils et *Homo sapiens*.

Bien avant l’avènement de ce que d’aucuns considèrent comme la « véritable » agriculture, *Homo sapiens* avait délibérément réorganisé l’univers biotique qui l’entourait, avec une série de conséquences désirées ou involontaires. En grande partie grâce au feu, cette horticulture de faible intensité pratiquée pendant des millénaires a eu un impact important sur le monde naturel. On sait qu’il y a déjà onze mille ou douze mille ans, des peuples du Croissant fertile intervenaient en vue de modifier à leur avantage les populations végétales « sauvages » – soit plusieurs milliers d’années avant l’apparition du moindre indice morphologique de domestication des céréales1. Les recherches archéologiques nous permettent de dater cette apparition par le biais du complexe caractéristique de plantes associées au labourage actif et à l’entretien des champs cultivés, ainsi qu’à travers le déclin apparent des espèces autochtones moins adaptées à cette forme d’intervention sur l’environnement2.

Un exemple emblématique des effets de ce type de « sculpture du paysage » nous est fourni par ce que nous savons aujourd’hui du peuplement précoce des forêts de la plaine alluviale amazonienne, soit le fait que le bassin amazonien était densément peuplé et rendu habitable en grande partie grâce à une forme d’aménagement du territoire forestier favorisant les palmiers, les arbres fruitiers, les noix du Brésil et les bambous. D’où la formation progressive de forêts anthropogéniques. Si on le laisse agir suffisamment longtemps, ce type de lent « jardinage » forestier accomplit des prodiges et produit des sols, une flore et une faune qui constituent une florissante niche de subsistance[a].

Dans ce contexte, la plantation d’une graine ou d’un tubercule n’est plus que l’une des centaines de techniques visant à augmenter la productivité, la densité et la santé des plantes désirables, lesquelles restent des espèces sauvages du point de vue morphologique. Mentionnons parmi ces techniques

le brûlage de la flore indésirable, le désherbage, qui permet d'éliminer les espèces concurrentes des plantes et des arbres que l'on souhaite exploiter, l'élagage, l'éclaircissage, la récolte sélective, l'émondage, le repiquage, le paillage, le transfert des insectes protecteurs, l'écorçage, le recépage, l'arrosage et la fertilisation3. Quant aux animaux, et bien avant leur domestication complète, il y a longtemps que les chasseurs avaient appris à pratiquer des formes de brûlis favorisant une végétation qui attirait le gibier, à épargner les femelles en âge de procréer, à sélectionner certains types d'individus sur la base de leurs caractéristiques génétiques, à chasser en fonction des cycles de vie et de la démographie de leurs proies, à pêcher de manière sélective, à gérer les cours d'eau et les espaces lacustres et maritimes afin de promouvoir les zones de frai et les coquillages, à transplanter les œufs et les progénitures des oiseaux et des poissons, à manipuler leur habitat et, à l'occasion, à élever de petits animaux sauvages.

À la lumière de l'histoire profonde et des effets massifs de ces pratiques, l'idée de domestication doit être redéfinie sur une base beaucoup plus large que celles de l'agriculture et de l'élevage. Depuis l'aube de l'humanité, c'est la totalité de son environnement, et pas seulement telle ou telle espèce, qu'*Homo sapiens* s'est employé à domestiquer. Avant la révolution industrielle, son principal outil à cet effet n'était pas tant la charrue que le feu. Et c'est la domestication de milieux entiers qui a rendu possible l'autre avantage adaptatif de notre espèce, à savoir ses taux élevés de reproduction, qui ont fait de nous le mammifère invasif le plus performant au monde (thème sur lequel nous reviendrons). Que nous désignions ce phénomène du terme de construction de niche, de domestication de l'environnement, d'aménagement du territoire ou de gestion humaine des écosystèmes, il apparaît clairement qu'à l'échelle de la longue durée, une grande partie du monde naturel a été façonnée par l'activité humaine (est devenue anthropogénique) – et ce bien avant l'émergence en Mésopotamie des premières sociétés fondées sur la domestication complète du blé, de l'orge, des chèvres et des moutons. C'est la raison pour laquelle, en fin de compte, les « sous-catégories » traditionnelles des modes classiques de subsistance –

chasse, cueillette, pastoralisme et agriculture – ont si peu de sens du point de vue historique. Les mêmes populations les pratiquaient tous, parfois en l'espace d'une seule génération ; ces activités pouvaient être combinées et le furent des milliers d'années durant, chacune d'entre elles empiétant de façon presque imperceptible sur les autres tout au long d'un vaste continuum de réorganisation humaine du monde naturel.

De la plantation néolithique au zoo floral : les conséquences de l'agriculture

Même si la recherche d'un moment décisif de domestication des premières céréales est une entreprise vaine, il ne fait aucun doute que vers 5000 av. J.-C., des centaines de villages du Croissant fertile cultivaient des céréales totalement domestiquées qui constituaient leur principale ressource alimentaire. Les raisons de cette évolution sont encore aujourd'hui l'objet de débats animés. Jusqu'à une époque relativement récente, l'explication dominante était ce que l'on pourrait appeler, suivant la grande économiste danoise Ester Boserup4 la théorie de l'agriculture comme « dernier recours ». Partant de l'hypothèse irréfutable que l'agriculture fondée sur le labourage exigeait généralement beaucoup plus de travail que la chasse et la cueillette pour le même rendement en calories, Boserup en concluait que le passage intégral à l'agriculture constituait non pas l'exploitation d'une opportunité, mais une solution de dernier recours en l'absence de toute autre option viable. Elle avançait l'hypothèse qu'une combinaison de croissance démographique, de déclin des ressources en protéines animales obtenues par la chasse, de pénurie d'espèces sauvages nutritives et, possiblement, de coercition politique, avait forcé les humains à intensifier contre leur gré leurs efforts en vue d'extraire des calories additionnelles des territoires auxquels ils avaient accès. Le récit biblique de l'expulsion du paradis et de la condamnation d'Adam et Ève à travailler à la sueur de leur front a souvent été interprété comme une métaphore de cette transition démographique vers un monde de labeur intensif et pénible.

Malgré sa logique économique apparente, la thèse du « dernier recours » n'est pas corroborée par les données disponibles, au moins en Mésopotamie et dans le Croissant fertile. On pourrait s'attendre à ce que l'agriculture ait été

adoptée en premier lieu dans les régions où l'activité de cueilleurs en difficulté aurait atteint les limites de la capacité de charge de leur environnement immédiat. En réalité, il semble bien qu'elle ait d'abord émergé dans des régions qui se caractérisaient plus par l'abondance des ressources que par leur rareté. Si, comme nous l'avons vu précédemment, ces populations pratiquaient une agriculture de décrue, la prémisse centrale du raisonnement de Boserup sur l'intensité accrue du travail agricole s'en trouverait invalidée. De plus, il n'existe pas d'indices probants que les débuts de l'agriculture aient été associés à une disparition du gibier ou des ressources végétales sauvages. La théorie du dernier recours a été largement remise en cause (du moins dans le cas du Moyen-Orient), mais elle n'a été remplacée par aucune autre explication satisfaisante de la diffusion de l'agriculture5.

La *domus* comme module d'évolution

Mais cette question est peut-être moins importante qu'on ne le croit. Tant qu'elle n'exigeait pas trop de travail, l'agriculture n'a probablement constitué que l'une des nombreuses techniques d'ingénierie de l'environnement mise en œuvre par les premières communautés sédentaires. Ce qui semble plus important que la question de savoir pourquoi les cultures fondées sur l'ensemencement et le labourage ont fini par se répandre, c'est l'analyse des conséquences à moyen et long terme de la domestication des céréales et des animaux une fois celle-ci accomplie.

Quelles que soient les raisons de ce recours croissant aux céréales et aux animaux domestiqués comme mode de subsistance, il constitue un changement qualitatif des processus d'aménagement du territoire et une transformation décisive des cultivars et du bétail, ainsi que des sols et des ressources en fourrage dont ils dépendaient. Et une transformation *d'Homo sapiens* lui-même, cela va sans dire. Ici, il convient d'entendre le terme de « domestication » – de « *domus* », la maisonnée, l'unité domestique – de façon assez littérale. La *domus* était une concentration spécifique et sans précédent de champs labourés, de réserves de semences et de céréales, d'individus et d'animaux domestiques dont la coévolution entraînait des conséquences que personne n'aurait pu prévoir. Tout aussi important est le fait que la *domus* comme module d'évolution possédait une force d'attraction irrésistible de milliers d'hôtes plus ou moins indésirables qui prospéraient au sein de ce petit écosystème. Au sommet de cette pyramide écologique, il y avait ce que l'on appelle en biologie les commensaux : moineaux, souris, rats, corbeaux, chiens (jouissant du statut de quasi-invités), cochons et chats, autant d'animaux pour lesquels cette nouvelle Arche de Noé était une véritable corne d'abondance. Chacun de ces commensaux transportait avec

lui son propre cortège de microparasites – puces, tiques, sangsues, moustiques, poux et acariens – et son train de prédateurs ; la présence des chiens et des chats était largement due à celle des souris, des rats et des moineaux. Il n'est pas une seule créature qui ne soit ressortie inchangée de son séjour dans ces camps de regroupement plurispécifiques du Néolithique récent.

Les archéobotanistes ont largement concentré leur attention sur les changements morphologiques et génétiques des deux principales céréales : le blé et l'orge. Les premiers blés – l'engrain, ou petit épeautre, et l'amidonnier –, de même que l'orge et la plupart des légumineuses « pionnières » – les lentilles, les pois, les pois chiches, la vesce amère et même le lin – appartiennent à la famille des « céréales » au sens large : il s'agit de plantes annuelles autogames qui ne se croisent pas facilement avec leurs ancêtres sauvages (contrairement au seigle). Nombre d'espèces végétales sont assez exigeantes quant à leur environnement et leur période préférée de croissance. Mais les plus susceptibles d'être domestiquées, outre leur valeur nutritionnelle, sont des espèces « généralistes » capables de prospérer sur des sols remués (comme les champs labourés), de pousser en rangs serrés, et se prêtant facilement au stockage. Le problème de l'agriculteur potentiel, c'est que la pression exercée par la sélection naturelle sur les plantes sauvages favorise des caractéristiques hostiles à leur mise en culture. Ainsi, les graines des céréales sauvages sont généralement de petite taille et se brisent facilement et, de ce fait, s'ensemencent toutes seules. Leur maturation est irrégulière ; leurs semences peuvent rester longtemps dormantes tout en finissant par germer ; elles ont de nombreux appendices, des barbes, des glumes et des téguments épais visant à décourager les animaux brouteurs et les oiseaux. Autant de traits sélectionnés à l'état sauvage que le cultivateur doit « contre-sélectionner ». On sait que les principales mauvaises herbes qui affectent le blé et l'orge – et que l'on peut considérer comme les équivalents végétaux des commensaux parasites et prédateurs – possèdent justement ces caractéristiques. Elles aiment les champs labourés, mais contrent les efforts des moissonneurs aussi bien que des animaux brouteurs. Il semble que

l’avoine ait commencé sa carrière agricole en tant que mauvaise herbe (une espèce nuisible inévitable qui parodiait son hôte cultivé) dans les champs labourés avant de devenir elle-même une culture auxiliaire.

Le champ labouré, ensemencé et désherbé est un terrain de sélection tout à fait *sui generis*. Les agriculteurs souhaitent obtenir des épis non friables (indéhiscents) pouvant être récoltés intacts, ainsi qu’un degré spécifique de croissance et de maturité. Nombre des traits des céréales domestiques sont simplement les effets à long terme des semailles et de la récolte. Ainsi, les plantes qui produisent à la fois plus de graines et des graines plus grosses, dotées de téguments plus minces (qui leur permettent de germer plus vite et de devancer les mauvaises herbes qui leur font concurrence), mûrissant de façon uniforme, faciles à battre, dont la germinaison est fiable et ayant moins de glumes et d’appendices, ont plus de chances d’être récoltées, ce qui fait que leurs rejetons seront favorisés lors des semailles de l’année suivante. Les différences morphologiques entre le cultivar sélectionné et planté de façon continue et son parent sauvage sont de plus en plus marquées avec le temps. En ce qui concerne le blé, la différence entre variétés sauvages et domestiquées est manifeste mais pas aussi frappante que le contraste entre le maïs et son ancêtre primitif, le téosinte, qui réclame un certain effort d’imagination si l’on veut le classer dans la même espèce.

Les premiers champs agricoles étaient des espaces beaucoup plus simples et « cultivés » que le monde extérieur. Mais ils étaient aussi beaucoup plus complexes que les champs de l’agriculture industrielle, avec leurs hybrides stériles et leurs clones sélectionnés en grande partie selon leur rendement. L’agriculture primitive était une sorte de répertoire de cultivars et d’espèces à usages multiples délibérément choisis moins en fonction de leur rendement moyen que de leur résistance à divers chocs, maladies et parasites et de leur capacité à satisfaire de façon fiable les besoins de subsistance. La diversité des cultures et des sous-espèces était la plus importante là où régnait une plus grande diversité écologique et climatique, et moindre dans les terres basses alluviales où la présence d’eau et les conditions de croissance étaient moins aléatoires.

L’objectif du champ et du jardin cultivés est justement d’éliminer la plupart des variables susceptibles de nuire au cultigène. Dans cet environnement créé et protégé par *Homo sapiens*, tel est le sort de la flore provisoirement exterminée par le feu, l’eau, la charrue et la houe, ou arrachée par ses racines ; c’est aussi celui des oiseaux, des rongeurs et des animaux brouteurs chassés par des épouvantails ou repoussés par des clôtures. Nous autres humains, nous construisons un monde presque idéal où nos cultures préférées, parfois soigneusement arrosées et fertilisées, peuvent prospérer. C’est ainsi que peu à peu, à force de soins et d’attention, nous créons une plante totalement domestiquée. « Totalement domestiquée » signifie simplement qu’en réalité, elle est notre création ; elle ne peut plus prospérer sans notre intervention. En termes d’évolution, une plante complètement domestiquée est une anomalie florale hyperspécialisée et son avenir dépend entièrement du nôtre. Si elle cesse de nous plaire, elle sera bannie et finira presque certainement par disparaître[b]. Certains végétaux et animaux domestiques (l’avoine, les bananes, les narcisses, les hémérocalles, les chiens et les cochons) ont résisté, on le sait, à la domestication totale et sont capables, à des degrés divers, de survivre et de se reproduire en dehors de la *domus*.

De la proie du chasseur à l’enclos du berger

Il n’est pas difficile de comprendre comment les chiens, les chats et même les cochons ont pu être attirés par les chasseurs et leur *domus*, qui leur promettaient un accès facile à la nourriture, à la chaleur et aux menues proies concentrées dans cet espace. S’ils sont devenus – du moins certains d’entre eux – membres de la *domus*, c’est plus en tant que volontaires qu’en tant que conscrits. Il en va de même des souris et les moineaux, sans doute moins bienvenus, mais qui ont réussi à s’y intégrer tout en évitant la domestication complète. Le cas des moutons et des chèvres, premiers animaux domestiques non commensaux du Moyen-Orient, constitue en revanche une profonde révolution dans le monde des mammifères. Il s’agissait après tout d’animaux qui avaient été pendant des milliers d’années les proies du chasseur *Homo sapiens*. Au lieu de simplement les tuer, les villageois néolithiques les ont capturés, clôturés, protégés des autres prédateurs, les nourrissant au besoin et favorisant leur fécondité. Ils ont tiré profit du lait, de la laine et du sang des animaux vivants, avant d’exploiter leur carcasse une fois abattus, comme l’aurait fait un chasseur. Ce passage du statut de proie à celui d’espèce « protégée » ou « cultivée » a entraîné des conséquences énormes pour les deux parties. Si *Homo sapiens* est aujourd’hui considéré comme l’espèce invasive la plus prospère et performante de l’histoire, il doit cette réussite douteuse au renfort des bataillons de plantes et d’animaux domestiqués qui l’ont accompagné aux quatre coins de la planète.

Tous les animaux servant de proie n’étaient pas des candidats idoines à la domestication. Les biologistes de l’évolution et les historiens de la nature soulignent que certaines espèces étaient « préadaptées » : elles présentaient à l’état sauvage des caractéristiques qui les prédisposaient à la vie dans la *domus*. Parmi les traits mentionnés, citons avant tout la vie en troupeau et la

hiérarchie sociale qui l'accompagne6, la tolérance à divers types de conditions environnementales, un régime alimentaire au moins partiellement omnivore, la capacité de s'adapter aux fortes concentrations et aux maladies, celle de se reproduire en captivité et, pour finir, la relative neutralisation des comportements de peur et de fuite face aux *stimuli* externes. S'il est vrai que la plupart des animaux domestiqués (ovins, caprins, bovins et porcins) sont des bêtes de troupeau, de même que la plupart des animaux de trait (chevaux, chameaux, ânes, buffles d'Asie et rennes), la vie en troupeau ne garantit pas pour autant la domestication. Pendant des millénaires, par exemple, la gazelle a été de loin l'animal le plus chassé. On a découvert en Haute Mésopotamie de longues parois convergeant en forme d'entonnoir (appelés *desert kites* en anglais, soit « cerfs-volants du désert ») et servant à intercepter les troupeaux de gazelles lors de leur migration annuelle. Mais, contrairement aux moutons, aux chèvres et aux bovins, cette source désirable de protéines ne peut survivre à l'état domestique.

Les animaux qui pouvaient être domestiqués pénétraient dans un univers totalement nouveau où s'exerçaient des pressions évolutionnaires radicalement différentes de celles qu'ils avaient connues en tant que gibier sauvage. En premier lieu, il convient surtout d'insister sur le fait que les premiers animaux domestiqués les plus communs, à savoir les moutons, les chèvres et les cochons, n'étaient pas libres de se déplacer où bon leur semblait. En tant qu'espèces captives, leur régime alimentaire, tout comme leur mobilité, étaient restreints, et ils étaient souvent entassés dans des enclos, des oueds ou des grottes. Cette concentration démographique n'avait pas de précédent dans leur histoire évolutive et elle a engendré, nous le verrons, toute une série de conséquences sur leur santé et leur organisation sociale. L'un des principaux objectifs de leurs éleveurs était d'optimiser leur reproduction. Ils y parvenaient généralement, tout comme aujourd'hui, en abattant les jeunes mâles et les femelles trop âgées afin de maximiser la quantité de femelles fécondes et celle de leur progéniture. Lorsque les archéologues veulent savoir si un volume important d'os de moutons ou de chèvres provient d'un troupeau sauvage ou d'un cheptel domestiqué, la

répartition de ces restes selon l'âge et le sexe constitue le meilleur indice de l'existence d'une intervention et d'une sélection humaines actives. Du fait de la protection et des soins mis en œuvre par leurs maîtres humains, les animaux domestiqués, tout comme les plantes des champs cultivés, échappaient à de nombreuses pressions sélectives (prédation, rivalité alimentaire ou sexuelle) tout en étant soumis à de nouvelles contraintes sélectives, délibérées ou involontaires, imposées par leurs « propriétaires »[c].

Ce nouveau terrain de sélection ne se limitait pas aux visées intentionnelles d'*Homo sapiens* mais concernait plus largement toute la microécologie et le microclimat du complexe de la *domus* : champs, espèces cultivées, abris, ainsi que l'immense cortège d'animaux, d'oiseaux, d'insectes, de parasites et de bactéries que la *domus* accueillait en tant que commensaux. La preuve de cet effet autonome du complexe de la *domus* – indépendamment de toute intervention humaine directe –, c'est que des commensaux non invités tels que les souris, les moineaux et même les cochons (dont on peut imaginer qu'il auraient pu venir d'eux-mêmes en quête des miettes abondantes disséminées par les établissements humains) présentent parfois les mêmes évolutions physiques que les animaux totalement domestiques7.

Soumis à de nouvelles pressions radicales dans le cadre de la *domus*, les principaux animaux domestiqués sont devenus des espèces distinctes, tant sur le plan physiologique que comportemental. En outre, du point de vue de l'évolution, ces changements se sont produits pour ainsi dire en un clin d'œil. Nous le savons en partie grâce à la comparaison des restes de squelettes d'animaux domestiqués en Mésopotamie avec ceux de leurs cousins et ancêtres sauvages, ainsi que par des expériences de domestication plus contemporaines. La fameuse expérience de domestication menée sur des renards argentés en Russie en est un exemple saisissant. En sélectionnant les moins agressifs (les plus dociles) parmi cent trente renards argentés et en les faisant s'accoupler, les chercheurs ont réussi à engendrer, en dix générations seulement, 18 % d'individus présentant un comportement extrêmement

docile : des petits renards capables de gémir, de remuer la queue et de répondre favorablement aux caresses et aux incitations, tout comme des chiens domestiques. Au terme de vingt générations de ce traitement, le pourcentage de renards d'une extrême docilité doublait pratiquement pour atteindre 35 % 8. Cette transformation comportementale s'accompagnait de changements physiques : oreilles pendantes, robe pie et queue surélevée, souvent considérés comme génétiquement liés à une baisse de la production d'adrénaline.

La différence comportementale la plus notable entre les animaux domestiqués et leurs homologues sauvages est une moins grande réactivité aux *stimuli* externes et une moindre méfiance envers les autres espèces en général, y compris *Homo sapiens*9. Là encore, la probabilité que de tels traits soient dus en partie à un « effet *domus* » global plutôt qu'à la sélection humaine consciente est suggéré par le fait que l'on observe à peu près le même type de diminution de la méfiance et de la réactivité chez les commensaux non invités tels les pigeons de ville, les rats, les souris et les moineaux. Ainsi, ce type de sélection involontaire a favorisé la reproduction de rats et de souris de taille inférieure, moins voyants et mieux adaptés à éviter la détection et la capture, et à subsister à partir des déchets humains. Je suis moi-même éleveur de moutons depuis plus de vingt ans, et je me suis toujours senti personnellement offensé chaque fois que l'on cite les moutons comme synonyme de comportement conformiste de masse, de pusillanimité et d'absence d'individualité. Voilà huit mille ans que nous avons sélectionné les moutons en fonction de leur docilité – en massacrant les plus agressifs, qui étaient enclins à s'échapper des enclos. Comment osons-nous dès lors leur en attribuer la faute et calomnier une espèce du fait qu'elle combine un comportement typique des bêtes de troupeau avec les traits spécifiques sur lesquels nous avons exercé notre sélection ?

Outre cette évolution comportementale, toute une série de changements physiques se produisent. Le plus souvent, le dimorphisme sexuel (différences physiques entre mâles et femelles) diminue. Les cornes de moutons mâles, par exemple, rapetissent ou disparaissent complètement parce qu'elles sont

devenues inutiles pour se protéger des prédateurs ou rivaliser avec les autres mâles reproducteurs. Les moutons domestiqués sont beaucoup plus féconds que leurs cousins sauvages. Un autre changement morphologique commun et frappant chez les espèces domestiques est connu sous le nom de néoténie : l'accès relativement précoce à l'âge adulte et la rétention, en tant qu'adultes, d'une grande partie de la morphologie – en particulier crânienne – et du comportement juvéniles de leurs ancêtres sauvages. Ainsi, la diminution de la taille du faciès et de la mâchoire entraîne un raccourcissement des molaires et, en quelque sorte, augmente l'encombrement de la boite crânienne.

La réduction de la taille du cerveau et ses conséquences possibles semblent décisives si l'on veut rendre compte de la « docilité » des animaux domestiques en général. Par rapport à leurs ancêtres sauvages, les moutons ont connu une réduction de 24 % de la taille de leur cerveau au cours des dix mille ans d'histoire de leur domestication ; les furets (domestiqués beaucoup plus récemment) ont des cerveaux 30 % plus petits que ceux des putois ; même chose chez les cochons (*sus scrofa*) par rapport à leurs ancêtres sauvages10. Sur la nouvelle frontière de la domestication – l'aquaculture –, la truite arc-en-ciel élevée en captivité a elle aussi un cerveau plus petit que la truite sauvage.

De façon plus symptomatique, certaines régions du cerveau semblent être disproportionnellement affectées par ces changements. Dans le cas des chiens, des moutons et des cochons, la partie du cerveau la plus affectée est le système limbique (hippocampe, hypothalamus, hypophyse et amygdale), responsable de l'activation des hormones et des réactions du système nerveux aux menaces et aux *stimuli* externes. En liaison avec ce rétrécissement du système limbique, on constate une élévation du seuil de déclenchement des comportements d'agression, de fuite et de peur. Ce qui permet d'expliquer à son tour un trait symptomatique de la quasi-totalité des espèces domestiquées : une diminution générale de leur réactivité émotionnelle. On peut considérer cette espèce d'anesthésie émotionnelle comme une condition de l'existence dans une *domus* surpeuplée et sous surveillance humaine, à savoir un milieu où ne se manifestent plus les violentes pressions

liées à la sélection naturelle qui induisent une réaction instantanée à la présence de proies et/ou de prédateurs. Une fois assurés sa protection physique et son régime alimentaire, l'animal domestiqué peut se permettre d'être moins attentif à son environnement immédiat que ses cousins sauvages.

Si la sédentarité humaine se traduit par une réduction de la mobilité et une plus grande densité démographique au sein du village et de la *domus*, le confinement et la surpopulation relative des animaux domestiques entraînent des conséquences immédiates sur leur santé. Le stress et le traumatisme physique du confinement, associés à un régime alimentaire moins varié et à une plus forte propagation des infections entre individus d'une même espèce, sont à l'origine de toutes sortes de pathologies. Les maladies osseuses dues à des infections répétées, à l'inactivité relative et à un régime alimentaire moins varié sont particulièrement fréquentes. Lorsqu'ils analysent des restes d'animaux domestiques archaïques, les archéologues tombent souvent sur des cas d'arthrite chronique, de gingivite et de périodontite, soit la signature osseuse du confinement. Le taux de mortalité augmente chez les nouveau-nés. Parmi les lamas domestiques vivant en enclos, par exemple, le taux de mortalité des nouveau-nés avoisine les 50 %, soit bien plus que chez les lamas sauvages (*guanacos*). Cette différence est attribuable en grande partie aux effets du confinement dans des enclos boueux saturés d'excréments au milieu desquels se développent entre autres des bactéries virulentes, comme le clostridium. Ces dernières, tout comme d'autres parasites, bénéficient dès lors d'une quantité abondante d'hôtes potentiels à portée de main.

A priori, ces taux élevés de mortalité chez les nouveau-nés des animaux domestiques semblent devoir contrarier l'un des principaux objectifs de la domestication, à savoir la maximisation de la reproduction du stock de protéines animales – comme l'on maximise une récolte de céréales. Cependant, il apparaît que les taux de fécondité sont susceptibles d'augmenter de façon tellement spectaculaire qu'ils compensent largement les pertes dues à ces taux de mortalité. On ne sait pas encore très bien pourquoi, mais le fait est que les animaux domestiqués atteignent

généralement l’âge reproductif plus tôt, ovulent et conçoivent plus fréquemment et ont une vie reproductive plus longue. Les renards argentés apprivoisés en Russie entrent en chaleur deux fois par an, contre une seule fois chez les renards sauvages. Le phénomène est encore plus frappant chez les rats, même si, du fait qu’ils sont commensaux y compris à l’état sauvage, on ne peut en tirer que des conclusions spéculatives par rapport à d’autres animaux domestiqués. Au moment de leur capture, les rats sauvages ont un taux de fécondité assez faible, mais au terme de seulement huit (courtes !) générations en captivité, ce taux augmente de 64 % à 94 % et, à la vingt-cinquième génération, la vie reproductive des rats captifs est deux fois plus longue que celle des « non-captifs »11. En outre, ils sont globalement presque trois fois plus féconds. Nous reviendrons ultérieurement sur cette association entre, d’un côté, une mauvaise santé relative et une mortalité élevée des nouveau-nés et, de l’autre, une augmentation proportionnellement bien plus avantageuse de la fécondité, car il s’agit d’un paradoxe que l’on observe aussi dans l’explosion démographique des populations agricoles aux dépens des chasseurs et des cueilleurs.

Existe-t-il des phénomènes analogues chez les humains ?

Des évolutions morphologiques et comportementales analogues ont-elles eu lieu au fur et à mesure de l'adaptation d'*Homo sapiens* à la sédentarité, à la concentration démographique et à un régime alimentaire de plus en plus dominé par les céréales ? Ce domaine de recherche est aussi spéculatif qu'intrigant, mais il est prometteur, précisément parce qu'il suggère que nous sommes nous-mêmes tout autant le produit de notre autodomestication, intentionnelle ou involontaire, que les autres espèces de la *domus* le sont de notre domestication.

Si l'on veut savoir si une femme décédée il y a neuf mille ans vivait dans une communauté sédentaire cultivant des céréales ou dans une bande vivant de la cueillette, il suffit d'examiner les os de son dos, de ses orteils et de ses genoux. Dans les villages céréaliers, les femmes ont les orteils recroquevillés et les genoux déformés typiques de personnes passant de longues heures agenouillées à moudre du grain en se balançant d'avant en arrière. C'est là un exemple mineur mais révélateur de la façon dont la routinisation de nouvelles pratiques de subsistance – entraînant ce que la médecine appelle aujourd'hui des troubles musculosquelettiques (TMS) ou des lésions articulaires dues au travail répétitif (LATR) – façonne notre corps dans un certain sens, tout comme les animaux de peine que nous avons domestiqués ultérieurement – bovins, chevaux et ânes – portent la signature osseuse de leurs routines de labeur12.

Ces analogies vont potentiellement très loin. On pourrait soutenir que la propagation de la sédentarité a fait d'*Homo sapiens* un véritable animal de troupeau, ce qu'il était beaucoup moins auparavant. À l'instar d'autres troupeaux, une densité démographique sans précédent offrait des conditions idéales aux épidémies et à la diffusion des parasites. Or cette concentration

démographique ne concernait pas un seul troupeau monospécifique, mais une agrégation de plusieurs troupeaux de mammifères partageant les mêmes agents pathogènes et engendrant des maladies zoonotiques entièrement nouvelles liées à leur convergence inédite autour de la *domus*. D'où l'expression « camp de regroupement plurispécifique du Néolithique tardif ». Autrement dit, nous étions tous embarqués sur la même arche, cohabitant dans le même microenvironnement, partageant nos germes et nos parasites, respirant le même air.

Il n'est donc pas étonnant que les indices archéologiques d'une existence vécue en grande partie dans la *domus* soient remarquablement similaires chez l'homme et l'animal. Les moutons de la *domus*, par exemple, sont généralement plus petits que leurs ancêtres sauvages, et leurs restes témoignent de leur existence domestique : pathologies osseuses typiques d'un milieu surpeuplé et régime alimentaire peu diversifié comportant des déficiences spécifiques. Comparés à ceux des chasseurs-cueilleurs, les os des habitants humains de la *domus* se distinguent eux aussi par leur taille inférieure. En outre, leurs os et leurs dents portent souvent la signature de stress nutritionnels, en particulier l'anémie ferriprive, surtout chez les femmes en âge de procréer dont le régime alimentaire dépendait de plus en plus exclusivement des céréales.

Bien entendu, cette similitude est due à un environnement commun de mobilité plus restreinte, de forte densité démographique, de plus grand risque d'infections croisées, d'alimentation moins variée (moins de variété pour les herbivores, moins de variété et moins de protéines pour les omnivores comme *Homo sapiens*) et de relâchement de la pression sélective exercée par les prédateurs vivant à l'extérieur de la *domus*. Mais dans le cas d'*Homo sapiens*, le processus d'autodomestication a commencé bien avant (parfois même avant « *sapiens* »), avec l'usage du feu, la cuisson et la domestication des céréales. C'est ainsi que la réduction de la taille des dents, le raccourcissement du faciès, la diminution de la stature, la moindre robustesse du squelette et la réduction du dimorphisme sexuel sont des phénomènes évolutifs beaucoup plus anciens que le Néolithique. Néanmoins, la

concentration démographique et un régime de plus en plus dominé par les céréales ont constitué des changements révolutionnaires qui ont laissé des traces archéologiques immédiates et lisibles.

On doit à Helen Leach l'exposition la plus vigoureuse et éloquente de l'hypothèse de la domestication comme processus à l'œuvre aussi bien chez les humains que chez leurs animaux domestiques13. Leach met en relief des tendances similaires qui s'expriment depuis le Pléistocène au niveau de la taille, de la stature (les régimes à base de céréales sont généralement associés à une plus faible stature), de la réduction de la taille des dents et du raccourcissement du faciès et des mâchoires. Elle pose ouvertement la question de savoir s'il existe un « syndrome spécifique » de la domestication découlant de l'environnement de plus en plus commun que partagent humains et animaux. Par « environnement commun », elle entend non seulement la sédentarité et les céréales, mais tout le dispositif de la *domus*. On pourrait parler d'un « module de la *domus* » qui finira par coloniser une grande partie du monde14.

En considérant la domestication dans son sens le plus large comme l'acclimatation à la vie au sein d'une unité domestique, et en élargissant ce concept afin d'y incorporer la maison et ses dépendances, cours, jardins et vergers, nous pouvons considérer certains des traits de la domestication comme des évolutions biologiques suscitées par l'existence dans un environnement artificiel culturellement modifié que nous appelons la *domus*.

> Le complexe de maisons et de cours protégeait tous les habitants de la communauté pendant les mois d'hiver, y compris les commensaux invités et non invités. Miettes, restes et déchets, aliments préparés à partir de morceaux de plantes pilés et moulus, servaient de pitance aux chiens puis, dans une phase plus tardive du Néolithique, aux cochons vivant dans l'enceinte du village. C'est un régime alimentaire commun aux humains, aux chiens et aux porcs – une nourriture de consistance

> moins dure – qui explique sans doute en partie la « gracilisation » [perte de masse osseuse due à l'évolution] et l'amenuisement cranio-facial et dentaire de ces espèces15.

Au-delà des conséquences morphologiques et physiologiques de la domestication chez l'homme et l'animal, on constate des changements de comportement et de sensibilité plus difficiles à codifier. Le physique et le culturel sont étroitement liés. Faut-il croire, par exemple, qu'à l'instar de leurs animaux domestiqués, les êtres humains devenus sédentaires, cultivateurs de céréales et habitants de la *domus*, ont connu un déclin comparable de leur réactivité émotionnelle et sont moins sur leurs gardes au sein de leur environnement immédiat ? Dans l'affirmative, est-ce lié, comme dans le cas des animaux domestiques, à des changements du système limbique, dont on a vu qu'il régit la peur, l'agression et les réflexes de fuite ? Aucun élément de preuve concernant directement cette question ne semble avoir été apporté et l'on ne voit guère pour l'instant comment elle pourrait être traitée de manière objective.

En ce qui concerne les changements biologiques liés à l'agriculture elle-même, nous devons redoubler de prudence. La sélection fonctionne par variation et transmission, et seules deux cent quarante générations humaines se sont succédé depuis l'émergence initiale de l'agriculture, soit probablement guère plus de cent soixante depuis sa généralisation. Nous sommes donc loin d'être en mesure de parvenir à des conclusions décisives16. Bien que nous n'ayons sans doute pas la capacité de résoudre des problèmes de cette envergure, il doit être possible d'en dire plus sur la façon dont la sédentarité, la domestication des plantes et des animaux et un régime largement fondé sur les céréales ont façonné notre comportement, nos routines et notre santé.

Notre autodomestication

En tant qu'espèce, nous sommes enclins à nous percevoir comme le sujet « agent » des récits de la domestication. C'est « nous » qui avons domestiqué le blé, le riz, les moutons, les cochons, les chèvres. Mais si l'on examine la question sous un angle légèrement différent, on pourrait argumenter que c'est nous qui avons été domestiqués. C'est la découverte mémorable qu'a faite Michael Pollan alors qu'il cultivait son jardin17. Tandis qu'il était en train de désherber et de biner ses plants de pomme de terre, il s'est rendu compte qu'à son insu, il était devenu l'esclave de ses légumes. Car le voilà à genoux, jour après jour, en train de désherber, fertiliser, démêler, protéger et, en général, d'adapter l'environnement immédiat à l'horizon utopique de ses plants. Vue sous cet angle, la question de savoir qui contrôle qui devient presque un problème métaphysique. S'il est vrai que les plantes domestiquées ne peuvent prospérer sans notre aide, il est également vrai que notre survie en tant qu'espèce dépend désormais d'une poignée de cultivars.

La domestication des animaux peut être vue en termes pratiquement identiques. La question de savoir qui est au service de qui n'est pas simple lorsqu'il s'agit de bétail qu'il faut élever, faire pâturer, nourrir et protéger. Dans sa fameuse monographie sur une ethnie pastorale par excellence, les Nuer, Evans-Pritchard les considérait sous le même angle que Pollan ses pommes de terre.

> On pourrait à bon droit dire du Nuer qu'il est le parasite de la vache. Mais on pourrait tout aussi bien dire que la vache est un parasite des Nuer, qui passent leur vie à assurer son bien-être : afin de garantir son confort, ils construisent des étables, entretiennent des feux et défrichent des kraals ; afin d'assurer sa santé, ils se déplacent de

> village en campement, de campement en campement, puis retournent au village ; ils défient les bêtes fauves afin de la protéger et fabriquent des ornements pour sa parure. C'est grâce au dévouement des Nuer que la vache vit une vie aussi calme, oisive et indolente[18].

On pourrait objecter à ce raisonnement qu'en dernière analyse, Pollan finit par manger ses pommes de terre et que les Nuer mangent (vendent, troquent et tannent la peau de) leurs vaches. Leur destin final ne fait aucun doute. Ce qui n'empêche pas que pendant toute la durée de leur existence, les pommes de terre et les vaches font l'objet de soins attentionnés.

Dès lors, s'il est vrai que nous ne pouvons pas encore répondre aux questions de fond sur la manière dont notre cerveau et notre système limbique ont été transformés par la domestication, nous pouvons néanmoins avancer quelques hypothèses plausibles sur la manière dont notre existence a été façonnée par notre relation avec la *domus* pendant le Néolithique récent.

Commençons par comparer globalement l'univers du chasseur-cueilleur avec celui de l'agriculteur, avec ou sans bétail. Du point de vue des observateurs attentifs de l'existence du chasseur-cueilleur, ce qui est frappant, c'est la façon dont elle était ponctuée par des explosions d'activité intense sur de courtes périodes. Ces activités elles-mêmes étaient extrêmement variées – chasse et cueillette, pêche, ramassage, fabrication de pièges et de déversoirs – et conçues d'une manière ou d'une autre de façon à tirer le meilleur parti du rythme naturel de disponibilité des ressources alimentaires. Or c'est le mot « rythme » qui est ici crucial à mon avis. La vie des chasseurs-cueilleurs était orchestrée par une grande variété de rythmes naturels qu'ils devaient s'appliquer à observer : mouvements des troupeaux (daims, gazelles, antilopes, cochons sauvages) ; migrations saisonnières des oiseaux, en particulier les oiseaux aquatiques, qui pouvaient être interceptés et capturés sur leurs aires de repos ou de nidification ; déplacement des poissons vers l'amont ou l'aval des cours d'eau ; cycles de maturation des fruits et des noix, qui devaient être ramassés avant l'arrivée de concurrents ou avant qu'ils ne

pourrissent ; et aussi apparitions plus ou moins aléatoires de gibier, de poissons, de tortues et de champignons, dont il fallait rapidement tirer parti. On pourrait étendre cette liste indéfiniment, mais il convient de mettre en lumière plusieurs aspects de ces activités. Premièrement, chacune d'entre elles exigeait une « boîte à outils » spécifique et la maîtrise d'un certain nombre des techniques de capture ou de collecte. Deuxièmement, les cueilleurs récoltaient des céréales provenant de champs de céréales sauvages depuis fort longtemps et, à cette fin, ils avaient déjà développé quasiment tous les instruments que nous associons à l'outillage néolithique : faucilles, paniers et tapis de battage, plateaux de vannage, meules, mortiers, etc. Troisièmement, chacune de ces activités impliquait un problème de coordination distinct, auquel correspondaient à chaque fois des formes de coopération et de division du travail distinctes. Enfin, toutes ces activités, comme celles des premiers villages de Basse Mésopotamie, couvraient plusieurs réseaux trophiques – zones humides, forêts, savanes et zones arides –, chacun doté de sa propre saisonnalité. Même si leur survie dépendait avant tout de ces rythmes, les chasseurs-cueilleurs étaient aussi des généralistes et des opportunistes toujours prêts à tirer profit des opportunités aléatoires et épisodiques que pouvait leur offrir la générosité de la nature.

Botanistes et naturalistes n'ont cessé de s'étonner du degré et de l'étendue des connaissances des chasseurs-cueilleurs sur leur environnement naturel. Si leurs taxonomies botaniques ne correspondaient pas aux catégories linnéennes, elles n'en étaient pas moins à la fois plus pratiques (plantes bonnes à manger, plantes aux vertus cicatrisantes, plantes dont on peut tirer une teinture bleue) et tout aussi sophistiquées[19]. Dans l'Amérique moderne, en revanche, la codification du savoir agricole a traditionnellement pris la forme du *Farmers'Almanac* (l'almanach des agriculteurs), qui indique entre autres choses à quel moment le maïs doit être planté. De ce point de vue, on pourrait considérer que les chasseurs-cueilleurs se sont constitué une bibliothèque entière d'almanachs : un sur les champs de céréales sauvages, subdivisés en blé, orge et avoine ; un autre sur les noix et les fruits de la forêt, subdivisés en glands, faînes et diverses baies ; un autre encore sur la pêche,

subdivisée en coquillages, anguilles, harengs et aloses ; et ainsi de suite. Ce qui est peut-être tout aussi étonnant, c'est que cette véritable encyclopédie, qui recueillait aussi toute la profondeur historique de l'expérience passée, était entièrement conservée dans la mémoire collective et la tradition orale du groupe.

Mais revenons au concept de rythme. On pourrait penser que les chasseurs et les cueilleurs étaient attentifs aux divers métronomes d'une grande variété de rythmes naturels. Les agriculteurs, en particulier les cultivateurs de céréales sédentaires, étaient en grande partie confinés à un seul réseau de ressources alimentaires et leurs pratiques obéissaient au rythme spécifique de ce réseau. Certes, faire prospérer une poignée d'espèces cultivées est une activité exigeante et complexe, mais elle est généralement dominée par les besoins d'une espèce dominante. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'en termes de complexité, la chasse et la cueillette sont tout aussi différentes de la céréaliculture que celle-ci l'est du travail sur une chaîne de montage moderne. Chacune de ces phases se caractérise par une diminution substantielle du champ d'action et une simplification des tâches20.

La domestication des plantes telle qu'elle s'exprime par excellence à travers l'agriculture sédentaire nous a rendus prisonniers d'un ensemble annuel de routines qui façonnent notre labeur, nos modes d'habitations, notre structure sociale, l'environnement bâti de la *domus* et une grande partie de notre vie rituelle. Du défrichement (par le feu, la charrue ou la herse), aux semailles en passant par le désherbage, l'arrosage et la vigilance constante accordée à la maturation, le cultivar dominant organise l'essentiel de notre calendrier. Quant à la récolte, elle met elle aussi en jeu une nouvelle séquence de routines : dans le cas des cultures céréalières, il s'agissait de la coupe, du liage, du battage, du glanage, de la séparation de la paille, du vannage, du tamisage, du séchage et du tri, autant d'activités généralement codifiées comme « féminines » tout au long de l'histoire. Après quoi, la préparation quotidienne des grains pour la consommation – pilage, broyage, entretien du foyer et cuisson tout au long de l'année – définissait le rythme de la *domus*.

Selon moi, ces routines annuelles et quotidiennes, avec leur caractère méticuleux, exigeant, interconnecté et obligatoire, doivent être au centre de toute analyse exhaustive du « processus de civilisation ». Elles ont enchaîné les agriculteurs aux pas et aux mouvements d'une chorégraphie minutieuse ; elles ont façonné leurs corps, ainsi que l'architecture et la disposition de la *domus* ; elles ont mis l'accent, pour ainsi dire, sur un certain modèle de coopération et de coordination. En ce sens, si l'on veut bien filer la métaphore musicale, elles ont constitué le rythme de base et la basse continue de la *domus*. Une fois qu'*Homo sapiens* a franchi le Rubicon de l'agriculture, notre espèce s'est retrouvée prisonnière d'une austère discipline monacale rythmée essentiellement par le tic-tac contraignant de l'horloge génétique d'une poignée d'espèces cultivées – en particulier le blé et l'orge en Mésopotamie.

Norbert Elias a écrit des pages convaincantes sur les chaînes de dépendance croissante qui, chez les populations de plus en plus denses de l'Europe médiévale, ont engendré la dynamique d'adaptation et de restreinte mutuelles qu'il désignait sous le terme de « processus de civilisation[21] ». Mais plusieurs milliers d'années avant les évolutions sociales décrites par Elias – et indépendamment de tout changement hypothétique de notre système limbique –, une bonne partie de notre espèce était déjà disciplinée et subordonnée au métronome de ses récoltes.

Une fois les céréales devenues un aliment de base dans le Moyen-Orient ancien, le calendrier agricole en est venu à déterminer une bonne partie de la vie rituelle publique : labours cérémoniels effectués par les prêtres et les rois, rites et célébrations liés aux moissons, prières et sacrifices en faveur d'une récolte abondante, dieux spécifiques de telle ou telle espèce de céréale. Les métaphores sous-tendant le sens commun étaient de plus en plus dominées par les céréales et les animaux domestiqués : « un temps pour semer et un temps pour récolter », être « un bon pasteur », etc. Il n'est guère de passage de l'Ancien Testament qui en soit exempt. Pareille codification des aspects économiques et rituels de l'existence autour de la *domus* démontre

amplement qu'avec l'avènement de la domestication, *Homo sapiens* a échangé un large éventail de flore et de faune sauvages contre une poignée de céréales et d'espèces de bétail.

Je suis tenté de voir la révolution néolithique récente, malgré toutes ses contributions à la formation de sociétés complexes, comme un cas de déqualification massive. Afin d'illustrer les gains de productivité autorisés par la division du travail, Adam Smith avait recours à l'exemple emblématique de l'usine d'épingles, où chaque phase de la fabrication reposait sur une tâche infime exécutée par un ouvrier différent. Tout en exprimant son admiration pour *La Richesse des nations*, Alexis de Tocqueville ne pouvait s'empêcher de remarquer : « Que peut-on attendre d'un homme qui a employé vingt ans de sa vie à faire des têtes d'épingle22 ? »

L'on pourra juger trop sombre cette appréciation d'une percée historique à laquelle on attribue la possibilité même de la civilisation ; du moins pourra-t-on dire que la révolution néolithique a entraîné un appauvrissement de la sensibilité et du savoir pratique de notre espèce face au monde naturel, un appauvrissement de son régime alimentaire, une contraction de son espace vital et aussi, sans doute, de la richesse de son existence rituelle.

a. Même si l'on pourrait penser que de tels exploits sont réservés à *Homo sapiens*, le mergule nain mangeur de poissons est parvenu, en colonisant massivement le Groenland septentrional, à engendrer à partir de ses excréments une couche de sol suffisant à créer un habitat propice aux petits mammifères dont la présence a, à son tour, attiré des grands prédateurs tels que l'ours polaire.

b. J'ignore, dans ce contexte, les herbacées fugitives, qui parviennent, un peu à l'instar des cochons, à prospérer en dehors de la *domus* : avoine, seigle, vesces, cameline, carotte, radis, tournesol.

c. Parmi les premiers quadrupèdes domestiqués, le cochon et la chèvre se sont souvent échappés de la sphère domestique pour se « réensauvager » avec un succès remarquable.

Chapitre 3

Zoonoses : la tempête épidémiologique parfaite

De la pénibilité croissante du labeur humain

C’est bien avant l’émergence de l’État que l’agropastoralisme – la coexistence des champs labourés et des animaux domestiques – en est venu à dominer une bonne partie de la Mésopotamie et du Croissant fertile. Si l’on excepte les zones propices à l’agriculture de décrue, ce fait constitue un paradoxe qui, à mes yeux, n’a toujours pas été expliqué de manière satisfaisante. Pourquoi des cueilleurs dotés d’un minimum de bon sens auraient-ils opté pour l’énorme augmentation de la quantité de travail pénible exigée par l’agriculture sédentaire et les soins du bétail, à moins d’y être contraints par une menace létale ? Nous savons que même les chasseurs-cueilleurs contemporains, réduits à survivre dans des environnements pauvres en ressources, ne consacrent que la moitié de leur temps à ce que nous pourrions appeler un travail de subsistance. Comme le signalent les chercheurs travaillant sur l’un des rares sites archéologiques mésopotamiens (Tell Abu Hureyra) qui nous permette de retracer l’intégralité de la transition entre chasse et cueillette et agriculture pleinement développée, « il est peu probable que des chasseurs-cueilleurs occupant un site productif disposant d’une gamme de ressources alimentaires sauvages successivement disponibles à toutes les saisons aient commencé à cultiver volontairement leurs aliments de base. L’investissement énergétique par unité calorique obtenue aurait été trop élevé[1] ». Et d’en conclure que la « menace létale » à laquelle ils furent alors confrontés était le refroidissement du Dryas récent (10500-9600 avant notre ère), qui réduisit la disponibilité des plantes sauvages, accrut l’hostilité des populations voisines et limita les possibilités de migration. Mais nous l’avons vu, cette explication est fortement contestée tant sur le plan logique qu’en vertu de l’absence de preuves décisives.

Je ne suis pas en mesure de décider qui a raison dans la controverse sur les causes du passage à l'agriculture comme mode de subsistance dominant, passage qui a duré plusieurs millénaires. L'explication qui a longtemps prévalu, au point de constituer une véritable orthodoxie, reposait sur un récit intellectuellement satisfaisant : la subsistance aurait connu une intensification progressive sur une durée d'environ six mille ans. La première phase de cette intensification supposée est connue en anglais sous le nom de « *broad spectrum revolution* » (BSR), à savoir l'exploitation d'une plus grande variété de ressources alimentaires à des niveaux trophiques inférieurs. Cette transition aurait été provoquée dans le Croissant fertile par une pénurie croissante (due à une chasse excessive ?) de protéines sauvages provenant du gros gibier – aurochs, onagres, cerfs, tortues de mer, gazelles, soit les « proies faciles » au sens propre comme au figuré. Ce phénomène, peut-être également attisé par la pression démographique, aurait contraint les humains à exploiter des ressources qui, bien qu'abondantes, exigeaient plus de travail et étaient peut-être moins désirables et/ou nutritives. Les indices archéologiques de cette révolution sont très nombreux : avec le temps, la quantité de restes osseux appartenant à de gros animaux sauvages décline et laisse place à un volume croissant de végétaux riches en amidon, de coquillages, d'escargots, de moules, ainsi que d'oiseaux et de mammifères de petite taille. Selon les fondateurs de cette orthodoxie, la logique qui sous-tend cette intensification et l'adoption de l'agriculture est partout la même. Sous l'effet d'une croissance globale de la population – en particulier à partir de 9600 av. J.-C. –, qui coïncidait avec l'adoucissement du climat et le déclin du gibier (phénomènes clairement documentés dans les cas du Moyen-Orient et du Nouveau Monde), les chasseurs et les cueilleurs ont dû intensifier leur quête de nourriture. Du fait de la pression croissante exercée sur la capacité de charge de leur environnement, ils se sont vus obligés de travailler plus dur afin de s'alimenter. De ce point de vue, la *broad spectrum revolution* constituait la première étape d'un processus d'intensification de la pénibilité du labeur humain qui devait ultérieurement atteindre sa conclusion logique en se muant en corvées incessantes dans les champs et les pâturages. D'après la

plupart des versions de ce récit, la BSR et l'agriculture ont été également préjudiciables sur le plan nutritionnel, d'où une détérioration de la santé et une mortalité plus élevée.

Mais dans bien des cas, l'explication de cette « révolution » par la pression démographique exercée sur la capacité de charge semble être contredite par les données locales disponibles. Elle s'est au contraire souvent produite dans des endroits où l'on ne constate guère de pression démographique sur les ressources. Il est même possible que le climat plus humide et plus chaud à partir de 9600 ait favorisé une beaucoup plus grande abondance végétale facile à exploiter par la cueillette, comme en Basse Mésopotamie, ce qui ne permet toutefois pas d'expliquer les indices archéologiques de carence nutritionnelle. L'existence de la BSR ne fait pas de doute, mais on est encore loin de bien comprendre tant ses causes que ses conséquences.

En revanche, en ce qui concerne le développement de l'agriculture proprement dite, quelque trois ou quatre millénaires plus tard, le verdict est plus clair. La pression démographique s'exerçait effectivement de manière croissante ; les chasseurs et les cueilleurs sédentaires avaient plus de mal à migrer et étaient contraints d'essayer d'extraire plus de ressources de leur environnement, au prix d'efforts plus intenses ; et une bonne partie du gros gibier était en déclin ou avait disparu. Il ne faut pas pour autant en tirer un récit téléologique exaltant l'ingéniosité et le progrès de l'humanité. Les techniques de plantation étaient connues depuis longtemps et utilisées à l'occasion ; les plantes sauvages étaient récoltées régulièrement et leurs graines conservées ; tous les outils de traitement des céréales étaient déjà disponibles et il arrivait même que tel ou tel animal captif fût conservé comme réserve alimentaire. Toutefois, les humains se sont abstenus le plus longtemps possible de faire de l'agriculture et de l'élevage les pratiques de subsistance *dominantes* en raison des efforts qu'ils exigeaient. Et l'essentiel de ces efforts découlaient de la nécessité de protéger un environnement artificiel et simplifié de la résurgence des éléments naturels qui en avaient été exclus : les autres plantes (mauvaises herbes), les oiseaux, les animaux

brouteurs, les rongeurs, les insectes, ainsi que les rouilles et infections fongiques qui menaçaient les monocultures. Les champs cultivés n’étaient pas seulement des espaces exigeant un travail intensif ; ils étaient aussi des milieux fragiles et vulnérables.

Le camp de regroupement plurispécifique du Néolithique récent : une véritable tempête épidémiologique

Selon une estimation prudente, la population mondiale en 10000 avant notre ère était d'environ quatre millions de personnes. Cinq mille ans plus tard, en 5000 av. J.-C., elle n'avait augmenté que de cinq millions. On ne peut guère décrire cette croissance comme une explosion démographique, malgré les deux grandes réalisations civilisationnelles de la révolution néolithique : la sédentarité et l'agriculture. En revanche, au cours des cinq mille ans qui suivront, la population mondiale sera multipliée par vingt, pour atteindre plus de cent millions d'habitants. Les cinq millénaires de transition néolithique constituent donc un goulot d'étranglement démographique, avec un niveau de reproduction quasi statique. Même si l'on part de l'hypothèse d'un taux de croissance démographique à peine supérieur au taux de remplacement (0,015 %, par exemple), la population totale aurait dû plus que doubler au cours de ces cinq mille ans. Il existe une explication possible du contraste paradoxal entre le progrès apparent des techniques de subsistance et cette longue période de stagnation démographique : sur le plan épidémiologique, cette dernière fut peut-être la phase la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité. Dans le cas de la Mésopotamie, on peut supposer que, précisément en raison des effets de la révolution néolithique, cette région est devenue le point focal des maladies infectieuses chroniques et aiguës qui n'ont cessé de ravager la population2.

Les traces archéologiques de ce phénomène sont évasives dans la mesure où ces maladies, contrairement à la malnutrition, ne laissent que rarement une signature osseuse. Les maladies épidémiques constituent sans doute le phénomène le plus « silencieux » des recherches sur le Néolithique. L'archéologie ne peut analyser que les traces matérielles qu'elle met au jour

et, dans ce cas, nous en sommes donc réduits à spéculer. Il y a néanmoins de bonnes raisons de supposer qu'une bonne partie des effondrements soudains des premiers centres de population étaient dus à des épidémies dévastatrices[a]. De nombreux indices indiquent que des sites auparavant fort peuplés ont été soudainement abandonnés – et l'on ne voit guère d'autre explication valide. Dans le cas d'un changement climatique défavorable ou de la salinisation des sols, on constaterait aussi une dépopulation, mais elle s'effectuerait alors plus vraisemblablement à l'échelle régionale et de manière plutôt graduelle. D'autres explications de l'évacuation ou de la disparition soudaines d'un site peuplé sont bien entendu possibles : guerre civile, conquête, inondations. Reste qu'au vu des conditions de densité démographique entièrement nouvelles engendrées par la révolution néolithique, les épidémies sont le suspect le plus probable. On peut en juger par les effets massifs de ces maladies tels qu'ils sont décrits dans les documents d'époque à partir de la diffusion de l'usage de l'écriture. Ces effets ne concernent d'ailleurs pas seulement *Homo sapiens*. Les épidémies affectent aussi les animaux et les plantes domestiques concentrés dans les camps de regroupement plurispécifiques du Néolithique tardif. Une population pouvait être affectée de façon catastrophique aussi bien par une maladie éliminant ses troupeaux ou faisant disparaître ses champs de céréales que par un fléau la menaçant directement.

À partir du moment où nous disposons d'archives écrites, les preuves de l'occurrence d'épidémies mortelles se multiplient et l'on peut en déduire de façon prudente leur existence à des périodes antérieures. L'épopée de Gilgamesh en est peut-être le témoignage le plus parlant, avec le passage où son héros affirme que sa renommée survivra à la mort tout en décrivant le spectacle d'un flot de cadavres descendant l'Euphrate, probablement victimes d'une maladie infectieuse. Il semble bien que les Mésopotamiens aient constamment vécu sous la menace d'épidémies létales. C'est ce dont témoignent les amulettes, les prières, les poupées prophylactiques et l'existence de déesses et de temples aux vertus « curatives » – le plus célèbre

étant celui de Nippur – destinés à protéger les humains contre ces maladies collectives. Ces phénomènes étaient, bien entendu, assez mal compris à l'époque, et souvent attribués à la colère meurtrière d'un dieu, ou bien perçus comme la punition d'une transgression qui exigeait un rituel compensatoire, tel le sacrifice de boucs émissaires3.

Les premières sources écrites montrent toutefois que les peuples de la Mésopotamie antique comprenaient le principe de la contagion. Chaque fois que c'était possible, ils prenaient des mesures afin de mettre en quarantaine les premiers cas identifiables en les confinant à leurs domiciles sans laisser entrer ni sortir personne. Ils comprenaient que les voyageurs de longue distance, les commerçants et les soldats pouvaient être porteurs de maladies. Leurs pratiques d'isolement et de prévention préfigurent les mesures de quarantaine des lazarets des ports de la Renaissance. Et cette compréhension de la contagion se manifestait non seulement par l'évitement des personnes infectées, mais aussi par celui de leur vaisselle, de leurs vêtements ou de leur literie4. Les soldats de retour d'une campagne militaire et soupçonnés d'être porteurs d'infection étaient contraints de brûler leurs vêtements et leurs boucliers avant de pénétrer dans la ville. Lorsque l'isolement et la quarantaine échouaient, ceux qui le pouvaient fuyaient la cité, laissant derrière eux les morts et les agonisants, et ne revenant chez eux, s'ils revenaient, que bien longtemps après la fin de l'épidémie. Ce faisant, il est probable qu'ils aient fréquemment transporté avec eux la maladie dans les régions voisines, engendrant ainsi un nouveau cycle de quarantaines et de fuites. De mon point de vue, il y a peu de doute qu'une bonne partie des abandons précoces et non chroniqués de régions fortement peuplées aient eu des causes épidémiologiques plutôt que politiques.

Concernant la période antérieure au milieu du quatrième millénaire avant notre ère, faute de preuves matérielles, on ne peut que spéculer sur le rôle des pathogènes dans les maladies des humains, des animaux domestiqués et des espèces cultivées. Mais au fur et à mesure que les documents écrits se multiplient, les indices d'épidémie augmentent ; d'après Karen Rhea Nemet-Nejat, on trouve ainsi des textes qui font référence à la tuberculose, au

typhus, à la peste bubonique et à la variole[5]. En 1800 av. J.-C., l'une des épidémies les plus anciennes et les plus largement attestées dévasta la région de Mari sur l'Euphrate. Il existe dans les archives une longue liste de cas de ce genre, bien que la nature de la maladie soit généralement obscure. L'épidémie qui détruisit l'armée de Sennachérib, fils de Sargon II, roi d'Assyrie, en 701 avant notre ère, également mentionnée dans la litanie des calamités de l'Ancien Testament, est aujourd'hui attribuée au typhus ou au choléra, fléaux traditionnels des armées en campagne. Plus tard, en 430 av. J.-C., la peste dévastatrice d'Athènes, décrite de manière mémorable par Thucydide, ainsi que celles qui frappèrent Rome au cours des règnes d'Antonin et de Justinien, jouèrent un rôle décisif durant les premières phases de l'histoire impériale. Compte tenu de l'augmentation de la population et de l'essor du commerce à longue distance, il ne fait aucun doute que les épidémies de cette époque plus tardive ont affecté plus de gens et un territoire plus étendu qu'auparavant. Néanmoins, la Mésopotamie de la fin du quatrième millénaire avant notre ère offrait un environnement propice à des épidémies sans précédent dans l'histoire. En 3200 av. J.-C., Uruk était la plus grande ville du monde, comprenant vingt-cinq mille à trente mille habitants, auxquels il faut ajouter leur bétail et leurs champs cultivés, soit un chiffre qui surpasse très largement celui des concentrations humaines de la période antérieure d'Obeïd. On l'a vu, du fait de sa plus forte densité démographique, la Basse Mésopotamie était particulièrement vulnérable aux épidémies ; le mot akkadien désignant la maladie épidémique « signifiait littéralement "mort certaine" et s'appliquait aussi bien aux maladies des animaux qu'à celle des humains[6] ». Cette concentration démographique, ainsi qu'un niveau d'échange commercial sans précédent, engendrèrent, comme nous allons le voir maintenant, une vulnérabilité spécifique et inédite aux maladies liées aux peuplements denses.

La sédentarité en elle-même, bien avant la généralisation des espèces cultivées, créa des conditions de concentration démographique agissant comme de véritables « parcs d'engraissement » d'agents pathogènes. L'essor des gros bourgs et des petites villes en Basse Mésopotamie se traduisit par

une augmentation de la densité démographique dix à vingt fois supérieure à tout ce qu'*Homo sapiens* avait connu auparavant. Le lien logique entre forte densité et transmission des maladies est direct. Imaginons, par exemple, un enclos où cohabitent dix poulets, dont l'un est infecté par un parasite propagé par ses déjections. Au bout d'un certain temps – en fonction de la taille de l'enclos, des activités des volatiles et de la rapidité relative de la transmission –, un autre poulet sera infecté. Maintenant, au lieu de dix poulets, imaginons la présence d'environ cinq cents poulets dans la même enceinte : cela nous fait au moins cinquante chances de plus qu'un autre volatile soit rapidement infecté, et ainsi de suite exponentiellement. Deux oiseaux excrètent désormais le parasite, doublant la probabilité d'une nouvelle infection. N'oublions pas que ce n'est pas seulement le nombre d'animaux qui augmente cinquante fois, mais aussi le volume de leurs déjections, si bien que rapidement, et plus l'enclos est petit, la probabilité que les autres poulets puissent éviter le contact avec l'agent pathogène diminue drastiquement.

Pour les besoins de notre exposé, nous appliquons la logique du lien entre concentration démographique et maladies à *Homo sapiens* mais, comme dans l'exemple ci-dessus, elle vaut pour tout organisme sensible aux maladies infectieuses, qu'il soit végétal ou animal. Ces effets pathogènes de la densité démographique affectent tout aussi bien les bandes d'oiseaux, les troupeaux de moutons, les bancs de poissons, les troupeaux de rennes ou de gazelles que les champs de céréales. Plus leur similitude génétique est grande – moins ils présentent de variation –, plus forte est la probabilité que tous les individus d'un même groupe soient vulnérables au même pathogène. Avant que les humains ne commencent à voyager loin et en nombre, ce sont peut-être les oiseaux migrateurs nichant ensemble qui, parce qu'ils combinaient forte densité démographique et longues traversées, constituaient le principal vecteur de propagation à distance des maladies. L'association entre concentration démographique et propension aux infections était connue bien avant que l'on ne découvre les vecteurs effectifs de la transmission des maladies. Chasseurs et cueilleurs en savaient suffisamment pour se tenir à l'écart des grandes concentrations humaines et la dispersion fut longtemps

perçue comme un moyen d'éviter de contracter une maladie épidémique. À la fin du Moyen Âge, Oxford et Cambridge entretenaient dans les campagnes environnantes des refuges où étaient expédiés les étudiants dès les premiers signes de peste. La concentration démographique pouvait être mortelle. C'est ainsi qu'à la fin de la Première Guerre mondiale, les tranchées, les camps de démobilisation et les navires transportant des troupes ont fourni des conditions idéales à la pandémie massive et meurtrière de 1918. Historiquement, des sites de concentration sociale tels que les foires, les campements militaires, les écoles, les prisons, les bidonvilles, les pèlerinages religieux – comme le hajj à La Mecque –, ont été propices au déclenchement de maladies infectieuses et à leur propagation.

On ne surestimera jamais assez l'importance de la sédentarité et de la concentration démographique qu'elle a entraînée. Cela signifie que presque toutes les maladies infectieuses dues à des micro-organismes spécifiquement adaptés à *Homo sapiens* ne sont apparues qu'au cours des derniers dix millénaires et nombre d'entre elles depuis seulement cinq mille ans. Elles constituent donc un « effet civilisationnel », au sens fort du terme. Ces maladies historiquement inédites – choléra, variole, oreillons, rougeole, grippe, varicelle et peut-être aussi paludisme – n'ont émergé qu'avec les débuts de l'urbanisation et, comme nous allons le voir, de l'agriculture. Jusqu'à très récemment, dans leur ensemble, elles constituaient la principale cause de mortalité humaine. Cela ne signifie pas que les populations d'avant la sédentarité ne possédaient pas leurs propres parasites et maladies ; simplement, il ne s'agissait pas de pathologies d'origine démographique, mais plutôt de maladies caractérisées par une longue période de latence et/ou par des réservoirs non humains : typhoïde, dysenterie amibienne, herpès, trachome, lèpre, schistosomiase et filariose7.

Les maladies liées à la concentration démographique sont également appelées « maladies dépendantes de la densité » ou, dans le jargon de la santé publique contemporaine, « infections communautaires graves ». Dans de nombreux cas de pathologies virales devenues dépendantes d'un hôte humain, il est possible, si l'on connaît à la fois leur mode de transmission, la

durée de l'infectivité et celle de l'immunité acquise après infection, de déduire le seuil de population minimale requis afin que l'infection s'éteigne d'elle-même faute de nouveaux hôtes. Les épidémiologistes se plaisent à citer l'exemple de la rougeole dans les îles Féroé aux XVIIIe et XIXe siècles. Une épidémie provoquée par des marins avait dévasté cet archipel très isolé en 1781. Comme les survivants étaient désormais immunisés, les îles restèrent libres de rougeole pendant soixante-six ans, jusqu'en 1846, date du retour de la maladie qui infecta alors tous les habitants à l'exception des personnes âgées ayant survécu à l'épidémie antérieure. Trente ans plus tard, une nouvelle épidémie n'infecta que les moins de trente ans. En ce qui concerne spécifiquement la rougeole, les épidémiologistes ont calculé qu'il faut au moins trois mille nouveaux hôtes potentiels par an afin que perdure une infection, et que seule une population d'environ trois cent mille personnes offre de telles conditions. Avec une population très inférieure à ce seuil, les îles Féroé ont « importé » de nouveau la rougeole à chaque épidémie. Les mêmes raisons expliquent qu'aucune de ces maladies n'aurait pu exister avant les conditions démographiques du Néolithique. Elles expliquent également l'état de santé généralement excellent des populations du Nouveau Monde avant la conquête, ainsi que leur vulnérabilité ultérieure aux agents pathogènes issus de l'Ancien Monde. Les groupes qui avaient traversé le détroit de Béring en plusieurs vagues autour de 13 000 av. J.-C. sont arrivés avant que n'émergent la plupart de ces maladies et ils étaient de toute façon de trop petite taille pour en être porteurs.

Aucune description de l'épidémiologie du Néolithique ne serait complète si l'on ne mentionnait le rôle majeur des espèces domestiques : bétail, commensaux, céréales et légumineuses cultivées. Là encore, c'est le principe clé de la concentration démographique qui opère. Le Néolithique se caractérisait non seulement par une densité démographique sans précédent des humains, mais aussi par une concentration inédite de moutons, de chèvres, de bovins, de porcs, de chiens, de chats, de poulets, de canards et d'oies. Dans la mesure où il s'agissait déjà d'animaux vivant en troupeau ou

en bande, ils étaient forcément porteurs de pathogènes spécifiques liés à leur existence sociale. Une fois regroupés autour de la *domus* et entrés en contact étroit et continu entre eux, ils ont vite commencé à partager un large éventail d'organismes infectieux. Les estimations varient, mais sur les mille quatre cents organismes pathogènes connus affectant l'être humain, entre huit cents et neuf cents sont des « zoonoses », c'est-à-dire des infections issues d'hôtes non humains. Dans le parcours de la plupart de ces pathogènes, *Homo sapiens* est un hôte « terminal » : il ne les transmettra plus à d'autres non-humains.

Non seulement le camp de regroupement plurispécifique constituait un rassemblement très dense de mammifères avec un degré de proximité sans précédent historique connu, mais ce rassemblement était accompagné par la cohorte de toutes les bactéries, protozoaires, helminthes et virus qui prospéraient à leurs dépens. Dans cette vaste course de nuisibles, les vainqueurs étaient les pathogènes capables de s'adapter rapidement aux nouveaux hôtes habitant la *domus* et de s'y reproduire en masse. Ce fut le premier franchissement massif de la barrière des espèces par un groupe de pathogènes, qui déboucha sur un ordre épidémiologique entièrement nouveau. Naturellement, le récit de cette percée est narré depuis la perspective (horrifiée) d'*Homo sapiens*. Il aurait certainement été encore plus sombre du point de vue, disons, de la chèvre ou du mouton, dont l'appartenance à la *domus* n'était même pas volontaire. Je laisse à l'imagination du lecteur ce que pourrait être le récit d'une chèvre antique et omnisciente sur l'histoire de la transmission des maladies au Néolithique.

La longueur de la liste des maladies partagées avec les animaux domestiques et les consommateurs de la *domus* est saisissante. D'après des données sans doute déjà périmées et sous-estimées, les humains ont en commun vingt-six maladies avec les poules, trente-deux avec les rats et les souris, trente-cinq avec les chevaux, quarante-deux avec les cochons, quarante-six avec les moutons et les chèvres, quarante avec les bovins et soixante-cinq avec notre plus ancien compagnon de domesticité, le chien[8]. On soupçonne que la rougeole est issue d'un virus de peste bovine ayant

infecté les moutons et les chèvres, que la variole provient de la domestication des chameaux et d'un rongeur archaïque porteur de la vaccine et que la grippe est liée à la domestication des oiseaux aquatiques voici quelque quatre mille cinq cents ans. Cette génération de nouvelles zoonoses trans-spécifiques a prospéré au fur et à mesure que les populations humaines et animales augmentaient et que les contacts à longue distance devenaient plus fréquents. Ce processus continue aujourd'hui. Rien d'étonnant, donc, à ce que le sud-est de la Chine, en particulier le Guangdong, à savoir probablement la plus vaste, la plus ancienne et la plus dense concentration d'humains, de porcs, de poulets, d'oies, de canards et de marchés d'animaux sauvages du monde, soit une véritable boîte de Pétri à l'échelle mondiale propice à l'incubation de nouvelles souches de grippe aviaire et porcine.

L'écologie des maladies du Néolithique tardif n'est pas simplement le résultat de la densité démographique des humains et des espèces domestiquées dans des établissements sédentaires. Elle est plutôt l'effet de l'ensemble du complexe de la *domus* en tant que module écologique. Le défrichement et la mise en culture des terres, de même que le pâturage des nouveaux animaux domestiqués créaient un paysage entièrement nouveau et une niche écologique sans précédent, plus ensoleillée, avec des sols plus exposés, investie par de nouvelles espèces végétales et animales, d'insectes et de micro-organismes se substituant au peuplement des écosystèmes antérieurs. Cette métamorphose était en partie intentionnelle, comme dans le cas des espèces cultivées, mais elle était surtout le résultat de la somme des effets collatéraux de deuxième et de troisième ordre de l'apparition de la *domus*.

Un de ces effets collatéraux les plus typiques était la concentration de déchets animaux et humains, en particulier des excréments. L'immobilité relative des humains et du bétail sédentaires et de leurs déchets entraînait des infections répétées dues aux mêmes variétés de parasites. Les amas de déchets étaient des sites idéaux de reproduction et de subsistance des moustiques et les arthropodes, souvent vecteurs de maladie. De leur côté, les groupes mobiles de chasseurs-cueilleurs se débarrassaient souvent de leurs

parasites lorsqu'ils se déplaçaient vers de nouveaux environnements où ceux-ci ne pouvaient pas se reproduire. Mais en contexte totalement sédentaire, la *domus*, avec ses humains, son cheptel, ses céréales, ses déjections et ses déchets, constituait une véritable corne d'abondance pour de nombreux commensaux, des rats et hirondelles jusqu'aux poux, aux bactéries et aux protozoaires aux niveaux inférieurs de la chaîne de prédation. Les fondateurs initiaux de cet écosystème historiquement inédit ne pouvaient évidemment pas connaître les vecteurs des maladies qu'ils avaient déchaînées par inadvertance. De fait, ce n'est que vers la fin du XIXe siècle, grâce aux découvertes de pionniers de la microbiologie tels que Robert Koch et Louis Pasteur, que l'on a commencé à comprendre le lourd bilan sanitaire, en termes d'infections chroniques et létales, de la contamination de l'eau et de l'absence de système d'évacuation des eaux usées. Frappés par de nouvelles maladies dévastatrices qu'ils ne comprenaient pas, les humains avaient tendance à y répondre par toutes sortes de théories folkloriques et de remèdes inefficients. Un seul de ces remèdes, la dispersion, exprimait l'intuition que la concentration démographique était la cause fondamentale du mal.

Les maladies dépendant de la densité qui se développaient dans les camps de regroupement plurispécifiques du Néolithique récent constituaient une forme de pression sélective nouvelle et particulièrement aiguë exercée par des agents pathogènes inconnus des ancêtres de leurs habitants. On peut supposer que nombre des premières communautés sédentaires furent exterminées par des maladies contre lesquelles elles n'avaient pratiquement aucun anticorps. Dans le cas des petites sociétés d'avant l'invention de l'écriture, il est presque impossible de connaître avec certitude le rôle des épidémies dans la mortalité et les sites funéraires de cette époque ne nous disent pas grand-chose à ce sujet. Il est toutefois fort probable que les maladies dues à une concentration excessive de population, notamment les zoonoses, aient été en grande partie responsables du goulot d'étranglement démographique du début du Néolithique. Avec le temps – mais on ne sait pas combien de temps exactement, et cela dépend aussi du pathogène concerné –, ces populations

concentrées ont fini par développer un certain degré d'immunité face à de nombreux agents pathogènes, lesquels sont à leur tour devenus endémiques, se caractérisant dès lors par une relation plus stable et moins létale entre le pathogène et l'hôte. Après tout, seuls les individus qui survivent sont capables de se reproduire ! Certaines maladies – la coqueluche et la méningite, par exemple – sont encore potentiellement létales chez les très jeunes enfants, tandis que d'autres, lorsqu'elles sont contractées par eux, sont relativement inoffensives et leur confèrent l'immunité : la poliomyélite, la variole, la rougeole, les oreillons et l'hépatite infectieuse[b].

Une fois devenue endémique dans une population sédentaire, ce type de maladie est beaucoup moins létale et se propage souvent à l'état infraclinique chez la plupart des porteurs. À ce stade, les populations non exposées n'ayant pas ou presque pas développé d'immunité contre le pathogène concerné risquent d'être particulièrement vulnérables lorsqu'elles entrent en contact avec une population où il est endémique. Ainsi, les prisonniers de guerre, les esclaves et les migrants provenant de villages éloignés ou isolés et exclus du cercle immunitaire des régions plus peuplées possèdent beaucoup moins de défenses et risquent de succomber à des maladies contre lesquelles les grandes populations sédentaires ont appris à résister avec le temps. C'est bien entendu la raison qui explique pourquoi la rencontre entre l'Ancien et le Nouveau Monde s'est révélée si catastrophique pour des Amérindiens isolés depuis plus de dix millénaires des pathogènes eurasiatiques et donc pratiquement « vierges » sur le plan immunologique.

Aux pathologies de la sédentarité et de la concentration démographique de la fin du Néolithique venaient s'ajouter les inconvénients d'un régime alimentaire d'origine de plus en plus agricole auquel faisaient défaut de nombreux nutriments essentiels. Toutes choses égales par ailleurs, les chances de survivre à une maladie épidémique, en particulier chez les nourrissons et les femmes enceintes, dépendent beaucoup de l'état nutritionnel du malade. Le taux de mortalité extrêmement élevé des nourrissons (40 % à 50 %) dans la plupart des populations agricoles de

l'époque était le résultat de la conjonction entre un régime qui affaiblissait les individus vulnérables et les nouvelles maladies infectieuses qui les affectaient.

Les preuves de la contraction et de l'appauvrissement relatifs du régime alimentaire des premiers agriculteurs proviennent en grande partie de comparaisons entre les restes de squelettes de cultivateurs et ceux de chasseurs-cueilleurs vivant à proximité et à la même époque. En moyenne, les chasseurs-cueilleurs mesuraient quelques bons centimètres de plus, ce qui témoigne vraisemblablement de leur régime alimentaire plus varié et plus abondant. Comme nous l'avons vu, cette variété était impressionnante. Non seulement il est possible qu'elle ait couvert plusieurs réseaux de ressources – littoral marin, zones humides, forêts, savanes, régions arides –, chacun avec ses propres variations saisonnières, mais même lorsqu'il s'agissait de consommer des espèces végétales, leur diversité était phénoménale par rapport aux produits de l'agriculture. Durant sa phase d'occupation par des chasseurs-cueilleurs, par exemple, le site archéologique d'Abu Hureyra porte la trace de cent quatre-vingt-douze plantes différentes, dont cent quarante-deux ont pu être identifiées et cent dix-huit sont encore aujourd'hui consommées par des populations de chasseurs-cueilleurs9.

Tirant la conclusion des données paléopathologiques disponibles, voilà ce qu'en disaient les organisateurs d'un colloque consacré à l'évaluation de l'impact global de la révolution néolithique sur la santé des humains :

> Le stress [nutritionnel] […] ne semble pas être un phénomène commun et répandu avant le développement de niveaux élevés de sédentarité, de densité démographique et de dépendance à l'égard de l'agriculture. À ce stade […] l'incidence du stress physiologique augmente considérablement et les taux moyens de mortalité croissent sensiblement. La plupart de ces populations agricoles souffrent fréquemment d'hyperostose poreuse [prolifération d'os malformés associés à la malnutrition, en particulier au déficit en fer] et de *cribra*

> *orbitalia* [version locale de la maladie précédente qui affecte les orbites], et on constate une augmentation substantielle du nombre et de la sévérité des hypoplasies de l'émail [des dents] et des pathologies associées aux maladies infectieuses10.

Une bonne partie des formes de malnutrition affectant les femmes de l'ère agricole – car ce sont elles qui, en raison de la perte de sang due aux menstruations, étaient le plus vulnérables – semblent être dues à une carence en fer. Le régime alimentaire des femmes de l'ère préagricole contenait des quantités abondantes d'acides gras oméga-6 et oméga-3 provenant du gibier, du poisson et de certaines huiles végétales. Ces acides gras sont importants car ils facilitent l'absorption de fer nécessaire à la formation de globules rouges porteurs d'oxygène. Or, non seulement les régimes céréaliers sont déficients en acides gras essentiels, mais ils inhibent l'assimilation du fer. Le résultat des premiers régimes de plus en plus dépendants des céréales (blé, orge, millet) du Néolithique récent fut donc l'apparition de l'anémie ferriprive, aisément reconnaissable à sa signature osseuse.

On peut sans doute attribuer une bonne partie de la vulnérabilité additionnelle face aux nouvelles infections à un régime glucidique relativement intense et peu varié, déficient en viande et en aliments d'origine sauvage. D'où vraisemblablement une certaine carence en vitamines essentielles et en protéines. Même la viande des animaux domestiques que ces premiers agriculteurs consommaient sporadiquement contenait beaucoup moins d'acides gras essentiels que le gibier sauvage. Les maladies attribuables au régime néolithique porteuses de signatures osseuses, comme le rachitisme, peuvent être documentées ; celles qui affectent les tissus sont beaucoup plus difficiles à prouver (sauf dans les rares cas de découverte d'une momie bien conservée). Néanmoins, sur la base de nos connaissances nutritionnelles et des descriptions antiques de maladies dont on peut supposer, là aussi sur la base de nos connaissances nutritionnelles, qu'elles existaient déjà depuis un certain temps (avant l'écriture), on peut attribuer

une série de pathologies aux habitudes alimentaires du Néolithique : ce pourrait être le cas du béribéri, de la pellagre, de la carence en riboflavine/vitamine B2 et du kwashiorkor.

Mais qu'en est-il des espèces végétales ? Elles aussi ont été soumises à une sorte de « sédentarisation » dans les champs cultivés et à une concentration exceptionnelle, en même temps qu'à un nouveau processus de sélection contrôlé par l'homme qui a réduit leur diversité génétique dans le but de favoriser les caractéristiques désirées. Elles aussi, comme tout organisme, ont été victimes de maladies dépendantes de la densité, ainsi que nous allons le voir. Parce que « l'élevage et l'agriculture sont fréquemment sujets à des épidémies, à des mauvaises récoltes ou à d'autres infortunes », expliquent Nissen et Heine, les premiers agriculteurs préféraient, lorsque cela était possible, compter sur la chasse, la pêche et la cueillette11. Là non plus, nous ne disposons pas d'indices archéologiques très probants. Il est possible de montrer, par exemple, qu'une zone jadis densément peuplée a été soudainement abandonnée ; mais sans archives écrites, on ne peut pas vraiment savoir pourquoi elle a été désertée. Un champignon, une rouille, une invasion d'insectes ou même une tempête détruisant une culture parvenue à maturité, à l'instar des maladies affectant seulement les tissus, ne laissent que peu ou pas de traces. Les documents écrits, lorsqu'ils sont disponibles, ont plus tendance à mentionner une « mauvaise récolte » ou une famine qu'à en préciser la cause, laquelle, bien souvent, n'était pas comprise par les victimes elles-mêmes.

L'avènement des espèces cultivées a été lui aussi une sorte de tempête épidémiologique au niveau de la flore. Mettez-vous à la place d'un insecte ou d'un pathogène et considérez les attraits du paysage agricole néolithique. Non seulement y régnait une plus grande densité de la flore convoitée mais, comparé aux prairies sauvages, il était surtout voué à la culture de deux céréales principales : le blé et l'orge. En outre, les champs cultivés l'étaient de façon plus ou moins continue, contrairement aux cultures sur brûlis, par exemple, au cours desquelles un champ était exploité pendant un an ou deux puis mis en jachère une décennie ou plus. Cette culture annuelle représentait

de fait un pactole permanent mis à disposition des insectes nuisibles et des maladies des plantes – sans parler des inévitables mauvaises herbes –, lesquels ont dès lors pu proliférer en quantités inimaginables avant l'émergence des monocultures sédentaires. L'existence de grandes communautés de résidence impliquait nécessairement la présence de nombreux champs arables à proximité, accueillant tous des variétés similaires de cultures ; d'où l'accumulation parallèle de populations de ravageurs. Tout comme dans le cas de l'épidémiologie des concentrations démographiques, il semble logique de supposer que de nombreuses maladies des plantes cultivées par les agriculteurs du Néolithique étaient des pathogènes nouveaux ayant évolué en sorte de tirer parti d'une agroécologie aussi avantageuse. Le sens littéral du mot d'origine grecque « parasite » est « à côté du grain ».

Non seulement les espèces cultivées sont menacées, tout comme les humains, par des maladies bactériennes, fongiques et virales, mais elles sont confrontées à une multitude de prédateurs, grands et petits – escargots, limaces, insectes, oiseaux, rongeurs et autres mammifères –, ainsi qu'à une grande variété de mauvaises herbes évolutives qui disputent aux cultivars la nutrition, l'eau, la lumière et l'espace12. Dans le sol, la graine est attaquée par des larves d'insectes, des rongeurs et des oiseaux. Pendant la croissance et le développement des grains, les mêmes parasites sont toujours actifs, tout comme les pucerons qui sucent la sève et transmettent des maladies. Les maladies fongiques sont particulièrement dévastatrices : citons en particulier le mildiou, le charbon, la carie du blé, les rouilles et l'ergot (connu sous le nom de mal des ardents ou de feu de Saint-Antoine lorsqu'il est ingéré par les humains). Les cultures qui ne succombent pas à ces prédateurs doivent rivaliser avec une foule de mauvaises herbes qui se sont spécialisées dans l'occupation des sols labourés et imitent certaines plantes cultivées. Et une fois la récolte engrangée, elle est encore sujette aux charançons, aux rongeurs et aux champignons.

Il est assez courant, au Moyen-Orient contemporain, que plusieurs récoltes soient successivement ravagées par les insectes, les oiseaux ou les

maladies. Lors d'une expérience menée en Europe du Nord, une récolte d'orge moderne fertilisée mais non protégée par des herbicides ou des pesticides a subi une perte de 50 % : 20 % en raison de maladies, 12 % à cause des animaux et 18 % à cause des mauvaises herbes13. Menacées par les maladies liées à la densité et à la monoculture, les espèces domestiquées doivent être constamment protégées par leurs tuteurs humains si ceux-ci veulent pouvoir en tirer profit. C'est en grande partie pour cette raison que l'agriculture antique exigeait un labeur aussi intense. Diverses techniques furent conçues en vue de réduire la quantité de travail nécessaire et d'améliorer les rendements : dispersion des champs de façon à éviter une trop grande contiguïté, mise en jachère et rotation des cultures, importation de semences venues d'autres régions afin de réduire l'uniformité génétique. Les cultures en voie de maturation étaient étroitement surveillées par les agriculteurs, leurs familles et les épouvantails. Mais étant donné la vulnérabilité agroécologique des espèces domestiquées face aux pathogènes, il était difficile de prévoir si elles survivraient à tous leurs prédateurs afin de pouvoir nourrir leur ultime gardien et lui-même prédateur : l'agriculteur.

Sous un aspect au moins, le récit traditionnel sur le progrès de la civilisation est tout à fait juste. La domestication des plantes et des animaux a bel et bien rendu possible un degré de sédentarité qui se trouve au fondement des civilisations et des États les plus anciens et de leurs réalisations culturelles. Mais elle reposait sur une base génétique extrêmement étroite et fragile : une poignée d'espèces cultivées, un petit nombre de races de bétail et un paysage radicalement simplifié qui devait être constamment défendu contre le retour des éléments naturels qui en avaient été exclus. Par ailleurs, la *domus* n'a jamais connu l'autosuffisance, même relative. Elle avait constamment recours aux ressources mêmes qu'elle avait exclues de sa sphère : bois de chauffage et de construction, poissons, mollusques, pâturages forestiers, petit gibier, légumes, fruits et noix sauvages. En cas de famine, les agriculteurs étaient contraints d'exploiter les mêmes espèces sauvages que les chasseurs-cueilleurs.

La *domus* constituait un véritable festin et un lieu de pèlerinage

incontournable pour les commensaux et les ravageurs non désirés, petits et grands, et ce jusqu'aux plus minuscules virus. Son excès de concentration et de simplicité la rendait particulièrement vulnérable à l'effondrement. L'agriculture du Néolithique tardif fut la première étape du développement de technologies spécifiques visant à maximiser la production d'un nombre choisi d'espèces végétales et animales. Une maladie – des cultures, du bétail ou des humains –, une sécheresse, des pluies excessives, une invasion de sauterelles, de rats ou d'oiseaux, pouvaient tout détruire en un clin d'œil. Reposant sur un réseau de ressources alimentaires limité et sur un degré avancé de concentration, l'agriculture néolithique était en un sens beaucoup plus productive, mais aussi beaucoup plus fragile que la chasse et la cueillette, ou même que l'agriculture itinérante, qui alliait mobilité et diversité des aliments. On peut dès lors se demander par quel miracle, malgré cette fragilité, le « module *domus* » de l'agriculture sédentaire est devenu un véritable bulldozer agroécologique et démographique à prétentions hégémoniques qui a pu refaire une grande partie du monde à son image.

Fécondité et population : une observation

Connaissant l'épidémiologie de la *domus*, on a du mal à expliquer la dominance ultime du complexe céréalier néolithique. Non seulement le lecteur attentif aurait de bonnes raisons d'être intrigué par l'essor de la civilisation agraire, mais il pourrait se demander comment, à la lumière des pathogènes rencontrés par les cultivateurs de l'époque, cette nouvelle forme de vie a réussi à survivre et même à prospérer.

La solution la plus simple de cette énigme, selon moi, c'est la sédentarité elle-même. Malgré une santé fragile et une mortalité infantile et maternelle élevée par rapport aux chasseurs-cueilleurs, les agriculteurs sédentaires connaissaient des taux de reproduction sans précédent – ce qui était plus que suffisant pour compenser leurs taux de mortalité également sans précédent. L'effet du passage à la sédentarité sur la fécondité est documenté de façon convaincante par les travaux de Richard Lee, qui a comparé les femmes bushmen ! Kung encore nomades à leurs congénères sédentaires, ainsi que par d'autres études comparatives plus exhaustives mettant en regard la fécondité des agriculteurs et celle des cueilleurs14.

En général, les populations non sédentaires limitaient délibérément leur reproduction. La logistique du nomadisme – le constant déménagement des campements – faisait qu'il était difficile, voire impossible, de transporter simultanément deux enfants en bas âge. C'est pourquoi l'on observe chez les chasseurs-cueilleurs un espacement d'environ quatre ans entre les naissances. Cette régulation était obtenue par diverses méthodes : sevrage retardé, absorption d'abortifs, traitement négligent des nouveau-nés ou infanticide. En outre, du fait de la combinaison d'une activité physique intense avec un régime maigre et riche en protéines, la puberté était plus tardive, l'ovulation moins régulière et la ménopause plus précoce. Chez les agriculteurs

sédentaires, en revanche, il était moins difficile de gérer des naissances beaucoup plus rapprochées et, comme nous allons le voir, les enfants y acquéraient une plus grande valeur en tant que main-d'œuvre agricole. La sédentarité rendait aussi les premières menstruations plus précoces ; le régime céréalier permettait de sevrer les nourrissons plus tôt en leur faisant consommer bouillies et gruaux ; et un régime riche en glucides stimulait l'ovulation et prolongeait la vie reproductive des femmes.

Étant donné le poids des maladies dans les sociétés agraires et la vulnérabilité de celles-ci, on pourrait penser que l'« avantage » démographique des agriculteurs par rapport aux chasseurs-cueilleurs était finalement assez faible. Mais il ne faut pas oublier que sur une période de cinq mille ans, la différence finit par être massive – à l'image du « miracle » de l'intérêt composé en économie financière. Si l'on calcule les temps de duplication correspondant aux différents taux de reproduction, il s'avère qu'un taux annuel de 0,014 % fait doubler la population en cinq mille ans, tandis qu'un taux lui aussi apparemment infime de 0,028 % la fait doubler en moitié moins de temps (deux mille cinq cents ans) et, bien entendu, quadrupler au bout de cinq mille ans. À moyen et long terme, donc, le faible avantage reproductif des agriculteurs devient énorme[c].

De fait, si nous considérons que l'ordre de magnitude que nous utilisons est réaliste, la croissance de la population mondiale de quatre millions à cinq millions d'habitants sur cinq mille ans n'est guère impressionnante. Étant donné que le poids proportionnel des agriculteurs néolithiques par rapport aux chasseurs-cueilleurs était beaucoup plus grand en l'an 5000 qu'en l'an 10000 avant notre ère, il est fort probable que même pendant cette période de goulot d'étranglement démographique, le nombre des cultivateurs de céréales était déjà en train de dépasser celui des chasseurs-cueilleurs. On peut aussi avancer deux autres hypothèses : il est possible qu'un nombre croissant de chasseurs-cueilleurs aient adopté l'agriculture par choix ou sous la contrainte ; il est également possible que les agents pathogènes agricoles, devenus endémiques et moins meurtriers chez les agriculteurs, aient décimé

les chasseurs-cueilleurs encore non immunisés avec lesquels ils entraient en contact, à la manière dont les pathogènes européens ont tué une grande majorité de la population du Nouveau Monde[d]. Aucune preuve décisive ne nous permet de confirmer ou de rejeter chacune de ces hypothèses. Quoi qu'il en soit, les communautés agricoles néolithiques du Levant, d'Égypte et de Chine ne cessaient de croître et d'envahir les basses terres alluviales, apparemment aux dépens de peuples non sédentaires. Le futur était tout tracé, même s'il l'était d'une écriture fragile.

a. Il est fort probable que les progrès futurs en matière de récupération du matériau génétique fourniront bientôt des preuves plus tangibles que ces intuitions.

b. La polio est un bon exemple d'épidémie liée à un excès d'hygiène. Dans une grande ville d'un pays du Sud comme Bombay, par exemple, le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui possèdent dans leur organisme les anticorps de la polio est considérable, ce qui montre qu'ils ont été exposés à la maladie, qui se propage par les selles et est rarement fatale aux enfants en bas âge. En revanche, dès lors qu'un individu n'y a pas été exposé à un âge précoce, cette maladie est beaucoup plus grave lorsqu'elle est contractée plus tard au cours de son existence.

c. Voir Redman, *Human Impact on Ancient Environments*, p. 79 et 169, où l'auteur observe qu'un petit changement à l'âge de la première conception ou une réduction de trois ou quatre mois de l'intervalle entre les conceptions peuvent, au fil du temps, complètement bouleverser le taux de croissance démographique. Un groupe hypothétique d'une centaine d'individus dont le nombre augmenterait à un taux de 1,4 % – ce qui se traduirait par un doublement de la population tous les cinquante ans – atteindrait les treize millions d'individus en à peine huit cent cinquante ans.

d. En Europe, il semble que seulement 20 % à 28 % de l'ADN des premiers agriculteurs remontent aux migrations depuis les berceaux de l'agriculture du Proche-Orient. Ce qui signifie que la majeure partie des premiers agriculteurs étaient des descendants de chasseurs-cueilleurs indigènes. Voir Morris, *Pourquoi l'Occident domine le monde… pour l'instant*.

Chapitre 4

Agroécologie de l’État archaïque

> « L’homme qui possède de l’argent, des bijoux, du bétail, des moutons, s’assiéra à la porte de celui qui possède des céréales et y passera le plus clair de son temps. »
>
> *Débat entre les moutons et les céréales*.
> Texte sumérien cité *in* Tate Paulette, « Grain, Storage, and State-Making », p. 85.

> « En fin de compte, les hommes font allégeance à l’individu ou au groupe d’individus qui ont les moyens ou l’audace de s’emparer du butin, des réserves de pain, des richesses pour les redistribuer au peuple. »
>
> D. H. LAWRENCE, préface au « Grand Inquisiteur » de Fiodor Dostoïevski.

Si la civilisation est considérée comme un accomplissement de l’État, et si la civilisation archaïque est synonyme de sédentarité, agriculture, *domus*, irrigation et urbanisation, alors il y a quelque chose de radicalement erroné dans la séquence historique telle qu’on la narre traditionnellement. Toutes ces réalisations humaines du Néolithique étaient en place bien avant l’émergence de quelque chose qui ressemble à un État en Mésopotamie. Ce que nous

savons au contraire aujourd'hui, c'est que les embryons d'État ont émergé en exploitant le module néolithique fondé sur les céréales et la main-d'œuvre agricole comme base de contrôle et d'appropriation. Comme nous allons le voir, ce module était la seule infrastructure disponible permettant la construction d'un État.

Les populations sédentaires cultivant des céréales domestiquées et les petites agglomérations de mille habitants ou plus facilitant le commerce étaient un produit autonome du Néolithique, déjà en place près de deux millénaires avant l'apparition des premiers États, vers 3300 avant notre ère[1]. Jennifer Pournelle nous rappelle que l'on aurait plutôt intérêt à se représenter les villes « comme des îles au milieu d'une plaine paludéenne, aux frontières et au cœur de vastes marais deltaïques ». « Leurs chenaux servaient moins de canaux d'irrigation que de voies navigables[2]. » Bien qu'il y ait eu d'autres implantations proto-urbaines au Moyen-Orient en dehors de la Basse Mésopotamie, il apparaît clairement que l'urbanisme était plus persistant, plus durable et plus résilient dans les zones alluviales qu'ailleurs – en raison de leur plus grande richesse en ressources[3].

Cependant, ce complexe proto-urbain constituait une concentration inédite de main-d'œuvre, de terres arables et de ressources alimentaires qui, une fois « capturées » – ou plutôt « parasitées », pourrait-on aller jusqu'à dire –, étaient susceptibles de constituer une solide base de pouvoir et de privilèges politiques. L'agrocomplexe néolithique était une plateforme nécessaire mais pas suffisante de l'émergence de l'État ; il la rendait possible, mais pas inéluctable. En termes wébériens, nous pourrions parler ici d'« affinité élective » plutôt que de cause et d'effet. Ainsi, il était relativement fréquent à l'époque d'observer des populations agricoles sédentaires installées sur des sols alluviaux et pratiquant l'irrigation sans pour autant qu'apparaisse aucun État[a]. En revanche, il n'existait alors aucun État qui ne s'appuyât sur une population pratiquant une agriculture alluvionnaire et céréalière.

Mais comment définir un État dans pareil contexte ? Saurions-nous reconnaître un État authentique si nous l'avions sous les yeux ? Il n'existe pas de réponse tranchée à cette question ; de mon point de vue, la « forme-État » est une question de degré plutôt que de nature bien délimitée. Elle repose sur toute une série d'attributs plausibles et, dès lors qu'une entité sociale et politique possède un plus grand nombre de ces attributs, il est d'autant plus probable que nous la considérions comme un État. Les petites agglomérations proto-urbaines composées d'une population sédentaire de chasseurs-cueilleurs, de cultivateurs et d'éleveurs gérant leurs affaires collectives et leurs échanges avec le monde extérieur n'étaient pas pour autant nécessairement des États. Le classique critère wébérien qui définit l'État comme une unité politique territoriale monopolisant l'exercice de la force coercitive n'est pas non plus tout à fait adéquat, car il présuppose la présence d'une série d'autres caractéristiques que Weber n'explicite pas. Nous pensons l'État comme une institution dotée d'une couche de fonctionnaires spécialisés dans le calcul et la collecte de l'impôt – que ce soit sous forme de céréales, de travail ou bien en espèces – et qui sont responsables devant un dirigeant ou des dirigeants. Nous lui attribuons l'exercice du pouvoir exécutif dans le cadre d'une société relativement complexe, stratifiée et hiérarchisée, avec une division du travail relativement poussée (tisserands, artisans, prêtres, métallurgistes, clercs, soldats, cultivateurs). On pourrait aussi appliquer des critères plus stricts : un État doit posséder une armée, des murailles protectrices, un centre rituel monumental ou un palais, et peut-être même un roi ou une reine[b].

Si l'on part de ces divers attributs, identifier la naissance de l'État primitif est un exercice relativement arbitraire et d'autant plus limité par le faible nombre de sites sur lesquels nous disposons d'indices archéologiques et historiques convaincants. Parmi ces caractéristiques, je propose de privilégier celles qui relèvent de la territorialité et d'un appareil étatique spécialisé : murailles, fiscalité et existence d'une couche de fonctionnaires. Sur la base de tels critères, il ne fait aucun doute que l'« État » d'Uruk est bien en place

depuis 3200 avant notre ère. Nissen désigne la période qui va de 3200 à 2800 ans av. J.-C. comme l'« ère de la haute civilisation » au Proche-Orient, à savoir la période pendant laquelle « il ne fait pas de doute que la Babylonie était le siège des entités politiques, économiques et sociales les plus complexes »[c]. Ce n'est pas un hasard si l'acte fondateur emblématique de l'instauration d'une entité politique sumérienne fut la construction des murailles de la ville. Un mur d'enceinte fut en effet construit à Uruk entre 3300 et 3000 av. J.-C., période pendant laquelle Gilgamesh aurait régné, selon certains auteurs. Uruk a anticipé la forme-État qui allait être reproduite dans toute la Basse Mésopotamie par une vingtaine d'autres cités-États concurrentes de taille et de puissance similaires. Ces entités politiques étaient assez petites, en sorte que l'on pouvait aller de leur centre à leurs frontières en une journée de marche.

À la fin du quatrième millénaire avant notre ère, la ville sumérienne d'Uruk dominait politiquement et économiquement un arrière-pays agricole de taille assez modeste et possédait un gouvernement, répondant ainsi aux critères de la cité-État. À ses débuts, elle était unique en son genre, mais nous disposons d'un nombre suffisant d'indices permettant d'affirmer qu'au plus tard vers la première moitié du troisième millénaire, des villes importantes telles que Kish, Nippur, Isin, Lagash, Eridu et Ur relevaient de la même catégorie qu'Uruk[4].

Si Uruk occupe une place de choix dans notre analyse – et dans celles d'autres auteurs – de l'émergence de la forme-État, ce n'est pas seulement parce qu'il semble bien qu'elle ait été la première cité-État, mais aussi parce qu'elle nous a laissé le plus grand nombre de témoignages archéologiques. Comparée à Uruk, notre connaissance des autres centres étatiques précoces de Mésopotamie est fragmentaire. À l'époque, elle était presque sûrement la plus grande agglomération urbaine du monde en termes d'extension géographique et de population. Les estimations concernant cette dernière oscillent entre vingt-cinq mille et cinquante mille habitants ; leur nombre aurait triplé en deux cents ans, une augmentation que l'on ne peut

probablement pas attribuer à une croissance démographique naturelle compte tenu des taux de mortalité élevés. Étant donné que des toponymes comme Ur, Uruk et Eridu ne semblent pas être d'origine sumérienne, on peut supposer qu'un flux migratoire a déplacé ou absorbé les premiers habitants. Les bas-reliefs représentant des prisonniers de guerre enchaînés suggèrent un autre vecteur d'augmentation de la population.

Les murailles d'Uruk semblent avoir enclos une superficie de deux cent cinquante hectares, soit deux fois la taille de l'Athènes classique près de trois millénaires plus tard. Si l'on tient compte des calculs de Postgate selon lequel une autre ville sumérienne, Abu Salabikh, avec une population estimée d'environ dix mille habitants, régnait vraisemblablement sur un hinterland rural de vingt kilomètres de circonférence, on peut supposer que l'arrière-pays d'Uruk devait être au moins deux ou trois fois plus grand5. En outre, on dispose de nombreux indices archéologiques témoignant de l'existence d'importants contingents de travailleurs agricoles et non agricoles mobilisés par les temples et on a découvert des milliers de bols de même format dont la plupart des chercheurs pensent qu'ils servaient à la distribution de rations alimentaires ou de bière. On y décèle aussi la présence d'une classe de scribes spécialisés, de soldats (à temps plein ?) dotés d'une armure et l'existence d'efforts de normalisation des poids et des mesures, autres marqueurs de la forme-État. Sauf indication contraire, donc, l'essentiel de mon analyse de l'État archaïque se nourrit de l'abondante littérature sur Uruk, avec des références occasionnelles à la Troisième Dynastie d'Ur (Ur III), un millénaire plus tard, bien documentée mais relativement éphémère.

Si l'émergence de l'État a dépendu du contrôle, de l'entretien et de l'expansion des concentrations de céréales et de main-d'œuvre qui caractérisaient la plaine alluviale de Basse Mésopotamie, il faut se demander comment l'État émergent est parvenu à dominer ces modules population-céréales. Car après tout, les sujets potentiels de cet hypothétique État avaient directement accès aux ressources de l'agriculture de décrue ainsi qu'à toute une variété d'options de subsistance non agricoles. Une explication convaincante de la transformation de cette population de cultivateurs en

sujets d'un État est le changement climatique. Nissen montre que la période allant en gros de 3500 à 2500 av. J.-C. a été marquée par une forte baisse du niveau de la mer et une diminution du volume aquatique de l'Euphrate. Du fait d'un climat de plus en plus aride, le débit des cours d'eau s'est trouvé réduit à l'étiage et les habitants ont dû se contenter du peu d'eau qui restait, tandis que la salinisation des sols non irrigués réduisait fortement la quantité de terres arables. Ce faisant, la population fut obligée de se concentrer de plus en plus, acquérant un caractère plus « urbain ». Le système d'irrigation crût en importance tout en exigeant un travail de plus en plus intensif – il fallait maintenant parfois transporter l'eau – et l'accès aux canaux artificiels devint vital. Les cités-États (comme Umma et Lagash) se disputaient les terres arables et l'accès aux sources d'irrigation. Au fil du temps se développa un système de canaux en réseaux plus complexes dont l'excavation fut menée par le biais de corvées ou à l'aide de main-d'œuvre servile. Si l'on accepte le scénario proposé par Nissen, à savoir une phase de sécheresse et ses conséquences en termes de concentration démographique, phénomènes à propos desquels on dispose de preuves solides, on obtient une explication plausible de l'émergence de l'État. La pénurie d'eau confinait la population sur les sites les mieux arrosés et éliminait ou marginalisait la plupart des autres formes de subsistance, telles que la chasse et la cueillette. Comme l'explique Nissen : « Nous avons déjà vu cela se produire au cours de la période précédente, avec la tendance de la population à se concentrer autour des cours d'eau les plus importants, tandis que les espaces interfluviaux se vidaient de plus en plus6. » Par conséquent, le changement climatique, en favorisant un type de proto-urbanisation dans lequel 90 % de la population vivait dans des communautés de trente hectares ou plus, a stimulé les modules « céréales/main-d'œuvre » les mieux adaptés à l'émergence de l'État. Le climat sec s'est révélé auxiliaire incontournable de l'État en mettant en quelque sorte à sa disposition un certain niveau de densité démographique et de concentration des cultures céréalières dans un espace étatique embryonnaire dont la constitution aurait été, à l'époque, impossible autrement.

Il semble que ce ne soit pas seulement en Mésopotamie, mais presque partout, que les premiers États se sont étayés sur ce nouveau mode de subsistance. Une forte concentration de céréales et de main-d'œuvre sur les seuls types de sols susceptibles de les accueillir en grand nombre – à savoir des sols alluviaux ou de lœss – maximisait les possibilités d'appropriation, de stratification et d'inégalité. La forme-État a colonisé ce noyau en tant que base productive, l'a agrandi, intensifié et à l'occasion lui a ajouté des infrastructures – des canaux de transport et d'irrigation, par exemple – dans le but d'engraisser et de protéger la poule aux œufs d'or. Suivant une formule employée précédemment, on peut considérer ces formes d'intensification comme une construction de niche élitaire : modifier le paysage et l'environnement de manière à enrichir la productivité de son habitat. Bien entendu, en termes de capacité écologique, seule la présence de sols riches et bien arrosés autorisait cette intensification de l'agriculture et de la croissance démographique, et ce n'est que dans ce type de contexte que les premiers États bureaucratiques étaient susceptibles d'émerger.

Le développement de l'État mésopotamien n'eut rien de linéaire. L'espérance de vie des petits États de la plaine alluviale était très faible, tout comme celle de leurs habitants. Les « interrègnes » étaient plus fréquents que les « règnes » et souvent marqués par de longs épisodes d'effondrement et de désintégration. Comme nous l'avons vu, le complexe proto-urbain du Néolithique récent était généralement plutôt précaire. Précipitations variables, inondations, attaques de ravageurs, pléthore de maladies affectant les cultures, le bétail et les humains, autant de menaces susceptibles d'anéantir une communauté ou, plus vraisemblablement, de contraindre ses habitants à se disperser afin de subsister de la chasse, de la cueillette ou de l'élevage.

Aux dangers déjà considérables d'un complexe néolithique surpeuplé, la superposition de l'État ajoutait une couche supplémentaire de fragilité et d'insécurité à laquelle contribuaient en particulier les impôts et la guerre. Soumis à des impôts en nature (céréales ou bétail) ou en prestations de travail, l'agriculteur ne produisait pas seulement à destination de la *domus* mais devait fournir la base d'une rente que les élites s'appropriaient au profit

de leur propre subsistance et de leur consommation somptuaire, quand bien même il arrivait aussi que ces élites redistribuent des céréales de leur stock afin de venir en aide à la population en cas de famine. Il est difficile de déterminer quel était ce niveau d'imposition et il est clair qu'il variait au cours du temps et entre les différentes sociétés. À en juger par ce que nous savons de l'histoire agraire en général, il est peu probable que l'impôt sur les céréales ait été inférieur au cinquième de la récolte. La subsistance des cultivateurs était donc constamment en péril : une mauvaise récolte qui, sans impôts, n'aurait entraîné qu'une phase de pénurie alimentaire, pouvait déboucher, une fois taxée par l'État, sur une ruine totale.

Il existe de nombreux indices de l'existence de conflits armés fréquents entre entités politiques rivales en Basse Mésopotamie. Il est difficile de savoir jusqu'à quel point ils étaient meurtriers, mais étant donné la valeur des ressources démographiques pour les premiers États, ces guerres étaient probablement plus destructrices que sanglantes. Le récit qui nous est parvenu d'un conflit guerrier entre des sociétés locales de puissance égale montre que la population arrivait à maintenir son niveau de subsistance, sauf quand une armée victorieuse engrangeait butin et tribut7. Les pertes des vaincus l'emportaient sur les gains des vainqueurs. La guerre, c'était aussi l'incendie des récoltes, le pillage des greniers, la confiscation du bétail et des biens domestiques – et le plus souvent, les moyens de subsistance du peuple étaient tout autant menacés par l'armée « amie » que par les troupes de l'ennemi. L'État archaïque était comme les aléas climatiques : une menace supplémentaire plus qu'un bienfaiteur.

L’agrogéographie de l’émergence de l’État

Du point de vue strictement matériel, les États archaïques étaient tous des États agraires et avaient besoin d’un excédent appropriable de produits agropastoraux pour nourrir les non-producteurs : clercs, artisans, soldats, prêtres, aristocrates. Compte tenu de la logistique du transport dans le monde antique, cela se traduisait par une concentration maximum de terres arables et d’individus sur un espace le plus restreint possible. Le camp de regroupement du Néolithique récent installé sur un sol alluvial fertile constituait le noyau démographique et céréalier préexistant à partir duquel pouvait émerger un État.

On peut donner plus de précisions sur les conditions géographiques de la formation de l’État. Seuls les sols les plus riches possédaient une productivité par hectare suffisant à faire vivre une population nombreuse sur un territoire compact et à engendrer un excédent imposable. Dans la pratique, cela signifiait qu’il s’agissait soit de terres de lœss (déposées par le vent) soit de sols alluviaux (déposés par les eaux). Les plaines alluviales, cadeau historique des crues annuelles du Tigre et de l’Euphrate et de leurs affluents, sont le berceau de la formation de l’État en Mésopotamie : sans alluvions, pas d’État[d]. Si les crues étaient régulières et non catastrophiques, on pouvait pratiquer l’agriculture sur ces sols limoneux fertiles et faciles à travailler (c’était également le cas en Égypte le long du cours du Nil), auquel cas la densité démographique pouvait être encore plus forte. Même chose dans le cas des premiers centres étatiques de Chine ancienne (dynasties Qin et Han), liés aux terres de lœss qui bordent le fleuve Jaune et où la densité de population atteignait des niveaux exceptionnels pour une société préindustrielle. Suivre les progrès de l’État chinois, c’est identifier le type d’agroécologie qui l’a rendu possible. Comme l’a observé Owen Lattimore,

« les bénéfices de l'irrigation étaient spectaculaires sur ces terres de lœss situées au cœur de la Chine ancienne ; il s'agissait d'une terre molle, facile à travailler, sans pierres, avec un climat propice à toute une gamme de cultures différentes, et ce complexe se propageait de plus en plus loin tant que les sols y étaient adaptés8 ».

Bien entendu, la présence d'eau était vitale. Comme nous l'avons vu, c'est son abondance dans les zones humides qui a fourni la base de certaines des premières communautés sédentaires élargies. Seuls des sols alluviaux bien arrosés, par des précipitations régulières ou une irrigation facile à mettre en œuvre, pouvaient donner lieu à la formation d'entités étatiques. Mais l'eau jouait un rôle crucial aussi à d'autres égards. Situés sur des plaines inondables ou à proximité, et spécialisés dans l'agriculture céréalière, les premiers centres étatiques de Mésopotamie n'ont jamais été autosuffisants sur le plan économique, loin de là. Ils avaient besoin d'une foule de produits issus d'autres zones écologiques : bois de construction ou de chauffage, cuir, obsidienne, cuivre, étain, or, argent et miel. En échange de quoi, ces petits États pouvaient offrir des poteries, des tissus, des céréales et des produits artisanaux[e]. La plupart de ces marchandises devaient être transportées par voie d'eau plutôt que par voie terrestre. Si j'affirme que « sans transport fluvial ou maritime, il n'y a pas d'État », je crois que j'exagère à peine[f]. Nous avons déjà vu que le transport par bateau ou petit chaland est beaucoup moins coûteux que le transport à dos d'âne ou en charrette. On peut illustrer ce contraste par la constatation frappante qu'en 1800 – c'est-à-dire avant l'invention du bateau à vapeur ou du chemin de fer –, il était pratiquement aussi rapide de se rendre en bateau de Southampton, en Angleterre, au Cap de Bonne-Espérance que d'aller en diligence de Londres à Edimbourg[g]. Et bien entendu, le bateau pouvait transporter un volume bien plus élevé de marchandises. L'élimination miraculeuse d'une bonne partie du taux de frottement grâce au transport par voie d'eau signifie qu'il existe peu d'exemples d'États archaïques qui n'aient dépendu de l'accès à des voies navigables – côtières ou fluviales – afin de satisfaire leurs besoins à travers le

commerce. Bien calés au cœur du bassin hydrographique du Tigre et de l'Euphrate, les premiers États des plaines alluviales pouvaient également tirer parti du courant pour faire voyager avec un minimum d'effort physique des produits en vrac tels que le bois. Ce n'est peut-être pas un hasard si, dans un des passages centraux de l'épopée de Gilgamesh, il est question d'un radeau de cèdre – qui deviendra la porte principale de la ville fondée par le héros – descendant le fleuve après le meurtre du géant qui gardait l'entrée de la grande forêt.

Plus généralement, la réduction du taux de frottement joue un rôle important dans la formation de l'État. La présence d'eaux calmes et navigables pendant la majeure partie de l'année est essentielle, *a fortiori* si elles coulent en terrain plat. Par définition, une plaine inondable est plate, alors que les terrains accidentés font augmenter exponentiellement le coût du transport. Conscient de l'écologie implicite de la formation de l'État, Ibn Khaldoun observait que les Arabes étaient capables de conquérir les régions de plaine mais se montraient souvent inhibés par les montagnes et les précipices[h].

Analyser les conditions de formation initiale de l'État nous permet d'apprécier le phénomène inverse : les conditions dans lesquelles la formation de l'État était improbable, voire impossible. De même que la concentration démographique favorisait l'émergence de l'État, la dispersion de la population lui faisait obstacle. Seuls les sols alluviaux bien arrosés autorisent cette concentration, les écologies non alluvionnaires étaient très peu propices à accueillir des États émergents. Les déserts arides et les régions montagneuses (à l'exception des bassins intermontagneux fertiles) exigeaient généralement des stratégies de subsistance dispersées et pouvaient difficilement servir de berceau à un État. Ces « espaces non étatiques », en raison de leurs modes variés de subsistance et d'organisation sociale – pastoralisme, cueillette et culture sur brûlis – étaient souvent stigmatisés et désignés comme « barbares » par les États.

Le « module » étatique exigeait par ailleurs une main-d'œuvre concentrée – en particulier une main-d'œuvre agricole pratiquant surtout des cultures sédentaires. Mais la concentration démographique ne suffisait pas. L'écologie des zones humides de Basse Mésopotamie, premier site d'émergence d'un niveau de sédentarité substantiel au Moyen-Orient, en est un bon exemple[i]. Il s'agissait d'une région très peuplée mais, malgré certaines traces de sols cultivés, ses premières concentrations urbaines n'offrent aucun indice de l'existence de champs labourés régulièrement du type de ceux qui laissent une signature archéologique incontournable. La gamme de leurs modes de subsistance, nous l'avons vu, était d'une diversité exceptionnelle : chasse et cueillette en milieu aquatique, collecte de roseaux et de carex sauvages, pâturages ovins, caprins et bovins en période de décrue. La population en était dense et prospère mais ce n'était pas une population agricole. « Plutôt que de supporter un modèle d'évolution sociale reposant sur des cultures céréalières irriguées, ces noyaux proto-urbains se caractérisaient – c'est ce que l'on peut penser aujourd'hui – par une dynamique d'implantation […] partant d'une dépendance opportuniste à l'égard de la biomasse littorale9. » Les zones humides engendraient des richesses et des centres urbains, mais elles n'ont vu surgir l'État qu'après plus d'un millénaire. Contrairement à l'uniformité des paysages marqués par les labours, la diversité exubérante des modes de subsistance dans les zones humides n'était pas favorable à la formation de l'État. Afin de confirmer le soupçon que les grands deltas fluviaux n'étaient pas propices à l'émergence de l'État, il suffit de penser au delta du Nil. C'est bien en amont de cette région peuplée et riche en ressources que les premiers États égyptiens ont fait leur apparition. Loin d'être propice aux entités étatiques, le delta du Nil était considéré comme une zone d'hostilité et de résistance à l'État. Comme la population des zones humides mésopotamiennes, ses habitants vivaient sur des « dos de tortues », pratiquaient la pêche, cueillaient des roseaux et consommaient des coquillages, sans guère recourir à l'agriculture ; ils étaient extérieurs à l'Égypte dynastique.

Les berceaux des premiers États installés sur les rives du fleuve Jaune étaient situés eux aussi en amont et non pas dans les territoires turbulents et instables du delta. La culture du millet a été tout aussi essentielle à la formation initiale de l'État en Chine que le blé et l'orge à celle des États mésopotamiens. Les incarnations successives de l'État chinois ancien migraient pour ainsi dire d'un territoire riche en lœss à un autre, évitant tout à la fois les zones montagneuses (pays des barbares « de l'intérieur ») qui les délimitaient et le delta du fleuve Jaune, avec toute sa complexité et sa diversité.

Quand les céréales font l'État

Il est frappant de constater que la base de subsistance de tous les premiers grands États agraires de l'antiquité – Mésopotamie, Égypte, vallée de l'Indus, fleuve Jaune – est partout à peu près la même. Ce sont tous des États céréaliers reposant sur le blé, l'orge et, dans le cas du fleuve Jaune, le millet. Ceux qui leur ont succédé au fil du temps ont répété le même schéma, même si la liste des cultures de base s'est élargie au riz irrigué et, dans le Nouveau Monde, au maïs. On pourrait considérer que l'empire Inca constitue une exception partielle à cette règle, étant donné qu'il dépendait à la fois du maïs et de la pomme de terre, mais le maïs semble y avoir dominé en tant que base fiscale[j]. Dans un État céréalier, une ou deux céréales fournissaient la principale source d'amidon alimentaire, la principale unité d'imposition en nature et la base d'un calendrier agraire hégémonique. Ces États étaient confinés aux niches écologiques caractérisés par la présence d'eau et de sols alluviaux. Encore une fois, il faut mettre ici l'accent sur la notion de « possibilisme » chère à Lucien Febvre ; ce type de niche était nécessaire à la formation de l'État (et elle pouvait être renforcée par un aménagement du territoire sous forme de canaux et de terrasses, par exemple), mais elle n'était pas suffisante10. Et dans ce cas, comme nous l'avons vu, la concentration démographique n'a pas nécessairement coïncidé avec l'émergence de l'État ; tant que n'existait pas une culture céréalière de grande ampleur, l'abondance en ressources des zones humides pouvait aboutir à une urbanisation précoce et au développement du commerce, mais pas à la formation de l'État11.

Mais pourquoi les céréales ont-elles joué un rôle aussi important dans l'émergence des premiers États ? Après tout, d'autres plantes, en particulier des légumineuses telles que les lentilles, les petits pois et les pois chiches, ont été domestiquées au Moyen-Orient, de même que le taro et le soja en Chine.

Pourquoi n’ont-ils pas servi de base à la formation de l’État ? Plus généralement, pourquoi n’existe-t-il historiquement aucun « État de la lentille », du pois chiche, du taro, du sagou, de l’arbre à pain, de l’igname, du manioc, de la pomme de terre, de la cacahuète ou de la banane ? Nombre de ces cultivars fournissent plus de calories par unité de terre que le blé et l’orge ; certains nécessitent moins d’efforts et, seuls ou en combinaison, ils pourraient fournir une base nutritive comparable. Autrement dit, nombre d’entre eux satisfont tout aussi bien que les céréales les réquisits agrodémographiques de densité de la population et de valeur nutritive. Seul le riz irrigué les dépasse en termes de concentration pure de valeur calorique par unité de terre[k].

Je crois que la clé du lien entre l’État et les céréales, c’est le fait que seules ces dernières peuvent servir de base à l’impôt, de par leur visibilité, leur divisibilité, leur « évaluabilité », leur « stockabilité », leur transportabilité et leur « rationabilité ». Des cultures comme les légumineuses, les tubercules et d’autres plantes sources d’amidon possèdent certaines de ces qualités adaptées aux exigences de l’État, mais aucune ne les possède toutes. Afin d’apprécier les avantages uniques des céréales, il faut se mettre à la place d’un collecteur d’impôts de l’Antiquité, qui privilégiait avant tout la facilité et l’efficacité de l’appropriation de l’excédent.

Le fait que les céréales poussent au-dessus du sol et mûrissent toutes à peu près au même moment facilitait considérablement les prélèvements fiscaux. Si l’armée ou les fonctionnaires du fisc intervenaient au bon moment, ils pouvaient couper, faire battre et confisquer une récolte entière en une seule opération. Pour une armée d’invasion, les céréales simplifiaient énormément la pratique de la terre brûlée ; les soldats pouvaient incendier les champs prêts à être moissonnés et pousser les cultivateurs à la fuite ou les réduire à la famine. Mieux encore, le percepteur ou l’ennemi pouvait simplement attendre que le grain ait été battu et stocké et confisquer tout le

contenu des greniers. Dans le cas de la dîme médiévale, le cultivateur était censé lier le grain non battu en gerbes dans son champ, permettant ainsi au collecteur d'en prélever une sur dix.

Comparons cette situation avec, par exemple, celle des agriculteurs dont la culture de base est une tubercule telle que la pomme de terre ou le manioc. Il s'agit de plantes qui mûrissent en une année, mais qui peuvent sans problème être laissées en terre un an ou deux. Elles peuvent être déterrées en fonction des besoins tandis qu'une partie reste stockée là même où elle a poussé, à savoir sous terre. Si des soldats ou des collecteurs d'impôts voulaient récupérer des tubercules, ils devaient les déterrer un par un, tout comme le faisait l'agriculteur, et obtenaient alors une cargaison de pommes de terre ayant beaucoup moins de valeur (tant au niveau calorique qu'en termes marchands) qu'une charrette de blé, et en outre plus susceptible de pourrir assez rapidement[1]. Lorsque Frédéric le Grand de Prusse ordonna à ses sujets de cultiver des pommes de terre, il comprenait bien que des planteurs de tubercules ne seraient pas une proie facile pour des armées ennemies12.

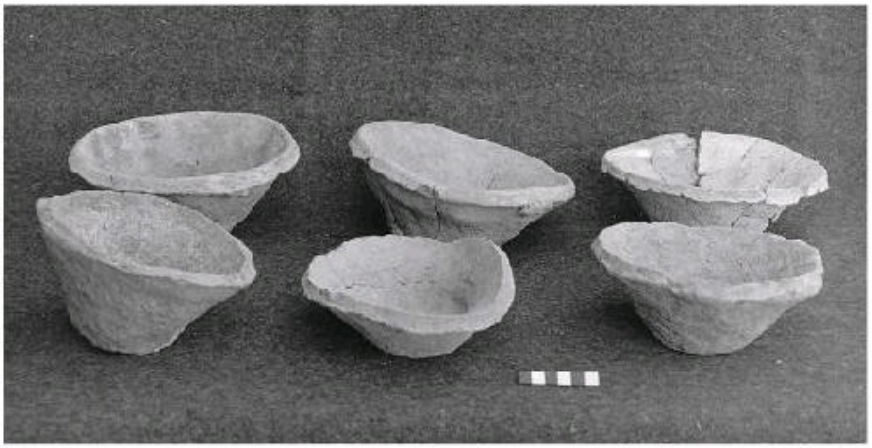
La maturation simultanée « hors sol » des grains de céréales présentait l'avantage inestimable d'être parfaitement lisible et évaluable par le fisc. Ce sont ces caractéristiques qui ont fait du blé, de l'orge, du riz, du millet et du maïs des cultures *politiques* par excellence. Un fonctionnaire des impôts était généralement capable de classifier les champs en termes de qualité des sols et, connaissant le rendement moyen d'une céréale donnée sur tel ou tel type de sol, pouvait ainsi estimer le montant de la taxation. Si un ajustement était requis d'une année à l'autre, il suffisait d'inspecter les champs et de prélever un échantillon sur une parcelle représentative juste avant la moisson afin d'obtenir un rendement estimé sur l'année en cours. Comme nous allons le voir, les autorités s'efforçaient d'augmenter les rendements des cultures et leur taxation en nature en imposant des techniques agricoles spécifiques ; en Mésopotamie, elles encourageaient le labourage répété de façon à briser les grosses mottes de terre et plusieurs hersages de façon à consolider les racines et améliorer l'apport de nutriments. Le fait est qu'avec l'introduction des

céréales et la préparation des sols, la plantation, l'état des cultures et le rendement final étaient plus visibles et mieux évaluables. On peut comparer cette situation avec, par exemple, les tentatives d'évaluer et de taxer l'activité commerciale des acheteurs et des vendeurs sur un marché. L'une des raisons de la stigmatisation officielle de la classe des marchands en Chine et de la méfiance à leur égard tenait au fait que leur richesse, contrairement à celle du riziculteur, était illisible, dissimulable et fuyante. On pouvait taxer un marché ou percevoir des péages sur une route terrestre ou fluviale où biens et transactions étaient plus transparents, mais la taxation des commerçants était le cauchemar du percepteur.

Lorsqu'il s'agit de mesurer, de diviser et d'évaluer, le simple fait qu'une récolte de céréales se compose en fin de compte de petites graines, avec ou sans tégument, présente d'énormes avantages sur le plan administratif. De même que les grains de sucre ou de sable, les céréales sont divisibles presque à l'infini, jusqu'à atteindre des fractions minuscules, tandis que leur poids et leur volume sont mesurables avec précision à des fins comptables. Les unités de volume et de poids des céréales servaient d'étalon commercial et fiscal par rapport auquel on calculait la valeur des autres marchandises, y compris le travail. La ration alimentaire journalière de la classe la plus humble de travailleurs à Umma, en Mésopotamie, était presque exactement de deux litres d'orge mesurés dans des bols biseautés, qui comptent parmi les vestiges archéologiques les plus courants.

Mais pourquoi n'existe-t-il pas un État du pois chiche ou de la lentille ? Il s'agit après tout de plantes nutritives qui peuvent être cultivées de façon intensive et qui produisent de petites graines pouvant être séchées, se conservant bien, et facilement divisibles et mesurables en petites quantités, tout comme les rations de céréales. Or, de ce point de vue, l'avantage décisif des grains de céréales, c'est leur croissance déterminée et donc leur maturation quasiment simultanée. Du point de vue d'un collecteur d'impôts, le problème de la plupart des légumineuses, c'est qu'elles viennent à maturation de façon continue sur une longue période. Tels les haricots ou les petits pois, elles peuvent être cueillies au fur et à mesure qu'elles portent

fruit : si le percepteur arrive trop tôt, une bonne partie de la récolte n'aura pas encore mûri, et s'il arrive trop tard, le contribuable en aura probablement consommé, dissimulé ou vendu une bonne partie. Le type d'intervention ponctuelle pratiquée par les collecteurs d'impôts fonctionne mieux avec les cultures à maturation déterminée. De ce point de vue, les cultures céréalières du Vieux Monde étaient en quelque sorte préadaptées à la formation de l'État. Dans le Nouveau Monde – à l'exception du cas hybride du maïs, que l'on peut soit récolter de façon continue soit laisser mûrir et sécher dans les champs –, on ne trouve pas ou peu de cultures déterminées et à maturation simultanée en champs homogènes et on n'y connaît donc aucune des traditions de fêtes des moissons qui dominent le calendrier agricole de l'Ancien Monde. Ce qui amène à se demander si les premiers cultivateurs néolithiques n'auraient pas activement sélectionné les plantes à maturation déterminée ; et, dans l'affirmative, pourquoi la maturation déterminée des pois chiches et des lentilles n'a pas été sélectionnée de la même manière.



Bols à bords biseautés (pour rations alimentaires ?).
(avec l’aimable autorisation de Susan Pollock)

Cela dit, même dans ces conditions, la taxation des céréales ne peut pas être une science exacte. S’il est vrai qu’une céréale donnée, une fois plantée, connaît une maturation simultanée, la saisonnalité permet souvent de varier les dates de plantation, ce qui implique que différents champs peuvent arriver à maturation à des époques légèrement différentes. Il arrivait aussi qu’un cultivateur souhaitant frauder le fisc moissonne subrepticement une partie de sa récolte avant sa maturation complète afin d’échapper à l’impôt. Les États archaïques s’efforçaient, dans la mesure du possible, d’imposer un calendrier de plantation à chaque région ou secteur. Dans le cas des rizières inondées, toutes les parcelles se retrouvaient sous l’eau à peu près en même temps, et c’était exclusivement ce moment qui dictait le calendrier de (trans-)plantation, sans parler du fait que le riz est la seule culture qui pousse dans de telles conditions.

Par ailleurs, les céréales se prêtent bien au transport en vrac. Même dans les conditions de l’époque archaïque, une charrette de céréales pouvait voyager sans perte de valeur sur une distance plus grande que presque tous

les autres produits alimentaires. Et là où le transport par voie d'eau était possible, on pouvait charrier de grandes quantités de céréales sur des distances appréciables, augmentant ainsi considérablement la surface du territoire agricole susceptible d'être contrôlé et imposé par l'État. Un document datant de la Troisième Dynastie d'Ur (Ur III, à la fin du troisième millénaire av. J.-C.) mentionne des barges transportant la moitié de toute la récolte d'orge de la région d'Ur vers les greniers royaux13. Encore une fois, du point de vue du percepteur mésopotamien antique – et d'ailleurs aussi de celui de ses homologues jusqu'au XIXe siècle –, la coexistence d'un État agraire et d'un fleuve ou d'un littoral navigables était une bénédiction. Rome, par exemple, trouvait moins cher de se faire livrer des céréales (venant généralement d'Égypte) et du vin à travers la Méditerranée que de les faire venir en chariot par voie terrestre dès lors que la distance à parcourir dépassait cent cinquante kilomètres environ14.

Les céréales, du fait de leur valeur plus élevée par unité de volume et de poids par rapport à presque tous les autres aliments, ainsi que de leur relative facilité de stockage, étaient une culture idéale tant du point de vue de l'impôt que de la subsistance. On pouvait les décortiquer au dernier moment. Elles constituaient une ration parfaite pour les ouvriers et les esclaves et étaient le produit le plus adéquat à payer un tribut, et alimenter troupes et garnisons, combattre une pénurie ou une famine, ou bien nourrir une ville tout en résistant à un siège. Les céréales étaient bien le nerf de l'État antique et il est difficile d'imaginer ce dernier sans elles.

Là où la culture des céréales – et avec elle la fiscalité agraire – n'avait plus cours, la puissance de l'État commençait à décliner. Le pouvoir des premiers États chinois était confiné aux bassins de drainage arables des fleuves Jaune et Yangzi. Les territoires situés au-delà de ce pré carré écologique et politique de la riziculture irriguée et de l'agriculture sédentaire étaient peuplés par des pasteurs, des chasseurs-cueilleurs et des cultivateurs itinérants difficiles à taxer parce que mobiles. Les anciens Chinois les définissaient comme des barbares « crus », pas encore « inscrits sur la carte »

de l’Empire. Le territoire de l’Empire romain, malgré toutes ses ambitions expansionnistes, ne dépassait guère la frontière des cultures céréalières. Au nord des Alpes, la domination romaine se concentrait autour de ce que les archéologues appellent la zone de La Tène, du nom du site suisse où ont été trouvés ses premiers artefacts ; la population y était plus dense, la production agricole plus substantielle et les villes plus grandes (culture des *oppida*). En dehors de cette zone s’étendait « l’Europe de Jastorf », faiblement peuplée et caractérisée par le pastoralisme et la culture sur brûlis15.

Voilà qui nous rappelle de façon salutaire que la majeure partie du monde et de sa population existait alors en dehors du périmètre des premiers États céréaliers. Ces derniers n’occupaient qu’une niche écologique étroite favorisant l’agriculture intensive. Au-delà de leur horizon, on trouvait toute une gamme d’activités que l’on pourrait désigner comme pratiques de subsistance « non appropriables », dont les plus importantes étaient la chasse et la cueillette, la pêche et la collecte de ressources maritimes, l’horticulture, la culture itinérante et l’élevage spécialisé.

Aux yeux d’un collecteur d’impôt travaillant au service de l’État, il s’agissait de formes de subsistance fiscalement stériles ; le coût de leur contrôle excédait les revenus potentiels. Chasseurs, cueilleurs et exploiteurs des ressources maritimes étaient si mobiles et dispersés et leurs « récoltes » si diverses et si périssables, qu’il était pratiquement impossible de les recenser, sans parler de les taxer. Les horticulteurs, qui ont sans doute domestiqué racines et tubercules bien avant l’émergence de la céréaliculture, pouvaient dissimuler une petite parcelle dans la forêt et laisser une bonne partie de leur récolte en terre jusqu’au moment où ils en avaient besoin. Ceux qui pratiquaient la culture sur brûlis semaient souvent des céréales, mais leurs champs comprenaient généralement des dizaines de cultivars à maturation variable. En outre, ces cultures se déplaçaient au bout de quelques années et, parfois, les cultivateurs les suivaient dans cette migration. L’élevage spécialisé, que l’on perçoit comme une excroissance de l’agriculture, posait au percepteur potentiel un problème similaire de mobilité et de dispersion. L’Empire ottoman, fondé par des peuples pastoraux, avait énormément de

mal à taxer les éleveurs. Il essayait de prélever l'impôt à un moment de l'année où ces derniers devaient cesser de nomadiser afin de procéder à l'agnelage et à la tonte, mais même cette opération posait de gros problèmes logistiques. C'est ce qu'observe le spécialiste de la domination ottomane Rudi Lindner : « Le rêve ottoman d'un paradis sédentaire permettant de prélever un revenu prévisible auprès d'agriculteurs pacifiques ne prenait pas en compte les pasteurs nomades. » « Les nomades s'adaptaient aux variations des zones climatiques de façon à maximiser leur accès aux meilleurs pâturages et aux ressources en eau douce ; c'est pourquoi ils étaient toujours en mouvement16. »

D'une manière ou d'une autre, les populations non céréalières – à savoir la majeure partie du monde – incarnaient des formes de subsistance et d'organisation sociale extrêmement rétives à l'impôt du fait de leur mobilité physique, de leur dispersion, de la taille très variable des groupes et des communautés qui les composaient ainsi que de la diversité et de l'invisibilité de leurs ressources, disséminées sur plusieurs espaces. Pour autant, il ne s'agissait pas de populations isolées et autarciques. Bien au contraire, comme nous l'avons vu, elles s'adonnaient énergiquement à l'échange et au commerce entre elles. Mais ces échanges n'étaient pas imposés et reposaient sur des formes de troc et de commerce de biens recherchés entre différentes zones écologiques, le tout à l'avantage mutuel de chacune des parties. Ceux qui pratiquaient des formes spécifiques de subsistance étaient souvent considérés comme des êtres totalement à part, malgré les échanges commerciaux que l'on pouvait avoir avec eux. Selon les Romains, par exemple, les barbares se distinguaient tout particulièrement par le fait qu'ils mangeaient de la viande et des produits laitiers, et non des céréales. Selon les Mésopotamiens, les « barbares » Amorites étaient tout à fait extravagants parce que, disait-on, « ils ne connaissent pas les céréales […] mangent de la viande crue et n'enterrent pas leurs morts17 ».

Les diverses formes de subsistance que je viens de décrire ne doivent pas être conçues comme des catégories autonomes et imperméables entre elles. Les communautés humaines ont toujours été capables de passer d'un mode de

subsistance à un autre et de concocter des pratiques hybrides qui défient les catégorisations trop simplistes. Il ne faut pas non plus négliger la possibilité que le choix de telle ou telle pratique de subsistance ait fréquemment été un choix politique – une décision quant à l'attitude d'un groupe à l'égard de l'État.

Quand les murailles engendrent l'État : protection et confinement

Vers le milieu du troisième millénaire avant notre ère, la plupart des villes de Basse Mésopotamie étaient entourées de murailles, première carapace défensive développée par l'État. Bien que ces sites urbains aient généralement été de taille modeste – entre dix et trente-trois hectares en moyenne –, la construction et la préservation d'un périmètre défensif, même quand elles se réalisaient par étapes, exigeaient un travail intensif. Au niveau le plus élémentaire, ce que nous dit un mur, c'est qu'il y a derrière lui quelque chose de précieux méritant d'être protégé ou tenu hors de portée de ceux qui sont à l'extérieur. L'existence de murs d'enceinte est un indicateur infaillible de la présence d'une agriculture sédentaire et de stocks d'aliments. Et, comme pour confirmer cette association, lorsqu'une cité-État de ce type s'effondrait et que ses murailles étaient détruites, il était fréquent que l'agriculture sédentaire disparaisse elle aussi de son ancien territoire. C'était une pratique courante des conquérants que d'abattre les murs de la cité vaincue. La présence de ressources fixes, concentrées, convoitées et vulnérables au pillage engendrait de toute évidence une puissante incitation à les défendre. Leur concentration dans l'espace permettait de mieux les protéger, et leur valeur justifiait cet effort. Quant aux paysans, préserver leurs champs, leurs vergers, leurs maisons, leurs greniers et leur bétail était une question de vie ou de mort. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que dans l'épopée de Gilgamesh, le roi fondateur érige des murailles autour de la ville afin de protéger son peuple. Si l'on s'en tenait à cette seule prémisse, on pourrait voir l'émergence de l'État comme une création conjointe – une sorte de contrat

social ? – entre des sujets cultivateurs et leur chef (associé à ses guerriers et ses ingénieurs) visant à défendre leurs récoltes, leur bétail et leurs familles face aux incursions d'autres cités-États ou de peuples sans État.

Mais l'affaire est plus complexe. De même qu'un agriculteur peut avoir à défendre ses récoltes contre des prédateurs humains et non humains, les élites étatiques ont un puissant intérêt à préserver les piliers de leur pouvoir : une population de cultivateurs et ses greniers, leurs privilèges et leur richesse, leur autorité politique et rituelle. Comme Owen Lattimore et d'autres l'ont observé à propos de la Chine, la Grande Muraille (les Grandes Murailles, en réalité) a été érigée tout autant dans le but de confiner les paysans contribuables à l'intérieur de l'Empire que dans celui de maintenir les barbares (nomades) à l'extérieur. Les murailles de la ville étaient donc destinées à sécuriser les fondamentaux de la préservation de l'État. Les murs dits anti-Amorites qui se dressaient entre le Tigre et l'Euphrate servaient peut-être plus à maintenir les cultivateurs à l'intérieur de la « zone » étatique qu'à la protéger des Amorites (qui, de toute façon, étaient déjà installés en nombre important dans la région). Un spécialiste de la question soutient que la construction de ces murs découlait de la centralisation accrue d'Ur III et qu'ils servaient soit à contenir des populations mobiles fuyant le contrôle de l'État, soit à se défendre contre des populations expulsées de force. Quoi qu'il en soit, les murailles « visaient à définir les limites du contrôle politique[18] ». La validité de cette hypothèse du contrôle et du confinement des populations en tant que motif et fonction essentiels des murs d'enceinte dépend en grande partie de la possibilité de démontrer que l'exode des sujets de l'État antique était une réelle préoccupation des autorités – thème que j'aborderai au chapitre 5.

Quand l’écriture engendre l’État : comptabilité et lisibilité

> « Être gouverné, c’est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. »
>
> Pierre-Joseph PROUDHON

Les paysanneries, ayant une longue expérience du rapport à l’État, ont toujours su que l’appareil d’État était une machine à archiver, à enregistrer et à mesurer. C’est pourquoi, lorsqu’un fonctionnaire chargé des levés topographiques venait les visiter avec son goniographe, ou que les recenseurs venaient avec leurs planchettes à pince et leurs questionnaires pour enquêter sur les ménages, les sujets de l’État savaient que cela n’annonçait rien de bon : conscription, travail forcé, saisies de terres, impôt de capitation ou taxes foncières. Ils comprenaient intuitivement que derrière la machinerie coercitive s’amoncelaient des piles de paperasse : listes, documents, rôles d’imposition, registres de population, règlements, réquisitions, ordres – une paperasserie dont le caractère ésotérique les dépassait en général complètement. Étant donné leur ferme conviction que les documents écrits étaient liés à la source de leur oppression, il n’est pas étonnant que la première initiative de nombres de rébellions paysannes ait été d’incendier les archives locales où ces documents étaient conservés. Les paysans saisissaient bien le fait que c’était à travers ses registres et ses livres de compte que l’État *voyait* son territoire et ses sujets, et ils supposaient implicitement qu’*aveugler*

l'État pouvait mettre fin à leurs maux. Comme le dit fort bien un vieil adage sumérien : « Ce n'est rien d'avoir un roi ou un seigneur, l'homme à craindre, c'est le collecteur d'impôts19. »

Entre 3300 et 2350 environ avant notre ère, la Basse Mésopotamie fut le berceau non pas d'une seule mais de plusieurs expériences de création d'États liés entre eux. À l'instar de la période des Royaumes combattants en Chine ou des cités-États grecques, elle fut le théâtre d'affrontements entre cités rivales aux fortunes respectives changeantes. Mentionnons parmi les plus connues Kish, Ur et surtout Uruk. Il s'est alors produit quelque chose de tout à fait remarquable et inédit. D'un côté, une série de petits groupes de prêtres, d'hommes de guerre et de chefs locaux s'employèrent à renforcer et institutionnaliser des structures de pouvoir qui, jusqu'alors, n'avaient connu d'autre idiome que celui de la parenté. Ce qu'ils créaient ainsi pour la première fois ressemblait fort à ce que nous appellerions un État, même s'ils ne l'auraient sans doute pas conçu en ces termes. De l'autre, des milliers de cultivateurs, d'artisans, de commerçants et de travailleurs se virent pour ainsi dire convertis en sujets et, à cette fin, comptabilisés, taxés, enrôlés, mis au travail et subordonnés à une nouvelle forme de contrôle.

C'est à peu près à ce moment-là que l'écriture fit son apparition[m]. Cette coïncidence entre l'émergence des premiers États et celle des premiers systèmes scripturaux pourrait induire une conclusion fonctionnaliste grossière, à savoir l'idée que les inventeurs de l'État ont aussi inventé les formes de notation indispensables à l'art de gouverner. On ne doit pourtant pas hésiter à affirmer qu'il est impossible de concevoir les États, y compris les plus anciens, sans une technologie systématique d'archivage numérique, quand bien même elle prendrait la forme de successions de nœuds sur une cordelette (les *quipu* des Incas). La première condition de l'appropriation étatique (quel qu'en soit l'objet) est nécessairement un inventaire des ressources disponibles – population, terres, rendement des cultures, bétail, réserves stockées disponibles. Sauf que ce type d'information, à l'instar des relevés cadastraux, n'est qu'un instantané bien vite dépassé. Au fur et à

mesure que progresse l'effort d'appropriation, il faut constamment mettre à jour les registres de livraisons de céréales, de corvées effectuées, de réquisitions, de reçus, etc. Dès qu'une entité politique embrasse ne serait-ce que quelques milliers de sujets, une certaine forme de notation et de documentation allant au-delà de la simple mémoire et de la tradition orale devient nécessaire.

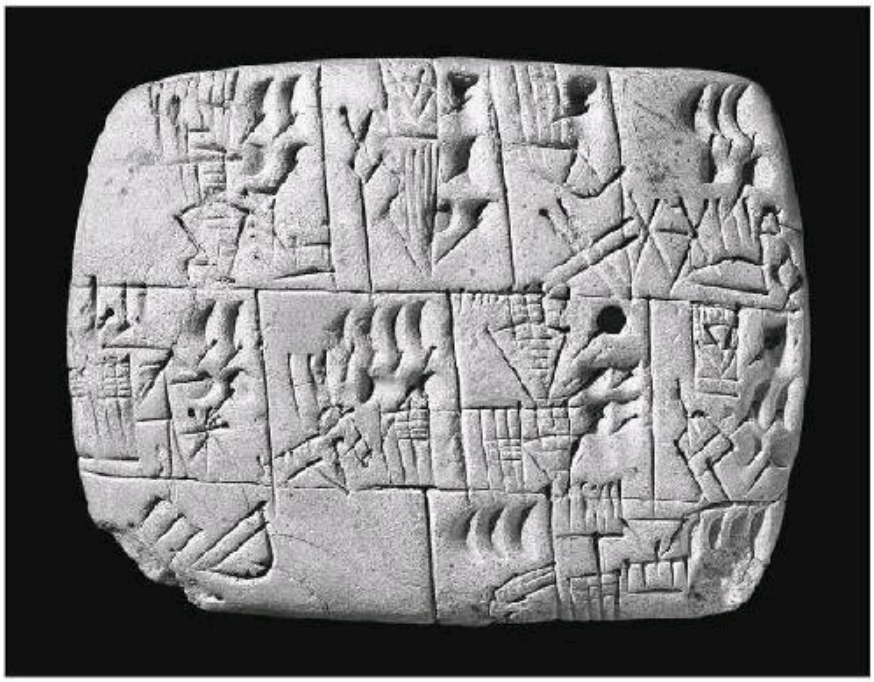
Ce lien fondamental entre administration étatique et écriture est d'autant plus plausible qu'il semble bien qu'en Mésopotamie, l'écriture ait été essentiellement utilisée à des fins de comptabilité pendant plus de cinq siècles avant de commencer à refléter les gloires civilisationnelles auxquelles on l'associe généralement : littérature, mythologies, panégyriques, listes et généalogies royales, chroniques et textes religieux[n]. La magnifique épopée de Gilgamesh, par exemple, date de la Troisième Dynastie d'Ur (vers 2100 av. J.-C.), un millénaire après les premiers usages de l'écriture cunéiforme à des fins administratives et commerciales.

Que peut-on déduire du précieux stock de tablettes cunéiformes découvertes et traduites par les archéologues quant au fonctionnement concret du pouvoir à Sumer ? Ce qu'elles nous révèlent au minimum, c'est l'effort massif accompli par le biais d'un système de notation en vue de rendre la société, sa main-d'œuvre et sa production lisibles à ses dirigeants politiques et religieux et d'en extraire des céréales et du travail. Certes, nous en savons assez sur les bureaucraties y compris les plus modernes pour être conscients qu'il n'y a pas de relation nécessaire entre ce qui est enregistré dans les archives et ce qui se passe vraiment sur le terrain. Les documents écrits sont souvent falsifiés et manipulés à des fins intéressées ou de façon à flatter des supérieurs. Bien des règlements et des prescriptions méticuleusement consignés dans les archives restent souvent lettre morte sur le terrain. Les registres fonciers peuvent être corrompus, absents ou simplement inexacts. L'ordre du greffe, tout comme l'ordre des parades militaires, masque trop souvent le désordre rampant dans la gestion réelle comme sur le champ de bataille. Mais ce que les archives nous

communiquent, c’est un certain sens de l’organisation utopique, linnéenne, de l’art de gouverner qui s’incarne dans la logique présidant à la tenue des registres, à ses catégories, à ses unités de mesure et, surtout, aux objets qui mobilisent son attention. C’est cette espèce de lueur de désir dans l’œil de l’« État-contremaître » qui est lourde de sens. Expression emblématique de cette aspiration, le symbole même de la royauté à Sumer était « le bâton et la corde », à savoir très probablement les outils de l’arpenteur20. Nous allons voir cette forme d’imagination étatique à l’œuvre à travers un bref examen des pratiques administratives de la Mésopotamie et de la Chine ancienne.

Les premières tablettes administratives d’Uruk (niveau IV), vers 3300-3100 avant notre ère, sont des listes, des listes et encore des listes, principalement de céréales, de main-d’œuvre et de taxes. Les thèmes traités par les tablettes qui nous sont parvenues sont, par ordre de fréquence, l’orge (en tant que ration et objet de taxation), les prisonniers de guerre et les esclaves mâles et femelles21. La question démographique était une préoccupation importante à Uruk IV, puis plus tard dans d’autres centres urbains. Comme dans tous les royaumes antiques, l’augmentation de la population était une obsession souvent plus importante que la simple conquête de nouveaux territoires. C’est sur le nombre des hommes – en tant que producteurs, soldats et esclaves – que reposait la richesse de l’État. La ville d’Umma, une dépendance d’Ur où l’on a découvert une énorme quantité de tablettes datant d’environ 2255 av. J.-C., en est un exemple particulièrement précoce. Elle occupait une surface de cent hectares et accueillait entre dix mille et vingt mille habitants, ce qui représentait beaucoup de gens à administrer. Au cœur du projet de lisibilité d’Umma, un recensement de la population par lieu de résidence, par âge et par sexe servait de base au prélèvement de la capitation, à l’allocation des corvées et à la conscription. Il s’agissait d’un projet « immanent », jamais réalisé dans la pratique, sauf peut-être dans le cas de l’économie des temples et de la main-d’œuvre servile ou semi-servile. Les propriétés foncières, qu’elles aient semble-t-il appartenu au temple ou à des personnes privées, étaient définies par leur taille, la qualité de leurs sols et le rendement potentiel des cultures, le

tout servant de base au calcul de l'impôt. Certaines sociétés sumériennes, en particulier Ur III, ressemblaient à des économies planifiées : elles étaient fortement centralisées (du moins sur le papier, ou plutôt sur les tablettes), militarisées et enrégimentées, à l'instar de ce que nous savons de Sparte en comparaison avec les autres cités-États grecques. Sur l'une de ces tablettes sont enregistrées huit cent quarante rations d'orge, probablement servies dans des bols biseautés – dont a vu qu'ils étaient peut-être produits en masse – qui en contenaient chacun deux litres. Il y est également question de rations de bière, de gruau et de farine. On y mentionne aussi constamment des équipes de travail, soit des prisonniers de guerre, des esclaves ou des travailleurs mobilisés pour la corvée.



Tablette cunéiforme décrivant les stocks et les prélèvements d’un entrepôt.
(avec l’aimable autorisation du British Museum)

La construction des premiers États a entièrement reposé sur les opérations d’uniformisation et d’abstraction requises afin de gérer des unités de main-d’œuvre, de céréales et de terres et des rations alimentaires. La clé de cette uniformisation fut l’invention d’une nomenclature standard répertoriant par écrit toutes les catégories essentielles : reçus, consignes de travail, prestations physiques, etc. La création et l’imposition d’un code écrit sur tout le territoire de la cité-État venait se substituer aux jugements vernaculaires ; l’écriture était une technologie qui abolissait la distance et imposait sa loi dans l’ensemble du royaume. Elle permettait de développer les normes de travail de tâches telles que le labourage, le hersage ou les semis. Il y avait même une espèce de « système de points » qui signalait les crédits et les débits en

matière d'assignation des tâches. On avait aussi des normes de classification et de qualité du poisson, de l'huile et des textiles – ces derniers étant classés en vertu de leur poids et de leur maillage. Bétail, esclaves et travailleurs étaient catégorisés en fonction de leur sexe et de leur âge. On voit ainsi émerger, sous une forme embryonnaire, l'appareil statistique d'un État « appropriateur » visant à extraire le maximum de valeur de son territoire et de ses sujets. Mais la question de savoir si cette forme d'enrégimentement de la société était aussi efficace sur le terrain reste ouverte.

C'est plus d'un millénaire plus tard que l'écriture est apparue en Chine le long du fleuve Jaune. Il est possible qu'elle ait vu le jour initialement dans l'aire culturelle d'Erlitou, même si aucun indice n'en subsiste. Sa forme précoce la plus connue est celle qui s'est développée sous la dynastie des Shang (1600-1050 av. J.-C.), avec les os oraculaires utilisés dans la divination. À partir de cette époque et jusqu'à la fin de la période des Royaumes combattants (476-221 av. J.-C.), elle a été employée de manière continue, en particulier au service de l'administration impériale. Néanmoins, ce n'est qu'avec la fameuse dynastie Qin (221-206 av. J.-C.), aux éphémères velléités réformatrices, que le lien entre écriture et construction de l'État s'est pleinement manifesté. Les Qin, un peu comme Ur III, étaient un régime obsédé par l'ordre et doté d'un fort esprit de système, avec une vision assez exhaustive de la mobilisation totale des ressources. Cette vision était même encore plus ambitieuse, au moins sur le papier. À l'origine, ni en Chine ni en Mésopotamie l'écriture ne fut conçue comme un moyen de représenter le langage.

Une condition préalable à l'uniformisation et à la simplification visée par les Qin fut l'élaboration d'un système scripturaire réformé et unifié éliminant un quart des idéogrammes, les rendant plus rectilignes et les faisant valoir sur l'ensemble de leur territoire. Dans la mesure où ce système n'était pas la transcription d'un dialecte de la langue parlée, il avait une vocation inhérente à l'universalité22. Comme dans d'autres États archaïques, le processus d'uniformisation concernait aussi la monnaie et les unités de poids, de distance et de volume appliquées entre autres choses aux céréales et à la terre.

Le but était d'éliminer un nombre considérable de pratiques locales, vernaculaires et idiosyncrasiques en matière de poids et de mesures, de sorte qu'enfin, le souverain pût avoir une vision claire des ressources matérielles, productives et humaines à sa disposition. Il s'agissait désormais de créer un État centralisé plutôt qu'une simple cité-État se contentant de prélever un tribut occasionnel sur une constellation de villes satellites quasi indépendantes. Sima Qian, historien de la cour sous les Han, se félicitait rétrospectivement des efforts de l'empereur Qin Shang Yang afin de faire de son royaume une austère machine de guerre : « Pour les champs, il a ouvert le *qian* et le *ma* (sentes horizontales et verticales) et tracé des limites. » « Il a égalisé les levées de troupes et les taxes foncières et uniformisé les mesures de capacité, de poids et de longueur23. » Ce fut ensuite le tour des normes de travail et des outils.

Dans le contexte de rivalité militaire régionale avec les petits États concurrents, il était important de tirer le maximum de profit des ressources du royaume. Il fallait donc créer et mettre à jour un inventaire aussi complet que possible de ces ressources, compte tenu des techniques disponibles. Le recensement méticuleux des ménages en vue de faciliter la capitation et la conscription était un signe de puissance, de même qu'une population nombreuse et croissante. Les captifs étaient installés près de la cour et une série de règlements limitaient les mouvements de populations. L'une des caractéristiques de l'art de gouverner des premiers royaumes agraires était de maintenir la population sur place et d'empêcher tout mouvement non autorisé. La mobilité physique et la dispersion ont toujours été les fléaux du collecteur d'impôt.

Heureusement pour ce dernier, la terre ne peut se déplacer. En même temps que les Qin reconnaissaient la propriété foncière privée, ils effectuaient une série de relevés cadastraux sophistiqués reliant chaque parcelle cultivée à un propriétaire/contribuable. Les terres étaient classées en fonction de la qualité des sols, des plantes cultivées et de la variation des précipitations, ce qui permettait aux autorités fiscales de calculer le rendement espéré et de fixer un taux d'imposition. Le système fiscal des Qin prévoyait également

des estimations de la production agricole sur une base annuelle, ce qui permettait, du moins en théorie, d'ajuster les taxes en fonction des récoltes effectives.

Jusqu'ici, nous avons concentré notre attention sur l'effort de l'État afin de dépasser le stade du simple pillage et d'extraire de façon plus rationnelle la force de travail et les ressources alimentaires produites par ses sujets grâce à l'écriture, aux statistiques, aux recensements et à d'autres formes de mesure. Mais ce projet, même s'il était sans doute le plus important, n'était pas la seule politique à travers laquelle l'État s'efforçait de sculpter le paysage d'une société en sorte de la rendre plus prospère, plus lisible et plus accessible à l'appropriation. Si les États archaïques n'ont pas inventé l'irrigation et le contrôle des eaux, ils en ont étendu l'usage et ont construit des canaux visant à faciliter le transport et à accroître la surface des terres céréalières. Chaque fois qu'ils le pouvaient, ils augmentaient à la fois le nombre et la lisibilité de leur population productive en déplaçant et réinstallant de force leurs sujets et leurs prisonniers de guerre. Le concept d'« égalisation des champs » cher aux Qin visait en bonne part à s'assurer que tous les sujets disposaient de suffisamment de terre afin de payer des impôts et de fournir une base démographique à la conscription. Sous les Qin, cette importance de la question démographique est reflétée par le fait que non seulement l'État interdisait l'exode de ses sujets, mais aussi qu'il instituait une politique nataliste, avec des allègements fiscaux en faveur des femmes les plus fécondes et de leurs familles. Le camp de regroupement du Néolithique fut le noyau des premiers États, mais l'art de gouverner de ces derniers reposait en grande partie sur une forme ingénieuse d'aménagement politique du territoire qui facilitait l'appropriation : plus de terres céréalières, une population plus nombreuse et plus concentrée et le logiciel qui allait avec, à savoir un usage de l'écrit rendant le tout plus accessible à l'État. Mais ce sont sans doute aussi ces efforts de façonnage radical de la société qui ont entraîné la perte des États archaïques les plus ambitieux. La Troisième Dynastie d'Ur, avec sa logique d'enrégimentement extrême de la société, dura à peine un siècle, et les Qin seulement quinze ans.

Si l'écriture à ses débuts fut aussi inextricablement liée à la formation de l'État, que se passait-il lorsque l'État disparaissait ? Le peu d'indices que nous possédons suggère qu'une fois éliminée toute cette infrastructure de fonctionnaires, d'archives administratives et de communication hiérarchique, le niveau de l'alphabétisme diminuait considérablement, à supposer qu'il ne disparaissait pas complètement. Rien d'étonnant à cela dans la mesure où, dans les États archaïques, la maîtrise de l'écriture était confinée à une très mince couche de la population, des fonctionnaires pour la plupart. L'historiographie désigne la période allant environ de 1200 à 800 avant notre ère comme les « siècles obscurs » qui virent les cités-États grecques se désintégrer. Lorsque l'écriture réapparut, ce ne fut pas sous l'ancienne forme du Linéaire B, mais sous celle d'un système scripturaire entièrement nouveau emprunté aux Phéniciens. Toutefois, la culture grecque n'avait pas entièrement disparu entre-temps ; elle avait adopté des formes orales, et c'est à cette époque que nous devons *L'Iliade* et *L'Odyssée*, qui ne furent retranscrites que plus tard. Même la fragmentation de l'Empire romain au Ve siècle de notre ère, malgré une culture littéraire plus étendue, entraîna la quasi-disparition de la maîtrise du latin écrit en dehors de quelques établissements religieux. On peut donc supposer que dans les États archaïques, et dans la mesure où l'écriture s'était développée avant tout comme technique de gouvernance, elle était aussi fragile et évanescente que l'État lui-même.

Ne devrions-nous pas dès lors considérer la maîtrise de l'écriture dans les sociétés de l'époque comme une technologie de communication parmi d'autres, de même que l'agriculture n'y était qu'une des nombreuses techniques de subsistance ? Les techniques agricoles étaient connues bien avant d'être largement diffusées, et ce seulement dans des circonstances écologiques et démographiques très spécifiques. Dans le même ordre d'idées, le monde n'était pas plongé dans l'« obscurité » avant l'invention de l'écriture, après laquelle toutes les sociétés l'auraient adoptée ou auraient aspiré à le faire. Les premiers systèmes scripturaux étaient aussi un produit de

la construction de l'État et de la concentration de la population, et leur usage était une question d'échelle. Ils n'étaient pas applicables dans d'autres contextes. Un spécialiste des premiers corpus écrits mésopotamiens a avancé l'hypothèse, certes audacieuse, que dans d'autres régions, les populations auraient résisté à l'écriture du fait de son association fatale avec l'État et l'impôt, de même que le labourage a longtemps été combattu du fait de son association avec le travail pénible :

> « [Pourquoi] toutes les diverses communautés de la périphérie ont-elles rejeté l'usage de l'écriture alors qu'un si grand nombre de cultures documentées par l'archéologie ont été exposées à la complexité de la Basse Mésopotamie ? On pourrait soutenir que ce rejet de la complexité était un acte conscient. Quelle en était la motivation ? […] Peut-être que, loin d'être moins qualifiés intellectuellement pour affronter la complexité, les peuples de la périphérie furent suffisamment intelligents pour se soustraire pendant au moins cinq siècles de plus aux structures de commandement oppressives qui lui étaient associées, dès lors qu'elles leur étaient imposées par la conquête militaire. […] Chaque fois, la périphérie a commencé par rejeter l'adoption de la complexité même après y avoir été directement exposée […] et, ce faisant, elle a évité la cage de fer de l'État pendant un autre demi-millénaire24. »

a. L'irrigation sumérienne, là où elle était utilisée, est désormais considérée comme ayant été bien moins centralisée qu'on ne le pensait auparavant, les tâches élémentaires de creusement des canaux étant faciles à organiser par les communautés locales. Voir Wilkinson, « Hydraulic Landscapes and Irrigation Systems », p. 48. Il semble que ce fut également le cas en Égypte.

b. Il n'est pas facile de savoir ce qui constitue exactement une armée. Pour la Mésopotamie ancienne, on a des descriptions de batailles, d'armes, d'amures et, bien entendu, de butins et de prisonniers de guerre. Les textes témoignent clairement tout à la fois de l'existence de la conscription et des efforts systématiques en vue de l'éviter.

La première référence textuelle non ambiguë à une armée permanente est toutefois plus tardive et date du souverain akkadien Sargon (2334-2279 av. J.-C.) ; Nemet-Rejat, *Daily Life in Ancient Mesopotamia*, p. 231.

c. Nissen, *The Early History of the Ancient Near East*, p. 127. Les preuves archéologiques formelles de l'existence de funérailles des membres de l'élite adviennent plus tard, vers 2700 avant notre ère, et celles concernant l'existence de monarques et d'armées permanentes remontent à 2500. Étant donné qu'il y a très peu de funérailles documentées antérieures à 2700 av. J.-C., la maxime selon laquelle « l'absence de preuve n'est pas la preuve d'une absence » s'applique ici.

d. Avec l'essor du commerce à la fin du deuxième millénaire avant notre ère, des carrefours stratégiques situés sur les routes commerciales terrestres ou fluviales et dépourvus d'arrière-pays rural purent eux aussi servir de berceau à la formation d'un État. Bien plus tard, avec le transport maritime des marchandises en vrac, des centres de commerce privilégiés comme Venise, Gênes, ou Amsterdam allaient pouvoir donner naissance à des États maritimes important de lointaines contrées d'outre-mer une bonne partie de leurs ressources alimentaires.

e. Le cuivre et l'étain étaient sans doute déjà semi-transformés, étant donné que la plaine alluviale ne possédait pas de source de combustible de qualité suffisante pour la fonte de ces métaux.

f. On peut citer comme exceptions évidentes les « goulots d'étranglement » naturels ponctuant les routes commerciales terrestres, tels que les cols de montagne, les gués et les oasis du désert. Le détroit de Malacca, un important foyer de formation d'États en Asie du Sud-Est, est un exemple classique de route maritime passant par un « goulot d'étranglement », situé en l'occurrence sur la première voie commerciale maritime entre l'Inde et la Chine.

g. Un des lecteurs de mon manuscrit me signale que cette affirmation, que je me rappelle fort bien avoir lue dans les premiers paragraphes d'une histoire de la Grande-Bretagne au XIXe siècle, n'est peut-être bien qu'une « légende urbaine ». Je n'ai pas pu retrouver la citation originale, mais je peux l'illustrer de manière plus substantielle. Une diligence relativement rapide (avant les routes asphaltées !) parcourait vraisemblablement une trentaine de kilomètres par jour. La distance de Londres à Edimbourg est d'environ six cent quarante kilomètres, ce qui nous donne un voyage d'une vingtaine de jours. En 1800, un clipper rapide pouvait parcourir près de sept cent trente kilomètres en une seule journée. La distance entre Southampton et Le Cap est d'environ neuf mille cinq cents kilomètres ; avec des vents favorables, cela nous donne un voyage d'un peu plus de treize jours. Pour un clipper plus lent parcourant à peu près quatre cent quatre-vingts kilomètres par jour, cela fait vingt jours. Plus généralement, le coût du transport par bateau dans l'Europe préindustrielle est estimé par un spécialiste à un vingtième du coût du transport terrestre. Par exemple, une cargaison de charbon transporté par voie terrestre au XVIe siècle perdait

6 % de sa valeur par kilomètre, ce qui implique que le transport de charbon sur des distances supérieures à seize kilomètres n'était pas rentable. Les cargaisons de céréales, qui avaient plus de valeur par unité de poids et de volume, ne perdaient que 0,25 % de leur valeur par kilomètre parcouru, ce qui leur permettait de parcourir jusqu'à quatre cents kilomètres avant de cesser d'être rentables. Bien sûr, les menaces de prédation (bandits de grand chemin, brigands, pirates), et donc le coût d'une escorte armée, modifient sensiblement à la baisse ces calculs économétriques abstraits. Voir Meir Kohn, « The Cost of Transportation in Pre-industrial Europe, » chapitre 5 de *The Origins of Western Economic Success. Commerce, Finance, and Government in Pre-industrial Europe*, janvier 2001, www.dartmouth.edu/~mkohn/orgins.html, p. 50-51.

h. Les barrières géographiques sont importantes également sous un autre aspect. Dans la mesure où l'État a besoin d'une forte population de cultivateurs, de travailleurs agricoles, de soldats et de contribuables, il est tout à son avantage que les habitants ne puissent pas s'enfuir même s'ils sont mécontents de leur sort. Comme Robert Carneiro l'a soutenu dans le cas de la Mésopotamie, la population était contenue – Carneiro utilise le terme « circonscrite », et on pourrait même dire « piégée » – par des frontières naturelles difficiles à franchir : mer, marécages, terres arides et montagnes empêchaient les cultivateurs de céréales de prendre le large. Quiconque souhaitait créer un État dans la région disposait ainsi d'une population quasiment captive. Carneiro décrit une situation similaire dans le cas de l'Égypte et des premiers États du fleuve Jaune qui étaient entourés de déserts, contrairement au bassin amazonien ou aux forêts de la côte est de l'Amérique du Nord, par exemple. Même si l'on dispose de nombre d'indices historiques témoignant de passages fréquents de l'agriculture au pastoralisme, à la culture sur brûlis, à la collecte de ressources maritimes et même à la chasse et à la cueillette, l'existence de barrières à la fois géographiques et écologiques et, éventuellement, de populations voisines hostiles, facilitait la tâche des États archaïques au moment d'empêcher leur population de quitter la plaine alluviale. Le problème, dans le cas mésopotamien, c'est qu'il était relativement aisé pour les agriculteurs de passer au pastoralisme si besoin était et qu'il leur suffisait par ailleurs, s'ils voulaient s'enfuir, de migrer vers le nord de la plaine alluviale le long des vallées du Tigre et/ou de l'Euphrate. Carneiro, « A Theory of the Origine of the State ».

i. Une fois encore, je ne fais pas référence ici aux premiers exemples de sédentarité en général mais plutôt aux premiers établissements sédentaires denses et pérennes, futurs berceaux de l'émergence de l'État. En Basse Mésopotamie comme ailleurs, les premiers habitants sédentaires de la plaine alluviale ne pratiquaient pas l'agriculture mais la chasse et la cueillette en tirant profit d'une série d'écosystèmes adjacents aux ressources abondantes. Les premières communautés sédentaires du globe sont sans doute celles appartenant à la culture Jōmon sur le littoral nord-est du Japon, qui remonte à 12000 avant notre ère et est contemporaine de la période natoufienne du Croissant fertile, voire un peu

antérieure. Tout comme l'écosystème décrit par Pournelle, le riche environnement maritime et forestier dont les Jōmon tiraient leurs ressources était aussi facile d'accès que celui des Amérindiens du Nord-Ouest Pacifique.

j. Dans la même famille de « pseudo-céréales », des plantes andines telles que l'amarante et le quinoa ne se prêtaient apparemment guère à la taxation, parce que leurs graines arrivaient à maturité de façon irrégulière et sur une longue période. Alder Keleman, communication personnelle, septembre 2015.

k. Étant donné que les éléments nutritifs dont a besoin le riz irrigué sont transmis par l'eau d'irrigation et non par le sol, la culture du riz nécessite moins de mise en jachère et de fumier animal que, par exemple, la culture du blé ou du maïs pour être viable sur une longue période.

l. J'ai développé la question des implications politiques de la culture des tubercules et des racines d'une part, et de celle des céréales de l'autre dans *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*. J'y fais la distinction entre les cultures « d'État », comme le riz, et les cultures « d'évitement de l'État », comme le manioc et les pommes de terre. J'y soutiens à la fois que l'État dépendait de la céréaliculture sédentaire et que les populations souhaitant échapper à la taxation et au contrôle de l'État adoptaient des stratégies de subsistance comme la culture de racines, la culture sur brûlis – itinérante – et la chasse et la cueillette afin de garder leurs distances. Plus récemment, l'article de J. Mayshar *et al*., « Cereals, Appropriability, and Hierarchy » a mis en avant un raisonnement similaire bien que non identique. Ces auteurs soulignent eux aussi la différence d'« appropriabilité » entre les céréales d'un côté et les racines et tubercules de l'autre, mais ils ne voient pas que bien souvent, c'est un choix politique qui dicte ce que l'on décide de planter et que les États embryonnaires encouragent la culture des céréales, quand ils ne l'imposent pas carrément. S'ils ont raison d'associer les céréales à l'État et à la hiérarchie et les cultures de racines aux sociétés égalitaires et sans État, ils se trompent lorsqu'ils considèrent les stratégies de subsistance comme une donnée primordiale, alors qu'elles sont souvent le produit d'institutions et de choix politiques. Partout où il y a suffisamment d'eau et de terre arable, de nombreux choix sont possibles. En outre, Mayshar et ses coauteurs affirment – apparemment sur la seule base de la théorie institutionnaliste de l'offre de service publics – que des élites bienveillantes ont créé l'État essentiellement pour défendre les stocks de céréales de la communauté contre les « voleurs ». Je pense au contraire que l'État est à l'origine un racket de protection mis en œuvre par une bande de voleurs qui l'a emporté sur les autres. Je suis certes ravi de constater que d'autres chercheurs ont identifié le lien étroit entre le type de cultivars et l'État, mais au risque de paraître mesquin, je continuerai à revendiquer la paternité de cette thèse, formulée six ans auparavant et apparemment passée inaperçue à leurs yeux.

m. Antérieurement à l'émergence de l'État, il existait apparemment un proto-cunéiforme utilisé plusieurs siècles auparavant par d'importantes institutions urbaines –

sans doute des temples – pour consigner les transactions et les répartitions. David Wengrow, communication personnelle, mai 2015.

n. Nissen, « The Emergence of Writing in the Ancient Near East ». Nissen ajoute : « L'émergence de l'écriture telle que nous la décrivons ici ne doit en aucun cas nous amener à proclamer que son invention serait l'une des grandes avancées intellectuelles de l'humanité. Son impact sur la vie intellectuelle ne fut pas si soudain et tranché pour qu'il justifie la distinction entre un âge "préhistorique" obscur et les lumières d'une histoire vouée à l'écrit. À l'époque où l'écriture est apparue, la plupart des évolutions en direction d'un mode de vie plus avancé et plus civilisé étaient déjà en cours. Il semble plutôt que l'écriture ne soit qu'un effet collatéral du développement accéléré d'un mode de vie complexe dans les villes et les États » (p. 360). Voir également Pollock, *Ancient Mesopotamia*, p. 168, qui affirme que le cunéiforme n'était pas en usage pour les hymnes religieux, les mythes, les proverbes ou les cérémonies des temples jusqu'à au moins 2500 avant notre ère.

Chapitre 5

Contrôle des populations, servitude et guerre

« Peuple nombreux, gloire du roi ; baisse de population, ruine du prince. »

Proverbes 14:28

« Si les multitudes se dispersent et ne peuvent pas être retenues, la cité deviendra un monticule de ruines. »

Manuel chinois ancien de gouvernance

« Il est vrai, je l'admets, que [le royaume siamois] est plus étendu que le mien, mais vous devez admettre que le roi de Golconde règne sur les hommes, tandis que le roi de Siam règne sur les forêts et les moustiques. »

Le roi de Golconde à un visiteur siamois,
vers 1680

« Dans une grande maison avec beaucoup de domestiques, les portes peuvent rester ouvertes ; dans une petite maison avec peu de domestiques, les portes doivent être fermées. »

Dicton siamois

L’excès d’épigraphes qui précède a pour but de souligner à quel point la gouvernance antique était préoccupée par l’acquisition et le contrôle d’une masse démographique substantielle. Il ne servait à rien de contrôler une plaine alluviale fertile et bien arrosée si elle n’était pas rendue productive par une population de cultivateurs susceptibles de l’exploiter. Il faut considérer les premiers États comme de véritables « machines démographiques », pour autant que nous reconnaissions que ladite « machine » ne fonctionnait pas très bien et tombait souvent en panne, et pas seulement en raison des ratés de la gouvernance. L’État était tout aussi obsédé par le nombre et la productivité de ses sujets « domestiqués » qu’un berger par la bonne santé de ses troupeaux ou un agriculteur par l’abondance de ses récoltes.

L’impératif de rassembler les hommes, de les installer à proximité du centre du pouvoir, de les y retenir et de leur faire produire un excédent par rapport à leurs propres besoins animait une bonne partie de l’art de gouverner dans le monde antique1. Là où n’existait pas de population sédentaire préexistante pouvant servir de noyau à la formation de l’État, il fallait en créer une à cette fin. C’était le principe directeur du colonialisme espagnol dans le Nouveau Monde, aux Philippines et ailleurs. Les *reducciones,* ces regroupements (souvent forcés) de populations autochtones autour d’un centre d’où rayonnait la puissance espagnole, étaient conçues comme faisant partie d’un projet civilisateur, mais elles remplissaient aussi la fonction, ce qui n’est pas tout à fait anodin, de servir et de nourrir les *conquistadores*. Les centres chrétiens d’évangélisation des populations dispersées – qu’ils fussent catholiques ou protestants – commencèrent de la même manière, en rassemblant une population productive autour de missions d’où rayonnaient les efforts de conversion.

Dans ce contexte, les moyens par lesquels une population était ainsi rassemblée puis amenée à produire un excédent étaient moins importants que le fait même qu’elle génère cet excédent disponible au profit des élites non productrices. Pareil excédent n’existait pas avant que l’État embryonnaire ne se charge de le créer. Autrement dit, tant que l’État n’entreprenait pas d’extraire et de s’approprier cet excédent, toute la productivité additionnelle

était « consommée » en activités récréatives et culturelles. Avant l'émergence de structures politiques plus centralisées tel l'État prévalait ce que Marshall Sahlins a décrit comme le « mode de production domestique2 ». L'accès aux ressources – terres, pâturages, gibier – était ouvert à tous en vertu de l'appartenance à un groupe – une tribu, une bande, un lignage ou une famille – contrôlant lesdites ressources. À moins d'être expulsé, un individu ne pouvait pas se voir refuser l'accès direct et indépendant aux moyens de subsistance dont disposait le groupe, quels qu'ils fussent. Et en l'absence de contrainte ou de possibilité d'accumulation capitaliste, il n'y avait pas d'incitation à produire au-delà des normes locales de subsistance et de bien-être. Autrement dit, au-delà de ce niveau de satisfaction des besoins, il n'y avait aucune raison d'accroître l'intensité du travail agricole et donc sa pénibilité. La logique de cette variante de l'économie paysanne a été illustrée avec force détails empiriques convaincants par A. V. Chayanov, qui a montré entre autres que lorsqu'une famille comptait plus de membres actifs que de personnes à charge non productives, elle réduisait son volume global de travail une fois atteint le niveau de satisfaction requis[a].

Ce qui est important de notre point de vue, c'est que la paysannerie, en supposant qu'elle eût de quoi satisfaire ses besoins fondamentaux, ne produisait pas automatiquement un excédent susceptible d'être approprié par les élites, mais qu'il fallait l'y contraindre. Dans les conditions démographiques de l'émergence des premiers États, lorsque les moyens de production traditionnels étaient encore abondants et non monopolisés, ce n'était que par le biais d'une forme ou d'une autre de travail forcé – corvées, réquisitions de céréales ou d'autres produits, servitude pour dettes, servage, asservissement collectif ou payement d'un tribut, ainsi que diverses formes d'esclavage – que pouvait se constituer un tel excédent. Comme nous allons le voir, chaque État mettait en œuvre sa propre combinaison unique de travail forcé ; mais cette combinaison exigeait de respecter un équilibre délicat entre, d'une part, la maximisation de l'excédent au profit de l'État et, de l'autre, le risque de provoquer un exode massif de la population, surtout lorsque la

frontière était poreuse. Ce n'est que bien plus tard, lorsque le monde sera pour ainsi dire entièrement occupé et que les moyens de production seront détenus à titre privé ou contrôlés par les élites étatiques, que le contrôle des moyens de production (de la terre) suffira à générer un excédent, sans nécessité d'imposer une forme de servitude. Tant qu'il existe d'autres options de subsistance, comme l'a montré Ester Boserup dans un ouvrage classique, « il est impossible d'empêcher les membres des classes subalternes de trouver d'autres moyens de subsistance, à moins qu'ils ne soient réduits individuellement en esclavage. Lorsque la population devient si dense que la terre peut être contrôlée, il devient inutile de maintenir les classes subalternes dans la servitude ; il suffit de priver la population laborieuse du droit d'être des cultivateurs indépendants » – ou bien de pratiquer librement la chasse, la cueillette, l'agriculture sur brûlis ou l'élevage3.

Dans le cas des États archaïques, afin d'entraver durablement la liberté des classes subalternes qui cherchaient à fuir afin d'éviter le travail pénible ou même la servitude, il fallait les retenir à l'intérieur du cœur céréalier du territoire[b]. Mais quels qu'aient été ses efforts en vue de décourager et de punir l'émigration – dont témoignent abondamment les premiers codes juridiques –, dans des circonstances normales, l'État archaïque n'avait pas les moyens d'empêcher un certain degré de déperdition démographique. En période de crise occasionnée, par exemple, par une mauvaise récolte, par des taxes inhabituellement élevées ou par la guerre, cette déperdition pouvait rapidement se transformer en hémorragie. Incapables d'arrêter ce flux, la plupart des États archaïques cherchaient à compenser leurs pertes par divers moyens : la capture d'esclaves à la guerre ou leur achat à des trafiquants, voire la réinstallation forcée de communautés entières à proximité du noyau céréalier.

La population totale d'un État céréalier, en supposant que ce dernier ait contrôlé une quantité suffisante de terre fertile, est un indicateur fiable, sinon infaillible, de sa richesse relative et de ses prouesses militaires. Si l'on met entre parenthèses les avantages conférés par une position favorable aux

abords des routes commerciales ou des voies navigables, ou bien l'existence possible de dirigeants particulièrement habiles, tant les techniques agricoles que la technologie militaire étaient relativement statiques et leur succès dépendait largement de la quantité de main-d'œuvre mobilisable. En général, l'État le plus peuplé était le plus riche et l'emportait militairement sur ses rivaux de taille inférieure. Une preuve à l'appui de ce fait fondamental, c'est que le butin de guerre était plus souvent constitué par des captifs que par du territoire, ce qui signifiait que la vie des vaincus, en particulier celle des femmes et des enfants, était épargnée. Bien des siècles plus tard, Thucydide allait reconnaître cette logique démographique en louant le général spartiate Brasidas d'avoir négocié des capitulations pacifiques, augmentant ainsi la base fiscale et le réservoir de main-d'œuvre de Sparte sans mettre en danger la vie de ses citoyens4.

De même, en Basse Mésopotamie, à partir de la dernière période d'Uruk (3500-3100 av. J.-C.) et pendant les deux millénaires suivants, la guerre ne visait pas tant la conquête de territoires que le regroupement des populations dans le noyau céréalier de l'État. Grâce au travail original et minutieux de Seth Richardson, nous savons que la grande majorité des conflits armés de la région n'opposait pas entre elles les entités urbaines les plus grandes et les mieux connues, mais qu'il s'agissait plutôt de guerres mineures menées par chacune de ces entités afin de conquérir les petites communautés autonomes de leur propre hinterland et d'augmenter leur population laborieuse et donc leur puissance[c]. Les sociétés étatiques s'efforçaient de regrouper les peuples « dispersés » et « non pacifiés » et « d'intégrer leurs clients non étatiques à l'ordre étatique par la force et la persuasion ». Ce processus, observe Richardson, était un impératif permanent dans la mesure où les États subissaient un exode permanent de « leur propre population à cause de et au profit des sociétés non étatiques ». Malgré les prétentions de l'État au contrôle administratif rigoureux de ses sujets, il devait constamment lutter afin de compenser les pertes dues à la guerre et la mortalité en s'efforçant de recruter – essentiellement par la force – de nouveaux sujets parmi les

populations jusqu’alors « non taxées et non réglementées ». Les codes juridiques de la Babylone antique témoignent d’une préoccupation marquée à l’égard des fuyards, qu’ils enjoignent de renvoyer sur leur lieu de travail et de résidence désigné.

L’État et l’esclavage

L’esclavage n’a pas été inventé par l’État. Diverses formes d’asservissement individuel ou collectif étaient largement pratiquées parmi les peuples sans État. En Amérique latine précolombienne, Fernando Santos-Granaros a abondamment illustré l’existence de nombreuses formes de servitude collective, dont beaucoup ont persisté après la conquête aux côtés de la servitude coloniale5. L’esclavage, bien que généralement tempéré par l’assimilation et une mobilité sociale ascendante, était répandu chez les peuples américains autochtones avides de main-d’œuvre. Diverses formes de servitude étaient sans doute aussi connues au Moyen-Orient avant l’apparition des premiers États. Comme ce fut le cas de la sédentarité et de la domestication des céréales, qui ont précédé l’émergence de la forme-État, les États archaïques n’ont fait que développer et consolider l’institution de l’esclavage en tant que moyen essentiel d’augmenter leur population productive et de maximiser l’excédent appropriable.

On ne saurait surévaluer la centralité de la servitude, sous une forme ou une autre, dans le développement de l’État jusqu’à une époque très récente. Comme l’a observé Adam Hochschild, autour de 1800 encore, près des trois quarts de la population mondiale pouvaient être considérés comme asservis6. Tous les premiers États d’Asie du Sud-Est étaient des États esclavagistes et trafiquants d’esclaves ; jusque vers la fin du XIXe siècle, la cargaison la plus précieuse des commerçants malais de l’Asie du Sud-Est insulaire était les esclaves. Les personnes les plus âgées des peuples dits aborigènes (*orang asli*) de la péninsule malaise et des peuples des collines du nord de la Thaïlande mentionnent encore les récits terrifiants de leurs parents et grands-parents des raids de trafiquants d’esclaves7.

À condition de garder à l'esprit la diversité des formes possibles de servitude au fil du temps, on est tenté d'affirmer : « Sans esclavage, pas d'État. » On connaît la fameuse question de Moses Finley : « La civilisation grecque était-elle fondée sur le travail des esclaves ? », à laquelle il répondait par un « oui » retentissant et bien documenté8. Les esclaves constituaient une nette majorité – peut-être même les deux tiers – de la société athénienne et l'esclavage était considéré comme allant de soi ; la question de son abolition n'y fut jamais soulevée. On sait qu'Aristote soutenait que certains peuples, par manque de facultés rationnelles, étaient esclaves par nature et devaient être utilisés comme des outils, à l'instar des animaux de trait. À Sparte, les esclaves constituaient une fraction encore plus importante de la population. La différence, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement, c'était qu'alors que la plupart des esclaves athéniens étaient des prisonniers de guerre issus de peuples non hellénophones, les esclaves de Sparte étaient en majorité des « hilotes », à savoir des cultivateurs grecs conquis chez eux par Sparte et contraints de travailler et de produire collectivement au profit des Spartiates « libres ». Dans ce modèle, l'appropriation d'un complexe céréalier sédentaire préexistant par des créateurs d'États militarisés apparaît de manière nettement plus explicite.

La Rome impériale, une société dont l'extension ne connaissait d'équivalent que celle de la Chine des Han, sa contemporaine extrême-orientale, transforma une bonne partie du bassin méditerranéen en un vaste marché d'esclaves. Chaque expédition militaire romaine était accompagnée d'un cortège de marchands d'esclaves et les simples soldats espéraient devenir riches en vendant ou en rançonnant les captifs dont ils s'étaient personnellement emparés. D'après certaines estimations, la guerre des Gaules aurait rapporté près d'un million de nouveaux esclaves et, au début de l'ère impériale, les esclaves représentaient entre un quart et un tiers de la population de Rome et de l'Italie. L'omniprésence des esclaves en tant que marchandise se reflétait dans le fait que dans le monde classique, un esclave « moyen » pouvait servir d'unité de mesure : à Athènes, il fut une époque (le marché fluctuait) où deux mules valait trois esclaves.

Esclavage et servitude en Mésopotamie

Dans les sociétés urbaines les plus anciennes, les moins bien connues et les plus petites de Mésopotamie, l'existence de l'esclavage et d'autres formes de servitude sont incontestables. Comme le signale Finley : « Le monde d'avant les Grecs, le monde des Sumériens, des Babyloniens, des Égyptiens et des Assyriens, était, en un sens très profond, un monde sans hommes libres, au sens où l'Occident en est venu à comprendre ce concept9. » Mais ce que nous ne savons pas, c'est l'ampleur de cet esclavage, les formes qu'il adoptait et son degré de centralité dans le fonctionnement de la société10. On s'est longtemps accordé à penser que si l'esclavage était indubitablement présent, il s'agissait d'une composante relativement mineure de l'ensemble de l'économie11. Sur la base des indices existants, je me permettrai de contester ce consensus. Même s'il n'y jouait pas un rôle aussi massif et central qu'à Athènes, à Sparte ou à Rome, l'esclavage mésopotamien était crucial pour trois raisons : il procurait la main-d'œuvre du secteur productif le plus important du commerce d'exportation, l'industrie textile ; il fournissait un prolétariat corvéable à merci aux travaux les plus pénibles (comme le creusement de canaux ou la construction de murailles) ; et il constituait à la fois un emblème et une récompense pour les individus jouissant d'un statut d'élite. J'espère que ma thèse sur l'importance de l'esclavage dans les sociétés mésopotamiennes saura convaincre. Dès lors que l'on prend en compte d'autres formes de travail non libre telles que la servitude pour dettes, les déplacements forcés de population et les corvées, il devient difficile de nier l'importance du travail forcé dans la préservation et l'expansion du module « céréales/main-d'œuvre » en tant que noyau dur de l'État.

La controverse sur la centralité de l'esclavage dans la Sumer antique est en partie une question de terminologie. Les opinions divergent parfois parce

qu’il existe un grand nombre de termes susceptibles de signifier « esclave », mais aussi « serviteur », « subalterne », « subordonné » ou « serf ». Néanmoins, des exemples dispersés d’achat et de vente de personnes – l’esclavage-marchandise – sont bien attestés, même si nous ne savons pas jusqu’à quel point ils étaient fréquents.

La catégorie d’esclaves la moins ambiguë était celle des prisonniers de guerre. Étant donné le besoin constant de main-d’œuvre, la plupart des guerres étaient des guerres de capture, dont le succès était mesuré par le nombre et la qualité des captifs – hommes, femmes et enfants. Parmi les nombreuses sources de travail servile identifiées par I. J. Gelb, – esclaves nés dans la maisonnée, esclaves pour dette, esclaves achetés sur le marché auprès de leurs ravisseurs, peuples conquis déplacés de force et réinstallés collectivement, prisonniers de guerre –, ce sont les deux dernières catégories qui semblent les plus significatives12. Toutes deux constituent un butin de guerre. Sur une liste de cent soixante-sept prisonniers de guerre parvenue jusqu’à nous, on rencontre très peu de noms sumériens ou akkadiens (c’est-à-dire autochtones) ; la grande majorité avaient été capturés dans les montagnes et dans des régions situées à l’est du Tigre. En Mésopotamie, au troisième millénaire avant notre ère, un idéogramme signifiant « esclave » combinait le signe de la « montagne » avec le signe de la « femme », en référence aux femmes capturées lors d’incursions militaires dans les hautes terres ou peut-être troquées par des trafiquants d’esclaves en échange de biens marchands. L’idéogramme parent qui associait « homme » ou « femme » à « terre étrangère » se référait sans doute lui aussi aux esclaves. Si le but de la guerre était notamment l’acquisition de captifs, il est dès lors plus logique de considérer que ces expéditions militaires ressemblaient plus à des raids de trafiquants d’esclaves qu’à une guerre conventionnelle.

À Uruk, la seule institution esclavagiste importante et documentée semble avoir été les ateliers textiles supervisés par l’État, qui employaient jusqu’à neuf mille femmes. Celles-ci sont décrites comme des esclaves par la plupart des sources, mais il se trouvait sans doute parmi elles des personnes endettées, des indigentes, des enfants trouvés et des veuves – un peu comme

dans les *workhouses* de l'Angleterre victorienne. Plusieurs historiens de cette période soutiennent que les rangs de la main-d'œuvre textile étaient essentiellement peuplés de femmes et de jeunes gens capturés en temps de guerre, ainsi que des épouses et des enfants des sujets endettés. Les analystes de cette vaste « industrie » textile soulignent à quel point elle était importante pour la position des élites, dont le pouvoir dépendait d'un flux constant de métaux (notamment de cuivre) et d'autres matières premières venant de l'extérieur de la plaine alluviale, qui était pauvre en ressources de ce type. Cette entreprise d'État fournissait la marchandise par excellence susceptible d'être échangée contre ces ressources. Les ateliers textiles constituaient un monde à part, un véritable « goulag » de main-d'œuvre captive sur lequel reposait l'existence d'une couche émergente d'élites religieuses, civiles et militaires. Le nombre des personnes concernées n'était pas insignifiant. D'après diverses estimations, Uruk aurait compté entre quarante mille et quarante-cinq mille habitants en l'an 3000 avant notre ère. Neuf mille ouvrières du textile auraient donc constitué à elles seules plus de 20 % de cette population, nombre qui n'inclut pas les autres prisonniers de guerre et esclaves travaillant dans d'autres secteurs de l'économie. L'approvisionnement de cette main-d'œuvre servile et d'autres travailleurs dépendants de l'État en rations de céréales exigeait un formidable appareil d'évaluation, de collecte et de stockage13.

D'autres documents retrouvés à Uruk se réfèrent fréquemment à la présence de travailleurs non libres, en particulier d'esclaves femmes d'origine étrangère. D'après Guillermo Algaze, il s'agissait là de l'une des principales sources de main-d'œuvre à disposition de l'administration d'Uruk14. Les listes de groupes de travailleurs (étrangers et autochtones) établies par les scribes utilisent les mêmes catégories d'âge et de sexe que celles employées à décrire les « troupeaux d'animaux domestiques contrôlés par l'État ». « Il semblerait donc que dans l'esprit des scribes d'Uruk et aux yeux des institutions qui les employaient, ces travailleurs aient été conceptualisés comme des humains "domestiqués", ayant pratiquement le même statut que les animaux domestiques15. »

Que savons-nous d'autre sur l'organisation, le travail et le traitement des prisonniers et des esclaves ? Nous disposons d'un tableau exceptionnel et assez détaillé de leur condition – malgré le caractère fragmentaire de nos sources – grâce à une analyse attentive du cas de quatre cent soixante-neuf esclaves et prisonniers de guerre amenés à Uruk et détenus dans une « maison de prisonniers » pendant le règne de Rim-Anum (vers 1805 avant notre ère)16. « Il est fort probable qu'il existait aussi des maisons de prisonniers ailleurs en Mésopotamie et dans d'autres régions du Moyen-Orient ancien17. » Cette « maison » fonctionnait comme une sorte d'agence de main-d'œuvre. Les captifs possédaient un large éventail de compétences et d'expériences et étaient assignés à des individus, des temples et des officiers en tant que bateliers, jardiniers, moissonneurs, bergers, cuisiniers, saltimbanques, gardiens d'étable, tisserands, potiers, artisans, brasseurs, mouleurs de céréales, etc. La maison des prisonniers – qui ne fonctionnait apparemment pas elle-même comme un atelier – recevait de la farine en échange du travail fourni. On prenait soin de limiter la taille des équipes de travail et de les déplacer fréquemment afin de minimiser le risque de révolte ou d'évasion.

D'autres documents faisant référence aux esclaves et aux prisonniers de guerre indiquent qu'ils n'étaient pas bien traités. On les représente souvent entravés dans des cangues ou humiliés physiquement. « Sur les sceaux cylindriques, on trouve fréquemment des variantes d'une scène représentant le souverain supervisant ses hommes qui frappent des prisonniers enchaînés à coups de bâton18. » Il est souvent mentionné que certains captifs étaient délibérément aveuglés, mais il est impossible de savoir jusqu'à quel point cette pratique était courante. La preuve la plus convaincante de la brutalité des traitements auxquels était soumise la population servile est le fait que d'après la plupart des spécialistes, elle n'arrivait pas à se reproduire. Dans les listes de prisonniers, le nombre de ceux qui sont répertoriés comme morts est saisissant – même si l'on ne sait pas s'ils étaient victimes de leur transport à marche forcée, d'épuisement au travail ou de malnutrition19. À mon avis, cette gestion négligente et meurtrière d'une main-d'œuvre pourtant fort utile

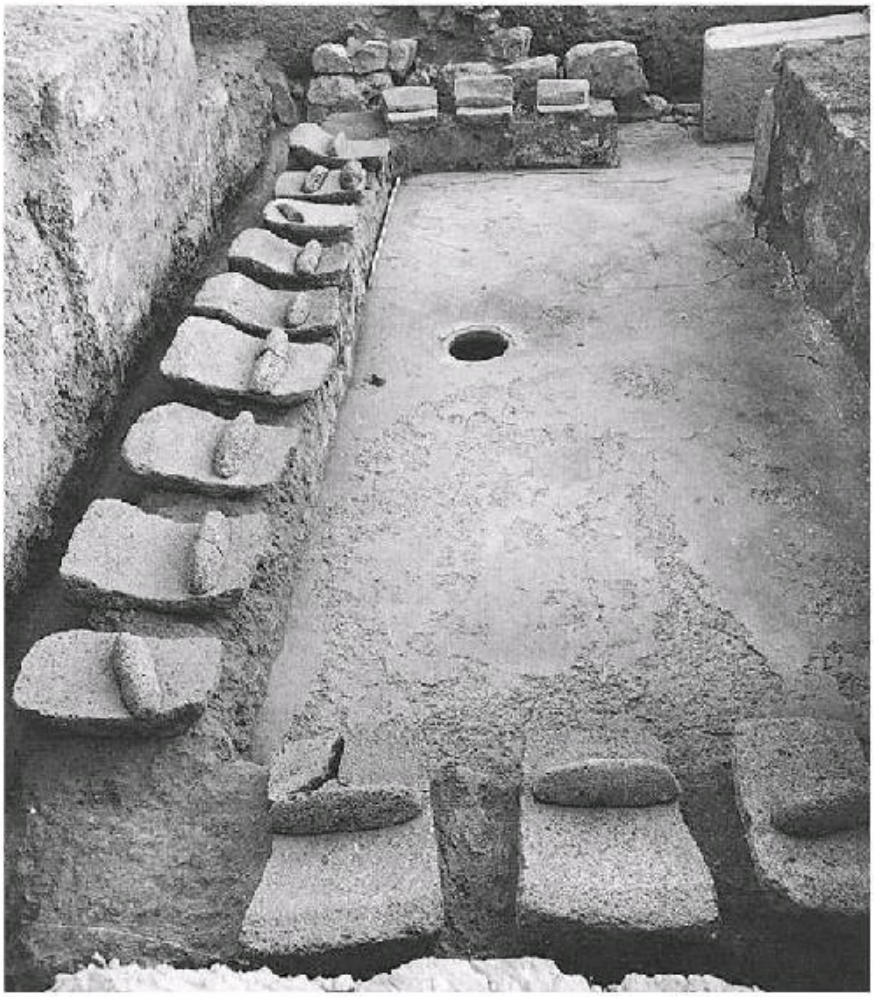
était moins due à un mépris culturel à l'égard des prisonniers de guerre qu'au fait qu'il était relativement aisé de se procurer de nouveaux captifs en grand nombre.

Comme l'on pouvait s'y attendre, c'est la période postérieure à Ur III, sur laquelle nous disposons d'un plus grand nombre de textes cunéiformes, qui nous offre les preuves circonstancielles les plus abondantes de la présence d'esclaves et de captifs. Peut-on extrapoler ces résultats à Ur III ou les appliquer à notre compréhension de la période d'Uruk (vers 3000 ans av. J.-C.) ? Difficile à dire. Durant les périodes postérieures, une bonne partie de l'appareil de « gestion » des esclaves saute aux yeux. Il y avait des chasseurs de primes dont la spécialité était de localiser les esclaves en fuite et de les restituer à leurs maîtres. Les fuyards étaient subdivisés en fugitifs « récents », fugitifs de longue date, fugitifs « décédés » et fugitifs « récupérés », bien qu'il semble que peu d'esclaves en fuite aient été repris20. La plupart de ces sourcesfont mention de populations fuyant une cité à cause de motifs aussi divers que la faim, l'oppression, les épidémies et la guerre. Nul doute que ces populations en fuite comptaient beaucoup de prisonniers de guerre, bien que l'on ne sache pas s'ils retournaient sur leur terre d'origine, s'ils rejoignaient une autre cité – qui les aurait certainement bien accueillis – ou s'ils s'adonnaient au pastoralisme. Quoi qu'il en soit, l'évasion des esclaves était un des objets de préoccupation de la politique mésopotamienne ; on trouvera plus tard dans le fameux code d'Hammourabi une foule de sanctions visant les individus ayant aidé ou encouragé des esclaves à fuir.



Prisonniers avec entraves au cou.
(avec l'aimable autorisation du Dr Ahmed Kamel,
Musée national d'Irak, Bagdad)

On aura une curieuse confirmation de la triste condition des esclaves et des personnes asservies pour dettes à Ur III en lisant à contre-emploi un hymne de l'époque à caractère utopique. La veille de la construction d'un grand temple (en l'occurrence, celui d'Eninnu) avait donné lieu à la suspension rituelle des rapports sociaux « ordinaires » et à l'émergence d'un moment égalitaire radical. Nous disposons d'un texte poétique qui décrit non pas ce qui se passe *mais ce qui ne se passe pas* dans le cadre de cet état d'exception rituel :



Salle de meulage du palais, Elba, début du IIe millénaire.
(source : Postgate, *Early Mesopotamia : Society and Economy at the Dawn of History*)

L’esclave était l’égale de sa maîtresse
L’esclave marchait aux côtés de son maître
L’orphelin n’était pas livré au riche
La veuve n’était pas livrée au puissant
Le créancier ne franchissait pas le seuil de la maison

Il [le souverain] faisait taire la langue du fouet et de l’aiguillon

Le maître ne frappait pas la tête de l’esclave
La maîtresse ne giflait pas le visage de ses esclaves
Il annulait les dettes21

Cette description d’un espace utopique qui abolit les peines ordinaires des pauvres, des faibles et des esclaves nous offre un portrait fort utile des conditions de leur vie quotidienne.

Égypte et Chine

L'existence de l'esclavage en Égypte ancienne – au moins durant l'Ancien Empire (2686-2181 av. J.-C.) – est l'objet d'un vif débat. Je ne suis pas en mesure de trancher la question, qui dépend de toute façon de ce que l'on désigne par le terme « esclavage » et de la période à laquelle on se réfère22. Il s'agit en fait peut-être là, selon les propos d'un commentateur, d'une « distinction sans vraie différence », dans la mesure où les quotas de corvées et de travail forcé exigés des sujets de l'Empire étaient extrêmement lourds. En témoigne ce texte qui encourage ses lecteurs à devenir scribe : « Mieux vaut être un scribe. Cela vous épargne le travail pénible et vous protège de toutes sortes de besognes. Vous n'aurez pas à manier la houe et le hoyau, de sorte que vous n'aurez pas non plus à porter de panier. Personne ne vous obligera à ramer, ce tourment vous sera épargné, car vous ne serez pas sous les ordres de nombreux seigneurs et de nombreux maîtres23. »

Durant la Quatrième Dynastie (2613-2494 av. J.-C.), des guerres de capture sur le modèle mésopotamien éclatèrent et des prisonniers de guerre « étrangers » furent marqués au fer et installés de force sur des « plantations » royales ou auprès d'autres institutions religieuses et politiques avides de main-d'œuvre. Ce que j'en retiens, c'est que bien que l'ampleur des formes les plus anciennes de servitude soit difficile à déterminer, quelque chose ressemblant fort à l'esclavage-marchandise existait déjà sur une vaste échelle pendant le Moyen Empire (2155-1650 av. J.-C). Les campagnes militaires ramenaient en Égypte des captifs possédés et vendus par des marchands d'esclaves. « La demande de chaînes était si grande que les temples ordonnaient régulièrement leur fabrication24. » Les esclaves semblent aussi avoir été transmis par héritage, car les inventaires de patrimoine énumèrent à la fois du bétail et des hommes. La servitude pour dettes était également

fréquente. Plus tard, pendant le Nouvel Empire (XVIe-XIe siècle av. J.-C.), les grandes campagnes militaires menées au Levant et contre les « peuples de la mer » permirent elles aussi de récupérer des milliers de captifs, dont beaucoup furent ramenés en Égypte et massivement réinstallés en tant que cultivateurs ou ouvriers dans des carrières et des mines, où ils finissaient souvent par périr. Certains de ces prisonniers faisaient sans doute partie des constructeurs de tombes royales ayant organisé l'une des premières grèves connues de l'histoire contre les fonctionnaires du palais qui ne leur avaient pas distribué leurs rations. « Nous vivons dans un dénuement extrême […] sans rien à manger. […] Vraiment, nous mourons déjà, nous ne sommes plus en vie », écrivait un scribe en leur défense25. D'autres groupes conquis étaient contraints de fournir un tribut annuel sous forme de livraisons de métal, de verre et, semble-t-il aussi, d'esclaves. De mon point de vue, ce qui demeure incertain dans le cas de l'Ancien et du Moyen Empire n'est pas tant l'existence de quelque chose qui ressemble fort à l'esclavage, mais plutôt son degré d'importance dans la gouvernance de l'Égypte.

Ce que nous savons de la brève dynastie Qin et des premiers Han qui lui ont succédé renforce l'impression que les premiers États étaient des machines démographiques cherchant à maximiser leurs réserves de main-d'œuvre par tous les moyens26, parmi lesquels l'esclavage. Les Qin méritent bien leur réputation de promoteurs précoces d'une forme de domination totale et systématique. Il existait alors des marchés d'esclaves de la même manière qu'il y existait des marchés de chevaux et de bovins. Dans les régions restées hors d'atteinte du contrôle des Qin, des bandits capturaient tous les malheureux qui leur tombaient sous la main et les rançonnaient ou les revendaient sur les marchés d'esclaves. Les capitales des deux dynasties étaient peuplées de très nombreux prisonniers de guerre capturés par l'État, des généraux ou de simples soldats pour leur propre compte. Comme dans la plupart des guerres antiques, les participants aux campagnes militaires pratiquaient l'équivalent de la guerre de course et le butin le plus précieux était les captifs susceptibles d'être vendus. Il semble bien qu'une grande

partie des activités agricoles sous les Qin aient été effectuées par des esclaves captifs réduits en esclavage, des esclaves pour dette et des « criminels » condamnés à la servitude pénale27.

Cependant, la principale technique de captation d'un maximum de nouveaux sujets était la déportation de l'ensemble de la population des territoires conquis – mais surtout des femmes et des enfants. Le centre rituel des captifs était détruit et une réplique en était reconstruite à Xinyang, la capitale des Qin, instaurant ainsi un nouveau centre symbolique. Comme c'était souvent le cas dans les premiers États d'Asie et d'autres régions du monde, la perception des prouesses et du charisme d'un dirigeant était liée à sa capacité à rassembler des multitudes autour du palais.

L’esclavage comme stratégie de « ressources humaines »

> « En fin de compte, la guerre a contribué à une grande découverte : les hommes peuvent être domestiqués au même titre que les animaux. Au lieu de tuer un ennemi vaincu, on peut le réduire en esclavage ; en échange de sa vie, on peut le faire travailler. On a pu comparer l’importance de cette découverte à celle de l’apprivoisement des animaux. […] À l’aube des temps historiques, l’esclavage était au fondement de l’industrie antique et constituait un puissant instrument d’accumulation du capital. »
>
> V. GORDON CHILDE, *Man Makes Himself*

Si nous adoptons provisoirement le point de vue purement stratégique d’un État-contremaître occupé à satisfaire ses besoins en main-d’œuvre, nous comprendrons mieux pourquoi l’esclavage – sous sa forme la plus habituelle, celle de l’asservissement des prisonniers de guerre – présentait de nombreux avantages par rapport à d’autres formes d’appropriation de l’excédent. Le plus évident de ces avantages est le fait que les conquérants capturaient avant tout des individus en âge de travailler qui avaient été élevés à la charge d’une autre société et les exploitaient pendant leurs années les plus productives. Dans bien des cas, ils s’efforçaient de s’emparer de captifs possédant des compétences particulières – charpentiers de marine, tisserands, forgerons, armuriers, orfèvres, sans parler des artistes, des danseurs et des

musiciens. La capture d'esclaves constituait une sorte de prélèvement sauvage d'une main-d'œuvre et de compétences que l'État esclavagiste n'avait pas eu besoin de développer lui-même[d].

Dans la mesure où les prisonniers étaient capturés dans des localités et des milieux dispersés et où ils étaient séparés de leur famille, comme c'était généralement le cas, ils se retrouvaient socialement démobilisés ou atomisés et donc plus faciles à contrôler et à assimiler. S'ils provenaient de sociétés perçues comme étrangères, on estimait qu'ils n'avaient pas droit à la même considération sociale. Leur absence ou quasi-absence de liens sociaux locaux les différenciaient de la population autochtone et les rendaient pratiquement incapables de fomenter une opposition collective. Le principe du recours à une classe de serviteurs socialement déracinés – janissaires, eunuques, Juifs de cour – a longtemps été considéré comme une technique permettant aux dirigeants de s'entourer de personnel qualifié mais politiquement neutralisé. Mais au bout d'un certain temps, si cette population servile était nombreuse, concentrée et si ses membres étaient ethniquement apparentés, l'atomisation souhaitée ne jouait plus. Les nombreuses révoltes d'esclaves en Grèce et à Rome en sont le symptôme, même si la Mésopotamie et l'Égypte (du moins jusqu'à l'avènement du Nouvel Empire) ne semblent pas avoir connu l'esclavage à une échelle aussi vaste.

Les femmes et les enfants constituaient un butin particulièrement prisé. Les femmes finissaient souvent dans des familles autochtones en tant qu'épouses, concubines ou servantes, et les enfants connaissaient généralement une assimilation rapide, même s'ils gardaient un statut inférieur. En l'espace d'une génération ou deux, eux-mêmes et leurs descendants étaient souvent incorporés à la société locale – une nouvelle couche d'esclaves récemment capturés occupant sans doute alors les degrés inférieurs de la hiérarchie sociale. Si l'on se fie à l'exemple de sociétés avides de main-d'œuvre comme les sociétés amérindiennes ou la société malaise, on en tirera la conclusion que la pratique généralisée de l'esclavage cohabitait souvent avec des formes d'assimilation culturelle et de mobilité sociale assez

rapides. Il n'était pas rare, par exemple, qu'un captif des Malais prenne femme parmi les autochtones et, au bout d'un certain temps, organise lui-même des expéditions de capture d'esclaves. Dans la mesure où ce flux d'acquisition de nouveaux esclaves se perpétuait, ces sociétés restaient des sociétés esclavagistes ; mais sur plusieurs générations, les anciens captifs devenaient presque impossibles à distinguer de leurs ravisseurs.

Les captives avaient au moins autant d'importance en tant que génitrices qu'en tant que travailleuses. Étant donné le niveau de mortalité infantile et maternelle et la soif de main-d'œuvre agraire de la famille patriarcale et de l'État archaïque, elles constituaient un véritable dividende démographique. Il est possible que leur capacité reproductive ait joué un rôle majeur en atténuant les effets négatifs de la concentration démographique et de la *domus* sur la santé des populations. Je ne peux pas résister ici à signaler un parallèle évident avec la domestication du bétail, qui exige que les éleveurs contrôlent sa reproduction. Un troupeau de moutons domestiqué comporte beaucoup de brebis et peu de béliers, cette proportion maximisant son potentiel reproducteur. De la même manière, les femmes esclaves en âge de procréer étaient très appréciées pour leur contribution à la reproduction de la main-d'œuvre dans l'État archaïque.

On peut aussi considérer que l'assimilation continue des esclaves aux échelons inférieurs de la société jouait un rôle majeur dans le processus de stratification sociale qui caractérisait ces États. Au fur et à mesure que les captifs et leurs descendants étaient ainsi incorporés, les rangs des couches subalternes étaient constamment renouvelés par un afflux de nouveaux prisonniers qui renforçait la ligne de démarcation entre sujets « libres » et personnes asservies, malgré la perméabilité de celle-ci sur la longue durée. On peut aussi supposer que la plupart des esclaves exemptés des travaux pénibles étaient monopolisés par les élites politiques. Si l'on en juge par l'exemple des familles les plus éminentes de Grèce ou de Rome, une bonne partie du statut de ces élites reposait sur l'éventail impressionnant de serviteurs, cuisiniers, artisans, danseurs, musiciens et courtisanes qu'elles employaient de façon ostentatoire. On imagine mal comment aurait pu

fonctionner cette stratification sociale sophistiquée sans la présence de captifs de guerre réduits en esclavage à la base et l'usage somptuaire de la main-d'œuvre servile par les élites au sommet.

Il y avait, bien entendu, beaucoup d'esclaves mâles en dehors de ces maisonnées. Dans le monde gréco-romain, une fois faits prisonniers – et en particulier s'ils avaient opposé une trop grande résistance –, les combattants ennemis pouvaient être exécutés, mais beaucoup d'autres étaient échangés contre une rançon ou ramenés comme butin de guerre. Lorsqu'un État dépendait étroitement d'une population réduite de producteurs, il ne se risquait pas à dilapider ce butin démographique vital, caractéristique des guerres antiques. Certes, nous ne savons pas grand-chose du sort des prisonniers de guerre hommes en Mésopotamie, mais dans les territoires gréco-romains, ils constituaient une forme de prolétariat corvéable à merci voué aux travaux les plus durs et les plus dangereux : mines d'argent et de cuivre, exploitations forestières et équipages de rameurs sur les galères. Leur nombre était considérable, mais comme ils travaillaient sur les sites d'extraction ou en mer, leur présence était beaucoup moins visible – et beaucoup moins menaçante pour l'ordre public – que s'ils avaient été proches de la cour28. Il ne serait pas exagéré de comparer cette forme d'exploitation de la main-d'œuvre servile à une espèce de goulag antique, avec ses équipes de forçats et son taux élevé de mortalité. Deux aspects de cette situation méritent d'être soulignés. En premier lieu, les mines, les carrières et les exploitations forestières étaient des activités absolument vitales pour satisfaire les besoins militaires et urbanistiques des élites de l'État. Dans les petites cités-États mésopotamiennes, ces besoins étaient sans doute plus modestes mais non moins essentiels. En second lieu, disposer d'un prolétariat corvéable et remplaçable à merci conférait un précieux avantage : il épargnait aux sujets de ces États les travaux les plus dégradants et prévenait ainsi les tensions insurrectionnelles qu'un tel labeur aurait pu susciter, tout en satisfaisant d'importantes ambitions militaires et monumentales. Outre les activités susmentionnées (mines, carrières et coupe de bois), auxquelles seuls des individus réduits aux dernières extrémités ou bien attirés par une très

forte rémunération auraient été susceptibles de s'adonner, nous pouvons inclure les emplois de charretier, de berger, de briquetier, de potier, de charbonnier, de rameur et d'ouvrier préposé au creusage et au dragage des canaux. Il est possible que les premiers États mésopotamiens aient obtenus nombre des produits qui découlaient de ces activités à travers l'échange, externalisant ainsi les travaux pénibles et la gestion de la main-d'œuvre. Reste qu'une bonne partie de l'infrastructure matérielle de la construction de l'État dépendait fondamentalement de ce type de travaux, et il importe de savoir si ceux qui les effectuaient étaient esclaves ou sujets. D'où les questions pertinentes que formule Bertolt Brecht dans son poème « Questions que se pose un ouvrier qui lit » :

> « Qui a construit Thèbes aux sept portes ?
> Dans les livres, on donne les noms des rois.
> Les rois ont-ils traîné les blocs de pierre ?
> Babylone plusieurs fois détruite,
> Qui tant de fois l'a reconstruite ? »

Capitalisme de rapine et construction de l'État

Un signe indubitable de l'obsession démographique des États archaïques, que ce soit dans le Croissant fertile, en Grèce ou en Asie du Sud-Est, est le fait que leurs chroniqueurs ne vantaient que rarement leurs gains territoriaux. On cherchera en vain dans leurs récits quoi que ce soit qui ressemble à l'invocation de l'importance du *Lebensraum* (l'espace vital) en Allemagne au XXe siècle. Au lieu de quoi, le récit triomphal d'une campagne couronnée de succès, après avoir loué la bravoure des généraux et des troupes, s'emploie généralement à impressionner le lecteur par le volume et la valeur du butin. La chronique de victoire de l'Égypte sur les monarques du Levant à Qadesh (1274 av. J.-C.) n'est pas seulement un hymne à la gloire des prouesses du pharaon, mais un inventaire du pillage, en particulier en matière de capture de bétail et de prisonniers : tant de chevaux, tant de moutons, tant de bovins, tant d'hommes, etc[e]. Quant aux captifs humains, ici comme ailleurs, ils sont souvent distingués par leurs compétences et leurs métiers et l'on peut supposer que ceux-ci étaient dûment répertoriés par les conquérants. Ces derniers recherchaient à fois une main-d'œuvre générique et des artisans et artistes spécialisés capables de rehausser l'éclat de leur cour. Les villes et les villages des vaincus étaient généralement détruits, de sorte que ceux-ci n'avaient plus d'endroit où retourner. En théorie, le fruit du pillage appartenait au souverain, mais dans la pratique, le butin était divisé, les généraux et les soldats s'appropriant leurs propres têtes de bétail et leurs propres prisonniers en vue de les garder, de les échanger contre une rançon ou de les vendre. Thucydide, dans son histoire des guerres du Péloponnèse, rapporte plusieurs de ces conquêtes et ajoute que la plupart des guerres avaient lieu lorsque les récoltes étaient mûres, de sorte qu'elles aussi pouvaient servir de butin ou de ressource alimentaire29.

Le concept de « capitalisme de rapine » forgé par Max Weber semble pouvoir s'appliquer à un grand nombre de ces guerres, qu'elles aient été menées contre des États concurrents ou contre des peuples sans État de la périphérie. La formule wébérienne décrit simplement un type de campagne militaire ayant pour objectif un profit matériel. Il pouvait s'agir par exemple d'un groupe de seigneurs de guerre projetant d'envahir une autre principauté avec en vue essentiellement le butin potentiel – or, argent, bétail ou prisonniers. On avait là une sorte de « société par actions » dont la raison sociale était le pillage. Les bénéfices étaient divisés proportionnellement à l'investissement de chacun des participants, c'est-à-dire en fonction du nombre de soldats, de chevaux et d'armes qu'ils engageaient dans l'entreprise commune. Il s'agissait là bien entendu d'une affaire très risquée, dans la mesure où les conspirateurs y mettaient leur vie en jeu – sauf lorsqu'ils étaient simples bailleurs de fonds. Certes, les entreprises guerrières pouvaient viser d'autres objectifs stratégiques, tels le contrôle d'une route commerciale ou l'élimination d'un rival, mais pour les États antiques, l'obtention d'un butin, et en particulier la capture de prisonniers, n'était pas un simple sous-produit de la guerre mais un objectif fondamental30. Nombre d'États méditerranéens anciens menaient systématiquement des guerres visant la capture d'esclaves afin de satisfaire leur besoin de main-d'œuvre. Bien souvent, en Asie du Sud-Est aussi bien que dans la Rome impériale, la guerre était considérée comme la voie de la prospérité et du luxe. Chacun des participants, des généraux aux simples soldats, comptait sur sa part du butin. Dans la mesure où les hommes en âge de combattre étaient enrôlés dans ces expéditions, comme c'était le cas dans la Rome impériale, cela pouvait entraîner un déficit de main-d'œuvre agricole. Mais au bout d'un certain temps, l'énorme afflux d'esclaves permettait aux propriétaires fonciers – et aux soldats paysans – de remplacer une bonne partie de la main-d'œuvre manquante par des esclaves qui n'étaient pas eux-mêmes soumis à la conscription.

Malgré l'absence relative de preuves tangibles concernant l'ampleur de l'esclavage en Mésopotamie et dans les premiers empires égyptiens, on est

tenté de faire l'hypothèse que la main-d'œuvre servile liée au « module céréalier » des États archaïques, même si elle était relativement peu nombreuse, était une composante essentielle de l'émergence d'un État puissant. Les flux d'importation de captifs satisfaisaient une bonne partie des besoins de main-d'œuvre d'un État obsédé par la démographie. Ce qui est peut-être encore plus important, c'est que les esclaves, à l'exception de quelques travailleurs qualifiés, étaient voués aux travaux les plus dégradants et les plus dangereux, souvent à l'écart de la *domus*. C'était là un facteur clé de l'infrastructure matérielle et symbolique du pouvoir : si ces États avaient dû exploiter une force de travail issue exclusivement de la main-d'œuvre locale, ils auraient très probablement risqué de provoquer la fuite ou la rébellion de leurs sujets, ou bien les deux à la fois.

La spécificité de l’esclavage et de la servitude en Mésopotamie

Nous l’avons vu, les historiens et les archéologues aiment à dire que « l’absence de preuve n’est pas la preuve d’une absence ». Les traces d’esclavage et de servitude que nous avons analysées ne sont pas absentes, mais elles sont suffisamment rares pour avoir convaincu un certain nombre de chercheurs que ces phénomènes étaient insignifiants en Mésopotamie. Dans les pages qui suivent, j’espère pouvoir suggérer les raisons pour lesquelles l’esclavage a laissé moins de traces de son existence et semble avoir joué un rôle moins central en Mésopotamie qu’en Grèce ou à Rome. Ces raisons ont trait à la taille modeste et à la portée géographique réduite des entités politiques mésopotamiennes, aux origines de leur population d’esclaves, à la possible « sous-traitance » du travail non libre, à l’importance des corvées requises des sujets libres et au rôle potentiel de formes collectives de servitude. En examinant la littérature spécialisée sur les formes de travail en Mésopotamie, j’ai constaté qu’au moins dans le cas de certains projets de construction monumentaux, le travail requis de la population sujette (et non pas esclave) a peut-être été moins pénible et contraignant qu’on l’a souvent supposé et qu’il était peut-être même accompagné par des festins rituels à l’occasion de l’achèvement d’un chantier31.

Trois raisons évidentes expliquent que les sociétés mésopotamiennes du troisième millénaire passent pour moins esclavagistes qu’Athènes ou que Rome : leur petite taille, le faible nombre d’archives qu’elles ont laissées derrière elles et leur territoire relativement réduit. Athènes et Rome étaient de formidables puissances maritimes qui importaient des esclaves des quatre coins du monde connu et presque toute leur population servile venait de sociétés lointaines non hellénophones et non latines. C’est notamment sur ce fait social et culturel que repose l’assimilation classique des peuples étatiques

à la civilisation, d'une part, et celles des peuples sans État à la barbarie, d'autre part. Les cités-États mésopotamiennes, en revanche, raptaient leurs captifs beaucoup plus près de chez elles. De ce fait, ces derniers étaient plus susceptibles d'avoir d'importantes affinités culturelles avec leurs ravisseurs. Si l'on part de cette hypothèse, il est probable que les captifs, si on les laissait faire, s'intégraient plus rapidement à la culture et aux mœurs de leurs maîtres et de leurs maîtresses. Dans le cas des jeunes femmes et des enfants, qui étaient souvent les captifs les plus prisés, mariage mixte et concubinage ont sans doute contribué à occulter leurs origines sociales en quelques générations.

L'origine des prisonniers de guerre est un autre facteur venant compliquer l'analyse. La majeure partie de la littérature sur l'esclavage en Mésopotamie concerne des prisonniers de guerre qui ne parlaient ni akkadien ni sumérien. Il est pourtant évident que les conflits guerriers entre les cités de Basse Mésopotamie elles-mêmes étaient fréquents. Dès lors, comme on l'a vu, si une proportion importante des prisonniers étaient capturés lors de ces conflits, ou parmi des communautés locales indépendantes, il est probable que les captifs les plus susceptibles de s'assimiler culturellement à leurs ravisseurs aient pu rapidement devenir des sujets ordinaires de leur nouvelle cité-État – peut-être même sans passer par une phase d'esclavage formel. Plus les différences culturelles et linguistiques entre les esclaves et leurs maîtres étaient grandes, plus il était facile d'imposer et de faire respecter le type de ségrégation sociale et juridique caractéristique des sociétés esclavagistes.

À Athènes, au ve siècle av. J.-C., il existait par exemple une classe importante de « métèques » (plus de 10 % de la population), terme habituellement traduit par « résidents étrangers ». Ils étaient libres de vivre et de commercer à Athènes et étaient soumis à toutes les obligations de la citoyenneté (impôts et conscription, par exemple) sans en posséder les privilèges. Il y avait parmi eux un nombre important d'anciens esclaves. On peut se demander si les cités-États mésopotamiennes ne satisfaisaient pas une large partie de leurs besoins de main-d'œuvre en absorbant des captifs ou

des réfugiés de populations culturellement similaires. Auquel cas, les dits captifs ou réfugiés ne seraient probablement pas apparus comme des esclaves mais comme une catégorie spéciale de « sujets » et auraient peut-être fini, à terme, par être totalement assimilés.

De même que la plupart des consommateurs occidentaux ne feront jamais l'expérience directe des conditions de reproduction des fondements matériels de leur existence, les Athéniens n'avaient guère conscience que près de la moitié de la population servile travaillait dans les carrières, les mines, les forêts et sur les galères et était de ce fait largement invisible. À une échelle beaucoup plus modeste, les premiers États mésopotamiens avaient eux aussi besoin d'une main-d'œuvre masculine pour extraire les pierres des carrières, exploiter le cuivre nécessaire à leur arsenal et se procurer du bois d'œuvre, du bois de chauffage et du charbon de bois. Dans la mesure où ces activités prenaient sans doute place assez loin de la région fluviale, elles devaient être relativement invisibles par les sujets du centre, même si elles étaient bien connues des élites étatiques. Le phénomène que l'on connaît sous le nom d'« expansion d'Uruk » – soit la découverte d'artefacts culturels provenant d'Uruk dans les régions éloignées de l'arrière-pays et dans les monts Zagros – semble lié à des incursions visant à créer ou à contrôler des routes commerciales en quête de ressources vitales non disponibles dans les basses terres32. S'il est certain que des esclaves étaient capturés dans cette zone d'expansion, on ne sait pas si Uruk exploitait directement esclaves et prisonniers de guerre à des fins extractives ou si elle prélevait un tribut en espèces sur les communautés assujetties – voire si elle se contentait de leur vendre des céréales, des textiles et des produits de luxe en échange des matières premières convoitées. Quoi qu'il en soit, ce type d'activité prédatrice avait sans doute lieu à bonne distance d'Uruk – il était peut-être même sous-traité à des partenaires commerciaux –, laissant vraisemblablement peu ou pas de traces dans les archives cunéiformes.

Enfin, deux formes de servitude collective amplement pratiquées par nombre d'États archaïques ressemblaient fortement à l'esclavage, sans que les traces écrites ne les fassent vraisemblablement apparaître comme telles,

du moins selon notre conception de l'esclavage. La première consistait en une déportation massive et une réinstallation forcée de communautés entières. Les meilleures descriptions de cette pratique viennent de l'Empire néo-assyrien (911-609 av. J.-C.), qui y avait massivement recours. Même si cela concerne une époque beaucoup plus tardive que celle qui nous intéresse principalement, certains chercheurs soutiennent que ces formes d'asservissement existaient déjà beaucoup plus tôt en Mésopotamie, dans le Moyen Empire égyptien et dans l'Empire hittite33.

Dans l'Empire néo-assyrien, déportation massive et réinstallation forcée étaient systématiquement imposées aux territoires conquis. La totalité de la population et du bétail de ces contrées étaient déplacés de la périphérie du royaume vers des régions plus proche du centre, où ils étaient réinstallés de force, généralement dans des colonies agricoles. Même si, comme dans d'autres guerres de capture, certains captifs étaient appropriés de façon « privée » et que d'autres étaient enrôlés dans des équipes de travail servile, la déportation et la réinstallation forcée se caractérisaient par le fait que la majeure partie de la communauté captive voyait préserver son intégrité et était déplacée collectivement sur des sites où sa production pouvait être plus facilement contrôlée et accaparée. Là aussi, on voit fonctionner à plein l'appareil de centralisation de la main-d'œuvre et des céréales, mais à une échelle massive, dans laquelle des communautés agraires entières étaient transformées en modules au service de l'État. Même si l'on tient compte des exagérations des scribes, l'ampleur de ces transferts de population était sans précédent et pour tout dire assez stupéfiant34. Ainsi, plus de deux cent mille Babyloniens auraient été déplacés jusqu'au cœur de l'Empire néo-assyrien. Il y avait des spécialistes de la déportation. Les autorités établissaient des inventaires détaillés des populations capturées – de leurs biens, de leurs compétences, de leur bétail – et se chargeaient de les nourrir et de les acheminer avec un minimum de pertes vers leurs nouveaux lieux de résidence. Dans certains cas, il semble que les captifs aient été réinstallés sur des terres abandonnées précédemment par d'autres sujets, ce qui laisse supposer que ces réinstallations collectives forcées auraient été liées à un

effort visant à compenser des exodes massifs ou des épidémies. Les captifs étaient souvent décrits comme des « saknutu », terme qui signifie « captif destiné à occuper la terre ».

Cette politique néo-assyrienne n'était pas sans précédent historique. Bien que nous ignorions si elle était fréquente en Mésopotamie, ce fut une pratique des régimes de conquête tout au long de l'histoire – en Asie du Sud-Est et dans le Nouveau Monde en particulier. Mais en ce qui nous concerne, l'aspect le plus important de la chose est que les documents qui nous sont parvenus ne mentionnent pas nécessairement ces populations déplacées comme des « esclaves ». Une fois réinstallés, avec le temps, et surtout s'ils n'étaient pas très éloignés sur le plan culturel, leurs membres pouvaient parfaitement devenir des sujets ordinaires, difficiles à distinguer d'autres sujets pratiquant l'agriculture. Une partie de la confusion tient au doute sur la traduction de termes sumériens anciens comme *erin*, par exemple : s'agit-il d'un « sujet », d'un « prisonnier de guerre », d'un « colon militaire » ou simplement d'un « paysan » ? Ce doute est peut-être lié à la diversité des classes de « sujets » du point de vue de leur origine.

Enfin, un autre type de servitude assez fréquent dans l'histoire et susceptible de ne pas être caractérisé comme de l'esclavage dans les documents à notre disposition est le modèle de l'hilote spartiate. Les hilotes étaient des communautés agricoles de Laconie et de Messénie, régions dominées par Sparte – même si l'on ne connaît pas très bien l'origine de cette domination. Il semble que la Messénie ait été conquise militairement, mais certains chercheurs affirment que les hilotes étaient soit des individus qui choisissaient de ne pas participer à la guerre, soit des personnes soumises à une punition collective en raison d'une révolte antérieure. Quoi qu'il en soit, ils se distinguaient des esclaves. Ils continuaient à résider collectivement sur leur lieu d'origine, subissaient chaque année une forme d'humiliation rituelle et, à l'instar des sujets de tous les États agraires archaïques, devaient livrer un quota de céréales, d'huile et de vin à leurs maîtres spartiates. Même s'ils

n’avaient pas été déportés en temps de guerre et réinstallés de force, on peut les décrire à tout point de vue comme les auxiliaires agricoles asservis d’une société fortement militarisée.

Il s’agit donc là d’une autre formule archaïque ayant permis la construction de l’indispensable complexe céréales/main-d’œuvre qui jouait le rôle de module producteur d’excédent au service de l’État. Même s’il est impossible d’en établir la preuve, on peut penser que certaines cités-États mésopotamiennes aient eu pour origine la conquête ou le déplacement d’une population agraire *in situ* par une élite militaire extérieure. De ce point de vue, Nissen nous met fortement en garde contre la rhétorique qui stigmatise les peuples sans État et nous incite à ne pas oublier qu’il existait des échanges constants entre les régions montagneuses et les terres basses. D’après lui, « il est même possible que le peuplement massif de la plaine mésopotamienne au milieu du quatrième millénaire ait fait partie de ce processus ».

« Influencés par les documents écrits, nous avons […] internalisé le point de vue des habitants des basses terres35. » Le fait que des toponymes comme Ur, Uruk et Eridu ne soient pas d’origine sumérienne suggère la possibilité d’une incursion – ou bien de la prise de contrôle d’une société agraire préexistante par sa fraction militarisée. Il est également concevable que le noyau céréalier se soit étendu et renouvelé par le biais de la réinstallation forcée de captifs de guerre provenant de l’arrière-pays et d’autres cités. Dans les deux cas, ces sociétés archaïques n’auraient pas eu l’apparence de sociétés esclavagistes. Et de fait, elles ne l’auraient pas été au sens athénien ou romain. Ce qui n’empêche pas que servitude et coercition ont manifestement joué un rôle central dans la création et la préservation de la connexion céréales/main-d’œuvre de ces premiers États agraires.

Une note spéculative sur la domestication, le travail pénible et l'esclavage

Nous savons que l'État n'a pas inventé l'esclavage et la servitude ; ceux-ci sont observables dans un nombre considérable de sociétés pré-étatiques. Mais ce que l'État a certainement inventé, ce sont des sociétés de grande taille reposant systématiquement sur le travail forcé et une main-d'œuvre asservie. Même lorsque la proportion d'esclaves y était bien inférieure à celle d'Athènes, de Sparte, de Rome ou de l'Empire néo-assyrien, le rôle de la main-d'œuvre captive et de l'esclavage était tellement vital et stratégique pour la préservation du pouvoir de ces États que l'on imagine mal qu'ils aient pu subsister longtemps en leur absence.

Pourquoi ne pas prendre au sérieux, en tant qu'hypothèse fructueuse, l'idée d'Aristote selon laquelle un esclave est un outil de travail et, en tant que tel, peut être assimilé à un animal domestique, à l'instar d'un bœuf, par exemple ? Après tout, Aristote savait de quoi il parlait. Pourquoi ne pas analyser l'existence de l'esclavage, des prisonniers de guerre soumis aux travaux agricoles, des hilotes, etc., comme le reflet d'un projet étatique visant à domestiquer par la force toute une classe de serviteurs humains, de la même manière que nos ancêtres néolithiques avaient domestiqué les ovins et les bovins ? Ce projet, bien entendu, n'a jamais pu être complètement achevé, mais voir les choses sous cet angle est loin d'être absurde. C'est cette même analogie qui sous-tendait le raisonnement d'Alexis de Tocqueville sur l'essor de l'hégémonie mondiale croissante de l'Europe : « Ne dirait-on pas, à voir ce qui se passe dans le monde, que l'Européen est aux hommes des autres races ce que l'homme lui-même est aux animaux ? Il les fait servir à son usage, et quand il ne peut les plier, il les détruit[36]. »

Si nous remplaçons « l'Européen » par « l'État archaïque » et « les autres races » par « les prisonniers de guerre », nous ne sommes pas très loin du

compte à mon avis. Les captifs, individuellement et collectivement, faisaient partie intégrante des moyens de production et de reproduction de l'État au même titre, en quelque sorte, que le bétail et les champs de céréales de la *domus* étatique.

Si nous la poussons encore plus loin, je crois que cette analogie acquiert un pouvoir très éclairant. Prenons la question de la reproduction. Au cœur même de la domestication, il y a l'affirmation du contrôle humain sur la reproduction des plantes ou des animaux, ce qui implique leur confinement et un souci de sélection et de gestion du taux de reproduction. Au cours des guerres visant la capture de prisonniers, la préférence marquée pour les femmes en âge de procréer reflète un intérêt au moins aussi important envers leurs services reproductifs qu'envers leur force de travail. Au vu des défis épidémiologiques auxquels étaient confrontés les premiers centres étatiques, il serait instructif de connaître – même si c'est hélas impossible à vérifier – l'importance de la reproduction des femmes esclaves pour leur stabilité et leur croissance démographiques. La domestication des femmes non esclaves dans les États céréaliers antiques peut également être considérée selon cette perspective. La combinaison de la propriété foncière, de la famille patriarcale, de la division du travail au sein de la *domus* et de l'intérêt supérieur de l'État à maximiser sa population avait comme effet de domestiquer la reproduction des femmes en général.

L'animal de labour domestiqué et la bête de somme ont considérablement allégé une bonne partie des corvées humaines. Il en allait bien entendu de même des esclaves. Outre l'exécution des travaux agricoles pénibles, les nouveaux centres étatiques avaient des besoins militaires, cérémoniels et urbanistiques qui exigeaient un type et un volume de main-d'œuvre sans précédent. Carrières, mines, galères, routes, canaux, forêts, autant de sphères d'activité qui, même à des époques beaucoup plus proches de la nôtre, reposaient sur une main-d'œuvre de bagnards, de coolies ou de prolétaires désespérés. Ce genre de travail – auquel répugnaient les hommes « libres », y compris les paysans – s'effectuait loin de la *domus*. Pourtant, ces travaux pénibles et dangereux étaient nécessaires à la survie même des États antiques.

Si l’on ne pouvait pas contraindre sa propre population agraire à les effectuer sans risque de désertion ou de rébellion, il fallait y contraindre une population étrangère, captive et domestiquée. La seule solution était de la réduire en esclavage – c’est-à-dire tenter de réaliser l’irréalisable vision aristotélicienne de l’outil humain.

a. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy*, p. 1-28. Cette même logique est à l’origine de la « courbe d’offre de travail inversée » fréquemment observée chez les populations précapitalistes qui n’accepteront d’effectuer un travail salarié qu’avec un objectif précis (parfois appelé « revenu cible ») en tête (frais de mariage, achat d’une mule, etc.) et qui, contrairement à la logique microéconomique conventionnelle, travailleront moins si le salaire est plus élevé, puisque cela leur permettra d’atteindre leur objectif beaucoup plus rapidement.

b. Dans les sociétés agraires, la famille patriarcale offre une sorte d’équivalent microcosmique de cette situation. Le contrôle du travail – physique et reproductif – des femmes et des enfants est indispensable à son succès, et en particulier au succès de son PDG, le patriarche !

c. Richardson, « Early Mesopotamia », p. 9, 20. Lorsqu’il parle « d’intégrer leurs clients non étatiques à l’ordre étatique par la force et la persuasion », Richardson emploie sans doute à dessein le verbe *to herd*, étant donné que les sujets en fuite sont comparés à « un troupeau de bétail dispersé » (p. 29). Même les guerres entre grands États poursuivaient l’objectif de diminuer les ressources démographiques de l’ennemi, clé d’une gouvernance réussie (p. 21-22).

d. Il n’échappera sans doute pas à mes lecteurs que les migrations massives vers les pays d’Europe du Nord et le continent nord-américain, bien que volontaires pour l’essentiel, ont eu à peu près le même effet, celui de rendre le potentiel productif d’individus élevés et formés dans leur pays d’origine disponible dans leur pays d’accueil.

e. Plutôt qu’une victoire, cette bataille semble en fait avoir été un match nul, même si le terme « Armageddon » nous vient de cet affrontement.

Chapitre 6

Fragilité de l’État archaïque : effondrement et désagrégation

Plus on lit la littérature sur les premiers États, plus on s’étonne des prouesses de gouvernance plus ou moins improvisées qui leur ont permis d’émerger. Leur vulnérabilité et leur fragilité étaient si manifestes que le fait même de leur naissance exceptionnelle et de leur persistance – encore plus exceptionnelle – mérite une explication. L’image qu’évoquent ces efforts précoces de construction d’un État est celle de ces pyramides humaines à quatre ou cinq étages qu’essaient parfois de former les écoliers et qui s’effondrent généralement avant d’être terminées. Lorsque, contre toute attente, ils parviennent à leurs fins, les spectateurs retiennent leur souffle en contemplant ce fragile édifice humain qui tremble et oscille dangereusement, anticipant son inévitable effondrement. Si nos acrobates ont de la chance, celui d’entre eux qui occupe en solitaire le sommet de la pyramide a juste le temps de savourer un bref moment de triomphe. Et si l’on veut prolonger la métaphore, on peut signaler que pris isolément, les segments individuels de ladite pyramide, que l’on peut considérer comme ses unités élémentaires ou ses blocs de construction, sont relativement stables. En revanche, la structure de la pyramide dans son ensemble est fragile et bancale. Il n’est guère surprenant qu’elle ait tôt fait de s’effondrer ; ce qui est remarquable, c’est qu’elle ait même pu être érigée.

En tant que structure politique venant chapeauter une société agricole sédentaire, l’État souffrait du même type de vulnérabilité d’ensemble que

n’importe quelle communauté de cultivateurs de céréales. Comme nous l’avons déjà observé, la sédentarité n’était pas un acquis irréversible. Tout au long des cinq millénaires environ durant lesquels le mode de vie sédentaire a pu exister de façon sporadique avant même l’émergence de l’État (sept millénaires si l’on inclut le Japon et l’Ukraine), les archéologues ont recensé des centaines de sites successivement occupés, puis abandonnés, puis éventuellement réoccupés, puis abandonnés une fois encore. Les motifs de cette alternance d’abandon et d’occupation restent généralement obscurs. Parmi les facteurs qui ont pu y contribuer, on peut mentionner le changement climatique, l’épuisement des ressources, les maladies, la guerre et la migration vers des régions aux ressources plus abondantes. La désertion généralisée de presque tous les modestes sites sédentaires existant avant 10500 av. J.-C. est presque certainement due à la vague de froid du Dryas récent, le « grand refroidissement ». On observe un autre abandon soudain et généralisé autour de 6000 avant notre ère dans la vallée du Jourdain ; cet événement intervenu durant la période connue sous le nom de Néolithique précéramique B (PPNB d’après le sigle anglais) a été attribué à diverses causes selon les auteurs : changement climatique, maladies, épuisement des sols, diminution des ressources en eau ou pression démographique. Ce qui compte, c’est qu’en tant que sous-espèce des sociétés céréalières sédentaires, les sociétés étatiques étaient sujettes aux mêmes risques de dissolution que les communautés sédentaires en général, ainsi qu’à la fragilité propre aux États en tant qu’entités politiques.

Il règne un consensus apparemment unanime sur la fragilité des premiers États archaïques ; en revanche, les causes de cette fragilité sont controversées et le peu de preuves dont nous disposons sont rarement concluantes. D’après le chercheur Robert Adams, dont la connaissance des premiers États mésopotamiens est inégalée, on peut vraiment s’étonner de la longévité de la Troisième Dynastie d’Ur (Ur III), qui a vu cinq rois se succéder sur une période de cent ans. Bien qu’elle ait fini par s’effondrer, elle représente un record de stabilité par rapport aux vicissitudes extrêmes des autres royaumes. Adams distingue un cycle de centralisation des ressources suivi d’un déclin

irrégulier mais irréversible qu'il associe à une aspiration à la décentralisation et à l'« autosuffisance locale »1. Norman Yoffee, Patricia McAnany et George Cowgill, les principaux chercheurs à avoir remis en cause le concept même d'« effondrement », suggèrent que « la concentration du pouvoir au sein des premières civilisations était généralement fragile et de courte durée2 ». Cyprian Broodbank, spécialiste de la Mésopotamie, du Levant et des sociétés méditerranéennes en général, parvient à la même conclusion, soulignant « l'alternance vertigineuse de fondations, d'abandon, d'expansion et de contraction au gré des opportunités et des contraintes locales ou régionales3 ».

Mais que signifie au juste « effondrement » dans des expressions comme « l'effondrement d'Ur III », vers 2000 avant notre ère, « l'effondrement de l'Ancien Empire égyptien », vers 2100 avant notre ère, ou « l'effondrement du régime palatial minoen » en Crète, autour de 1450 av. J.-C. ? Au minimum, cela signifie l'abandon et/ou la destruction du centre palatial et de son architecture monumentale, phénomène généralement interprété non seulement comme une redistribution géographique de la population, mais comme une perte substantielle, pour ne pas dire catastrophique, de complexité sociale. Si la population se maintenait, elle devait sans doute se disperser sur des sites et des villages moins peuplés[a]. La couche supérieure des élites se volatilisait, on ne construisait plus d'édifices monumentaux, les usages administratifs et religieux de l'écriture avaient tendance à s'étioler, les échanges et la redistribution à grande échelle déclinaient fortement et la production artisanale spécialisée destinée à la consommation et au commerce de luxe diminuait ou disparaissait. Prises ensemble, ces évolutions sont souvent perçues comme une régression déplorable par rapport à une culture plus civilisée. À cet égard, il est tout aussi essentiel d'insister sur ce que ces événements *n'entraînaient pas nécessairement*. Ils n'entraînaient pas nécessairement un déclin de la population locale, pas plus qu'ils ne se traduisaient obligatoirement par une détérioration de sa santé, de son bien-être ou de son régime alimentaire – ceux-ci pouvant au contraire s'améliorer,

comme nous allons le voir. Enfin, l'« effondrement » ne se traduisait pas nécessairement par la dissolution d'une culture, mais bien plutôt par sa reformulation et sa décentralisation.

Il vaut la peine de se pencher sur l'histoire du terme « effondrement » et les connotations négatives qu'il charrie. Nos connaissances initiales sur l'État archaïque – et notre intérêt fasciné à l'égard de son sort – sont liés à ce que l'on pourrait appeler l'« époque héroïque » de l'archéologie, au tournant du XXe siècle, lorsque les sites monumentaux des premières civilisations furent identifiés et soumis à des fouilles. Outre l'admiration justifiée des réalisations culturelles, esthétiques et architecturales de ces premières civilisations, on assistait alors à une sorte de compétition impériale acharnée visant à s'approprier tout à la fois leur legs de grandeur et leurs artefacts matériels. Puis, par le biais des manuels scolaires et des musées, les images classiques dominantes de ces premiers États sont devenues de véritables icônes : pyramides et momies égyptiennes, Parthénon athénien, Angkor Vat, tombes des guerriers de Xian, etc. Lorsque ces « superstars » archéologiques manquaient subitement à l'appel, on en concluait que c'était la fin d'un monde tout entier. En réalité, ce qui était perdu, c'étaient les objets vénérés de l'archéologie classique, à savoir les concentrations de ruines associées à quelques rares royaumes centralisés, avec leurs fastes matériels et leurs archives écrites. Pour revenir brièvement à la métaphore de la pyramide humaine, c'était comme si le sommet de cette structure, à savoir la partie sur laquelle tout le monde avait les yeux fixés, avait soudainement disparu.

Dès lors que le sommet disparaissait, les archéologues cessaient de focaliser leur attention sur ledit sommet, s'intéressant alors à la base et à ses unités constituantes. Leurs connaissances cumulatives sur la diversité des modes de peuplement, des structures de commerce et d'échange, des précipitations, de la nature des sols et des combinaisons changeantes de stratégies de subsistance nous offrent désormais un panorama beaucoup plus ample qu'une cime paraissant défier la gravité. Grâce à eux, non seulement nous pouvons discerner certaines des causes probables de l'« effondrement »,

mais aussi, ce qui est plus important encore, nous sommes à même de nous interroger sur sa signification précise dans chaque cas spécifique. L'un des principaux acquis de ces travaux est l'idée qu'une bonne partie de ce qui passe pour un effondrement n'était en réalité qu'une « désagrégation », au sens propre du terme : la réduction d'unités politiques de grande taille mais fragiles à leurs composantes plus modestes et souvent plus stables. S'il est vrai que l'« effondrement » entraînait une réduction de la complexité sociale, ces petits foyers de pouvoir – par exemple une communauté compacte établie sur la plaine alluviale – avaient plus de chances de se perpétuer que les brefs miracles de gouvernance qui les avaient fait tenir ensemble au sein d'un royaume ou d'un empire relativement grands pour l'époque. Yoffee et Cowgill ont judicieusement emprunté au théoricien de l'organisation Herbert Simon le terme de « modularité », qui décrit le fait que les unités de base d'un agrégat plus ample sont généralement indépendantes et détachables – ou encore, selon les termes de Simon, « presque décomposables[4] ». Dans les cas de ce type, la disparition du sommet de la pyramide n'entraînait pas nécessairement des conséquences chaotiques, voire traumatiques, sur les unités élémentaires, plus durables et autosuffisantes. Faisant écho à Yoffee et Cowgill, Hans Nissen nous met en garde contre la tentation de confondre « la fin d'une période de centralisation avec un "effondrement" et de considérer la phase pendant laquelle un espace autrefois unifié se subdivise en parties de moindre dimension comme une période de troubles politiques[5] ».

Ni la sédentarité ni l'émergence de l'État, qui en dépendait totalement, n'ont jamais été des phénomènes irréversibles. Durant certaines périodes – prolongées – les grands agrégats démographiques disparaissaient et la sédentarité elle-même n'était plus que l'ombre de ce qu'elle avait été. Entre 1800 et 700 avant notre ère environ – soit pendant plus d'un millénaire –, les sites mésopotamiens habités ne couvraient que moins d'un quart de leur superficie antérieure et les agglomérations urbaines étaient seize fois moins nombreuses qu'au cours du millénaire précédent. Dans la mesure où ce phénomène affectait toute la région, on ne peut l'associer à des contingences purement locales telles qu'un souverain tyrannique, une guerre ou une

mauvaise récolte. Ces formes de dispersion à grande échelle appellent des explications par des causes régionales plus vastes : variations climatiques, invasion de peuples d'éleveurs nomades déplaçant les populations locales, perturbations majeures des échanges commerciaux, ou encore des processus plus lents mais d'échelle également régionale comme un niveau de déprédation de l'environnement atteignant soudain un seuil critique. Les spécialistes ne sont pas d'accord entre eux sur le poids respectif de ces causes, mais il ne fait aucun doute que c'est une logique de ruralisation plutôt que d'urbanisation qui a prévalu en Mésopotamie pendant plus de mille ans après la chute d'Ur III, apparemment en raison des incursions de peuples pastoraux6.

Au-delà de *dei ex machina* climatologiques tels que le Dryas récent (la vague de froid de deux à quatre siècles qui débute en 6200 av. J.-C.) ou le Petit Âge glaciaire – événements qui exercent une contrainte massive sur ce qui est écologiquement possible –, il est indispensable de prendre en compte la vulnérabilité structurelle fondamentale du complexe céréalier sur lequel reposaient tous les États archaïques. La sédentarité a émergé dans des niches écologiques très spécifiques et circonscrites, en particulier, on l'a vu, les régions alluviales et les sols de lœss. Plus tard – bien plus tard –, les premiers États centralisés ont eux-mêmes vu le jour dans des contextes écologiques encore plus circonscrits, caractérisés par une vaste superficie centrale de sols riches et bien arrosés et par la présence de voies navigables, seules à même de soutenir l'existence d'une grande quantité de sujets cultivant des céréales. En dehors de ces sites rares et propices à l'émergence de l'État, chasse, cueillette et pastoralisme continuaient à prédominer.

Les sites d'émergence de l'État étaient avant tout structurellement vulnérables à des crises de subsistance qui n'avaient pas grand-chose à voir avec l'habileté ou l'incompétence respectives de leurs dirigeants. La première et la plus importante de ces vulnérabilités structurelles était leur très forte dépendance à une seule récolte annuelle d'une ou deux céréales de base. Si la moisson échouait à la suite de sécheresse, d'inondation, de parasites, de dégâts causés par les tempêtes ou de maladies des cultures, la population était

en danger mortel, de même que ses dirigeants, qui dépendaient de l'excédent produit par leurs sujets. En outre, nous l'avons vu, la concentration démographique rendait ces populations et leur bétail beaucoup plus vulnérables aux maladies infectieuses que les populations plus dispersées qui pratiquaient la chasse ou la cueillette. Enfin, comme nous allons le voir, le fait même que les élites vivaient de cet excédent, conjugué à la logique du transport, signifiait que l'État dépendait beaucoup trop de la population et des ressources les plus proches du noyau central, ce qui pouvait menacer sa stabilité.

La survie des premiers États reposait donc sur un délicat équilibre ; beaucoup de conditions favorables devaient être réunies afin de leur garantir une durée de vie un tant soit peu conséquente. En Asie du Sud-Est, par exemple, il était rare qu'un royaume dure plus de deux ou trois règnes et sa survie était à la merci de toute une série de problèmes qui échappaient souvent à son pouvoir. La disparition périodique de la plupart de ces entités politiques était « surdéterminée » et, vu le nombre et la diversité des difficultés auxquelles elles étaient confrontées, il serait difficile même pour un archéologue-médecin légiste d'identifier une cause spécifique de leur décès.

Morbidité de l’État archaïque : aiguë ou chronique ?

Les premiers États du Moyen-Orient, de Chine et du Nouveau Monde fonctionnaient sur un terrain totalement vierge. Leurs fondateurs et leurs sujets n’avaient aucun moyen d’anticiper les périls écologiques, politiques et épidémiologiques qui les guettaient. Ces phénomènes étaient sans précédent et donc difficiles à appréhender. De temps à autre, surtout lorsque nous disposons de sources écrites, les causes de l’effondrement d’un État sont relativement transparentes : une invasion couronnée de succès, la culture des envahisseurs se substituant alors à celle de leurs ennemis ; une guerre destructrice entre deux États ; une guerre civile ou une insurrection à l’intérieur de l’État. Mais le plus souvent, ces causes sont plus obscures et difficiles à interpréter, quand il ne s’agit pas d’événements catastrophiques telles une inondation, une sécheresse ou une mauvaise récolte, qui peuvent elles-mêmes avoir des causes cumulatives plus profondes. Or ce type de causes est particulièrement intéressant pour au moins deux raisons. En premier lieu, contrairement à des événements plus contingents comme une invasion, leur caractère systémique peut être directement relié aux processus étatiques. En tant que tels, ils nous offrent une perspective unique sur les contradictions structurelles de l’État archaïque. En second lieu, ce type de causes risque souvent d’être négligé par la plupart des analyses historiques du fait qu’elles ne semblent liées à aucune intervention humaine directe et immédiate et qu’elles ne laissent souvent aucune trace archéologique facile à interpréter. Les preuves de leur rôle dans l’effondrement de l’État ont un caractère spéculatif et circonstanciel, mais il y a de bonnes raisons de croire que leur importance a été grandement sous-estimée.

L’origine des maladies : hypersédentarité, mobilité et État

Nous avons déjà longuement analysé l'essor des maladies infectieuses associées à la concentration démographique et à la domestication des animaux. Il y a tout lieu de croire que la superposition d'une infrastructure étatique au complexe néolithique « céréales/bétail » a fortement aggravé la vulnérabilité des populations aux épidémies dévastatrices – pour des raisons de taille, de volume des échanges et d'intensité des conflits guerriers.

Les premières villes à avoir vu le jour aux marges de la plaine alluviale avant l'émergence des États comptaient, à leur apogée, des populations de l'ordre de cinq mille habitants. Les premiers États, en revanche, étaient généralement quatre fois plus peuplés, voire dix fois dans certains cas. Cette augmentation de l'ordre de grandeur entraînait une augmentation de l'ampleur des risques. Si l'éclipse soudaine du Néolithique précéramique B (PPNB) vers 6000 avant notre ère est bien due, comme le pensent certains auteurs, à une épidémie, la taille des premiers États, plus de deux millénaires plus tard, ne pouvait que les rendre d'autant plus vulnérables aux infections épidémiques. Une population plus nombreuse constitue forcément un réservoir humain et animal plus important de maladies infectieuses dont la propagation rapide, selon une logique de transmission géométrique, est régie par l'effet cumulé du nombre d'habitants et de leur concentration démographique.

Germes et parasites accompagnent les déplacements des humains et des animaux. Le commerce de longue distance existait avant l'émergence de l'État, mais de façon limitée ; avec la montée en puissance d'élites plus nombreuses et expansionnistes, cherchant à maximiser leur richesse et à la donner en spectacle, son volume et sa portée géographique se sont développés de manière exponentielle. Les États eux-mêmes avaient besoin de beaucoup plus de ressources que les premières communautés sédentaires, en quantité comme en qualité. Il s'ensuivit une explosion des échanges terrestres et surtout du commerce par voie navigable. Guillermo Algaze et David Wengrow, spécialistes du commerce antique, vont jusqu'à décrire le « système-monde d'Uruk », entre 3500 et 3200 av. J.-C. environ, comme un univers de commerce et d'échange intégré s'étendant du Caucase au golfe

Persique sur l'axe nord-sud et du plateau iranien à la Méditerranée orientale sur l'axe est-ouest[7]. Uruk et ses concurrents avaient besoin de ressources lointaines inaccessibles en Basse Mésopotamie : cuivre et étain pour les outils, les armes, les armures et les objets tant décoratifs qu'utilitaires ; bois et charbon de bois ; pierres calcaires et blocs de roche pour la construction ; argent, or et gemmes pour la consommation ostentatoire. En échange de ces marchandises, les petits États de Basse Mésopotamie fournissaient à leurs partenaires commerciaux des textiles, des céréales, des poteries et des produits artisanaux. Du point de vue qui nous intéresse ici, cette vaste expansion de la sphère commerciale eut pour effet d'étendre de manière similaire le domaine des maladies transmissibles, du fait de la mise en contact de foyers d'infection jusque-là distincts. À cet égard, on peut considérer que le « système-monde d'Uruk », aussi excessive que puisse paraître la formule, a sans doute préfiguré à petite échelle l'intégration des zones épidémiologiques de Chine, du sous-continent indien et de Méditerranée vers le Ier siècle av. J.-C., intégration qui a fini par déclencher les premières pandémies dévastatrices, comme la peste de Justinien au VIe siècle, responsable de trente à soixante millions de morts. Ironiquement, les mêmes échanges commerciaux auxquels on doit une bonne partie de la splendeur monumentale des petits États de Basse Mésopotamie ont sans doute aussi joué un rôle majeur dans leur disparition.

L'État est notoirement associé à une autre activité, la guerre, qui a toujours généré elle aussi d'énormes conséquences épidémiologiques. Ne serait-ce qu'en termes démographiques, rien de tel qu'une guerre pour engendrer des déplacements massifs de population. Une armée, une horde de réfugiés en fuite ou une masse de captifs constituaient autant de modules mobiles d'infection contractant et transmettant nombre de maladies traditionnellement associées à la guerre : choléra, typhus, dysenterie, pneumonie, fièvre typhoïde, etc. On sait depuis longtemps que la marche des armées ou des réfugiés a toujours tracé un front mobile d'infection que les civils cherchaient à fuir dès qu'ils le pouvaient. Lorsque le principal butin

était constitué des captifs transportés de force sur le territoire des vainqueurs, comme c'était le cas dans les guerres de l'Antiquité, les conséquences en matière de transmission des maladies infectieuses étaient à peu près les mêmes qu'avec le commerce, mais peut-être à plus grande échelle. Et les captifs étaient bien entendu accompagnés de leur bétail, qui lui aussi transportait ses propres maladies et parasites jusque dans l'enceinte de la capitale des vainqueurs.

Comment juger de l'importance des maladies liées au commerce et aux guerres dans le déclin des premiers États ? Il est impossible de la connaître avec certitude car les traces archéologiques sont rares et guère probantes. J'ai tendance à penser que l'on pourrait attribuer aux épidémies une bonne partie des abandons soudains et inexpliqués de sites densément peuplés du monde antique. Cette intuition est d'autant plus plausible si nous extrapolons à des périodes antérieures ce que nous savons sur les épidémies dans les mondes romain et médiéval. Étant donné que les pathologies liées à la concentration démographique étaient inédites, les populations de l'époque ne pouvaient connaître les mécanismes de leur propagation. Mais l'idée que les épidémies létales étaient associées au commerce maritime, aux caravanes, aux armées et à leurs captifs, a dû émerger très tôt8.

La première réaction instinctive d'une population urbaine menacée était sans doute d'isoler les premières victimes et de protéger hermétiquement la ville de tout contact ultérieur avec les sources présumées de contamination. On peut supposer que la pratique de la quarantaine et de l'isolement des passagers d'embarcations (institutionnalisée ultérieurement sous le nom de « lazarets ») a dû apparaître sous une forme ou sous une autre dans le sillage de ces épidémies nouvelles et redoutées. Parallèlement, même les populations urbaines les plus anciennes ont dû comprendre que fuir le site d'une épidémie létale et se disperser était sans doute la meilleure façon d'éviter l'infection. Instinctivement, les habitants des villes devaient s'éparpiller aussi vite que possible dans les campagnes (où leur présence était probablement redoutée), et les États de l'époque auraient sans doute eu bien du mal à les en empêcher.

Si cette compréhension de la réaction aux premières épidémies est

globalement correcte, alors nous disposons d'un scénario épidémiologique plausible de la disparition soudaine des premiers grands établissements sédentaires. Une fois la contagion amorcée, et en posant l'hypothèse provisoire que la majorité des habitants ne quittaient pas le centre urbain, on peut très bien imaginer que la maladie fît suffisamment de victimes pour détruire la viabilité de la cité affectée en tant que centre étatique. Mais si nous supposons, de manière plus réaliste, que la majorité de la population réussissait à s'enfuir, le résultat, quoique moins meurtrier, devait là aussi être l'abandon du centre urbain dont dépendait l'État. Dans les deux cas, en un bref laps de temps, le centre étatique affecté disparaissait en tant que foyer de pouvoir. Toutefois, le second scénario n'implique pas nécessairement un déclin significatif de la population totale, mais plutôt sa dispersion dans des sites plus ruraux et plus sûrs. Nous savons par des documents écrits que vers 1320 av. J.-C., une épidémie dévastatrice apportée en Égypte par les Hittites déclencha une famine, du fait que les cultivateurs survivants, refusant de payer l'impôt, abandonnèrent fréquemment leurs champs tandis que les soldats qui n'étaient plus payés se livrèrent au banditisme9. Il est impossible de savoir avec quelle fréquence les épidémies ont provoqué l'effondrement des États archaïques, mais on sait que les maladies, amplifiées par les guerres, les invasions et les échanges commerciaux, ont été une cause importante de désurbanisation dans le Bas-Empire romain et dans l'Europe médiévale. En l'an 166 de notre ère, les troupes romaines de retour d'une campagne en Mésopotamie en rapportèrent une maladie infectieuse dont on pense qu'elle a éliminé entre un quart et un tiers de la population de Rome10.

Écocide : déforestation et salinisation

On ne saurait trop insister sur le fait que les premiers États étaient des phénomènes sans précédent historique si l'on veut bien comprendre leur essor et leur déclin. Comme nous l'avons déjà observé, ni leurs sujets ni leurs élites n'étaient à même d'anticiper que le complexe inédit de céréales, d'humains et d'animaux auquel ils étaient associés pouvait générer des

conséquences épidémiologiques aussi ravageuses. De même, personne ne pouvait prévoir que le fardeau sans précédent que constituait ce complexe entraînerait des pressions insoutenables sur l'environnement local. Parmi les contraintes environnementales les plus susceptibles de menacer l'existence de l'État, deux, sur lesquelles on dispose de témoignages écrits depuis les temps les plus reculés, se sont révélées particulièrement importantes dans le monde antique : la déforestation et la salinisation11. Ces deux phénomènes se distinguent des maladies épidémiques en cela qu'ils opèrent sur le long terme ; il s'agit de processus graduels, voire insidieux, plutôt que de crises soudaines. On imagine bien qu'une épidémie était capable de dévaster une ville en quelques semaines. En revanche, une pénurie de bois de chauffage et de cuisson, ou bien l'envasement progressif des canaux et des rivières dû à la déforestation, entraînaient plutôt une asphyxie économique progressive, tout aussi meurtrière mais beaucoup moins spectaculaire.

La plaine alluviale de Basse Mésopotamie est elle-même le fruit de l'érosion engendrée par les cours du Tigre et de l'Euphrate, qui y déposent des sols arrachés aux hautes terres situées en amont. En ce sens, les premières sociétés agraires étaient fortement dépendantes de l'apport des nutriments transportés vers l'aval par ces fleuves depuis des millénaires. Mais avec la croissance des centres urbains, et à mesure qu'augmentait la demande de bois d'œuvre, de chauffage et de cuisson absent des zones humides de Basse Mésopotamie, ce processus entra dans une nouvelle phase. C'est ce dont témoignent les nombreux indices de déforestation des régions du cours supérieur de l'Euphrate en amont de Mari au début du troisième millénaire av. J.-C., déforestation due à une combinaison de surexploitation des ressources forestières et de surpâturage12.

Les États archaïques avaient un appétit dévorant de bois qui allait bien au-delà des besoins d'une communauté sédentaire même importante. En plus du défrichage des terres destinées aux cultures et au pâturage, du bois de chauffage et de cuisson, du bois de construction et du bois destiné aux fours à poterie, l'État archaïque avait besoin d'énormes quantités de bois destiné à la métallurgie, la fonderie, les fours à briques, la salaison des viandes, les

galeries de mines, la construction navale, l'édification de grands monuments et la production d'enduit à chaux – cette dernière exigeant de très grands apports en combustible. Compte tenu des difficultés de transport du bois sur de longues distances, un centre étatique avait tôt fait d'épuiser les modestes réserves situées à proximité de son siège principal. Mais s'il était situé, comme presque tous les premiers États, au bord d'une voie navigable, généralement un fleuve, il pouvait tirer profit de la flottabilité du bois et du sens du courant afin d'exploiter les forêts situées en amont.

La logistique de l'exploitation forestière et du transport imposait que les arbres soient abattus le plus près possible du fleuve pour minimiser l'effort fourni. Au fur et à mesure que ses berges étaient déboisées, il fallait aller chercher le bois de plus en plus loin en amont, ou alors couper des arbres de plus petite taille susceptibles d'être facilement transportables jusqu'au bord du fleuve, d'où on leur faisait descendre le courant par flottage. On dispose de nombreux témoignages de déforestation dans le monde classique, qu'il s'agisse de l'exploitation du bois destiné à la construction navale par Athènes en Macédoine ou de la pénurie de bois dans la République romaine13. Beaucoup plus tôt, vers 6300 avant notre ère, la ville néolithique d'Aïn Ghazal avait connu une pénurie de bois de chauffage et de cuisson et la disparition complète de sa couverture arborée dans un rayon accessible à pied. Sa population avait donc été contrainte de se réinstaller dans des hameaux dispersés, comme le fut celle de nombre d'autres sites néolithiques de la vallée du Jourdain une fois dépassée la capacité de charge de leurs ressources forestières locales14.

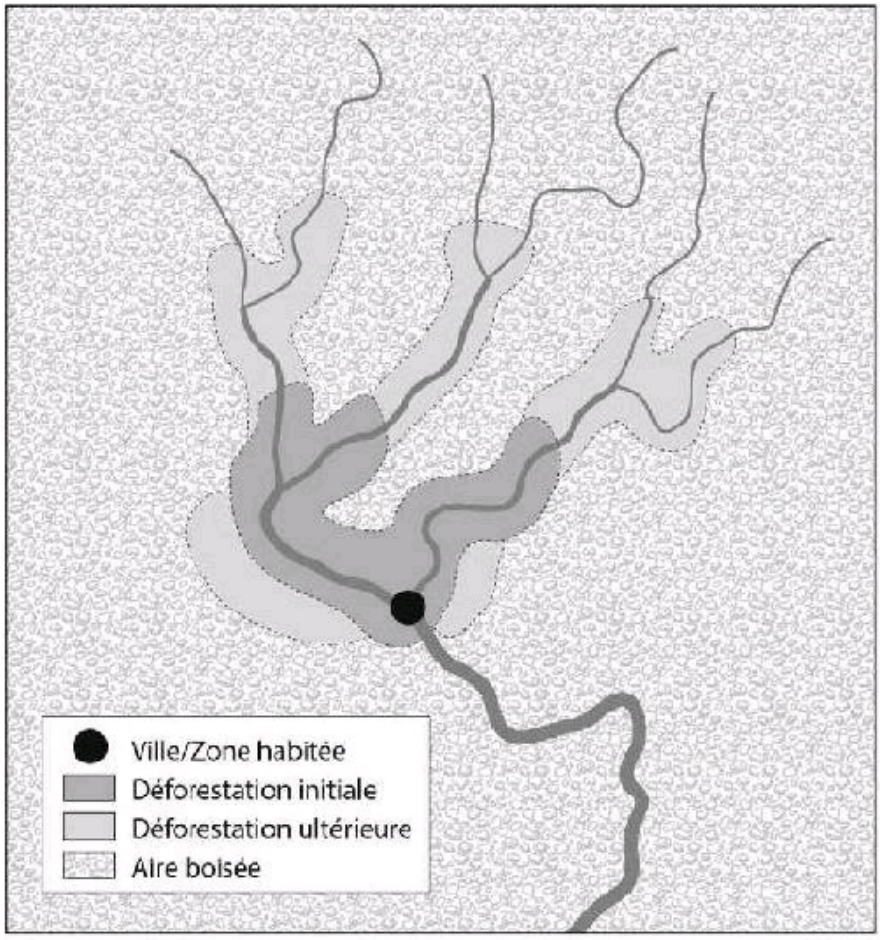


Schéma de déforestation vers l'amont d'un fleuve à partir d'un centre étatique fictif

Un signe presque infaillible qu'une cité-État a dû faire face à une pénurie de bois facilement accessible est la proportion de sa consommation de charbon. Bien que le charbon de bois fût indispensable aux activités exigeant de hautes températures telles la poterie, la fabrication de chaux et la fusion des métaux, il était rarement utilisé à des fins domestiques, sauf en cas d'épuisement des réserves locales de bois de chauffage et de cuisson. L'avantage spécifique du charbon de bois, c'est qu'il fournit beaucoup plus

de chaleur par unité de poids et de volume que le bois brut et que son transport sur de longues distances revient donc moins cher. L'inconvénient, bien entendu, c'est qu'il doit être brûlé deux fois et consomme ainsi beaucoup plus de matière ligneuse. Ainsi, moins on avait de bois à portée de main, plus on avait recours à du charbon de bois venant de loin.

Si une pénurie de bois de chauffage et de cuisson pouvait limiter la croissance d'une cité-État, la déforestation du bassin versant en amont de la ville posait des problèmes autrement sérieux. En premier lieu, il y avait le risque d'érosion et d'envasement. S'il est vrai que les premiers États étaient des créatures de la plaine alluviale et de son limon, lorsqu'un bassin versant voyait disparaître sa couverture végétale ou était simplement défriché afin de laisser place à des cultures, le processus d'envasement qui s'ensuivait présentait un danger d'érosion accrue, laquelle n'était pas facile à prévoir. Comme les premiers États étaient établis sur des plaines à très faible gradient, leurs cours d'eau se déplaçaient lentement durant la majeure partie de l'année ; ainsi le limon tendait-il à se décanter lorsque le courant ralentissait. Si la cité-État dépendait fortement de l'irrigation, ses canaux commençaient à être asphyxiés par l'envasement, ce qui ralentissait encore plus le courant. Il fallait alors *a minima* mobiliser la population en corvées de dragage, sans quoi les champs cessaient de produire.

Une autre menace liée à la déforestation présentait un caractère plus catastrophique qu'insidieux. La couverture forestière – il s'agissait essentiellement de chênes, de hêtres et de pins en Mésopotamie antique – avait pour effet de retenir l'eau des pluies de la fin de l'hiver et de diffuser lentement leur humidité par percolation à partir du mois de mai. Sous l'effet de la déforestation ou du défrichage agricole, le bassin versant relâchait beaucoup plus rapidement l'eau de pluie et le limon qu'elle transportait, ce qui engendrait des crues plus rapides et plus violentes15. D'où une série de conséquences susceptibles de menacer la viabilité d'une cité-État. Si, comme cela arrivait souvent, le processus d'envasement élevait le lit du fleuve à un niveau proche de celui des terres environnantes, son cours devenait extrêmement erratique, sautant d'un chenal à l'autre au fur et à mesure que

ceux-ci s’envasaient. La combinaison d’un envasement progressif et d’une période de crue pouvait se traduire par des inondations massives et catastrophiques. Historiquement, le fleuve Jaune offre un exemple type de crues massives et de brusques changements de cours ayant entraîné la mort de millions de personnes. Il semble que même Jéricho, l’un des plus grands sites pré-étatiques du Néolithique, ait succombé à la détérioration de son bassin versant au milieu du neuvième millénaire avant notre ère : « L’ennemi, c’étaient les crues et les coulées de boue, écrit Steven Mithen. Jéricho était en danger perpétuel car l’augmentation des précipitations et le défrichement de la végétation déstabilisaient les sédiments des collines de Palestine, charriés jusqu’aux abords du village par les oueds voisins16. » Outre l’éventualité d’une crue catastrophique susceptible de détruire une bonne partie d’une cité-État et de ses cultures, il arrivait aussi que le fleuve change de cours à marée haute, laissant à sec une agglomération existante et la privant de sa principale artère de transport et de commerce.

Enfin, quoique de manière plus hypothétique, la déforestation et l’envasement pouvaient entraîner la propagation du paludisme. On a pu dire que le paludisme était une « maladie de la civilisation », en ce sens qu’il est peut-être apparu avec le défrichement des terres destinées à l’agriculture. J. R. McNeill fait l’hypothèse suggestive qu’il pourrait être lié à la déforestation et à la morphologie des cours d’eau. Lorsqu’un fleuve limoneux traverse une plaine côtière à faible gradient, il dépose de plus en plus de limon au fur et à mesure que le courant ralentit. L’accumulation de la vase peut finir par créer une digue ou une barrière bloquant l’accès du fleuve à la mer et faisant reculer et s’étaler ses eaux, formant ainsi des zones humides paludéennes à la fois anthropogéniques et quasiment inhabitables17.

La salinisation et l’épuisement des sols étaient deux autres conséquences anthropogéniques susceptibles de menacer l’existence des États fondés sur les céréales et l’irrigation. Toutes les eaux d’irrigation contiennent des sels dissous. Comme les plantes ne les absorbent pas, ils finissent par s’accumuler dans le sol et, à moins que les canaux ne soient lessivés, par les tuer. Mais le lessivage des canaux n’est qu’une solution à court terme qui élève le niveau

de la nappe phréatique et fait remonter le sel à la surface, où il pénètre les racines des plantes. Étant donné que l'orge tolère mieux le sel que le blé, une façon de s'adapter à la salinisation croissante consiste à planter de l'orge au lieu du blé, malgré la préférence générale pour ce dernier. Mais même avec de l'orge, si la nappe phréatique – et donc le sel – le rapproche de la surface, le rendement des cultures en est considérablement affecté18. Le faible gradient et les faibles précipitations de la Basse Mésopotamie aggravaient le problème, au point qu'Adams, spécialiste de la question, est convaincu que l'augmentation progressive de la salinité a été un facteur majeur du déclin écologique de la région à partir de 2400 av. J.-C.19. Les agriculteurs mésopotamiens devaient laisser en jachère leurs champs de céréales tous les deux ou trois ans afin d'obtenir un rendement minimalement satisfaisant. Les textes de la période d'Ur III qui évoquent l'agriculture décrivent les champs de la région comme « situés au voisinage d'une eau saumâtre », « dans une zone saturée de sel », « sur un sol imprégné de sel » et contenant des « monceaux de sel » afin d'expliquer les faibles rendements céréaliers20.

Il est fort probable que même dans la prospère plaine alluviale, où la salinisation induite par l'irrigation n'était pas un problème majeur, les rendements de la céréaliculture aient diminué avec le temps. Après tout, les agriculteurs de l'époque n'avaient pas beaucoup d'expérience en matière de culture continue des mêmes lopins. Avant même l'émergence de structures étatiques, on y observe des rendements en baisse à Aïn Ghazal et, vu l'intensité de la culture des céréales dans les premiers États, on peut penser que les rendements moyens y ont diminué de la même manière. Les sols pouvaient également y souffrir de surpâturage, ce qui entraînait la réduction de leur capacité de charge en termes d'élevage.

Pour mieux comprendre la fragilité des États archaïques et la cause de leur disparition, il est utile de distinguer les cas de « mort subite » (par exemple, la disparition de Larsa en 1720 av. J.-C.) des cas de déclin et d'agonie progressive. Les épidémies et les grandes inondations, mêmes si elles peuvent être l'effet de dynamiques cumulatives sous-jacentes, sont des exemples de mort subite. Les États qui ont été anéantis de cette manière ont

disparu en un éclair, bien qu'une bonne partie de leur population ait pu survivre grâce à la fuite et la dispersion. Les cas d'envasement, de rendement agricole décroissant et de salinisation sont parfois enregistrés dans les archives comme une forme de déclin plus ou moins régulier – accompagné par un lent exode de la population – ou comme une série de mauvaises récoltes. On n'observe pas dès lors de tournant dramatique, mais plutôt une déchéance presque imperceptible. Le terme d'« effondrement » est bien trop excessif pour être appliqué à de tels processus, parfois si communs que les sujets de l'État concerné n'y voyaient qu'une logique familière de dispersion et de réorganisation des pratiques de peuplement et de subsistance. Seules les élites étatiques les vivaient éventuellement comme un « effondrement » tragique.

Politicide : guerres et exploitation du noyau central

La pertinence même de la notion d'« effondrement » est liée à l'essor de sites urbains protégés par des murailles et caractérisés par une architecture monumentale, ainsi qu'à l'hypothèse erronée que de tels centres monumentaux étaient synonymes de « civilisation ». Comme nous l'avons signalé, il arrivait relativement souvent que des communautés sédentaires pré-étatiques soient abandonnées temporairement ou définitivement suite à toutes sortes de raisons. De tels événements, enregistrés par les archéologues, impliquaient parfois un nombre élevé de personnes, mais on peut difficilement les percevoir comme des « tournants historiques » tant que lesdites communautés ne sont pas constituées en centres étatiques fortifiés. Les pierres et les ruines, c'est important ; grâce à elles, les archéologues disposent de sites de fouilles impressionnants, les musées acquièrent des artefacts précieux et les nations y trouvent les symboles ancestraux de leur glorieux passé. Les civilisations disparues dont les monuments, à l'instar de ceux de Srivijaya à Sumatra, étaient construits avec des matériaux périssables, ne laissent guère de traces dans les livres d'histoire, alors que des sites comme Angkor Wat et Borobudur émergent comme des phares.

L’État n’a pas plus inventé la guerre qu’il n’a inventé l’esclavage, mais il a considérablement renforcé ces institutions en en faisant des rouages essentiels de son fonctionnement. On est passé d’incursions modestes mais constantes en quête de captifs à de véritables conflits armés avec d’autres États poursuivant le même objectif. Et lorsqu’une guerre de ce type avait lieu entre deux États, l’État vaincu était, presque par définition, réduit à néant – un phénomène que l’on peut bien appeler « effondrement » si l’on veut. En général, la majeure partie de la population était massacrée ou déportée, les sanctuaires détruits, les maisons et les récoltes incendiées : il s’agissait donc bien d’une oblitération complète. À titre d’exception, il pouvait y avoir capitulation pacifique d’une des parties, souvent suivie du paiement d’un tribut et, parfois, de l’occupation des terres des vaincus par des colons installés par le vainqueur – alternative moins brutale qui n’en éliminait pas moins l’État existant. Lorsque les sociétés en conflit étaient nombreuses, toutes voisines et de taille comparable, comme c’était le cas en Basse Mésopotamie, dans la Chine des « Royaumes combattants » avant les Qin, ou encore chez les cités grecques ou les États mayas, l’essor et le déclin successifs de ces mini-États s’enchaînaient rapidement. L’effondrement était un phénomène banal.

Ces conflits incessants et la rivalité autour du contrôle de la main-d’œuvre locale contribuaient à la fragilité des premiers États. En premier lieu, ils détournaient au profit de la construction de murailles et d’ouvrages défensifs, ou bien de la conscription, une vaste force de travail qui aurait pu être utilisée à la production de la nourriture destinée à une population vivant tout juste au-dessus du niveau de subsistance. En second lieu, ils contraignaient les fondateurs et les constructeurs de cités-États à choisir des sites et des configurations urbaines faisant souvent prévaloir les considérations de défense militaire sur l’abondance des ressources matérielles. D’où des États qui, bien que plus faciles à défendre, étaient parfois plus fragiles au niveau économique.

Malgré les bénéfices matériels potentiels de la guerre pour les vainqueurs, le danger de la mort et de la captivité était toujours présent. On peut supposer

que nombre des sujets de ces petits États rivaux faisaient tout leur possible pour éviter la conscription, y compris en choisissant la fuite. Un État qui semblait sur le point de perdre la guerre risquait de perdre aussi une bonne partie de ses habitants. (On pense aux masses de Blancs pauvres désertant les rangs de la Confédération dans les dernières étapes de la guerre de Sécession, en 1864.) Thucydide a décrit la désintégration progressive de la coalition athénienne face à l'échec de la campagne contre Syracuse : « [D]epuis que les forces en présence s'équilibrent, les esclaves se sont mis à déserter ; les étrangers que l'on avait embarqués de force saisissent la première occasion pour rentrer dans leurs cités respectives […]21. » Dans la mesure où ces États vivaient littéralement de la force de travail de leurs sujets, une défaite décisive pouvait présager l'effondrement de l'État lui-même[b].

Enfin, la cité-État pouvait être aisément détruite par des conflits internes : querelles de succession, guerres civiles et insurrections. Ce qui caractérisait ce type de conflit, c'était l'existence nouvelle d'un butin potentiel fort digne d'intérêt : un territoire céréalier producteur d'excédent et protégé par des murailles, avec sa population, son bétail et ses greniers. Les luttes autour du contrôle d'un site avantageux avaient toujours existé, même parmi les sociétés pré-étatiques, mais l'avènement des premiers États fit monter les enjeux essentiellement parce qu'ils représentaient un stock de capital fixe : canaux, ouvrages défensifs, archives, greniers et, bien souvent, accès aisé à des sols riches, ressources en eau et routes commerciales. Ces atouts étaient des facteurs de puissance auxquels personne n'aurait renoncé à la légère et dont on peut imaginer qu'ils entraînaient des luttes pour le pouvoir local d'autant plus féroces et sans merci.

Qu'il fût l'objet d'une guerre interétatique ou d'un conflit interne, le complexe « céréales/main-d'œuvre » restait le noyau central de la puissance politique. Lors des guerres entre États ou des incursions de peuples sans État, c'est ce complexe que le vainqueur cherchait à détruire en transférant ses

biens meubles sur son propre territoire ou, à défaut, en en faisant une entité tributaire. Dans le cas des conflits internes, il s'agissait d'une lutte pour le monopole des ressources du noyau central.

Si l'on veut comprendre comment l'État archaïque creusait souvent sa propre tombe en surexploitant la région centrale autour du palais royal, il est utile de revenir sur les contraintes fondamentales qui régissaient les moyens de transport et d'appropriation. Tout comme l'inflation des coûts du bois de chauffage et de cuisson, qui entraînait un recours croissant au charbon de bois, l'appropriation des produits en vrac par voie terrestre coûtait de plus en plus cher et devenait rapidement prohibitive à mesure que la distance augmentait. C'était essentiellement cette logique qui définissait dans la pratique la portée géographique de l'État tant que la technologie des transports n'eut pas évolué. Avec des animaux de trait et des chariots circulant sur une plaine alluviale, les États archaïques n'avaient guère la possibilité de réquisitionner les céréales au-delà d'un rayon d'environ quarante-huit kilomètres. Bien entendu, tout changeait radicalement avec le transport par voie d'eau qui, en réduisant fortement les facteurs de frottement, étendait considérablement la zone de captage étatique de produits en vrac telles les céréales. On pourrait donc définir un noyau agraire comme la zone à l'intérieur de laquelle les produits en vrac pouvaient être rapatriés au centre sans que leur coût de transport devienne prohibitif. Reste que la zone de contrôle la plus lucrative était le territoire le plus proche de la capitale, ou bien le plus facilement accessible par voie navigable. C'est donc dans cette zone que se concentraient les symboles et les ressources du pouvoir : greniers, grands sanctuaires, bureaucratie, garde prétorienne, marchés centraux, terres agricoles les plus productives et les mieux arrosées ainsi que, bien entendu, les résidences des élites liées au palais et au temple.

Cette zone centrale était la clé du pouvoir et de la cohésion de l'État, mais elle était aussi son talon d'Achille, car c'est elle qui subissait la plus forte pression en cas de crise22. Précisément parce qu'elle était la plus proche et la plus riche en ressources, c'est elle qui, en cas de difficultés, se voyait contrainte de fournir la plus grande quantité de main-d'œuvre et de céréales.

Un souverain audacieux, qu'il fût poussé par ses ambitions militaires ou ses rêves de grandeur architecturale, ou bien menacé par des envahisseurs ou des ennemis internes, était forcément tenté de surexploiter la zone centrale afin de la rendre moins capable de lui résister. Deux facteurs rendaient un tel pari très dangereux et même susceptible de provoquer la chute de l'État. En premier lieu, ce type de royaume agraire était constamment sujet aux aléas des précipitations, des intempéries, des ravageurs et des maladies des hommes et des cultures, rendant la production annuelle de ses champs, même dans les contextes agroécologiques les plus favorables, extrêmement variable. En circonstances ordinaires, le « profit » que les élites étaient susceptibles de tirer du noyau central était très fluctuant. Si elles insistaient afin d'en obtenir un rendement régulier, voire croissant, en termes de céréales et de main-d'œuvre sans tenir compte des fluctuations normales de la production, c'était la population agraire de la zone centrale qui devait dès lors supporter les conséquences potentiellement catastrophiques de ces fluctuations malgré la fragilité de son mode de subsistance. Comme dans toutes les économies agraires, la question clé des rapports de classe était de savoir quelle classe absorberait les chocs inévitables d'une mauvaise récolte ou, en d'autres termes, qui verrait sa sécurité économique assurée au détriment de qui.

Un second facteur doit être pris en compte : les premiers États n'avaient qu'une connaissance assez rudimentaire de l'étendue réelle de leurs surfaces cultivées et de leurs rendements probables et effectifs, secteur par secteur, en blé et en l'orge. Même si l'État en savait beaucoup plus sur le noyau central que sur les régions périphériques, il courait toujours le risque de réquisitionner une trop grande quantité de céréales lors d'une mauvaise année, laissant ses sujets au bord de la famine. Autrement dit, même sans tenir compte de leur possible rapacité, les premiers États ne disposaient pas du type de savoir détaillé et circonstancié qui leur aurait permis de moduler leur niveau d'appropriation en fonction de la capacité de leurs sujets. Pour reprendre l'expression d'un de mes collègues, ils étaient si malhabiles que « c'est comme si leurs mains n'avaient eu que des pouces[23] ». Les

conséquences de cette incompétence étaient aggravées par leur incapacité à contrôler sur le terrain la cupidité de leurs propres collecteurs d'impôts, lesquels entendaient bien tirer profit de la situation.

En cas d'urgence, lorsque la maximisation des recettes fiscales devenait une question de survie, il était difficile de résister à la tentation d'exercer une pression excessive sur la région centrale, même si cela risquait de provoquer des troubles et/ou une rébellion. Les zones périphériques n'offraient pas d'alternative réaliste : elles étaient souvent moins fiables sur le plan agricole, avec des rendements plus faibles et plus variables ; les revenus que l'on pouvait en tirer étaient en partie annulés par les frais de transport ; la connaissance de leurs ressources et le niveau de contrôle de l'appareil administratif susceptible de les extraire diminuaient radicalement au fur et à mesure que l'on s'éloignait du centre. Une élite qui se serait crue en danger de mort ou qui, au contraire, aurait été en proie à des ambitions surhumaines, n'aurait guère éprouvé de scrupules à adopter des stratégies de survie qui risquaient de tuer la poule aux œufs d'or, à savoir le noyau céréalier. J'estime donc vraisemblable que dans ce type de situations, ce que l'on interprète rétrospectivement comme un « effondrement » fut souvent été déclenché par la résistance et la fuite désespérées des sujets de la région centrale.

Dans le cas des États mésopotamiens du troisième millénaire avant notre ère, les spécialistes des phénomènes supposés d'« effondrement » mettent l'accent sur la même question, celle de savoir qui était censé assumer le fardeau du risque : « Dans la mesure où il est improbable que l'autorité centrale ait réduit ses dépenses proportionnellement à la diminution des revenus prélevés sur certains secteurs de la société, il est très probable que le fardeau fiscal ait augmenté pour tous les autres24. » Ce que nous savons de la phase finale de la dynastie akkadienne (vers 2200 av. J.-C.) tend à démontrer que le noyau central du royaume était périodiquement surexploité, en tant que source de revenus la plus abondante et la plus proche. Les fonctionnaires du palais exigeaient une intensification de la culture des céréales et une diminution des jachères afin de maximiser les profits immédiats au détriment de la productivité à long terme. Deux siècles plus tard, lorsque Ur fut

menacée, semble-t-il, par des incursions amorites, les généraux qui la défendaient exercèrent une telle pression sur les cultivateurs de céréales du royaume que ceux-ci résistèrent ou s'enfuirent. Un passage de la fameuse *Lamentation sur la ruine d'Ur* illustre bien à quoi ressemblait l'effondrement d'un État fondé sur le complexe « céréales/main-d'œuvre » : « La faim envahit la ville comme de l'eau […] le roi soupire lourdement dans son palais, *tout seul*, ses hommes ont abandonné leurs armes25. »

L'Égypte de la fin du troisième millénaire avant notre ère, royaume bien plus vaste et consolidé que la Mésopotamie, avec sa vingtaine de petites sociétés rivales en conflit, pâtissait apparemment du même vice. Les producteurs agricoles y subissaient la pression constante d'un État avide de main-d'œuvre et de céréales, avec des conséquences lourdes sur leur niveau de vie26. Le fait que l'étroite bande fertile qui longeait le Nil était bordée de déserts des deux côtés facilitait d'autant plus la surexploitation d'une population paysanne qui n'avait nulle part où fuir. Certains commentateurs soulignent l'extrême dénuement des cultivateurs et les lois somptuaires qui interdisaient à 90 % de la population de porter certains vêtements, de posséder des biens de prestige ou de célébrer certains rituels réservés à l'élite27.

Faute de données démographiques nous permettant d'identifier les mouvements de population, il nous est hélas impossible de savoir si la quantité de fuyards a augmenté proportionnellement au taux de surexploitation des céréales et de la main-d'œuvre. En supposant qu'il était possible de s'échapper et que les fuites étaient fréquentes, l'État arrivait-il à compenser l'exode – lent ou rapide – de ses sujets surexploités en acquérant des prisonniers de guerre et en les réinstallant de force au cœur de son territoire ?

Plaidoyer pour l’effondrement

Pourquoi déplorer l’« effondrement » dès lors que la situation décrite par ce terme ne reflète le plus souvent que la décomposition d’un État complexe, fragile et généralement oppressif en de plus petits fragments décentralisés de taille inférieure28 ? Une raison fort simple et pas nécessairement superficielle de cette perception négative, c’est que la disparition d’un État prive les chercheurs et les spécialistes chargés de documenter les civilisations antiques du matériau brut dont ils ont besoin. L’effondrement, cela signifie moins de sites importants à explorer par les archéologues, moins de documents et de textes à analyser par les historiens et moins d’artefacts de toutes tailles à exposer dans les musées. Il existe des documentaires splendides et instructifs sur la Grèce archaïque, l’Ancien Empire égyptien et Uruk au milieu du troisième millénaire, mais on cherchera en vain un portrait des périodes sombres qui leur ont succédé : les « siècles obscurs » de la Grèce, la « Première période intermédiaire » de l’Égypte et le déclin d’Uruk sous l’empire akkadien. On pourrait pourtant fort bien soutenir que de telles périodes « creuses » ont en fait suscité un net gain de liberté pour de nombreux sujets des États antiques et une amélioration générale du bien-être humain.

Ce que je souhaite contester ici, c’est le préjugé rarement analysé selon lequel la concentration de la population au cœur des centres étatiques constituerait une grande conquête de la civilisation, tandis que la décentralisation à travers des unités politiques de taille inférieure traduirait une rupture ou un échec de l’ordre politique. Il me semble que nous devrions nous efforcer de « normaliser » l’idée d’effondrement et d’y voir l’amorce d’une reformulation périodique et peut-être même salutaire de l’ordre politique. Dans le cas d’économies de commandement et de rationnement

particulièrement centralisées comme Ur III, la Crète et la Chine des Qin, les problèmes semblent avoir été plus aigus, et les cycles de centralisation, décentralisation et réagrégation, fréquents29.

L'« effondrement » d'un ancien centre étatique est implicitement, mais souvent à tort, associé à un certain nombre de tragédies humaines. Il est vrai qu'une invasion, une guerre ou une épidémie pouvaient provoquer de fortes hécatombes, mais il était tout aussi commun que l'abandon d'un centre étatique n'entraîne que peu ou pas de pertes en vies humaines. On ferait mieux de considérer de tels phénomènes comme des instances de redistribution de la population. En cas de guerre ou d'épidémie, il arrivait souvent qu'en abandonnant la ville pour la campagne, les populations évitent de nombreux décès. Une bonne partie de notre fascination par l'« effondrement » nous vient de l'*Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, d'Edward Gibbon. Mais même à propos de cet exemple classique, certains auteurs affirment qu'il n'y a pas eu déclin démographique, mais plutôt redistribution de la population, plusieurs peuples non latins tels que les Goths ayant été absorbés par les Romains30. Dans une perspective plus ample, la « chute » de l'Empire n'a fait que rétablir le « vieux patchwork régional » qui prévalait avant que l'Empire n'ait progressivement assemblé ses parties constituantes31.

La question de savoir ce qui se perdait au niveau culturel lorsqu'un grand centre étatique était abandonné ou détruit est donc strictement empirique. Il est clair qu'un tel « effondrement » avait probablement un effet important sur la division du travail, l'ampleur des échanges et l'architecture monumentale. Néanmoins, il est tout aussi probable que la culture ait survécu – et se soit développée – dans de multiples petits centres qui n'étaient plus soumis au centre principal. Il ne faut jamais confondre la notion de culture avec celle de centre étatique, ni l'apogée d'une culture palatiale avec ses fondement sous-jacents qui étaient bien plus amples.

Et surtout, le bien-être d'une population ne doit jamais être confondu avec la puissance d'un centre étatique ou palatial. Il n'était pas rare que les sujets des premiers États abandonnent l'agriculture et les centres urbains afin

d’échapper aux impôts, à la conscription, aux épidémies et à l’oppression. Sous un certain angle, on peut considérer qu’ils ont ainsi régressé vers des formes de subsistance plus rudimentaires, telles que la cueillette ou le pastoralisme. Mais sous un autre angle, que je crois plus pertinent, on peut se féliciter qu’ils aient ainsi échappé au paiement d’un tribut en main-d’œuvre et en céréales, survécu à une épidémie, échangé une servitude oppressive contre un surcroît de liberté et de mobilité physique, voire évité la mort au combat. En pareilles circonstances, l’abandon de l’État pouvait être vécu comme une émancipation. Il ne s’agit certainement pas pour autant de nier que l’existence en dehors de l’État était souvent à la merci de toutes sortes de violences et de prédations, mais plutôt d’affirmer que nous n’avons aucune raison de supposer que l’abandon d’un centre urbain entraînât, *ipso facto,* une plongée dans la brutalité et la violence.

Ces cycles irréguliers d’agrégation et de dispersion font écho à des alternances de modes de subsistance bien antérieurs à l’émergence initiale des États. Il semble par exemple que le climat nettement plus froid et plus sec du Dryas récent ait poussé des populations précédemment dispersées à se regrouper dans des terres basses plus chaudes et plus humides, où elles ont pu tirer parti de ressources alimentaires plus abondantes. En Mésopotamie, vers 7000 avant notre ère (à la fin de la Phase A du Néolithique précéramique), une baisse des rendements agricoles, peut-être accompagnée par des épidémies, a pu au contraire provoquer une dispersion générale de la population. Étant donné la grande variabilité annuelle de l’occurrence et du volume des précipitations, il y a tout lieu de croire que les peuples agraires ont dû développer en période de famine un répertoire de survie impliquant leur dispersion démographique jusqu’à ce que la situation s’améliore32. Un spécialiste des études mésopotamiennes a proposé le recours à la notion de « paysannerie amphibie » afin de transgresser la frontière théoriquement sacrée et infranchissable entre agriculteurs et éleveurs nomades. Comme Owen Lattimore l’a suggéré de façon tout aussi radicale à propos de la frontière entre les Han et les Mongols en Chine, Adams estime que « la relation entre les nomades et les sédentaires était une voie à double sens, les

individus et les groupes se déplaçant dans une direction ou dans l'autre tout au long de ce continuum en fonction des pressions environnementales et sociales33 ». Ce que beaucoup perçoivent comme une régression et une hérésie civilisationnelle ne fut peut-être, si l'on y regarde de plus près, qu'une adaptation prudente et séculaire à la variabilité des conditions environnementales.

Le type d'ajustement nécessaire à faire face à une sécheresse, par exemple, caractérisait probablement à l'époque toutes les communautés agraires sédentaires. Il s'agissait de ce que l'on pourrait appeler une oscillation à caractère non étatique, afin de la distinguer des effets spécifiques de l'existence de l'État. À l'ère des premiers États, en revanche, il me semble que l'abandon du centre était le plus souvent un effet direct ou indirect de la formation de l'État. La concentration sans précédent des cultures, des populations, du bétail et de l'activité économique urbaine promue par les États entraînait en effet l'intensification de toute une série de phénomènes – épuisement des sols, envasement, inondations, salinisation, épidémies, incendies, paludisme – qui ne se manifestaient pas avec la même intensité avant l'émergence de l'État et étaient capables de vider graduellement ou soudainement une ville, ou bien de détruire un royaume.

Enfin, il faut mentionner une possible cause directe de l'extinction de l'État qui est sans doute plus importante encore de notre point de vue : le politicide ! Des phénomènes comme la taxation écrasante des céréales et de la main-d'œuvre, les guerres civiles et les guerres de succession dans la capitale, les guerres entre cités ou bien des mesures oppressives tels les châtiments corporels et autres abus, avaient un caractère proprement étatique ; individuellement ou collectivement, ils étaient susceptibles de provoquer l'effondrement d'un État. Dans les États avides de main-d'œuvre, la fuite de la population hors du noyau céréalier, ainsi qu'une tendance persistante à se réfugier sur les hautes terres et à se convertir au pastoralisme pendant les époques de crise, ont pu fonctionner comme un dispositif homéostatique. On peut supposer que face à un exode massif, les autorités avaient tendance à prendre des mesures positives afin d'alléger le fardeau de

leurs sujets et d'endiguer leur fuite. Mais la fréquence des effondrements suggère que les signaux du déclin ne furent généralement pas perçus, ou ignorés.

Les épisodes d'effondrement étaient fréquemment suivis de ce que l'on désigne sous le nom d'« âge sombre » (tels les « siècles obscurs » de la Grèce antique entre les XIIe et VIIe siècles avant notre ère). De même que la notion d'effondrement mérite d'être analysée avec soin et de façon critique, le terme d'« âge sombre » doit être interrogé : « sombre » pour qui et de quel point de vue ? Les âges sombres ont été tout aussi fréquents que les apogées légendaires de consolidation dynastique. Cette notion a souvent servi d'instrument de propagande aux dynasties centralisatrices qui entendaient établir un contraste entre leurs propres achèvements et l'état de désunion et de décentralisation censé les avoir précédées. À tout le moins, on ne voit pas bien pourquoi le simple dépeuplement d'un centre étatique et l'absence d'édifices monumentaux et d'archives royales devraient être qualifiés d'âge sombre et passer pour l'équivalent d'une extinction des lumières de la civilisation. Certes, les invasions, les épidémies, les sécheresses et les inondations ont pu faire à certaines périodes des milliers de victimes et se traduire par la dispersion (ou l'asservissement) des survivants. En pareils cas, le terme d'« âge sombre » peut être utile en tant que présupposé. Cela étant, le degré d'« obscurité » de telle ou telle époque ne peut se décréter qu'à la suite d'une enquête empirique, et non pas fonctionner comme un label *a priori*. Le problème de l'historien ou de l'archéologue qui cherchent à mieux comprendre un « âge sombre », c'est que nos connaissances à son sujet sont sérieusement limitées – c'est d'ailleurs ce qui explique qu'on l'appelle un « âge sombre ». Deux obstacles, au moins, obscurcissent notre point de vue. Le premier, c'est la disparition du récit autovalorisant que tendaient à colporter les élites d'une formation politique urbaine. Si nous voulons savoir ce qui se passait, il nous faut explorer les périphéries, la vie des petites villes et villages et des camps de nomades pastoraux. En second lieu, le stock de documents écrits et de bas-reliefs diminuait considérablement, voire

disparaissait, ce qui nous laisse sinon exactement « dans le noir », du moins dans le domaine d'une culture orale difficile à identifier et à dater. Les réserves archivistiques du centre palatial où les historiens et les archéologues allaient faire leurs emplettes ont été remplacées par un « âge sombre » au caractère fragmentaire, dispersé et très faiblement documenté.

Après l'effondrement d'Ur III vers la fin du troisième millénaire av. J.-C., la plaine alluviale sumérienne serait entrée, selon la plupart des historiens, dans un « âge sombre » dont la durée est controversée. De nombreux établissements sédentaires furent alors désertés. « Du fait de la quasi-disparition de la vie sédentaire, les annales et les archives locales qui auraient pu enregistrer ce processus semblent complètement absentes34. » L'ampleur de la dépopulation ne fait guère de doute : « Selon certaines estimations, la population du Levant méridional serait retombée à un dixième ou un vingtième de son niveau précédent », écrit Broodbank. « La plupart des grands centres se sont vidés pour laisser place à une série de sites éphémères et de petite taille35. »

La cause généralement alléguée de cet effondrement est une « invasion » des Amorites, un peuple pastoral peut-être chassé de son territoire par une sécheresse. Cela dit, il ne semble pas que cette invasion se soit traduite par un bain de sang, ce qui confirme l'idée de l'importance de la main-d'œuvre, et la conquête de l'hégémonie par les Amorites semble avoir été un processus graduel. On ne sait absolument rien de ce qui est arrivé à la population locale ; peut-être les habitants se sont-ils éparpillés, mais aucun indice ne montre qu'ils auraient été massacrés. Une autre possibilité, c'est qu'une sécheresse et/ou une épidémie aient fait de nombreuses victimes et obligé les survivants à se disperser. Quoi qu'il en soit, la domination amorite semble avoir été plus bénigne que celle d'Ur III. Les dirigeants amorites semblent avoir aboli la plupart des impôts et des travaux forcés – peut-être en vue d'endiguer l'hémorragie démographique – et promu une société de grands propriétaires terriens, de marchands et de sujets libres. En tout cas, il ne s'agit nullement d'une histoire de pillage et d'atrocités barbares.

La majeure partie des documents historiques que nous possédons sur la

Mésopotamie couvrent une période de trois siècles « à forte intensité étatique », à savoir celle d'Ur III, d'Akkad et de la brève hégémonie de Babylone. Seth Richardson nous rappelle toutefois qu'il s'agit d'une phase exceptionnelle et qu'entre 2500 et 1600 avant notre ère, sept siècles sur neuf furent des périodes de division et de décentralisation36. Rien n'indique que ces périodes, bien que « sombres » au sens où elles ne sont pas éclairées par la lumière du récit étatique et de son autocélébration, se soient caractérisées par une recrudescence de famine ou de violence.

Le premier « âge sombre » de l'Égypte est connu sous le nom de Première Période intermédiaire et a duré un peu plus d'un siècle (2160-2030 av. J.-C.), entre l'Ancien et le Moyen Empire. Il ne semble pas qu'il se soit produit le moindre effondrement démographique, ni même une dispersion radicale de la population sédentaire. On observe simplement un hiatus dans la continuité de la domination par le centre, avec pour conséquence apparente un essor des potentats locaux – les « nomarques » –, qui ne prêtaient plus qu'une allégeance nominale au palais. Il est possible que les impôts aient diminué, tandis que les élites provinciales s'arrogeaient le droit d'imiter les rituels jadis réservés à la cour. Il s'agissait en quelque sorte d'une démocratisation partielle de la culture. Pour résumer, la Première Période intermédiaire ressemble moins à un « âge sombre » qu'à un bref épisode de décentralisation, presque certainement déclenché par une phase de basses eaux du Nil entraînant de mauvaises récoltes et un relâchement de l'emprise de l'État central sur ses sujets. Les inscriptions datant de cette époque mettent tout autant l'accent sur une révolution des rapports sociaux – rapines, pillage des greniers, essor des pauvres et déclin des riches – que sur la misère en général37.

Les « siècles obscurs » de la Grèce ont duré de 1100 à 700 av. J.-C. Nombre de centres palatiaux furent abandonnés et souvent physiquement détruits et incendiés ; les échanges déclinèrent fortement et l'écriture, sous la forme du Linéaire B, disparut. Les causes suggérées sont multiples et non vérifiées : une invasion dorienne, l'incursion de mystérieux « peuples de la mer » originaires de la Méditerranée, la sécheresse et peut-être les maladies.

Du point de vue culturel, la caractérisation de cette période comme un âge sombre fait contraste avec les splendeurs de l'Âge classique qui lui a succédé. Mais de grandes épopées orales comme l'*Iliade* et l'*Odyssée*, nous l'avons vu, remontent précisément à ces siècles obscurs et n'ont été transcrites sous la forme où nous les connaissons que bien plus tard. On pourrait même soutenir que de telles épopées orales, qui ont survécu à force de mémorisation et de performances répétées, constituent une forme culturelle beaucoup plus démocratique que les textes plus désincarnés produits par une petite élite lettrée seule capable de les lire. Si les siècles obscurs de la Grèce reflètent l'éclipse totale et durable des cités-États qui les ont précédés, nous ne savons pratiquement rien de ce qui se passait dans les petits centres autonomes et fragmentés qui leur ont survécu, ni du rôle de précurseurs qu'ils ont pu jouer dans la floraison ultérieure de la Grèce classique.

Il y aurait donc beaucoup à dire en faveur de ces périodes classiques d'« obscurité » du point de vue du bien-être humain. Une bonne partie de la dispersion démographique qui les caractérise était probablement due à la fuite de la population face à la guerre, aux impôts, aux épidémies, aux mauvaises récoltes et à la conscription. En ce sens, cette dispersion pourrait avoir atténué les effets les plus négatifs d'une concentration sédentaire sous la domination de l'État. Plus de décentralisation, c'est non seulement moins de fardeaux imposés par l'État, mais peut-être même une modeste mesure d'égalitarisme. Enfin, si l'on veut bien éviter l'erreur d'assimiler créativité culturelle et centralisation étatique au sommet, il est possible que la décentralisation et la dispersion aient suscité tout à la fois une reformulation et une plus grande diversité de la production culturelle.

En guise de conclusion, je souhaiterais aussi mentionner brièvement un autre âge sombre méconnu et non documenté, à bonne distance des centres étatiques. À l'époque des premiers États, la majeure partie de la population mondiale était constituée par des groupes de chasseurs-cueilleurs dépourvus de structures étatiques. William McNeill a émis l'hypothèse que ces groupes ont sans doute subi une véritable saignée démographique au moment d'entrer en contact avec les maladies inédites engendrées par la concentration de la

population dans les régions céréalières centrales – maladies qui, parmi les populations urbaines, étaient de plus en plus endémiques et donc moins meurtrières[c]. Si tel fut bien le cas, il est possible que la plupart de ces peuples sans État aient péri sans que nous n'en sachions rien, faute de documentation ; l'histoire n'a pas enregistré leur trace, pas plus que celle des hécatombes épidémiologiques auxquelles succombèrent les populations du Nouveau Monde, frappées par des virus qui, souvent, se sont propagés à l'intérieur des terres bien avant l'arrivée des premiers témoins européens. Si nous ajoutons au bilan meurtrier de ces maladies la réduction en esclavage de nombre de ces peuples sans État, pratique qui s'est poursuivie jusqu'au XIX[e] siècle, nous sommes face à un « âge sombre » de proportions épiques ayant affecté des populations « sans histoire » passées inaperçues aux yeux de la « grande » Histoire.

a. Dans le cas de la Grèce mycénienne, David Small avance que cet « effondrement » était en fait un « retour » à des unités plus réduites et plus stables fondées sur les petits groupes lignagers ayant perduré comme éléments de base de configurations politiques plus amples. Small, « Surviving the Collapse ».

b. On pourrait soutenir que la confédération athénienne s'était déjà mise en danger du fait des mesures désespérées qu'elle avait prises plus d'une décennie auparavant. En 425 av. J.-C., les Athéniens avaient triplé le montant de l'impôt en hommes et en espèces payé par leurs tributaires, ce qui n'avait fait qu'accroître les risques de désertion.

c. McNeill, *Plagues and People*, p. 58-71. David Wengrow (communication personnelle) estime que l'existence dans la région de contacts commerciaux et d'échanges généralisés réduisait considérablement le type d'isolement démographique propice aux épidémies affectant les populations immunologiquement « naïves ». C'est certainement vrai pour les grands centres habités et les routes commerciales qui les relient entre eux, mais ça l'est probablement moins pour les peuples sans État vivant à l'écart des grandes voies commerciales et en groupes de taille suffisamment réduite pour que les maladies infectieuses les plus courantes n'y deviennent pas endémiques. L'hypothèse de McNeill reste donc conjecturale et attend d'être confirmée par des recherches ultérieures.

Chapitre 7

L’âge d’or des barbares

> « L’histoire des paysans a été écrite par les citadins
> L’histoire des nomades a été écrite par les sédentaires
> L’histoire des chasseurs-cueilleurs a été écrite par les agriculteurs
> L’histoire des peuples sans État a été écrite par les scribes du palais
> Elles sont toutes répertoriées dans les archives sous le nom
> de “Chroniques barbares” »
>
> Auteur anonyme

En 2500 avant notre ère, les tout premiers États de Mésopotamie, d’Égypte et de la vallée de l’Indus (comme Harappa) auraient été pratiquement invisibles à un observateur extraterrestre. Vers 1500 av. J.-C., environ, ce dernier aurait constaté l’existence de quelques centres étatiques supplémentaires (les Mayas et la région du fleuve Jaune), mais leur présence géographique globale avait en fait diminué. Même à l’apogée de l’Empire romain et des premiers « super-États » Han, cet observateur aurait vu que l’étendue de leur contrôle véritable était étonnamment modeste. Il aurait enfin remarqué que la population mondiale, tout au long de cette période (et vraisemblablement au moins jusqu’en 1600), est restée constituée en son immense majorité par des peuples sans État : chasseurs-cueilleurs, collecteurs de produits de la mer,

horticulteurs, agriculteurs itinérants, pasteurs et un grand nombre de cultivateurs qui échappaient largement au contrôle administratif et fiscal d'un quelconque État[a]. Même dans le Vieux Monde, la « frontière » (au sens américain du terme) était encore suffisamment vaste pour attirer ceux qui souhaitaient maintenir l'État à distance[b].

Phénomènes alors essentiellement agraires, les États de l'époque ressemblaient à de petits archipels situés dans les plaines alluviales d'une poignée de grands fleuves, ou bien à titre exceptionnel dans quelques vallées intermontagneuses. Quel que fût leur devenir en termes d'expansion politique, sur le plan écologique, leur influence était limitée aux sols riches et bien arrosés capables de supporter la concentration de main-d'œuvre et de céréales qui constituait la base de leur puissance. En dehors de cette « zone de confort » écologique, terres arides, marécages et montagnes marquaient les limites de leur domination. Ils pouvaient y mener des expéditions punitives et gagner quelques batailles, mais certainement pas y établir une souveraineté durable. Le périmètre de la plupart des premiers États, quelle qu'ait été leur durée de vie, comprenait un noyau central sous contrôle direct des autorités, une région intermédiaire habitée par des populations dont l'incorporation dépendait des fluctuations de la puissance et de la richesse de l'État et une vaste zone périphérique qui échappait largement à leur contrôle. En général, ils s'épargnaient l'effort de gouverner les régions fiscalement peu rentables extérieures au noyau central, car le revenu qu'ils auraient pu en tirer ne compensait pas d'ordinaire le coût de leur administration. Ils préféraient y nouer des alliances militaires et politiques et obtenir les matières premières rares dont ils avaient besoin par le biais des échanges commerciaux.

L'arrière-pays n'était pas seulement un territoire *non* gouverné – ou plutôt pas encore gouverné ; du point de vue du centre étatique, c'était une région gouvernée par des « barbares » et des « sauvages ». Même si elle n'a pas la précision d'une classification linnéenne, la catégorie « barbares » renvoyait le plus souvent à des populations pastorales hostiles qui constituaient une menace militaire mais pouvaient, en certaines circonstances,

être intégrées par l'État ; les « sauvages », en revanche, étaient perçus comme des bandes de chasseurs et de cueilleurs impropres à servir de matière première à la civilisation, et que l'on pouvait donc ignorer, tuer ou asservir. Lorsqu'Aristote décrivait les esclaves comme des « outils », il avait sans doute à l'esprit les « sauvages », et non pas tous les barbares (comme par exemple les Perses).

Si l'on veut comprendre la perspective des centres étatiques sur les « barbares », l'optique de la « domestication » est généralement utile. Les producteurs de céréales et les esclaves du noyau central étaient des sujets domestiqués, tandis que les chasseurs, les collecteurs et les nomades étaient des populations sauvages, rustiques et non domestiquées : des barbares. Les barbares étaient aux sujets domestiqués ce que les animaux sauvages, la vermine et les nuisibles étaient au bétail domestiqué. Ces populations indomptées constituaient dans le pire des cas une nuisance et une menace qu'il fallait exterminer. Inversement, les mauvaises herbes qui infestaient les champs cultivés étaient aux cultures domestiquées ce que les barbares étaient à la vie civilisée : une nuisance qui, à l'instar des oiseaux, des souris et des rats, hôtes indésirables du banquet agricole, représentait un danger pour l'État et la civilisation. Mauvaises herbes, nuisibles, vermine et barbares – tous les « non domestiqués » – menaçaient les acquis de l'État céréalier. S'ils n'étaient pas domptés et domestiqués, ils devaient être exterminés ou rigoureusement exclus de la *domus*.

Bien entendu, mon usage du terme « barbare » est ici ironique, et il ne faut pas le prendre au premier degré. La notion de « barbares » et toutes celles qui lui sont apparentées – « sauvages », peuples « crus », « peuples de la forêt », « habitants des montagnes » – ont été inventées dans les centres étatiques afin de décrire et stigmatiser les populations qui n'étaient pas encore des sujets de l'État. Sous la dynastie Ming, les autorités employaient le terme « cuits » afin de décrire les barbares en voie d'assimilation, à savoir, en pratique, ceux qui avaient adopté un mode de vie sédentaire, étaient enregistrés par le fisc et en principe gouvernés par des fonctionnaires impériaux – autrement dit, ceux dont on disait qu'ils étaient « inscrits sur la

carte ». Un même groupe linguistique et culturel était souvent ainsi divisé en « crus » et « cuits » selon que ses membres étaient ou non administrés par l'État. Chez les Chinois comme chez les Romains, le territoire des barbares et des tribus commençait précisément là où le fisc et la souveraineté n'étaient plus en vigueur. Il doit donc être clair que, dorénavant, lorsque j'utiliserai le terme « barbare », ce sera simplement une façon sténographique et ironique de parler des peuples sans État.

Les civilisations et leur pénombre barbare

Nous avons analysé en détail les raisons structurelles, épidémiologiques et politiques internes de l'instabilité radicale de l'État archaïque, outre sa vulnérabilité aux agressions prédatrices des autres États. Mais je souhaite insister ici sur le fait que la menace des barbares était peut-être le principal facteur ayant limité la croissance des États si l'on mesure leur existence en millénaires plutôt qu'en siècles. Depuis les incursions amorites en Mésopotamie jusqu'aux « siècles obscurs » de la Grèce et à la désagrégation de l'Empire romain ou de la dynastie (mongole) Yuan en Chine, et peut-être même au-delà, c'est la présence des barbares qui constituait le plus grand danger pour l'existence de l'État et, au minimum, le principal obstacle à son expansion1. Et je ne parle pas tant ici du palmarès des grandes nations barbares – les Mongols, les Mandchous, les Huns, les Moghols, les Ottomans – que des innombrables bandes appartenant à des peuples sans État qui n'ont cessé de harceler les communautés sédentaires de cultivateurs de céréales. Nombre de ces peuples qui pratiquaient la razzia étaient d'ailleurs eux-mêmes semi-sédentaires : c'est le cas des Pachtounes, des Kurdes ou des Berbères, par exemple.

À mon avis, la meilleure façon de conceptualiser ce type d'activité est de la considérer comme une forme avancée et lucrative de chasse ou de cueillette. Aux yeux de ces groupes mobiles, les communautés sédentaires constituaient un terrain idéal de prédation concentrée. On peut se faire une idée du rendement potentiel de ce mode de subsistance grâce à l'inventaire du butin d'un raid de montagnards (finalement mis en déroute !) sur un village des plaines occidentales de l'Inde à la fin de l'époque coloniale : soixante-douze bœufs, cent six vaches, cinquante-cinq veaux, onze bufflonnes,

cinquante-quatre récipients en laiton et en cuivre, cinquante pièces de tissu, neuf couvertures, dix-neuf socs de charrue, soixante-cinq haches, divers objets décoratifs et un stock de céréales2.

Il me semble que l'on peut décrire la période qui s'étend entre l'émergence initiale de l'État et sa conquête de l'hégémonie sur les peuples sans État comme une sorte d'« âge d'or des barbares ». Ce que je veux dire par là, c'est qu'à bien des égards, la condition barbare était « meilleure » du fait même de l'existence des États. Tant que ceux-ci n'étaient pas trop puissants, ils constituaient des cibles alléchantes de pillage et de prélèvement de tribut. De même que l'État exerçait sa puissance prédatrice sur une population sédentaire cultivant des céréales, cette concentration démographique de cultures, de bétail, de main-d'œuvre et de biens servait de bassin d'extraction à des prédateurs plus mobiles. Et quand cette mobilité était renforcée par l'emploi de chameaux ou de chevaux, l'invention de l'étrier ou encore l'usage d'embarcations rapides à faible tirant d'eau, la portée et l'efficacité de leurs raids s'en voyaient considérablement accrues. Le retour à la vie barbare aurait été bien moins séduisant en l'absence de ces sites de prédation concentrés. J'aurais tendance à affirmer que la capacité de charge de l'écologie barbare a connu une nette amélioration du fait de l'existence de petits États qui constituaient une aubaine équivalente à la présence de grandes quantités de céréales sauvages ou à la migration de gros gibier. On est bien en peine de savoir qui a le plus contribué à limiter l'expansion politique et démographique des États : les microparasites qui affligeaient les communautés sédentaires ou les incursions périodiques de macroparasites venus les piller ?

Il est sans doute vain d'essayer de dater avec précision cet « âge d'or des barbares ». Du point de vue historique et géographique, différentes régions du monde se caractérisaient par des configurations très variables – et susceptibles d'évoluer avec le temps – des relations entre États et barbares. Il est possible que les « incursions » amorites en Mésopotamie vers 2100 avant notre ère aient constitué un paroxysme des **«** désordres **»** occasionnés par les barbares, mais les cités-États mésopotamiennes ont

certainement dû affronter bien d'autres défis en provenance de leur arrière-pays. N'oublions pas que presque tout ce que nous savons sur la « menace » barbare vient de sources étatiques – sources qui pouvaient avoir de bonnes raisons de minimiser l'importance de ladite menace, ou plus vraisemblablement de la dramatiser, et d'avoir recours à une définition plus ou moins ample du terme « barbare ».

Conscient de ces complexités, Barry Cunliffe avance l'idée audacieuse qu'au moins en ce qui concerne le monde méditerranéen, le harcèlement barbare des États de l'Antiquité a duré plus d'un millénaire, jusqu'en 200 av. J.-C. Au sein de cette période, il distingue le siècle qui va de 1250 à 1150 comme une époque durant laquelle « l'édifice tout entier des interactions liées à une bureaucratie palatiale centralisée s'est effondré[3] ». La quasi-désertion de nombreux centres étatiques est souvent attribuée à la menace des « peuples de la mer », des envahisseurs qui sont peut-être d'origine mycénienne et philistine mais dont on ne sait que bien peu de choses[4]. Ils attaquèrent l'Égypte en 1224 av. J.-C., puis de nouveau en 1186, en même temps que des nomades en provenance du désert qui s'étend à l'ouest du Nil. À peu près à la même époque, on voit proliférer en Méditerranée septentrionale tours et fortifications, probablement afin de se protéger d'incursions terrestres et maritimes. Ce long millénaire fut marqué par d'amples et fréquents déplacements de population méditerranéenne. D'après Cunliffe, vers le deuxième siècle avant notre ère, « cet éthos de prédation généralisée s'était largement estompé », mais pas avant que les incursions celtes ne soient arrivées jusqu'à Delphes[5].

À la fin de cette même période, à l'autre bout du continent eurasiatique, les dynasties Qin et Han se voyaient confrontées à la confédération tribale des Xiongnu pour le contrôle de la grande « boucle d'Ordos » du fleuve Jaune. Plus à l'ouest, sur le sous-continent indien, l'absence relative d'États forts était essentiellement due, selon Bennett Bronson, au harcèlement des nombreux et puissants groupes nomades qui empêchaient les entités étatiques de se consolider. Du IVe siècle av. J.-C. jusqu'en 1600, « on n'a connu dans

les deux-tiers nord du sous-continent que deux États relativement durables : l'Empire Gupta et l'Empire moghol. Aucun des deux, pas plus que les autres États plus petits du nord de l'Inde, n'ont perduré plus de deux siècles, alors que les interrègnes chaotiques ont partout duré longtemps, avec des conséquences sévères[6] ».

Owen Lattimore, pionnier des *border studies* asiatiques et spécialiste des relations entre la Chine et sa périphérie septentrionale peuplée par de puissants peuples nomades et guerriers, en tire des conclusions plus générales au niveau continental. Il souligne que les murailles et les fortifications destinées à défendre les États contre les peuples sans État ont proliféré de l'Europe occidentale à la Chine en passant par l'Asie centrale et ont perduré jusqu'aux invasions mongoles de l'Europe au XIIIe siècle. On peut penser que c'est exagéré, mais, venant de Lattimore, l'hypothèse mérite réflexion. « La chaîne interconnectée de frontières septentrionales fortifiées qui protégeait le monde civilisé antique s'étendait du Pacifique à l'Atlantique. Il semble que les murailles frontalières les plus anciennes aient été édifiées dans la région iranienne. En Grande-Bretagne, sur le Rhin et le Danube, les frontières fortifiées de l'Empire romain d'Occident étaient censées le protéger des peuples nomades pastoraux et des tribus habitant les forêts, les montagnes et les prairies[7]. »

Mais du point de vue des barbares, le principal bénéfice de l'existence des États n'était pas tant leur fonction de sites de prédation que celle de comptoirs de commerce. Étant donné les limites de leurs ressources agroécologiques, les États dépendaient de toute une série de produits absents des plaines alluviales. Populations assujetties à l'État et peuples sans États étaient des partenaires commerciaux naturels. La croissance démographique et économique d'un État entraînait celle de ses échanges commerciaux avec les barbares des régions voisines. Le premier millénaire avant notre ère connut ainsi une véritable explosion du commerce maritime en Méditerranée, qui entraîna une croissance exponentielle du volume et de la valeur des échanges. Dans ce contexte, une bonne partie de l'« économie barbare »

consistait à fournir aux marchés des basses terres les matières premières et les produits dont ils avaient besoin, lesquels étaient souvent destinés à être réexportés vers d'autres ports. Une bonne partie de ces fournitures était constituée par des « têtes » de bétail au sens large : bovins, ovins et surtout esclaves. En retour, les barbares obtenaient des textiles, des céréales, des objets en fer et en cuivre, des poteries et des produits artisanaux de luxe, la plupart également issus du commerce « international ». Les groupes barbares qui contrôlaient telle ou telle des principales routes commerciales (le plus souvent un fleuve navigable) menant aux centres urbains des basses terres étaient à même d'engranger des bénéfices substantiels, ce qui faisait d'eux à leur tour des foyers de raffinement, de talent et, pour ainsi dire, de « civilisation ».

Qu'ils aient été fondés sur la prédation ou le commerce, ces échanges avec l'État engendraient sur ses marges une vie économique plus active et plus lucrative. Mais prédation et commerce n'étaient pas seulement des modes d'appropriation alternatifs ; comme nous allons le voir, ils étaient combinés de façon très efficace au point de mimer littéralement certaines formes de gouvernance étatique.

Géographie barbare, écologie barbare

On ne saurait définir l'univers des barbares ni comme une culture ni comme une absence de culture. On ne peut pas non plus le considérer comme une « étape » du progrès de l'histoire ou de l'évolution dont la phase ultime aurait été l'existence au sein de l'État en tant que sujet contribuable, conformément au discours historique assimilationniste partagé par les Romains et les Chinois. Pour César, ce processus d'assimilation passait du statut de « tribal » (bienveillant ou hostile) à celui de « provincial », et peut-être un jour à celui de « citoyen romain ». Pour les Han, il s'agissait de passer du « cru » (ennemi) au « cuit » (allié), et peut-être un jour au statut de « sujet Han ». Les étapes intermédiaires, à savoir « provincial » et « cuit », étaient des catégories spécifiques d'intégration politique et administrative censées être suivies, dans le meilleur des cas, par l'assimilation culturelle. D'un point de vue clinique et structurel, la notion de « barbare » s'entend comme une position par rapport à un État ou un empire. Les barbares sont des peuples qui vivent au voisinage de l'État mais n'en font pas partie. Comme l'explique Bronson, « ils l'observent de l'extérieur[8] ». Les barbares ne payaient pas d'impôts et ceux qui entretenaient une relation fiscale avec l'État étaient censés lui verser un tribut en tant que collectivité.

Il n'est pas trop difficile de décrire la géographie et l'écologie de l'État archaïque au vu des contraintes agraires et démographiques qui conditionnaient son émergence, à savoir presque exclusivement un milieu de basses terres riches et bien arrosées. Jusque vers 500 avant notre ère, soit jusqu'à l'apparition d'embarcations à voile de plus grande taille capables de transporter des cargaisons volumineuses sur de longues distances, le territoire de l'État était assez largement limité à son noyau céréalier. En revanche, la géographie et l'écologie des barbares sont beaucoup plus difficile à résumer ;

il s’agit d’une ample catégorie englobant « tout le reste » et qui embrasse toutes les aires géographiques inadaptées à la formation de l’État. Les régions barbares les plus fréquemment mentionnées sont les montagnes et les steppes mais, dans les faits, toutes les régions difficiles d’accès, indéchiffrables, infranchissables et ne se prêtant pas à l’agriculture intensive pouvaient être définies comme barbares. Selon le discours de l’État, forêts denses et non défrichées, marécages, deltas fluviaux, tourbières, brandes, landes, déserts, étendues arides et même la mer appartenaient tous potentiellement à cette catégorie. Les traductions littérales de très nombreux ethnonymes étaient en fait des qualificatifs géographiques assignés par l’État : « peuple des montagnes », « habitants des marais », « peuple des forêts », « peuple des steppes ». Si les pasteurs nomades des steppes, les montagnards et les peuples de la mer occupaient une place aussi importante dans le discours de l’État sur les barbares, c’était pour une seule et unique raison : non seulement ils échappaient au contrôle de l’État, mais ils étaient aussi les plus susceptibles de constituer une menace militaire.

La limite symbolique, et même souvent réelle, du rayon d’action d’un État était en général signalée par une frontière physique érigée par ce même État entre les régions « civilisées » et les régions « barbares ». Le « mur de la terre », un ouvrage défensif de deux cent cinquante kilomètres de long construit vers 2000 av. J.-C. entre le Tigre et l’Euphrate sur ordre du roi sumérien Shulgi, fut la première grande muraille de ce type. Généralement décrit comme visant à faire obstacle aux incursions des barbares amorites (sans guère de succès), il avait aussi selon certains auteurs, dont Anne Porter, une autre fonction : celle d’empêcher les contribuables mésopotamiens de s’enfuir9. Pour le Haut-Empire Romain, les régions barbares « commençaient » sur la rive droite du Rhin, au-delà de laquelle les légions romaines n’osèrent plus jamais s’aventurer après leur cinglante défaite lors de la bataille de Teutobourg, en l’an 9. Les Balkans, « une terre de montagnes et de vallées sillonnée par d’innombrables cours d’eau et pratiquement dépourvue de grandes surfaces de terrain plat », étaient également bordés par un *limes* fortifié10.

La géographie barbare correspondait aux spécificités de l'écologie et de la démographie barbares. En tant que catégorie résiduelle, elle incluait tous les modes de subsistance et de peuplement distincts de ceux du noyau céréalier étatique. Un mythe sumérien rapporte comment la déesse Adnigkidu fut sommée de ne pas prendre pour époux un dieu nomade, Martu : « Celui qui réside dans les montagnes […] qui ne cesse de chercher querelle […] il ne connaît pas la soumission, mange des aliments crus, n'a pas de demeure fixe et n'est pas enterré quand il meurt […]. » Difficile d'imaginer un contrepoint plus éloquent à l'existence d'un sujet de la *domus* et de l'État céréalier11. Le *Livre des Rites* (*Liji*) de la dynastie Zhou distingue les tribus barbares mangeuses de viande (crue ou cuite) des civilisés mangeurs de « produits céréaliers ». De même, chez les Romains, la différence entre le régime alimentaire céréalier et le régime gaulois à base de viande et de produits laitiers était un marqueur du statut de civilisés. Les barbares étaient dispersés, extrêmement mobiles et vivaient en communautés de taille réduite. Ils pouvaient être cultivateurs itinérants, pasteurs, pêcheurs, chasseurs-cueilleurs ou se livrer au commerce à petite échelle. Ils cultivaient et consommaient même parfois des céréales, mais celles-ci n'étaient sans doute pas leur aliment de base, au contraire des sujets de l'État. Du fait de leur mobilité, de la variété de leurs modes de subsistance et de leur dispersion, ils ne constituaient pas un matériau propice à l'appropriation économique et à la construction de l'État, et c'est justement pour cela qu'on les taxait de barbares. Mais ce type de distinction admettait des différences de degré qui servaient à leur tour à distinguer aux yeux de l'État les barbares pouvant éventuellement aspirer à la civilisation de ceux qui restaient inassimilables. Du point de vue des Romains, les Celtes, qui défrichaient la terre, cultivaient à l'occasion des céréales et bâtissaient des villes marchandes (*oppida*), étaient des barbares « haut de gamme », tandis que les groupes de chasseurs mobiles et acéphales étaient irrécupérables. À l'instar des *oppida* celtes, les sociétés barbares pouvaient parfois être relativement hiérarchisées, mais cette hiérarchie n'était généralement pas fondée sur le patrimoine hérité et était moins marquée que celle qui prévalait dans les royaumes agraires.

Les aléas de la géographie faisaient souvent que le territoire du noyau céréalier central était discontinu, traversé par des zones de collines ou de marais, auquel cas l'État chevauchait plusieurs régions barbares « non assimilées ». Il devait donc souvent contourner les régions récalcitrantes afin de pouvoir gouverner les terres arables qui les jouxtaient. Les Chinois, par exemple, différenciaient les « barbares de l'intérieur », confinés dans des sortes de zones de quarantaine, et les « barbares de l'extérieur », aux frontières de l'État. Le discours civilisationnel des États archaïques laissait souvent entendre, quand il ne l'affirmait pas expressément, que certains primitifs, par chance ou par ingéniosité, avaient réussi à domestiquer les plantes et les animaux et à fonder des communautés sédentaires puis des villes et des États. Autrement dit, ils avaient abandonné leur mode de vie primitif en faveur de l'État et de la civilisation. De ce point de vue, les barbares étaient ceux qui n'avaient pas effectué cette transition, ceux qui étaient restés à l'écart. Suite à cette grande divergence, deux sphères avaient vu le jour : la sphère civilisée des communautés sédentaires, des villes et des États et la sphère primitive des chasseurs, cueilleurs et éleveurs mobiles et dispersés. La membrane qui séparait ces deux sphères était perméable, mais dans un sens seulement. Les primitifs pouvaient s'intégrer à la sphère de la civilisation – tel était, après tout, le grand récit des origines – mais il était inconcevable que les « civilisés » retournent jamais au mode de vie primitif.

Nos connaissances historiques nous permettent désormais d'affirmer que ce récit est radicalement faux, et ce pour au moins trois raisons. Premièrement, il ignore un millénaire de circulations et d'allers-retours entre les modes de subsistance sédentaires et non sédentaires, ainsi que les nombreuses options hybrides ou intermédiaires. Sédentarité et labourage étaient nécessaires à la construction de l'État, mais ils faisaient partie d'un éventail bien plus large d'options de subsistance susceptibles d'être adoptées ou abandonnées en fonction des circonstances. Deuxièmement, la création même d'un État et son expansion subséquente impliquaient en soi des déplacements de population. Si certaines des communautés préexistantes étaient absorbées, d'autres – peut-être la majorité

– préféraient sans doute émigrer. Il est fort possible qu'une bonne partie des populations barbares voisines d'un État aient en fait été des réfugiés chassés par le processus même de construction de l'État. Troisièmement, comme nous l'avons vu, une fois les États créés, il existait généralement autant de raisons de les fuir que de s'y intégrer. S'il est vrai, comme le suggère le récit dominant, que les gens étaient attirés par l'État en raison des opportunités et de la sécurité qu'il offrait, il n'en reste pas moins que la combinaison de taux élevés de mortalité et d'exode des populations était suffisamment déstabilisante pour que les premiers États aient dû recourir à l'esclavage, aux guerres de conquête et aux déplacements forcés de population afin de combler leurs besoins en main-d'œuvre.

L'important, de notre point de vue, c'est qu'une fois établi, l'État engendrait aussi bien des défections que de l'assimilation. Les causes de ces défections étaient, on l'a vu, très variées – épidémies, mauvaises récoltes, inondations, salinisation, impôts, guerre, conscription – et se traduisaient aussi bien par un goutte-à-goutte permanent que par des exodes de masse ponctuels. Certains des fugitifs rejoignaient les États voisins, mais bon nombre d'entre eux – vraisemblablement surtout les prisonniers et les esclaves – s'installaient dans les régions périphériques et adoptaient d'autres modes de subsistance. Ils devenaient de ce fait des barbares volontaires. Avec le temps, un nombre croissant de peuples sans État ne furent plus de « purs primitifs » refusant obstinément l'univers de la *domus*, mais d'anciens sujets de l'État qui avaient choisi de s'en écarter, souvent dans des circonstances tragiques. Ce processus analysé en détail par de nombreux anthropologues – dont Pierre Clastres est sans doute le plus connu – a été désigné comme relevant d'un « primitivisme secondaire12 ». Plus durable était l'existence d'un État, plus il expulsait des réfugiés vers sa périphérie. Les sites où ces réfugiés se rassemblaient peu à peu devenaient des « zones mosaïques » (*shatter zones*) dont la complexité linguistique et culturelle trahissait leur peuplement par différentes vagues de réfugiés étalées sur une longue période.

Le phénomène du primitivisme secondaire, autrement dit le « devenir barbare » de groupes « civilisés », fut bien plus fréquent que ne le suggèrent

les grands récits civilisationnels. Il se manifestait particulièrement pendant les époques d'interrègne ou d'effondrement de l'État marquées par des guerres, des épidémies et une dégradation de l'environnement. Dans ce type de circonstances, loin d'être perçu comme une forme de régression ou de déficience regrettable, le retour à la « barbarie » pouvait fort bien être vécu comme un net progrès en termes de sécurité, de nutrition et d'ordre social. Devenir barbare, c'était souvent chercher à améliorer son sort.

Si l'on en croit Christopher Beckwith, les nomades étaient souvent bien mieux nourris que les habitants des grands États agricoles et leur vie était moins dure et plus longue. On observait un flux constant de peuples qui fuyaient la Chine vers les royaumes de la steppe orientale où ils n'hésitaient pas à proclamer la supériorité du mode de vie nomade. De même, de nombreux Grecs et Romains rejoignaient les Huns ou d'autres peuples de l'intérieur de l'Eurasie, auprès desquels ils vivaient mieux et étaient mieux traités que chez eux13.

Ce type de retour volontaire au nomadisme n'était ni rare ni isolé. Dans le cas du *limes* mongol de la Chine, nous avons vu qu'Owen Lattimore a montré de façon très convaincante que la Grande Muraille servait tout autant à retenir les contribuables chinois qu'à faire obstacle aux incursions barbares, ce qui n'empêchait pas de nombreux paysans Han assujettis à l'impôt de « prendre le large » en abandonnant l'espace étatique – tout particulièrement pendant les périodes de troubles politiques et économiques –, se montrant « tout disposés à rallier les souverains barbares14 ». En vertu de son intérêt envers les frontières en général, Lattimore cite les propos d'un spécialiste de la fin du Bas Empire Romain d'Occident qui y discerne le même phénomène, à savoir que « la charge fiscale impitoyable et le désarroi des citoyens face à la délinquance des nantis » amenaient certains citoyens romains à rechercher la protection des Huns d'Attila15. « Autrement dit, ajoute Lattimore, il y eut des périodes pendant lesquelles le niveau de l'ordre public chez les barbares était supérieur à celui des civilisés16. »

Précisément parce que le phénomène du devenir barbare dément les à-peu-près du récit civilisationnel, on n'en trouvera trace ni dans les chroniques

royales ni dans les histoires officielles. Il a donc un caractère profondément subversif. Au VIe siècle de notre ère, les Goths se montrèrent tout aussi attirants que l'avaient été les Huns auparavant. Non seulement Totila (roi des Ostrogoths, 541-552) acceptait les esclaves et les colons romains dans son armée, mais il les incitait à se retourner contre leurs maîtres impériaux en leur promettant terres et liberté. « Ce faisant, il offrait aux classes subalternes romaines le prétexte à faire ce à quoi elles aspiraient depuis le IIIe siècle » : « se faire Goths pour échapper à leur situation économique désespérée »17.

Il est donc clair que nombre de barbares n'étaient pas des primitifs arriérés ou marginalisés, mais plutôt des réfugiés politiques et économiques ayant fui vers la périphérie afin d'échapper à la pauvreté, à l'impôt, à la servitude et aux guerres liés à l'existence de l'État. Au fur et à mesure que les États croissaient et proliféraient, ils engendraient des masses de mécontents qui faisaient défection. L'existence d'une vaste périphérie – qui jouait un peu le même rôle que la migration vers le Nouveau Monde aux yeux des pauvres européens du XIXe et du début du XXe siècle – offrait une échappatoire nettement moins dangereuse que la rébellionc. Sans pour autant idéaliser la vie des frontières barbares, Beckwith, Lattimore et d'autres montrent bien que le fait d'abandonner l'espace étatique pour la périphérie, loin d'être perçu comme une chute dans les ténèbres extérieures, était plutôt vécu comme une nette amélioration, voire comme une forme d'émancipation. Au fur et à mesure que l'État s'affaiblissait et se voyait menacé, la tentation était forte d'augmenter la pression sur le noyau central afin de compenser les pertes, ce qui entraînait de nouvelles défections dans un véritable cercle vicieux. Il semble que l'effondrement des États palatiaux centralisés de Crète et de Mycènes (vers 1100 avant notre ère) soit imputable à un scénario de ce genre. Comme l'écrit Cunliffe, « [s]ous la pression d'une bureaucratie qui souhaitait augmenter les rendements, la paysannerie en détresse fuyait en quête de son indépendance, dépeuplant le territoire dominé par le palais, comme le suggèrent les indices archéologiques. L'effondrement s'ensuivait rapidement18 ».

Revenons brièvement aux besoins de main-d'œuvre. Le succès de l'État dépendait de sa capacité à constituer une zone d'appropriation peuplée par des cultivateurs de céréales fortement concentrés sur un territoire productif. La clé de la gouvernance était le maintien de cette population sur place ou, à défaut, la compensation des pertes démographiques. Il était tentant de la retenir par la force. « Le seul moyen d'éviter de perdre population, puissance et ressources au profit de l'Asie centrale était de construire des murs, de limiter les échanges commerciaux dans les villes frontalières et d'attaquer les peuples des steppes aussi souvent que nécessaire afin de les détruire ou de les maintenir à distance19. »

La notion de « tribu » est avant tout une fiction administrative de l'État ; les tribus commencent là où finit l'État. L'antonyme de la « tribu », c'est le « paysan », soit un sujet de l'État. La tribalité est en premier lieu un rapport à l'État parfaitement reflété par la pratique romaine consistant à rétablir l'usage des anciens noms tribaux afin de qualifier les populations des provinces qui s'étaient rebellées et avaient rompu avec Rome. Le fait que les peuples barbares qui sont restés dans l'histoire en raison de la menace qu'ils représentaient pour les États et les empires portent des noms distincts – Amorites, Scythes, Xiongnu, Mongols, Alamans, Huns, Goths, Dzoungars, etc. – laisse une impression de cohésion et d'identité culturelles souvent amplement démentie par la réalité. Ces groupes étaient tous des confédérations assez lâches de populations disparates brièvement rassemblées autour d'objectifs militaires et dès lors décrites comme des « peuples » par les États qu'elles menaçaient. Les peuples pastoraux, en particulier, avaient des structures de parenté remarquablement flexibles qui leur permettaient d'intégrer ou d'exclure des membres du groupe en fonction des pâturages disponibles, du nombre de têtes de bétail et des tâches à accomplir – y compris les tâches d'ordre militaire. À l'instar des États, ils étaient souvent en manque de main-d'œuvre et fort enclins à incorporer réfugiés et captifs dans la structure de leurs lignages.

Aux yeux des Romains et de la dynastie Tang, les tribus étaient des unités administratives territoriales qui n'avaient pas grand-chose à voir avec les

caractéristiques des peuples ainsi désignés. Bon nombre de noms soi-disant tribaux étaient tout bonnement des noms de lieux faisant référence à telle ou telle vallée, telle chaîne de collines, tel tronçon de fleuve ou telle forêt. Dans certains cas, un ethnonyme était censé décrire le caractère du groupe concerné, comme par exemple le groupe que les Romains appelaient les Cimbres, à savoir les « voleurs » ou « brigands ». Romains et Chinois partageaient l'objectif d'identifier ou, à défaut, de désigner un dirigeant ou un chef barbare qui puisse être rendu responsable de la bonne conduite de son peuple. Dans le système chinois (*tusi*) consistant à « utiliser des barbares pour gouverner les barbares », les fonctionnaires Han désignaient un chef tributaire qui se voyait octroyer titres et privilèges et était tenu pour responsable de « son peuple ». Avec le temps, bien entendu, ce type de fiction administrative finissait par acquérir une vie propre. Une fois introduites, ces créations étaient institutionnalisées par les tribunaux, le paiement du tribut, les fonctionnaires autochtones de rang inférieur, le cadastre et les travaux publics, avec pour effet de structurer le secteur de la vie locale en contact avec l'État. Un « peuple » initialement fabriqué de toutes pièces par décret administratif pouvait être amené à adopter cette même fiction en tant qu'identité consciente, voire en signe de défi. À l'échelle de l'évolution chère à César et que nous avons décrite précédemment, les tribus précédaient les États. Étant donné ce que nous savons aujourd'hui, il serait plus juste de dire que les États ont précédé les tribus et, en réalité, les ont largement inventées en tant qu'instrument de domination.

Logique de la razzia

Après un raid mené par un peuple venu des confins de la plaine alluviale, un riche résident d'Ur rédigea la lamentation suivante : « Celui qui est descendu des montagnes a emporté mes biens dans les montagnes. […] Le marécage a avalé mes possessions. […] Des hommes qui ne connaissent rien à l'argent ont les mains pleines de mon argent. Des hommes qui ne connaissent rien aux pierres précieuses portent mes pierres précieuses autour du cou20. »

Si la forte concentration de céréales, de main-d'œuvre et de bétail dans un espace limité était la source de la puissance de l'État, elle était également à l'origine de sa vulnérabilité – aux conséquences potentiellement fatales – face aux incursions de nomades prédateurs[d]. Certes, l'État n'était souvent guère plus riche que sa périphérie, mais nous avons vu que la différence fondamentale tenait aux ressources de l'État ou à celles de n'importe quelle communauté sédentaire : elles étaient commodément concentrées dans un espace limité, alors que la richesse de la périphérie était amplement disséminée. Les prédateurs mobiles, surtout s'ils étaient à cheval, avaient l'avantage de l'initiative militaire. Ils pouvaient surgir là où ils le souhaitaient en temps voulu et en nombre suffisant dans le but de frapper une communauté sédentaire en son point le plus faible ou d'intercepter une caravane. S'ils étaient assez nombreux, ils pouvaient s'emparer d'une place forte. Leur avantage reposait sur des attaques éclairs ; il était par exemple peu probable qu'ils assiègent une ville fortifiée, dans la mesure où plus longtemps ils restaient sur place, plus l'État avait de temps pour se mobiliser contre eux, annulant ainsi leur avantage tactique. Dans des circonstances prémodernes, et peut-être jusqu'à l'ère des canons, les armées mobiles des peuples pastoraux l'emportaient généralement sur les armées d'aristocrates et de paysans mobilisés par l'État21. Même dans les régions sans pasteurs ni chevaux, les

peuples mobiles – chasseurs-cueilleurs, cultivateurs itinérants et peuples de navigateurs – tendaient à dominer les horticulteurs et les agriculteurs sédentaires et à leur faire payer tribut22.

Le fameux dicton berbère selon lequel « les razzias sont notre agriculture », que je cite dans mon introduction, est lourd de sens. Il pointe, selon moi, une vérité essentielle sur le caractère parasitaire du pillage. Les greniers d'une communauté sédentaire représentaient parfois deux ans ou plus de labeur agricole que les pillards pouvaient s'approprier en un éclair. De la même manière, les enclos à bétail fonctionnaient comme des greniers vivants susceptibles d'être accaparés. Et comme le butin d'une razzia comprenait aussi généralement des esclaves qu'il était possible de libérer contre rançon, de garder ou de vendre, ces captifs formaient eux aussi une réserve de valeur et de productivité – entretenue à grands frais – pouvant être confisquée en une seule journée. Mais si l'on adopte une perspective plus ample, on peut aussi dire qu'un parasite venait ainsi en remplacer un autre, dans la mesure où les pillards saisissaient et disséminaient les biens accumulés sur un site concentré d'appropriation jusqu'alors exclusivement réservé à l'État[e].

De leur côté, les prédateurs barbares étaient relativement à l'abri des représailles des États. Mobiles et dispersés, ils pouvaient en général se contenter de s'évaporer dans la nature, souvent dans les collines, les marais ou les prairies sauvages où les troupes étatiques se risquaient rarement à les poursuivre. Les armées des États étaient relativement efficaces face à des objectifs fixes et des communautés sédentaires mais totalement impuissantes face à des groupes dépourvus d'autorité centrale avec laquelle négocier ou susceptibles d'être vaincus sur un champ de bataille.

Afin de mieux comprendre la relative immunité des pillards mongols, par exemple, face aux contre-attaques chinoises, on peut aussi mentionner l'observation de Lattimore selon laquelle il n'y avait pas de centres névralgiques dans les grandes prairies23. Si l'on en croit les propos que prête Hérodote à un interlocuteur scythe, les pillards nomades étaient parfaitement

conscients de l'avantage militaire de ne pas posséder de patrimoine fixe. « Comme nous ne craignons ni que l'on prenne nos villes, puisque nous n'en avons point, ni que l'on fasse du dégât sur nos terres, puisqu'elles ne sont point cultivées, nous n'avons pas de motifs de nous hâter de donner bataille24. »

À la fin du deuxième millénaire avant notre ère, les États du bassin méditerranéen n'avaient pas tant à craindre les incursions en provenance des steppes et des déserts que celles qui venaient de la mer. Tout comme les milieux steppiques ou désertiques, la mer offrait aux prédateurs maritimes des opportunités uniques d'attaquer par surprise et de piller les communautés du littoral, voire, dans certains cas, de les conquérir. La très forte croissance du commerce méditerranéen offrait aussi aux nomades de la mer la possibilité de pratiquer la piraterie, tout comme les pasteurs s'attaquaient aux caravanes terrestres. On doit au roi d'Ougarit, ville voisine de l'actuelle Lattaquié en Syrie, la description d'une incursion contre son territoire à un moment où ses chars et ses navires faisaient défaut : « Les navires ennemis ont abordé nos côtes, mes cités ont été incendiées et ils ont commis bien des méfaits » ; « les sept navires de l'ennemi qui sont venus ici nous ont infligé des dégâts considérables »25. Outre leurs célèbres incursions en Égypte et au Levant, ces prédateurs nautiques ont probablement été responsables de la destruction des sociétés palatiales de Crète et de l'arrière-pays de l'empire Hittite26. On peut voir en eux les précurseurs d'autres fameux pillards maritimes tels que les Vikings ou les « nomades de la mer » (*Orang Laut*) du sud-est asiatique. Le phénomène actuel de la piraterie en mer d'Oman montre bien que même aujourd'hui, la vitesse, la mobilité et l'effet de surprise offrent au moins pour un temps un net avantage tactique sur les porte-conteneurs et leur nature « quasi sédentaire ».

On ne sait pas grand-chose des pirates de la Méditerranée antique. Leur base principale pourrait avoir été Chypre et on leur attribue plusieurs vagues d'incursions étalées sur plus d'un siècle. Comme celle de leurs cousins nomades pastoraux, leur identité linguistique et culturelle était très hétérogène. Les documents et les chroniques officielles les décrivent comme

source de panique et de terreur, mais les travaux des chercheurs contemporains les ont partiellement réhabilités en soulignant qu'ils n'étaient pas de simples prédateurs mais aussi des bâtisseurs ayant fondé des cités dans plusieurs des royaumes qu'ils avaient conquis.

Cette forme de prédation était toutefois marquée par une contradiction profonde et fondamentale qui en faisait un mode de subsistance tout à fait instable tendant dans la plupart des cas à évoluer vers quelque chose de complètement différent. Porté jusqu'à sa conclusion logique, la razzia est une activité autodestructrice. Si, par exemple, les pillards attaquaient une communauté sédentaire et capturaient son bétail, ses céréales, ses objets de valeur et une partie de ses habitants, cela revenait à détruire ladite communauté. Sachant cela, les futurs habitants potentiels pouvaient se montrer réticents à s'installer au même endroit. La répétition constante et le succès de ce type d'incursions finissait par éliminer tout le « gibier » local ou plutôt par « tuer la poule aux œufs d'or ». Il en allait de même des pillards ou des pirates qui s'attaquaient aux caravanes ou aux navires marchands. S'ils les mettaient systématiquement à sac, soit le commerce finissait par disparaître, soit il trouvait d'autres routes plus sûres.

Conscients de ce fait, les prédateurs étaient plutôt enclins à infléchir leur stratégie vers quelque chose de similaire à un racket de protection. En échange d'une partie de leurs marchandises, de leurs récoltes, de leur bétail et d'autres biens de valeur, les pillards offraient de « protéger » les marchands et les habitants contre d'autres pillards et, bien entendu, contre eux-mêmes. Il s'agissait là d'un phénomène analogue aux maladies endémiques dont l'agent pathogène prospère aux dépens de l'hôte sans le tuer. L'existence probable d'une gamme variée de groupes de prédateurs indique que chacun d'eux contrôlait vraisemblablement une communauté spécifique sur laquelle il prélevait un « tribut ». Il y avait des razzias dévastatrices, mais elles s'apparentaient généralement à des agressions contre une communauté protégée par un autre groupe de prédateurs que celui des pillards – soit, de fait, une forme de conflit indirect entre groupes de prédateurs rivaux. Lorsque ce type de racket se routinisait et perdurait, il

constituait une stratégie plus soutenable dans le temps que les incursions ponctuelles et requérait de ce fait un environnement politique et militaire raisonnablement stable. Cette logique de protection mafieuse, qui extorque un excédent durable aux communautés sédentaires et refoule les attaques extérieures afin de protéger sa base de prélèvement, est difficile à distinguer de celle de l'État archaïque27.

En général, les États antiques ne se contentaient pas de construire des murailles et de lever des troupes ; ils étaient souvent amenés à payer leurs puissants voisins barbares afin de les dissuader d'attaquer. Ces paiements pouvaient prendre des formes diverses. Dans le but de sauver les apparences, ils pouvaient être présentés comme des « cadeaux » octroyés en échange d'une soumission formelle et d'une relation tributaire. On pouvait par exemple accorder à tel groupe de pillards le monopole sur le contrôle du commerce de tel ou tel produit à tel ou tel endroit. On pouvait aussi prétendre payer la solde d'une milice chargée de garantir la paix aux frontières. En échange de quoi, les groupes prédateurs devaient s'engager à ne piller que les ennemis de l'État avec lequel ils avaient fait alliance, tandis que ce dernier était souvent amené à reconnaître la souveraineté des pillards sur tel ou tel territoire. Avec le temps, si cet arrangement perdurait, la zone protégée par les pillards pouvait finir par ressembler à un gouvernement provincial quasi autonome28.

Un exemple très éclairant d'arrangement politique de ce genre nous est fourni par l'interaction entre la dynastie des Han orientaux et ses voisins prédateurs nomades, les Xiongnu, aux environs de l'an 20 de notre ère. Les Xiongnu se livraient à des incursions éclairs et se réfugiaient dans les steppes avant que les troupes de l'État n'aient eu le temps de répliquer. Au lendemain de ces incursions, ils dépêchaient des émissaires à la cour, proposant la paix en échange de conditions avantageuses octroyées au commerce frontalier ou de paiements directs. L'accord était scellé par un traité censé faire des nomades des tributaires de l'Empire et mettant en scène les marques de leur allégeance en échange d'une contrepartie substantielle. Cette forme de tribut « inversé » destiné à acheter les nomades ne mobilisait pas moins d'un tiers

des dépenses du gouvernement. Sept siècles plus tard, sous les Tang, l'administration impériale livrait chaque année aux Ouïghours un demi-million de rouleaux de soie dans des conditions similaires. Sur le papier, les nomades pouvaient passer pour des tributaires subordonnés à l'empereur Tang, mais le flux réel des revenus et des marchandises montre bien qu'il en était tout autrement en pratique. De fait, les nomades percevaient des pots-de-vin de la part des Tang en échange de leur non-agression29.

On peut supposer que ce type de racket était plus fréquent que ne le laissent entendre les documents officiels, étant donné qu'il s'agissait probablement de secrets d'État : si le peuple venait à en prendre connaissance, l'image de toute-puissance de l'État risquait d'en pâtir. Hérodote observe que les souverains perses payaient un tribut annuel aux Cissiens (habitants de la Susiane, dans les contreforts des monts Zagros, aux confins orientaux de la Basse Mésopotamie) afin d'éviter qu'ils attaquent le cœur de leur empire ou menacent leurs routes commerciales. Au IVe siècle avant notre ère, après plusieurs défaites, les Romains payèrent aux Celtes un millier de livres en or afin qu'ils arrêtent leurs incursions, pratique qui allait se répéter avec les Huns et les Goths.

Avec le recul, on peut percevoir les relations entre les barbares et l'État comme une compétition pour le droit de s'approprier l'excédent du module sédentaire « céréales/main-d'œuvre ». Ce module était en effet le fondement essentiel tant de la construction de l'État que du mode d'accumulation barbare. C'est lui qui en constituait l'enjeu principal. Le pillage ponctuel risquait de finir par éliminer sa proie, tandis qu'un racket de protection stable imitait la logique d'appropriation étatique et s'avérait compatible avec la productivité à long terme du noyau céréalier.

Routes commerciales et noyaux céréaliers imposables

Les grandes communautés sédentaires les plus anciennes dépendaient déjà du commerce et des échanges avec d'autres zones écologiques. La consolidation d'entités étatiques encore plus importantes ne fit qu'augmenter cette dépendance. Étant donné les contraintes qui gouvernaient le transport à l'époque, le fait que la Mésopotamie et le Croissant fertile offraient une juxtaposition de hauts plateaux, de vallées intermontagneuses, de steppes de piémont et de plaines alluviales traversées par des cours d'eaux navigables permettait l'existence d'une « économie verticale » d'échanges bénéfiques30. L'existence d'Ur et d'Uruk aurait été impossible sans les produits des hautes terres : pierres de construction, minerais, huiles, bois d'œuvre, calcaire, stéatite, argent, plomb, cuivre, pierres à affûter, pierres précieuses, or, mais aussi bien entendu esclaves et prisonniers. La plupart de ces produits étaient transportés d'amont en aval par voie d'eau. Plus un fleuve était long et navigable, plus il était propice à l'émergence d'une entité politique de grande taille. Les petites sociétés méditerranéennes étaient des répliques en miniature de ce modèle. En général, elles occupaient la plaine alluviale d'un fleuve à proximité du littoral et les hauteurs adjacentes, ce qui leur permettait de contrôler le commerce et les échanges de tout le bassin versant. « Cette combinaison a connu un succès durable grâce à sa capacité inégalée à exploiter et intégrer les potentiels alimentaires et économiques respectifs de la terre et de la mer31. »

Les grandes « vedettes » du monde barbare, celles qui ont le plus marqué la mémoire historique, n'étaient pas foncièrement différentes des peuples sans État plus anonymes qui les avaient précédées – chasseurs-cueilleurs, cultivateurs itinérants, éleveurs et exploitants des ressources maritimes – et qui se livraient au pillage ou au commerce avec les petits États. C'est le

changement d'échelle qui était sans précédent : les confédérations de guerriers à cheval, la prospérité des États des basses terres, le volume et la distance des échanges, tout était beaucoup plus massif. L'importance accordée aux incursions barbares par la plupart des récits historiques est compréhensible étant donné la terreur qu'ils suscitaient chez les élites des États menacés auxquelles, en fin de compte, nous devons nos sources écrites. Mais elle néglige la centralité du commerce et le fait que les razzias étaient souvent un moyen plutôt qu'une fin en soi. Christopher Beckwith a le mérite d'insister sur les routes commerciales :

> Les sources historiques chinoises, arabes et grecques s'accordent sur le fait que les habitants des steppes étaient avant tout intéressés par le commerce. Le soin méthodique avec lequel les peuples d'Eurasie centrale menaient généralement leurs conquêtes est très révélateur. Ils s'efforçaient d'éviter les conflits et d'amener les villes à se soumettre sans combattre. Elles n'étaient punies que si elles résistaient ou se rebellaient. […] Les conquêtes des souverains nomades d'Eurasie centrale visaient avant tout le contrôle des routes commerciales ou des cités marchandes. Mais s'ils souhaitaient les contrôler, c'était dans le but de consolider un territoire occupé servant de base fiscale à l'infrastructure sociopolitique de leur règne. Si cela ressemble fort à la pratique des États sédentaires périphériques, c'est parce qu'il s'agissait effectivement de la même chose32.

Les premiers États agraires et les sociétés barbares poursuivaient sensiblement les mêmes objectifs ; dans les deux cas, il s'agissait de dominer le noyau céréalier et sa main-d'œuvre afin de contrôler son excédent. Les Mongols, à l'instar d'autres prédateurs nomades, comparaient la population agraire à une « raya », de l'arabe *ra'aya*, « troupeau »33. États et barbares cherchaient pareillement à dominer les échanges dans leur zone d'influence. Et il s'agissait dans les deux cas de sociétés esclavagistes pratiquant des

incursions guerrières dont le principal butin était les êtres humains, de même que ceux-ci étaient la principale marchandise. De ce point de vue, il s'agissait de rackets rivaux.

Le lien entre prédation et commerce se manifestait aussi dans les marches celtiques de l'Empire romain, particulièrement en Gaule. Sous la République romaine, nous l'avons vu, la bienveillance des Celtes était souvent achetée à prix d'or. Avec le temps, les villes celtes (*oppida*) se transformèrent de fait en comptoirs multiethniques dominant le commerce régional le long des voies navigables menant au cœur de l'Empire. Elles échangeaient des matières premières, des lainages, du cuir, du lard salé, des chiens dressés et du fromage contre les céréales, l'huile, le vin, les tissus de luxe et les biens de prestige produits par les Romains34.

Les bénéfices potentiels du contrôle du commerce terrestre ou maritime accompagnaient de manière exponentielle la croissance des échanges, cette dernière étant en partie due à des facteurs technologiques tels que les progrès de la construction navale, du gréement des navires et de la navigation en haute mer. Mais l'essor du commerce dépendait avant tout du développement démographique et politique des sociétés du littoral de la Méditerranée, de la mer Noire et des principaux fleuves qui s'y jettent. La datation de l'expansion des échanges est relativement arbitraire, mais d'après Barry Cunliffe, vers 1500 avant notre ère, les principaux centres démographiques d'Égypte, de Mésopotamie et d'Anatolie étaient de gros consommateurs de produits importés de régions lointaines et dont le commerce avait entre autres fait de la Crète une puissance navale de premier plan en Méditerranée35. Trois siècles plus tard, il semble que les fameux « peuples de la mer » aient dominé les centres urbains du littoral de Chypre et soustrait le contrôle du commerce aux anciens États agraires. À l'origine, le commerce de biens très recherchés tels que l'or, l'argent, le cuivre, l'étain, les pierres précieuses, les tissus de luxe, le bois de cèdre ou l'ivoire était monopolisé, dans la mesure du possible, par les élites des États agraires. Mais vers 1500 avant notre ère, ce monopole avait été brisé et, en tout état de cause, le volume et la variété des produits disponibles avaient connu une expansion sans précédent.

Le commerce de longue distance n'était pas une nouveauté. Même avant le Néolithique, certains produits très prisés, du moment qu'ils n'étaient ni trop volumineux ni trop lourds, pouvaient s'échanger sur de longues distances : c'était le cas de l'obsidienne, des pierres précieuses et semi-précieuses, de l'or ou des perles de cornaline. La nouveauté, ne résidait pas tant dans les distances parcourues que dans le fait que l'on transportait désormais des marchandises en vrac à travers tout le bassin méditerranéen. L'Égypte devint ainsi le « grenier » de la Méditerranée orientale, exportant des céréales par bateau vers la Grèce et ultérieurement vers Rome. Autre évolution fondamentale, le marché potentiel des produits cultivés, récoltés ou cueillis en dehors du noyau agraire crût de façon exponentielle. Les denrées en provenance des montagnes, des hauts plateaux, des littoraux et des marais qui ne circulaient auparavant qu'au niveau local étaient désormais l'objet d'un commerce « mondial ». Il y avait une forte demande de cire d'abeille et de bitume, qui servaient à calfater les bateaux. Des bois aromatiques tels le camphre ou le santal, ainsi que des résines aromatiques tels l'encens ou la myrrhe, étaient également très recherchés. On ne saurait trop insister sur l'importance de cette transformation. La périphérie et la semi-périphérie des États archaïques devenaient soudain une source de biens de valeur aux débouchés commerciaux non négligeables. La cueillette, la chasse, la collecte de produits de la mer étaient désormais des activités commerciales lucratives.

On comprendra mieux le sens de cette évolution à l'aide de quelques analogies. Au IXe siècle de notre ère, du fait de l'essor des liens commerciaux entre la Chine et l'Asie du Sud-Est, la chasse et la cueillette connurent une expansion explosive dans les forêts de Bornéo. D'aucuns affirment que l'île, jusqu'alors pratiquement inhabitée, connut un afflux de populations se consacrant à la collecte de produits sylvestres. Ces nouveaux venus espéraient tirer profit des débouchés commerciaux du camphre, de l'or, de l'ivoire de calao, des cornes de rhinocéros, de la cire d'abeille, des épices rares, des plumes, des nids d'oiseaux comestibles ou des carapaces de tortues. On pourrait aussi mentionner le phénomène bien plus tardif de la demande

mondiale d'ivoire – destiné essentiellement à la fabrication de touches de piano et de boules de billard en Europe et en Amérique du Nord –, qui déclencha une myriade de guerres entre groupes tribaux aspirant à en contrôler le commerce et, surtout, provoqua l'extermination d'une bonne partie des éléphants. Le commerce des peaux de castors en Amérique du Nord en est un autre exemple. De nos jours, la demande des marchés chinois et japonais de racines de ginseng, de champignons chenilles ou de matsutake a fait de leur cueillette une activité commerciale qui n'est pas sans évoquer la ruée vers l'or du Klondike36. À moindre échelle, ce qui n'en était pas moins révolutionnaire pour l'époque, les diverses périphéries des États agraires se transformèrent alors en territoires dotés de valeur marchande – parfois supérieure à celle de la plaine alluviale elle-même – et totalement connectés aux réseaux commerciaux de tout le bassin méditerranéen. Les populations pratiquant la cueillette, la chasse et la collecte des produits de la mer n'avaient jamais connu d'opportunités aussi prometteuses.

L'Eurasie centrale disposait d'une profusion de biens à échanger contre les productions des États agraires, surtout dès lors que le transport maritime permettait d'accéder à des marchés lointains. Beckwith fournit une longue liste de produits mentionnés par les voyageurs de l'époque. Ils sont si nombreux que l'on ne peut tous les citer, mais un simple échantillon en illustrera la diversité : cuivre, fer, chevaux, mules, fourrures, peaux, cire, ambre, épées, armures, étoffes, coton, laine, tapis, couvertures, feutre, tentes, étriers, arcs, bois précieux, graines de lin, noix et, immanquablement, esclaves37. On peut interpréter les raids effectués par les groupes nomades – qui ressemblent en cela aux guerres menées par les États agraires – comme visant à assujettir des communautés sédentaires afin d'en tirer un tribut et de contrôler les circuits commerciaux les reliant entre elles. Ils ne sont pas l'expression du dénuement des nomades, ni de leur attirance pour les objets de luxe. Toutes les sociétés nomades étaient des sociétés complexes au sens où elles pratiquaient accessoirement l'agriculture en sus de l'élevage et

comprenaient aussi une classe d'artisans, ce qui explique qu'elles n'avaient généralement pas besoin d'importer les céréales ou l'expertise technique des États agraires.

Les barbares, au sens large du terme, étaient sans doute en position idéale pour tirer profit de l'explosion des échanges commerciaux – et, dans bien des cas, pour y participer directement. En fin de compte, en raison de leur mobilité et du fait qu'ils chevauchaient plusieurs zones écologiques, ils constituaient une espèce de tissu conjonctif reliant entre eux une série d'États sédentaires à base céréalière. Avec l'essor de ces échanges, les peuples sans État plus ou moins nomades en vinrent à contrôler tout le réseau vasculaire du commerce et à prélever un tribut sur les échanges. Cette mobilité jouait un rôle probablement encore plus crucial dans le contrôle du commerce maritime en Méditerranée. D'après un archéologue, les nomades de la mer avaient sans doute été d'abord des marins qui participaient aux activités commerciales « légitimes » en louant leurs services aux royaumes agraires de l'époque. Mais au fur et à mesure de l'expansion de ces activités et des opportunités qu'elles offraient, ils se transformèrent en entités de plus en plus autonomes capables d'imposer leur domination politique aux régions littorales et de pratiquer le même type de prédation, de commerce et de prélèvement du tribut que leurs homologues continentaux38.

Les barbares, jumeaux cachés de la civilisation

Peuples étatiques et peuples sans État, agriculteurs et cueilleurs, « barbares » et « civilisés » sont en réalité des jumeaux, tant au niveau réel qu'au niveau symbolique. Chacun de ces termes engendre son double. Cependant, malgré l'abondance des démentis apportés par l'histoire, les peuples qui se perçoivent historiquement comme appartenant au pôle prétendument plus « évolué » de chacun de ces couples d'opposés – sujets des États, agriculteurs, « civilisés » – définissent leur identité comme essentielle, permanente et supérieure. La plus contestable de ces dichotomies, celle qui oppose barbares et civilisés, repose en fait sur une gémellité originaire. C'est Lattimore qui l'a caractérisée avec le plus de clarté :

> Ce n'est pas seulement la frontière entre civilisation et barbarie, mais les sociétés barbares elles-mêmes qui ont été en bonne part engendrées par l'essor et l'expansion géographique des grandes civilisations de l'Antiquité. On ne peut décrire les barbares comme des « primitifs » qu'en cette époque lointaine où la civilisation n'existait pas et où les ancêtres des peuples civilisés étaient eux aussi des primitifs. À partir du moment où la civilisation a commencé à évoluer […] elle a assimilé certaines des populations qui cultivaient la terre et en a déplacé d'autres, ce qui fait que les populations déplacées […] ont dû modifier leurs propres pratiques économiques et expérimenter de nouveaux types de spécialisation, élaborant dans la foulée de nouvelles formes de cohésion sociale et d'organisation politique, ainsi que de nouvelles façons de combattre. C'est la civilisation elle-même qui a engendré sa propre Némésis barbare[39].

Bien que Lattimore néglige les millions de cueilleurs, d'agriculteurs itinérants et de collecteurs de ressources marines qui ne pratiquaient pas le pastoralisme, il décrit bien l'évolution parallèle du nomadisme et de l'État. On peut tout simplement considérer ces nomades – en particulier les peuples équestres redoutés en tant que « fléau » des centres étatiques – comme les concurrents les plus redoutables de l'État pour le contrôle de l'excédent agraire[f]. Chasseurs, cueilleurs et cultivateurs itinérants pouvaient éventuellement grappiller les miettes de la richesse étatique, mais c'étaient les grandes confédérations politiques de pasteurs à cheval qui étaient le plus à même d'extraire les ressources des États sédentaires ; elles étaient elles-mêmes des « proto-États » ou, selon la formule de Barfield, des « Empires fantômes40 ». En ce qui concerne les cas les plus emblématiques, tels l'État itinérant fondé par Gengis Khan – le plus vaste empire terrestre d'un seul tenant de l'histoire – ou encore l'« Empire comanche » dans le Nouveau Monde, il est plus pertinent de les décrire comme des « États équestres41 ».

La relation entre périphérie nomade et centre étatique pouvait prendre toutes sortes de formes et était dans tous les cas extrêmement instable. Lorsqu'elle se limitait à une logique de pure prédation, elle se caractérisait simplement par des raids occasionnels auxquels répondaient de temps à autre des expéditions punitives menées par les troupes de l'État. Les violentes campagnes de César en Gaule sont sans doute un exemple singulier d'expédition victorieuse qui, malgré de nombreuses insurrections ultérieures, permit de consolider la domination romaine. Dans d'autres cas, comme ceux des Xiongnu, des Ouïghours ou des Huns, cette relation reposait entre autres sur des extorsions, des subsides et une sorte de tribut inversé. On peut décrire de tels dispositifs, qui voyaient les barbares recevoir en échange de leur mansuétude une partie des bénéfices du complexe céréalier sédentaire, comme constituant *de facto* une forme de souveraineté partagée entre l'État et les barbares. Dans des conditions de relative stabilité, cet équilibre se rapproche du modèle de racket de protection frontalier décrit précédemment.

Mais ces conditions de relative stabilité étaient assez peu fréquentes, tant du fait de la fragilité de la gouvernance étatique que des dissensions et divisions des entités politiques nomades.

Deux autres « solutions » étaient possibles, chacune d'elles éliminant de fait la dichotomie. La première était que les barbares nomades conquièrent l'État ou l'empire et se transforment en nouvelle classe dirigeante. Ce fut le cas au moins deux fois dans l'histoire de la Chine – avec la dynastie mongole des Yuan et la dynastie mandchoue des Qing ; ce fut aussi le cas d'Osman, le fondateur de l'Empire ottoman. Les barbares devenaient alors la nouvelle élite de l'État sédentaire, habitant la capitale et administrant l'appareil d'État. Comme dit le proverbe chinois, « on peut conquérir un royaume à cheval, mais il faut en descendre pour le gouverner ». La seconde option, bien plus fréquente mais moins souvent mentionnée, voyait les nomades devenir mercenaires de l'État, cavalerie chargée de surveiller les marches de l'empire et d'endiguer les incursions des autres peuples barbares. De fait, rares étaient les États ou les empires ne recrutant pas de troupes parmi les barbares, souvent en échange d'avantages commerciaux et d'autonomie locale. C'est essentiellement grâce à l'aide de troupes gauloises que César put pacifier la Gaule. Au lieu de conquérir l'État, les barbares intégraient les forces armées d'un État existant, à l'instar des Cosaques ou des Gurkhas, par exemple. Dans un contexte colonial, c'est une configuration qu'on a pu décrire comme une forme « sous-impérialisme indigène42 ». Du point de vue de l'État sédentaire, le recours massif à des mercenaires comportait des risques propres, comme le découvrirent les Tang lorsqu'ils durent recourir aux Ouïghours turcophones afin d'écraser la grande rébellion du général d'origine sogdienne et turque An Lushan.

La plupart des « barbarologues » s'accordent à dire que les pasteurs nomades avaient besoin des communautés sédentaires en tant que réserves de main-d'œuvre et nœuds d'échanges commerciaux. On sait qu'ils déplaçaient parfois de force des populations agricoles précisément dans le but de créer ce type de réserves. En outre, toujours dans cette logique, les confédérations barbares fonctionnaient comme des « empires fantômes » vivant en parasite

au voisinage des grandes sociétés sédentaires. Ce statut largement dérivatif est confirmé par le fait qu'elles avaient tendance à disparaître lorsque ces dernières s'effondraient. Comme l'explique Nikolay Kradin, « le degré de centralisation des nomades est directement proportionnel à l'envergure de la civilisation agricole voisine… ».

> L'organisation impériale et quasi impériale des nomades eurasiens s'est d'abord développée après la fin de l'« Âge axial » du milieu du premier millénaire avant notre ère, à l'époque des grands empires agricoles (les Qin en Chine, les Maurya en Inde, les États hellénistiques d'Asie mineure, l'Empire romain en Europe) et dans les régions […] où les nomades étaient obligés d'entrer en contact avec des sociétés urbaines et agricoles hautement organisées43.

Kradin et d'autres auteurs incluent au nombre de ces couples unis dans le succès et le déclin les Xiongnu et les Han, les khanats turcs et les Tang, les Huns et les Romains, les « peuples de la mer » et les Égyptiens, et parfois aussi les Amorites et les cités-États mésopotamiennes. Les dynasties Yuan et mandchoue en sont normalement exclues, étant donné qu'elles ont absorbé leur jumeau sédentaire plutôt que de disparaître avec lui.

Il est aussi symptomatique que regrettable que tant d'encre ait coulé au sujet des États barbares et des empires qu'ils ont harcelés. Telle la capitale d'un pays qui monopolise la couverture médiatique, ils dominent les récits historiques. Une histoire plus impartiale devrait prendre en compte la relation de centaines de petits États avec les milliers de peuples sans État qui les entouraient, sans parler des rapports de prédation et d'alliance entre ces peuples sans État. Dans sa description du rôle d'Athènes pendant les guerres du Péloponnèse, Thucydide évoque des dizaines de peuples différents habitant les montagnes ou les vallées : certains avaient un roi, d'autres non, certains avaient noué une alliance avec Athènes, d'autres lui payaient tribut et

d’autres encore lui étaient hostiles. Si nous connaissions mieux l’histoire de chacun de ces couples de jumeaux, notre compréhension des rapports entre l’État et ses voisins non étatiques en serait considérablement renforcée.

Un âge d’or ?

On pourrait, je crois, définir une très longue période couvrant non pas des siècles mais des millénaires – entre l’apparition des tout premiers États et, vraisemblablement, l’aube du XVIIe siècle – comme un « âge d’or des barbares » et des peuples sans État en général. Pendant la majeure partie de cette longue période, le mouvement d’« enclosure politique » représenté par l’État-nation moderne n’existait pas encore. Ce qui prévalait, c’étaient la fluidité des circulations physiques, la perméabilité des frontières et des stratégies de subsistance mixtes. Même les quelques rares – et souvent éphémères – empires ayant surgi pendant cette phase historique (les Romains, les Han, les Ming et, dans le Nouveau Monde, les cités-États mayas et les Incas) n’ont pas pu entraver les mouvements de population massifs à l’intérieur et à l’extérieur de leur orbite politique. Des centaines d’États insignifiants ont connu une brève prospérité avant de se décomposer au profit des unités sociales élémentaires qui les constituaient : villages, lignées, bandes. Les populations savaient modifier leurs stratégies de subsistance lorsque les circonstances l’imposaient, abandonnant les labours pour la forêt, la forêt pour la culture sur brûlis et celle-ci pour la vie pastorale. La croissance démographique aurait sans doute encouragé d’elle-même des stratégies de subsistance plus intensives, mais la fragilité des entités étatiques, leur vulnérabilité aux épidémies et l’existence d’une vaste périphérie non étatique ont probablement empêché l’établissement du moindre semblant d’hégémonie de l’État avant 1600 au plus tôt. Jusqu’alors, une bonne partie de la population mondiale n’avait jamais vu l’ombre d’un collecteur d’impôts (régulier), et ceux qui en avaient déjà vu un avaient toujours la possibilité de se rendre fiscalement invisibles.

Nous n’avons guère besoin d’insister sur cette date quasi arbitraire. Le début du XVIIe siècle marque *grosso modo* la fin des grandes vagues d’invasions barbares eurasiennes : les Vikings du VIIIe au XIe siècle, le grand royaume de Tamerlan de la fin du XIVe siècle les conquêtes d’Osman et de ses successeurs immédiats. À eux tous, ils ont détruit, pillé et conquis des centaines d’entités politiques de toute taille et déplacé des millions de personnes. Ils effectuaient aussi de grandes expéditions en quête d’esclaves ; les métaux précieux et les êtres humains constituaient l’un des butins les plus prisés de ces campagnes. On ne peut pas dire que ce mélange de prédation et de commerce ait disparu après 1600, mais il est devenu plus rare et dispersé. Edward Gibbon, l’un des rares auteurs à tenir des propos positifs sur les païens, se demandait s’il restait des « barbares » en Europe à la fin du XVIIIe siècle. (Il aurait pu songer aux pirates barbaresques, à la Macédoine ou aux Écossais des Highlands, ou bien observer que les Européens s’étaient joints aux Arabes pour razzier les ports du continent africain en quête d’esclaves.) Hors d’Europe et de la Méditerranée, on observe une persistance de ce modèle mixte de prédation, de commerce et d’esclavagisme dans le monde malais et chez les habitants des hautes terres d’Asie du Sud-Est. Avec l’essor des États et des Empires modernes équipés d’armes à feu, la capacité de prédation des peuples sans État et le contrôle qu’ils étaient susceptibles d’exercer sur les petits États voisins déclina plus ou moins rapidement selon les régions et leur géographie.

Les premiers États, du fait des opportunités commerciales ainsi que des occasions de pillage et de racket qu’ils offraient, ont constitué un environnement qualitativement nouveau pour les peuples sans État. Le monde autour d’eux acquérait désormais de la valeur et ils pouvaient participer pleinement aux nouveaux circuits commerciaux sans devenir sujets de l’État. Il y eut probablement des périodes durant lesquelles il valait la peine d’abandonner l’agriculture et la sujétion à l’État afin de se consacrer à la cueillette, au pastoralisme ou à la collecte de ressources marines : c’était là tout autant un calcul économique rationnel qu’une démarche d’émancipation.

Durant ces époques, il est probable que la proportion de barbares par rapport aux sujets des États ait augmenté, parce que la vie à la périphérie de la civilisation devenait plus attrayante.

L'existence des « barbares tardifs » était sans doute plutôt enviable dans l'ensemble. Leur mode de subsistance couvrait encore plusieurs réseaux alimentaires ; leur dispersion les rendait moins vulnérables à la défaillance de telle ou telle source de nourriture isolée. Ils étaient probablement en meilleure santé et vivaient plus longtemps – en particulier les femmes. L'intensification des liens commerciaux leur laissait plus de temps libre, accentuant encore les avantages du mode de vie des cueilleurs par rapport au dur labeur des agriculteurs. Enfin, et ce n'est pas le moindre avantage, les barbares échappaient à toute forme de sujétion ou de domestication par l'ordre social hiérarchique de l'agriculture sédentaire et de l'État. Ils étaient presque à tous égards plus libres que les petits fermiers anglais de la fin du Moyen Âge et du début de l'ère moderne dont on a tant vanté l'indépendance. Pas trop mal pour des hordes de barbares que les vagues de l'histoire étaient censées avoir engloutis depuis bien longtemps !

Reste toutefois deux dimensions plus sombres de cet âge d'or des barbares, qui ont toutes deux à voir avec la fragmentation politique de leur existence déterminée par des facteurs écologiques. Parmi les produits que les barbares vendaient aux États avec lesquels ils commerçaient, il y avait bien sûr des êtres humains appartenant à d'autres peuples sans État. Cette pratique était si répandue en Asie du Sud-Est que l'on peut identifier une espèce de chaîne de prédation au sein de laquelle des groupes plus puissants occupant une position stratégique s'en prenaient à leurs voisins plus faibles et plus dispersés. Ce faisant, ils renforçaient le noyau étatique aux dépens de leurs congénères barbares.

L'autre facette obscure de ces nouveaux modes de subsistance parasitaires de l'État était le fait que, comme nous l'avons signalé, les barbares vendaient leurs compétences guerrières aux États en tant que mercenaires. On aurait du mal à identifier un État antique qui n'ait jamais recruté de soldats issus de peuples sans État – enrégimentant parfois des

populations entières – afin de pourchasser les esclaves fugitifs et de réprimer les révoltes de ses propres sujets rebelles. Les milices barbares participaient autant de la construction de l'État que de l'économie de prédation nomade. En reconstituant systématiquement les réserves de main-d'œuvre de l'État grâce aux esclaves qu'ils lui livraient, ou bien en mettant leur savoir-faire militaire au service de sa protection et de son expansion, les barbares ont délibérément creusé leur propre tombe.

a. Par « contrôle fiscal », j'entends à peu près toute forme de taxation plus ou moins régulière de la production, du travail ou des revenus des sujets. Dans les États archaïques, il s'agit en général d'impôts en nature (par exemple sur les récoltes) ou en prestations de travail (corvées).

b. Mon collègue Peter Perdue, spécialiste des régions frontalières de la Chine et des peuples sans État en général, propose une date plus tardive que 1600, mentionnant la fin du XVIIIe siècle, lorsque, observe-t-il, « presque toutes les frontières du globe étaient désormais occupées par des colons et des marchands et que le commerce international des matières premières prélevait des ressources dans tous les grands continents » ; communication personnelle.

c. Spartacus et ses hommes, ne l'oublions pas, cherchaient à quitter l'Italie mais en furent empêchés par une trahison et finalement vaincus par l'armée de Crassus. Pour une histoire des pratiques de fuite de l'État dans les hautes terres d'Asie du Sud-Est, voir mon livre *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*.

d. On pourrait faire valoir, par analogie, que les gros animaux d'élevage, du fait de leur relative « sédentarité » et de leur convergence en grand nombre au même endroit à certaines périodes de l'année, étaient particulièrement vulnérables aux razzias, qui étaient au fond une forme de « chasse » pratiquée par *Homo sapiens* à l'aide de chiens, d'arcs et de lances, et qu'ils étaient donc susceptibles de figurer parmi les premières espèces menacées d'extinction dès que cette population de « chasseurs » se multipliait.

e. Perdue me fait remarquer que la relation entre pillards mobiles et créatures sédentaires existe également dans le règne animal et chez les insectes. Il s'agit de stratégies de subsistance différentes et, dans une certaine mesure, concurrentes.

f. Fletcher distingue, d'une part, les « nomades des steppes », qui interagissaient beaucoup moins avec les populations sédentarisées et les États agraires et pour lesquels le pillage était aussi important que le commerce, et de l'autre, les « nomades du désert », plus enclins à entretenir des relations commerciales régulières avec les communautés sédentaires et la société urbaine. Fletcher, « The Mongols », p. 41.

Notes

Notes de la préface
(pages II à XVI)

1. M. Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives*, Gallimard, 1976 (avec une préface de Pierre Clastres) [1972] ; *Critique de la sociobiologie. Aspects anthropologiques*, Gallimard, 1980 [1976].
2. D. Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, Lux, 2006 ; *Des fins du capitalisme. Possibilités I : Hiérarchie, rébellion, désir*, Payot, 2014 [2007] ; *Comme si nous étions déjà libres*, Lux, 2014 [2011] ; *Dette, 5 000 ans d'histoire*, Les Liens qui Libèrent, 2014 [2011] ; *Bureaucratie*, Les Liens qui Libèrent, 2015 ; *Bullshit Jobs*, Les Liens qui Libèrent, 2018 ; *La Démocratie aux marges*, Flammarion, 2018 [2013].
3. D. Graeber et D. Wengrow, « Farewell to the "childhood of man". Ritual, seasonality, and the origins of inequality », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, (N.S.) 21, 2015, p. 597-619 [en ligne] ; D. Graeber et D. Wengrow, « Comment changer le cours de l'histoire (ou au moins du passé) », (avec des commentaires de J.-P. Demoule, I. Pereira et E. Todd), *Revue du Crieur*, n° 11, 2018, p. 4-51.
4. D. Graeber et M. Sahlins, *On Kings*, HAU Books & University of Chicago Press, 2017.
5. P. Clastres, *Chronique des Indiens Guayaki*, Plon, 1972 ; *La Société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Minuit, 1974 ; *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*, L'Aube, 1977 ; *Recherches d'anthropologie politique*, Seuil, 1980.
6. R.H. Lowie, « Some aspects of political organisation among the American Aborigines », *Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland*, 78, 1948, p. 11-24.

7. Par exemple : R. L. Bettinger, *Orderly Anarchy. Sociopolitical Evolution in Aboriginal California*, University of California Press, 2015.
8. *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press, 1979.
9. *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 1985.
10. . 10 *La Domination et les Arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Amsterdam, 2009 [1992].
11. *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, 1998.
12. *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Seuil, 2013 [2009].
13. Voir par exemple la traduction d'un article de James C. Scott, « La montagne et la liberté », *Critique internationale*, 2001/2, II, p. 85-104 (https://doi.org/10.3917/crii.011.0085) ; ainsi que le recueil d'articles *Decoding Subaltern Politics. Ideology, Disguise, and Resistance in Agrarian Politics*, Routledge, 2012.
14. G. Deleuze et F. Guattari, *Mille plateaux*, Minuit, 1980 ; voir en particulier les chapitres 12 et 13.
15. A. Gonzalez-Ruibal, *An Archaeology of Resistance. Materiality and Time in an African Borderland*, Rowman & Littlefield, 2014.
16. Tom Brass, « Scott's "Zomia", or a populist post-modern history of nowhere », *Journal of Contemporary Asia*, 42, n° 1, p. 123-133.
17. Pour un état des lieux actuel : P. Bellwood, *First Farmers. The Origins of Agricultural Societies*, Blackwell, 2004 ; J.-P. Demoule (dir.), *La Révolution néolithique dans le monde*, CNRS Éditions, 2009 ; J.-P. Demoule, D. Garcia et A. Schnapp (dir.), *Une histoire des civilisations. Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances*, La Découverte, 2018.
18. J.-P. Demoule, « L'archéologie du pouvoir. Oscillations et résistances dans l'Europe protohistorique », *in* A. Daubigney (dir.), *Fonctionnement social de l'Âge du Fer. Opérateurs et hypothèses pour la France*,

Université de Besançon, 1993, p. 259-274 ; idem, *Les Dix Millénaires oubliés qui ont fait l'histoire. Quand on inventa l'agriculture, la guerre et les chefs*, Fayard, 2017.

Notes de l’introduction
(pages 20 à 50)

1. Pour la datation, David Wengrow, communication personnelle.
2. La seule exploration sensible de ce thème que je connaisse est le beau de livre de Bruce Chatwin sur l’Australie, *Le Chant des pistes* (Grasset, Paris, 1988). Les Roms, c’est-à-dire les Tsiganes, sont un exemple moderne de choix déterminé de la mobilité – à tel point que le célèbre diplomate norvégien Fridtjof Nansen proposa au lendemain de la Seconde Guerre mondiale de leur délivrer ce qui aurait été les premiers passeports « européens ».
3. Pour les comptes-rendus sans doute les plus précis de l’état actuel des connaissances, voir Fuller *et al.*, « Cultivation and Domestication Has Multiple Origins », et Asouti et Fuller, « Emergence of Agriculture in Southwest Asia ».
4. Algaze, « Initial Social Complexity in Southwestern Asia ».
5. Carneiro, « A Theory of the Origin of the State ».
6. Voir McAnany et Yoffee, *Questioning Collapse*.
7. Voir Thomas J. Barfield, *The Perilous Frontier*.

Notes du chapitre 1
(pages 53 à 82)

1. C. K. Brain, *The Hunters or the Hunted ? An Introduction to African Cave Taphonomy*, University of Chicago Press, Chicago, 1981, cité *in* Goudsblom, *Fire and Civilization*.
2. Cronon, *Changes in the Land*.
3. Pour cette controverse encore actuelle, voir William Ruddiman, « The Anthropogenic Greenhouse Era Began Thousands of Years Ago », *Climatic Change*, nº 61, 2003, p. 261-293, et R. J. Nevle *et al.*, « Ecological-Hydrological Effects of Reduced Biomass Burning in the Neo-Tropics After AD 1600 », Geological Society of America Meeting, Minneapolis, 11 octobre, 2011, extrait.
4. Jones, *Feast*, p. 107.
5. Wrangham, *Catching Fire*, p. 40-53.
6. Pour le feu et la cuisson, voir Goudsblom, *Fire and Civiliz*ation, et Wrangham, *Catching Fire*.
7. Anders E. Carlson, « What Caused the Younger Dryas Cold Event », *Geology*, 38, nº 4, 2010, p. 383-384, http://geology.gsapubs.org/content/38/4/383.short?rss=1&ssource=mfr. Bien que les datations du début du Dryas récent et de la rupture vers l'est du lac Agassiz depuis le bassin du Mississipi ne correspondent pas du tout, il semble probable qu'une poussée de fonte glaciaire ait été responsable de la vague de froid.
8. Zeder, « The Origins of Agriculture ».
9. Pournelle, « Marshland of Cities ». Pour des versions postérieures mais moins détaillées de ses conclusions, voir Pournelle, Darweesh et Hritz, « Resilient Landscapes » ; Hritz et Pournelle, « Feeding History ». Les thèses de Pournelle sont préfigurées – avec beaucoup moins de preuves

tangibles – par d'autres auteurs comme Pollock, *Ancient Mesopotamia*, p. 65-66 ou Matthews, *The Archeology of Mesopotamia*, p. 86. Pour une approche historique et géologique plus profonde, qui reformule la « théorie des oasis » de Gordon Childe, voir Rose, « New Light on Human Prehistory ».

10. Voir, entre autres, Pollock, *Ancient Mesopotamia*, p. 32-37.

11. Le processus est élégamment décrit par Azzam Awash dans le passage suivant : « Le fait que l'agriculture se soit d'abord développée dans le contexte de fertilité naturelle renouvelable des prairies entourant les marais n'a rien d'une coïncidence. Les Sumériens ont inventé un système d'irrigation ingénieux que leurs héritiers, les Arabes des Marais, ont continué à utiliser. Après l'apogée de la crue, ils ensemencent les terres les plus élevées qui émergent au fur et à mesure que les eaux reculent. Ces terres hautes sont recouvertes deux fois par jour par les marées du Golfe qui ralentissent le débit du Tigre et de l'Euphrate et provoquent un "reflux" de l'eau. Les graines sont ainsi irriguées automatiquement sans avoir à ouvrir de canaux ou à pomper l'eau. Cependant, tandis que les graines poussent, l'eau continue de baisser jusqu'à un point où elle ne permet plus l'irrigation, et les semis sont dès lors transplantés des terres plus élevées jusqu'aux champs/prairies en contrebas. Ce système d'irrigation continue à fournir de l'eau deux fois par jour bien au-delà des premiers jours d'été. Lorsque la récession des eaux de crue prend fin, les racines des jeunes plants exploitent la nappe phréatique et n'ont plus besoins de lourds travaux d'irrigation. » Azzam Awash, « The Mesopotamian Marshlands. A Personal Recollection », *in* Crawford, *The Sumerian World*, p. 640.

12. Les spécialistes de l'Amérique latine reconnaîtront les similitudes entre cette logique de sécurité alimentaire fondée sur l'exploitation d'une série de zones écologiques adjacentes et le concept d'archipel vertical d'étages écologiques propre au monde andin chez John V. Murra. Voir, par exemple, Rowe et Murra, « An Interview with John V. Murra ».

13. Sherratt, « Reviving the Grand Narrative », p. 13.

14. Heather, *The Fall of the Roman Empire*, p. 111.
15. H. R. Hall, *A Season's Work at Ur. Al-Ubaid, Abu-Shahrain (Eridu) and Elsewhere…*, cité *in* Pournelle, « Marshland of Cities », p. 129.
16. Pour une analyse perspicace de ce processus et de cette logique, voir D'Souza, *Drowned and Dammed*.
17. Smith, « Low Level Food Production ».
18. . 18 Zeder, « The Origins of Agriculture », p. S230-S231.
19. Zeder, « After the Revolution », p. 99.
20. Endicott, « Introduction. Southeast Asia », p. 275. Endicott et Geoffrey Benjamin nomment cette évolution une « respécialisation ».
21. Febvre, *La Terre et l'Évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire*.
22. Le terme est utilisé par Ian Hodder dans *The Domestication of Europe*. Bien que je trouve utile le concept de « *domus* » de Hodder, le regretté Andrew Sherratt avait tout à fait raison d'observer que l'on ne saurait postuler que le « désir de sédentarité » aurait une influence décisive sur la vie humaine. Voir Sherratt, « Reviving the Grand Narrative », p. 9-10.
23. Porter, *Mobile Pastoralism*, p. 351-393.
24. La question du « stockage », y compris du « stockage social » et de la réciprocité comme moyen de gérer un environnement variable, est examinée sous plusieurs angles dans Halstead et O'Shea, *Bad Year Economics*.
25. Pour une analyse approfondie, voir Rowley-Conwy et Zvelibil, « Saving It for Later ».
26. Park, « Early Trends Toward Class Stratification ».
27. Comme pour bon nombre d'idées, j'ai découvert que celle-ci non plus n'était pas de moi ! Voir Manning, *Against the Grain*, p. 28.

Notes du chapitre 2
(pages 84 à 106)

1. Zeder, « Introduction », p. 8. Zeder affirme qu'il est prouvé que les humains « cultivaient activement et entretenaient des plantations sauvages de petit épeautre et de seigle à Abu Hureyra et sur le site voisin de Mureybet à la fin de l'Épipaléolithique, de quinze mille à treize mille ans avant notre ère ». Pour une approche instructive et documentée de la transition du mode de vie des chasseurs-cueilleurs à l'agriculture fixe, voire Moore, Hillman et Legge, *Village on the Euphrates*.
2. Moore, Hillman et Legge, *Village on the Euphrates*, p. 387. Les auteurs se réfèrent aux « herbacées désormais dominantes qui accompagnent la culture des céréales sèches » – les parents du trèfle, de la luzerne et du fenugrec sauvage, l'orge des rats, diverses graminées à petite graine, le petit chiendent, le grémil (de la famille des buglossoïdes) – présents en grande quantité sur des sites moyen-orientaux où l'on trouve des vestiges de graines, et qui signalent sans ambiguïté une activité agricole.
3. Voir Catherine Fowler, « Ecological/Cosmological Knowledge and Land Management Among Hunters-Gatherers », *in* Lee et Daly, *The Cambridge Encyclopedia of Hunters and Gatherers*, p. 419-425.
4. Boserup, *Évolution agraire et pression démographique*.
5. Pour le panorama le plus remarquable et le plus brillamment illustré des origines de l'agriculture, avec un accent particulier mis sur le commerce, voir Sherratt, « The Origins of Farming in South-West Asia ».
6. Diamond, *De l'inégalité parmi les sociétés*.
7. Pour un examen détaillé de la *domus* dans le contexte européen, voir Hodder, *The Domestication of Europe*.
8. Pour les expérimentations de Berlaïev, voir Trut, « Early Canine Domestication ».

9. Zeder, « Pathways to Animal Domestication ».

10. Zeder *et al.*, « Documenting Domestication », et Zeder, « Pathways to Animal Domestication ».

11. R. J. Berry, « The Genetical Implications of Domestication in Animals », *in* Ucko et Dimbleby, *The Domestication and Exploitation of Plants and Animals*, p. 207-217.

12. Voir T. I. Molleson, « The People of Abu Hureyra », *in* Moore, Hillman et Legge, *Village on the Euphrates*, p. 301-324.

13. Leach, « Human Domestication Reconsidered ».

14. Le théoricien le plus éminent de la *domus* comme unité sociale clé de la société agraire est Ian Hodder. Le rôle central qu'il lui attribue dans le processus de domestication dans *The Domestication of Europe* est préfiguré par Peter J. Wilson dans *The Domestication of Human Species*.

15. Leach, « Human Domestication Reconsidered », p. 359.

16. Deux cas possibles d'adaptation fréquemment mentionnés sont l'apparition du trait drépanocytaire en tant que protection contre la malaria, devenue épidémique en raison de la modification par l'homme des paysages cultivés, et l'essor de la tolérance au lactose, en particulier chez les éleveurs nomades. La question de savoir comment les groupes sanguins A, B et AB sont apparus et pour prémunir de quelles maladies épidémiques reste controversée. Voir, en général, Boyden, *The Impact of Civilisation on the Biology of Man*.

17. Pollan, *The Botany of Desire*, p. XI-XIV.

18. Evans-Pritchard, *Les Nuer*.

19. Voir Conklin, *Hanunóo Agriculture*, et Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage*.

20. Comparant les pasteurs mongols aux agriculteurs Han, Owen Lattimore insiste beaucoup plus sur cette question que je ne le ferais moi-même, qui, en tant que médiocre agriculteur, ai compris à quel point elle est difficile à cerner. « En effet, le Mongol, formé depuis l'enfance à être indépendant et à pratiquer toutes sortes d'activités utiles à son existence, qu'il s'agisse de travailler le cuir et le feutre, de conduire des chariots et guider une

caravane, de vivre en plein air par tous les temps et de trouver son chemin sur de grandes distances, et surtout de prendre ses propres décisions, n'a généralement aucun mal à rivaliser avec le colon agricole qui a vécu toute sa vie dans une masure de terre battue, privé d'exercice et d'initiative, livré à une routine immuable consistant à planter et récolter, soumis aux décisions du calendrier et du propriétaire terrien. » « On the Wickedness of Being Nomads », citation p. 422.

21. Elias, *La Civilisation des mœurs*, Pocket, Paris, 2002, et *La Dynamique de l'Occident*, Pocket, Paris, 2003

22. Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, vol. 2, chap. XX, p. 536.

Notes du chapitre 3
(pages 108 à 127)

1. Moore, Hillman et Legge, *Village on the Euphrates*, p. 393. Il s'agit d'une étude tout à fait remarquable et exhaustive du site le plus riche de Mésopotamie.
2. Burke et Pomeranz, *The Environment and World History*, p. 91, où les auteurs citent Peter Christensen, *The Decline of Iranshahr*. La période à laquelle Christensen se réfère est plus tardive, mais il fait remonter l'origine de ces maladies à la transition néolithique elle-même. Voir le chapitre 7 et les pages 75 *sqq*.
3. Voir, entre autres, Porter, *Mobile Pastoralism*, p. 253-254 ; Radner, « Fressen und gefressen werden » ; Karen Radner, « The Assyrian King and His Scholars. The Syrio-Anatolian and Egyptian Schools », *in* W. Lukic et R. Mattila (dir.), *Of Gods, Trees, Kings, and Scholars. Neo Assyrian and Related Studies in Honour of Simo Parpola, Studia Orientalia*, Helsinki, 106, 2009, p. 221-233 ; Walter Farber, « How to Marry a Disease. Epidemics, Contagion, and a Magic Ritual Against the "Hand of the Ghost" », *in* H. F. J. Horstmanshoff et M. Stol (dir.), *Magic and Rationality in Ancient Near Eastern and Graeco-Roman Medicine*, Brill, Leyde, 2004, p. 117-132.
4. . 4 Farber, « Health Care and Epidemics in Antiquity ». Je m'appuie ici essentiellement sur des matériaux provenant de Mori, sur l'Euphrate, et d'Uruk vers le début du deuxième millénaire avant notre ère.
5. Nemet-Rejat, *Daily Life in Ancient Mesopotamia*, p. 80.
6. *Ibid.*, p. 146. À quoi Nemet-Rejat ajoute qu'« un augure mentionne des dieux de la peste marchant avec les troupes, ce qui est très probablement une référence au typhus ».

7. Voir en particulier Groube, « The Impact of Diseases » ; Burnet et White, *The Natural History of Infectious Disease*, surtout les chapitres 4 à 6 ; et McNeill, *Plagues and People*.
8. McNeill, *Plagues and People*, p. 51.
9. Moore, Hillman et Legge, *Village on the Euphrates*, p. 369.
10. Roosevelt, « Population, Health, and the Evolution of Subsistence ».
11. Nissen et Heine, *From Mesopotamia to Iraq*.
12. Dark et Gent, « Pests and Diseases of Prehistoric Crops ».
13. *Ibid*., p. 60.
14. Voir Lee, « Population Growth and the Beginnings of Sedentary Life ».

Notes du chapitre 4
(pages 132 à 166)

1. Pournelle, « Marshland of Cities », p. 255.
2. Pournelle, « Physical Geography », p. 28.
3. Pournelle et Algaze, « Travels in Edin », p. 7-9.
4. Nissen et Heine, *From Mesopotamia to Iraq*, p. 42.
5. Postgate, « A Sumerian City », p. 83.
6. Nissen, *The Early History of the Ancient Near East*, p. 130.
7. Nemet-Rejat, *Daily Life in Ancien Mesopotamia*, p. 100.
8. Owen Lattimore, « The Frontier in History », p. 475.
9. Pournelle, « Marshland of Cities », p. 202.
10. Febvre, *La Terre et l'Évolution humaine*.
11. Voir le raisonnement parallèle de Manning, *Against the Grain*, chapitres 1 et 2.
12. McNeill, « Frederick the Great and the Propagation of Potatoes ».
13. Adams, « An Interdisciplinary Overview of a Mesopotamian City ».
14. Lewis, *The Early Chinese Empires*, p. 6.
15. Heather, *The Fall of the Roman Empire*, p. 56.
16. Lindner, *Nomads and Ottomans in Medieval Anatolia*, p. 65.
17. Yoffee et Cowgill, *The Collapse of Ancient States*, p. 49. Seth Richardson observe que le texte de cette citation est une adresse aux dieux à caractère littéraire et vraisemblablement peu représentative (communication personnelle).
18. Porter, *Mobile Pastoralism*, p. 324. Le terme « muraille » peut porter à confusion, dans la mesure où il peut tout aussi bien désigner une série continue de sites habités – fortifiés ou pas – marquant la limite du contrôle politique de l'État et perçus comme une frontière ou une lisière.
19. Wang Haicheng, *Writing and the Ancient State*, p. 98.

20. Crawford, *Ur*, p. 88.
21. Algaze, « Initial Social Complexity in Southwestern Asia ».
22. Cet aperçu de la naissance de l'écriture en Chine s'appuie essentiellement sur Wang Haicheng, *Writing and the Ancient State*, et Lewis, *The Early Chinese Empires.*
23. Lewis, *The Early Chinese Empires*, p. 274.
24. Algaze, « Initial Social Complexity in Southwestern Asia », p. 220-222 ; l'auteur cite C. C. Lambert-Karlovsky. Voir également Scott, *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné.*

Notes du chapitre 5
(pages 168 à 196)

1. Steinkeller et Hudson, « Introduction: Labor in the Early States. An Early Mesopotamian Perspective », *Labor in the Ancient World*, p. 1-35.
2. Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance*.
3. Boserup, *Évolution agraire et pression démographique*.
4. Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*.
5. Santos-Granero, *Vital Enemies.*
6. Hochschild, *Bury the Chains*, p. 2.
7. Pour la relation entre construction de l'État et pratiques esclavagistes, voir mon *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*.
8. M. I. Finley, « La civilisation grecque était-elle fondée sur le travail des esclaves ? ».
9. *Ibid.*
10. Les développements qui suivent s'appuient sur Yoffee, *Myths of the Archaic State* ; Yoffee et Cowgill, *The Collapse of the Ancient States and Civilizations* ; Adams, « An Interdisciplinary Overview of a Mesopotamian City » ; Algaze, « Initial Social Complexity in Southwestern Asia » ; et McCorriston, « The Fiber Revolution ».
11. Pour un point de vue plus proche de mon interprétation, voir Diakonoff, *Structure of Society and State in Early Dynastic Sumer*.
12. Gelb, « Prisoners of War in Early Mesopotamia ».
13. Tate Paulette analyse en détail ce processus d'évaluation, de collecte et de stockage, en particulier pour le site mésopotamien de Fara au troisième millénaire, dans « Grain, Storage, and State-Making in Mesopotamia ».
14. Algaze, « The End of Prehistory and the Uruk Period », p. 81. Algaze s'appuie ici sur R. K. Englund, « Texts from the Late Uruk Period », *in*

Josef Bauer, Robert K. Englund et Manfred Krebernik (dir.), *Mesopotamien. Späturuk-Zeit und frühdynastische Zeit*, Fribourg, Universitäts-verlag, 1998, p. 236.

15. Algaze, « The End of History and the Uruk Period », p. 81.

16. La romanisation conventionnelle de ce terme cunéiforme est « [e₂ asīrī] ».

17. Seri, *The House of Prisoners*, p. 259. Cela se passe deux siècles après la Troisième Dynastie d'Ur et les circonstances sont quelque peu exceptionnelles, mais je suppose que nombre des pratiques décrites dans ce texte ressemblent à des pratiques antérieures ; le reste du paragraphe s'appuie sur la description de Seri.

18. Nissen et Heine, *From Mesopotamia to Iraq*, p. 31.

19. Gelb, « Prisoners of War in Early Mesopotamia », p. 90 ; et, pour une période ultérieure mais peut-être également pertinente, Tenney, *Life at the Bottom of Babylonian Society*, p. 114, 133.

20. Tenney, *Life at the Bottom of Babylonian Society*, p. 105, 107-118.

21. Piotr Steinkeller, « The Employment of Labor on National Building Projects in the Ur III Period », *in* Steinkeller et Hudson, *Labor in the Ancient World*, p. 137-236. Précisons que Steinkeller et d'autres auteurs ont une vision très optimiste de ces grands projets de construction, qu'ils décrivent comme des interludes festifs pendant lesquels les travailleurs étaient bien nourris et ne manquaient pas d'occasions de boire et de se divertir – un peu comme dans les rituels collectifs de célébration des moissons que l'on trouve dans la littérature anthropologique.

22. Voir par exemple, Menu, « Captifs de guerre et dépendance rurale dans l'Égypte du Nouvel Empire » ; Lehner, « Labor and the Pyramids » ; et Goelet, « Problems of Authority, Compulsion, and Compensation ».

23. Cité *in* Goelet, « Problems of Authority, Compulsion, and Compensation », p. 570.

24. Nemet-Rejat, *Daily Life in Ancient Mesopotamia*, p. 188.

25. . 25 Cet événement survint pendant le règne de Ramsès III. Cité *in* Maria Golia, « After Tahrir », *Times Literary Supplement*, 12 février 2016, p. 14.

26. Les développements qui suivent doivent beaucoup à Lewis, *The Early*

Chinese Empires ; Keightley, *The Origins of Chinese Civilization* ; et Yates, « Slavery in Early China ».

27. Voir, par exemple, Yates, « Slavery in Early China ».

28. Taylor, « Believing the Ancients ». Pour un point de vue différent, voir Scheidel, « Quantifying the Sources of Slaves ».

29. Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*.

30. Cameron, « Captives and Culture Change ».

31. Voir en particulier Steinkeller, « The Employment of Labor on National Building Projects » ; Richardson, « Building Larsa » ; Dietler et Herbich, « Feasts and Labor Mobilization ». Richardson montre que la quantité de travail requise pour construire le mur d'enceinte d'une ville, par exemple, était nettement inférieure à ce que l'on supposait communément. Mais par ailleurs, on ne peut pas extrapoler les conditions de travail quotidiennes sur la base des déclarations apologétiques des autorités qui décrivent les festins somptueux offerts au « peuple » à l'occasion de l'achèvement d'un temple. Le présupposé social de ces raisonnements, c'est l'idée que pour les sujets mécontents, la fuite était une option relativement aisée. Mais c'est un point de vue qui néglige les contre-mesures prises par l'État afin de contenir l'exode, ainsi que la possibilité de compenser ce déficit de main-d'œuvre en capturant ou en achetant des travailleurs.

32. Algaze, « The Uruk Expansion ».

33. Oded, *Mass Deportations and Deportees*. Sur cette pratique en Mésopotamie, voir Gelb « Prisoners of War in Early Mesopotamia ».

34. Oded, *Mass Deportations and Deportees*, p. 20. Les scribes parlent de quatre millions et demi de déportés en trois siècles, un chiffre sans doute très exagéré et teinté de forfanterie impériale.

35. Nissen et Heine, *From Mesopotamia to Iraq*, p. 80.

36. Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, p. 296 ; cité *in* Darwin, *After Tamerlane*, p. 24. À quoi Tocqueville ajoute : « L'oppression a enlevé du même coup, aux descendants des Africains, presque tous les privilèges de l'humanité ! ». Pour une analogie similaire entre domestication animale et domestication humaine, voir également le remarquable ouvrage de Reviel

Netz, *Barbed Wire*, p. 15. Pour une analyse brillante de l'analogie entre animaux domestiqués et esclaves dans le Sud d'avant la Guerre de Sécession, voir Jacoby, « Slaves by Nature ».

Notes du chapitre 6
(pages 201 à 230)

1. Adams, « Strategies of Maximization, Stability, and Resilience ».
2. Yoffee et Cowgill, *The Collapse of Ancient States and Civilizations*, et McAnany et Yoffee, *Questioning Collapse.*
3. Broodbank, *The Making of the Middle Sea*, p. 356.
4. Yoffee et Cowgill, *The Collapse of Ancient States and Civilizations*, p. 30, 60.
5. Nissen, *The Early History of the Ancient Near East*, p. 187.
6. Brinkman, « Settlement Surveys and Documentary Evidence ».
7. Algaze, « The Uruk Expansion », et Wengrow, *What Makes Civilization*, p. 75-82.
8. Pour une histoire de la quarantaine, voir Harrison, *Contagion*.
9. Morris, *Pourquoi l'Occident domine le monde… pour l'instant.*
10. Plus connue sous le nom de peste antonine. Cunliffe, *Europe Between the Oceans*, p. 393.
11. . 11 Voir à ce sujet les ouvrages fondamentaux de Radkau, *Nature and Power* ; Meiggs, *Trees and Timber in the Ancient Mediterranean World* ; et Hughes, *The Mediterranean.*
12. McMahon, « North Mesopotamia in the Third Millennium BC ». Pour une description du complexe forestier du Haut-Euphrate, voir Moore, Hillman et Legge, *Village on the Euphrates*, p. 51-63.
13. Deacon, « Deforestation and Ownership ».
14. Mithen, *After the Ice*, p. 87.
15. Voir les chiffres comparés des taux d'érosion dus au ruissellement sur les sols nus, les champs de millet, les prairies et les terrains broussailleux non pâturés, *in* Redman, *Human Impact on Ancient Environments*, p. 101.
16. Mithen, *After the Ice*, p. 50.

17. McNeill, *Mountains of the Mediterranean World*, p. 73-75.
18. Artzy et Hillel, « A Defense of the Theory of Progressive Salinization ».
19. Adams, « Strategies of Maximization, Stability, and Resilience ».
20. Nissen et Heine, *From Mesopotamia to Iraq*, p. 71.
21. Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*. Thucydide fait également référence à la défection des soldats désabusés initialement « alléchés par l'importance de la solde et qui s'étaient engagés avec l'intention de gagner de l'argent plutôt que de se battre ».
22. Je dois cet aperçu à Victor Lieberman ; voir son *Strange Parallels*, 1, p. 1-40.
23. Comme me l'a suggéré mon ex-collègue Ed Lindblom.
24. Yoffee et Cowgill, *The Collapse of Ancient States and Civilizations*, p. 260.
25. Cité *in* Morris, *Pourquoi l'Occident domine le monde… pour l'instant*.
26. David O'Connor, « Society and Individual in Early Egypt », *in* Richards et van Buren, *Order, Legitimacy, and Wealth in Ancient States*, p. 21-35.
27. *Ibid.*, et Broodbank, *The Making of the Middle Sea*, p. 277.
28. Je développe ici la ligne générale du raisonnement sceptique proposé initialement par Yoffee et Cowgill, *The Collapse of Ancient States and Civilizations*, et par McAnany et Yoffee, *Questioning Collapse*.
29. Tainter, *The Collapse of Complex Societies*.
30. Voir G. W. Bowersock, « The Dissolution of the Roman Empire », *in* Yoffee et Cowgill, *The Collapse of Ancient States and Civilizations*, p. 165-175. Selon Bowersock, la véritable disparition de l'Empire date de l'invasion arabe.
31. Cunliffe, *Europe Between the Oceans*, p. 364.
32. Riehl, « Variability in Ancient Near Eastern Environmental and Agricultural Development ».
33. Adams, « Strategies of Maximization, Stability, and Resilience », p. 334.
34. Adams, *The Land Behind Bagdad*, p. 55.
35. Broodbank, *The Making of the Middle Sea*, p. 349.
36. Richardson, « Early Mesopotamia », p. 16.

37. « Car le sort de la terre tourne comme un tour de potier. C’est le voleur qui possède les richesses… ». Bell, « The Dark Ages in Ancient History », p. 75.

Notes du chapitre 7
(pages 236 à 264)

1. J. N. Postgate distingue, dans le cas de la Mésopotamie, les incursions des tribus montagnardes des raids de peuples pastoraux, décrivant ces derniers comme plus susceptibles de détruire l'État ; *Early Mesopotamia*, p. 9.
2. Skaria, *Hybrid Histories*, p. 132.
3. Cunliffe, *Europe Between the Oceans*, p. 229.
4. Pour un résumé utile de ce que nous savons sur les « peuples de la mer » et de ce qui reste encore en débat à leur sujet, voir Gitin, Mazar et Stern, *Mediterranean Peoples in Transition.*
5. . 5 Cunliffe, *Europe Between the Oceans*, p. 331.
6. Bronson, « The Role of Barbarians in the Fall of States », p. 208.
7. Lattimore, « The Frontier in History », p. 486.
8. Bronson, « The Role of Barbarians in the Fall of States », p. 200.
9. Porter, *Mobile Pastoralism*, p. 324. Comme Porter l'a également montré, plus que des « barbares », les Amorites étaient au fond une branche de la société mésopotamienne : des rivaux et des usurpateurs, assurément, mais pas des « étrangers » (p. 61).
10. Burns, *Rome and the Barbarians*, p. 150.
11. Cité dans le volume 1 de Coatsworth *et al.*, *Global Connections*, p. 76.
12. Clastres, *La Société contre l'État.*
13. Beckwith, *Empires of the Silk Road*, p. 76.
14. Lattimore, « The Frontier in History », p. 476-481.
15. *Ibid.* Lattimore cite à ce propos E. A. Thompson, *A History of Attila and the Huns*, Oxford University Press, Oxford, 1948, p. 185-186.
16. Lattimore, « The Frontier in History », p. 481.
17. Herwig Wolfram, *History of the Goths*, Berkeley, University of California Press, 1988, p. 8, cité *in* Beckwith, *Empires of the Silk Road*,

p. 333.

18. Cunliffe, *Europe Between the Oceans*, p. 238.

19. Beckwith, *Empires of the Silk Road*, p. 333-334.

20. Wengrow, *What Makes Civilization*, p. 99.

21. Beckwith, *Empires of the Silk Road*, p. 321.

22. Santos-Granero, *Vital Enemies.*

23. Owen Lattimore, « On the Wickedness of Being Nomads ».

24. Cité *in* Beckwith, *Empires of the Silk Road*, p. 69.

25. Paul Astrom, « Continuity and Discontinuity. Indigenous and Foreign Elements in Cyprus Around 1200 BC », *in* Gitin, Mazar et Stern, *Mediterranean Peoples in Transition*, p. 80-86, citation p. 83.

26. Susan Sherratt, « “Sea Peoples” and the Economic Structure of the Late Second Millennium in the Eastern Mediterranean », *in* Gitin, Mazar et Stern, *Mediterranean Peoples in Transition*, p. 292-313, citation p. 305.

27. Cette logique a été élégamment mise en lumière par Charles Tilly dans « War Making and State Making as Organized Crime ».

28. William Irons, « Cultural Capital, Livestock Raiding ».

29. Barfield, « Tribe and State Relations », p. 169-170.

30. Flannery, « Origins and Ecological Effect of Early Domestication ».

31. Broodbank, *The Making of the Middle Sea*, p. 358. Pour une élégante application de ce schéma aux mini-États fluviaux traditionnels du monde malais, voir Bronson, « Exchange at the Upstream and Downstream Ends ».

32. Beckwith, *Empires of the Silk Road*, p. 328-329. Voir également Di Cosmo, *Ancient China and Its Enemies.*

33. Fletcher, « The Mongols », p. 42.

34. Cunliffe, *Europe Between the Oceans*, p. 378.

35. *Ibid.*, en particulier le chapitre 7.

36. Tsing, *Le Champignon de la fin du monde*.

37. Beckwith, *Empires of the Silk Road*, p. 327-328.

38. Artzy, « Routes, Trade, Boats and “Nomads of the Sea” », p. 439-448.

39. Lattimore, « The Frontier in History », p. 504.

40. Barfield, « The Shadow Empires ».

41. Voir à ce sujet Ratchnevsky, *Genghis Khan*, et Hämäläinen, *L'Empire comanche*.

42. Ferguson et Whitehead, « The Violent Edge of Empire », p. 23.

43. Kradin, « Nomadic Empires in Evolutionary Perspective », p. 504. Pour un point de vue similaire, voir également Barfield, « Tribe and State Relations ».

Bibliographie

ADAMS, Robert McC, « Agriculture and Urban Life in Early Southwestern Iran », *Science* 136, nº 3511, 1962, p. 109-122.

ADAMS, Robert McC, *The Land Behind Bagdad. A History of Settlement on the Diyala Plains*, Chicago, University of Chicago Press, 1965.

ADAMS, Robert McC, « Anthropological Perspectives on Ancient Trade », *Current Anthropology* 15, nº 3, 1974, p. 141-160.

ADAMS, Robert McC, *Heartland of Cities. Surveys of Ancient Settlements and Land Use on the Central Floodplain of the Euphrates*, Chicago, University of Chicago Press, 1974.

ADAMS, Robert McC, « Strategies of Maximization, Stability, and Resilience in Mesopotamian Society, Settlement, and Agriculture », *Proceedings of the American Philosophical Society* 122, nº 5, 1978, p. 329-335.

ADAMS, Robert McC, « The Limits of State Power on the Mesopotamian Plain », *Cuneiform Digital Library Bulletin* 1, 2007.

ADAMS, Robert McC, « An Interdisciplinary Overview of a Mesopotamian City and Its Hinterland », *Cuneiform Digital Library Journal* 1, 2008, p. 1-23.

ALGAZE, Guillermo, « The Uruk Expansion. Cross Cultural Exchange in Early Mesopotamian Civilization », *Current Anthropology* 30, nº 5, 1989, p. 571-608.

ALGAZE, Guillermo, « Initial Social Complexity in Southwestern Asia. The Mesopotamian Advantage », *Current Anthropology* 42, nº 2, 2001, p. 199-233.

ALGAZE, Guillermo, « The End of Prehistory and the Uruk Period », *in* Harriet Crawford (dir.), *The Sumerian World*, Londres, Routledge, 2015, p. 68-94.

APPUHN, Karl, « Inventing Nature. Forests, Forestry, and State Power in Renaissance Venice », *Journal of Modern History* 72, nº 4, 2000, p. 861-889.

ARMELAGOS, George J., et Alan MCARDLE, « Population, Disease, and Evolution », *Memoirs of the Society of American Archaeology*, nº 30, 1975, *Population Studies in Archaeology and Biological Anthropology. A Symposium*, p. 1-10.

ARMELAGOS, George J., *et al.*, « The Origins of Agriculture. Population Growth During a Period of Declining Health », *Population and Environment. A Journal of Interdisciplinary Studies* 13, nº 1, 1981, p. 9-22.

ARTZY, Michal, « Routes, Trade, Boats and "Nomads of the Sea" », *in* Gitin *et al.*, *Mediterranean Peoples in Transition*, p. 439-448.

ARTZY, Michal, et Daniel HILLEL, « A Defense of the Theory of Progressive Salinization in Ancient Southern Mesopotamia », *Geo-archaeology* 3, nº 3, 1988, p. 235-238.

ASHER-GREVE, Julia M., « Women and Agency. A Survey from Late Uruk to the End of Ur III », *in* Harriet Crawford (dir.), *The Sumerian World*, *op. cit.*, p. 345-358.

ASOUTI, Eleni, et Dorian Q. FULLER, « A Contextual Approach to the Emergence of Agriculture in Southwest Asia. Reconstructing Early Neolithic Plant-food Production », *Current Anthropology* 54, nº 3, 2013, p. 299-345.

AXTELL, James, « The White Indians of Colonial America », *William and Mary Quarterly* 32, 1975, p. 55-88.

BAIROCH, Paul, *Cities and Economic Development. From the Dawn of History to the Present*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.

BAKER, Paul T., et William T. SANDERS, « Demographic Studies in Anthropology », *Annual Review of Anthropology* 1, 1972, p. 151-178.

BARFIELD, Thomas J., « Tribe and State Relations. The Inner Asian Perspective », *in* Philip S. Khoury et Joseph Kostiner (dir.), *Tribes and State Formation in the Middle East*, p. 153-182, Berkeley, University of California Press, 1990.

BARFIELD, Thomas J., *The Perilous Frontier. Nomadic Empires and China*, Blackwell, Oxford, 1992

BARFIELD, Thomas J., « The Shadow Empires. Imperial State Formation Along the Chinese Nomad Frontier », *in* Susan E. Alcock, Terrance N. D'Altroy, *et al.* (dir.), *Empires. Perspectives from Archaeology and History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

BECKWITH, Christopher, *Empires of the Silk Road. A History of Central Eurasia from the Bronze Age to the Present*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

BELL, Barbara, « The Dark Ages in Ancient History: 1. The First Dark Age in Egypt », *American Journal of Archaeology* 75, nº 1, 1971, p. 1-26.

BELLWOOD, Peter, *First Farmers. The Origins of Agricultural Societies*, Oxford, Blackwell, 2005.

BENNET, John, « The Aegean Bronze Age », *in* Walter Scheidel, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 175-210.

BERELOV, Ilya. « Signs of Sedentism and Mobility in Agro-Pastoral Community During the Levantine Middle Bronze Age. Interpreting Site Function and Occupation Strategy at Zahrat adh-Dhra 1 », *Journal of Anthropological Archaeology* 25, 2006, p. 117-143.

BERNBECK, Reinhard, « Lasting Alliances and Emerging Competition. Economics Developments in Early Mesopotamia », *Journal of Anthropological Archaeology* 14, 1995, p. 1-25.

BLANTON, Richard, et Lane FARGHER, *Collective Action in the Formation of Pre-Modern States*, New York, Springer, 2008.

BLINMAN, Eric, « 2000 Years of Cultural Adaptation to Climate Change in the Southwestern United States », *AMBO. A Journal of the Human*

Environment 37, 2000, p. 489-497.

BOCQUET-APPEL, Jean-Pierre, « Paleoanthropological Traces of a Neolithic Demographic Transition », *Current Anthropology* 43, nº 4, 2002, p. 637-650.

BOCQUET-APPEL, Jean-Pierre, « The Agricultural Demographic Transition (ADT) During and After the Agricultural Inventions », *Current Anthropology* 52, nº S4, 2011, p. 497-510.

BOONE, James L., « Subsistence Strategies and Early Human Population History. An Evolutionary Perspective », *World Archaeology* 34, nº 1, 2002, p. 6-25.

BOSERUP, Ester, *Évolution agraire et pression démographique*, Flammarion, Paris, 1970 (1965).

BOYDEN, S. V. (dir.), *The Impact of Civilisation on the Biology of Man*, Toronto, University of Toronto Press, 1970.

BRAUND, D. C., et G. R. TSETKHLADZE, « The Export of Slaves from Colchis », *Classical Quarterly*, nº 1, 1988, p. 114-125.

BRINKMAN, John Anthony, « Settlement Surveys and Documentary Evidence. Regional Variation and Secular Trends in Mesopotamian Demography », *Journal of Near Eastern Studies* 43, nº 3, 1984, p. 169-180.

BRODY, Hugh, *The Other Side of Eden. Hunters, Farmers, and the Shaping of the World*, Vancouver, Douglas and McIntyre, 2002.

BRONSON, Bennett, « Exchange at the Upstream and Downstream Ends. Notes Toward a Functional Model of the Coastal State in Southeast Asia », *in* Karl Hutterer (dir.), *Economic Exchange and Social Interaction in Southeast Asia. Perspectives from Prehistory, History, and Ethnography*, p. 39-52, Ann Arbor, Center for South and Southeast Asian Studies, University of Michigan, 1977.

BRONSON, Bennett, « The Role of Barbarians in the Fall of States », *in* Yoffee et Cowgill, *Collapse of Ancient States and Civilizations*, Tucson, University of Arizona Press, 1988, p. 196-218.

BROODBANK, Cyprian, *The Making of the Middle Sea. A History of the Mediterranean from the Beginning to the Emergence of the Classical World*, Londres, Thames and Hudson, 2013.

BURKE, Edmund, et Kenneth POMERANZ (dir.), *The Environment and World History*, Berkeley, University of California Press, 2009.

BURNET, Sir MACFARLANE, et David O. WHITE, *The Natural History of Infectious Disease*, 4e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1972.

BURNS, Thomas S., *Rome and the Barbarians, 100 BC-AD 400*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2003.

CAMERON, Catherine M., « Captives and Culture Change », *Current Anthropology* 52, no 2, 2011, p. 169-209.

CAMERON, Catherine M., et Steve A. TOMKA, *Abandonment of Settlements and Regions. Ethnoarchaeological and Archaeological Approaches*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

CARMICHAEL, G., « Infection, Hidden Hunger and History », *in* « Hunger and History. The Impact of Changing Food Production and Consumption Patterns on Society », *Journal of Interdisciplinary History* 14, no 2, 1983, p. 249-264.

CARMONA, Salvador, et Mahmoud EZZAMEL, « Accounting and Forms of Accountability in Ancient Civilizations. Mesopotamia and Ancient Egypt », conférence annuelle de l'European Accounting Association, Göteborg, Suède, 2005.

CARNEIRO, R., « A Theory of the Origin of the State », *Science* 169, 1970, p. 733-739.

CHAKRABARTY, Dipesh, « The Climate of History. Four Theses », *Critical Inquiry* 35, 2009, p. 197-222.

CHANG, Kwang-chih, « Ancient Trade as Economics or as Ecology », *in* Jeremy Sabloff et C. C. Lamberg-Karlovsky (dir.), *Ancient Civilization and Trade*, p. 211-224, Albuquerque, School of American Research, University of New Mexico Press, 1975.

CHAPMAN, Robert, *Archaeology of Complexity*, Londres, Routledge, 2003.

CHAYANOV, A. V., *The Theory of Peasant Economy*, édité par Daniel Thorner, Basile Kerblay et R. E. F. Smith, Homewood, Richard D. Irwin for the American Economic Association, 1966.

CHRISTENSEN, Peter, *The Decline of Iranshahr. Irrigation and Environments in the History of the Middle East, 500 BC to AD 1500*, Copenhague, Museum Tusculanum Press, 1993.

CHRISTIAN, David, *Maps of Time. An Introduction to Big History*, Berkeley, University of California Press, 2004.

CLARKE, Joanne (dir.), *Archaeological Perspectives on the Transmission and Transformation of Culture in the Eastern Mediterranean*, Levant Supplementary series 2, Oxford, Oxbow, 2005.

CLASTRES, Pierre, *La Société contre l'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1974.

COATSWORTH, John, Juan COLE, *et al.*, *Global Connections. Politics, Exchange, and Social Life in World History*, vol. 1, *To 1500*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

COCKBURN, I. Aiden, « Infectious Diseases in Ancient Populations », *Current Anthropology* 12, nº 1, 1971, p. 45-62.

CONKLIN, Harold C., *Hanunoȯ Agriculture. A Report on an Integral System of Shifting-Agriculture in the Philippines*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations, 1957.

COWGILL, George L., « On Causes and Consequences of Ancient and Modern Population Changes », *American Anthropologist* 77, nº 3, 1975, p. 505-525.

CRAWFORD, Harriet (dir.), *The Sumerian World*, *op. cit.*

CRAWFORD, Harriet, *Ur. The City of the Moon God*, Londres, Bloomsbury, 2015.

CRONON, William, *Changes in the Land. Indians, Colonists, and the Ecology of New England*, nouvelle éd., New York, Hill and Wang, 2003.

CROSSLEY, Pamela Kyle, Helen Siu et Donald Sutton (dir.), *Empire at the Margins. Culture and Frontier in Early Modern China*, Berkeley, University of California Press, 2006.

CROUCH, Barry A., « Booty Capitalism and Capitalism's Booty. Slaves and Slavery in Ancient Rome and the American South », *Slavery and Abolition. A Journal of Slave and Post-Slave Studies* 6, nº 1, 1985, p. 3-24.

CRUMLEY, Carol L., « The Ecology of Conquest. Contrasting Agropastoral and Agricultural Societies. Adaptation to Climatic Change », *in* Carol L. Crumley (dir.), *Historical Ecology. Cultural Knowledge and Changing Landscapes*, p. 183-201, Santa Fe, School of American Research Press, 1994.

CUNLIFFE, Barry, *Europe Between the Oceans. Themes and Variations: 9000 BC-AD 1000*, New Haven, Yale University Press, 2008.

DALFES, H. NÜZHET, George KUKLA et Harvey WEISS, *Third Millennium BC Climate Change and Old World Collapse*, Global Environmental Change 49, 2013.

DARK, Petra et Henry GENT, « Pests and Diseases of Prehistoric Crops. A Yield "Honeymoon" for Early Grain Crops in Europe? », *Oxford Journal of Archaeology* 20, nº 1, 2001, p. 59-78.

DARWIN, John, *After Tamerlane. The Rise and Fall of Global Empires, 1400-2000*, Londres, Penguin, 2007.

DEACON, Robert T., « Deforestation and Ownership. Evidence from Historical Accounts and Contemporary Data », *Land Economics* 75, nº 3, 1999, p. 341-359.

DIAKONOFF, M., *Structure of Society and State in Early Dynastic Sumer*, Malibu, Monographs of the Ancient Near East, 1, nº 3, 1974.

DIAMOND, Jared, *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard, 2000 (1997).

DICKSON, D. Bruce, « Circumscription by Anthropogenic Environmental Destruction. An Expansion of Carneiro's (1970) Theory of the Origin of the State », *American Antiquity* 52, nº 4, 1987, p. 709-716.

DI COSMO, Nicola, « State Formation and Periodization in Inner Asian History », *Journal of World History* 10, nº 1, 1999, p. 1-40.

DI COSMO, Nicola, *Ancient China and Its Enemies. The Rise of Nomadic Power in East Asian History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

DIETLER, Michael, « The Iron Age in the Western Mediterranean », *in* Walter Scheidel, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, *op. cit.*, p. 242-276.

DIETLER, Michael et Ingrid HERBICH, « Feasts and Labor Mobilization. Dissecting a Fundamental Economic Practice », *in* M. Dietler et Brian Hayden (dir.), *Feasts. Archaeological and Ethnographic Perspectives on Food, Politics, and Power*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2001, p. 240-264.

DONALDSON, Adam, « Peasant and Slave Rebellions in the Roman Republic », Ph.D. diss., University of Arizona, 2012.

D'SOUZA, Rohan, *Drowned and Dammed. Colonial Capitalism and Flood Control in Eastern India*, New Delhi, Oxford University Press, 2006.

DYSON-HUDSON, Rada et Eric ALDEN SMITH, « Human Territoriality. An Ecological Reassessment », *American Anthropologist*, nº 1, 1973, p. 21-41.

EATON, S. Boyd et Melvin Konner, « Paleolithic Nutrition », *New England Journal of Medicine* 312, nº 5, 1985, p. 283-290.

EBREY, Patricia Buckley, *The Cambridge Illustrated History of China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

ELIAS, Norbert, *The Civilizing Process. Sociogenic and Psychogenic Investigations*, nouvelle éd., Oxford, Blackwell, 1994.

ELLIS, Maria de J., « Taxation in Ancient Mesopotamia. The History of the Term Miksu », *Journal of Cuneiform Studies* 26, nº 4, 1974, p. 211-250.

ELVIN, Mark, *Retreat of the Elephants. An Environmental History of China*, New Haven, Yale University Press, 2004.

ENDICOTT, Kirk, « Introduction. Southeast Asia », *in* Richard B. Lee et Richard Daly (dir.), *The Cambridge Encyclopedia of Hunters and Gatherers*, p. 275-283, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

ESHED, Vered, *et al.*, « Has the Transition to Agriculture Reshaped the Demographic Structure of Prehistoric Populations? New Evidence from the Levant », *American Journal of Physical Anthropology* 124, 2004, p. 315-329.

EVANS-PRITCHARD, E. E., *Les Nuer. Description des modes de vie et institutions politiques d'un peuple nilote*, Paris, Gallimard, 1969 (1940).

EVIN, Allowen, *et al.*, « The Long and Winding Road. Identifying Pig Domestication Through Molar Size and Shape », *Journal of Archaeological Science* 40, 2013, p. 735-742.

FARBER, Walter, « Health Care and Epidemics in Antiquity. The Example of Ancient Mesopotamia », Lecture, Oriental Institute, juin 2006, https://www.youtube.com/watch?v=Yw_4Cghic_w.

FEBVRE, Lucien, *La Terre et l'Évolution humaine. Introduction géographique à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1922.

FEINMAN, Gary M. et Joyce Marcus, *Archaic States*, Santa Fe, School of American Research, 1998.

FENNER, Frank, « The Effects of Changing Social Organization on the Infectious Diseases of Man », *in* Boyden, *Impact of Civilisation*, *op. cit.*, p. 48-68.

FERGUSON, R. Brian et Neil L. WHITEHEAD, « The Violent Edge of Empire », *in* R. Brian Ferguson et Neil L. Whitehead (dir.), *War in the Tribal Zone. Expanding States and Indigenous Warfare*, Santa Fe, School of American Research, 1992, p. 1-30.

FIENNES, R. N., *Zoonoses and the Origins and Ecology of Human Disease*, Londres, Academic Press, 1978.

FINLEY, M. I., « La civilisation grecque était-elle fondée sur le travail des esclaves ? », *in Économie et société en Grèce ancienne*, Paris, La Découverte/Poche, 2007 (1953).

FISKESJO, Magnus, « The Barbarian Borderland and the Chinese Imagination. Travelers in Wa Country », *Inner Asia* 5, nº 1, 2002, p. 81-99.

FLANNERY, Kent V., « Origins and Ecological Effect of Early Domestication in Iran and the Middle East », *in* Ucko, Peter J. et G. W. Dimbleby (dir.), *The Domestication and Exploitation of Plants and Animals*, Institute of Archaeology, London University, Chicago, Aldine, 1969, p. 73-100.

FLETCHER, Joseph, « The Mongols. Ecological and Social Perspectives », *Harvard Journal of Asiatic Studies* 46, nº 1, 1986, p. 11-50.

FRENCH, E. B. et K. A. WARDLE (dir.), *Problems in Greek Prehistory. Papers Presented at the Centenary Conference of the British School of Archaeology at Athens*, Manchester, Bristol Classical Press, 1986.

FRIEDMAN, Jonathan, « Tribes, States, and Transformations. An Association for Social Anthropology Study », *in* Maurice Bloch (dir.), *Marxist Analyses and Social Anthropology*, New York, Wiley, 1975, p. 161-200.

FUKUYAMA, Francis, *Le Début de l'histoire. Des origines de la politique à nos jours*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2012 (2011).

FULLER, Dorian Q., *et al.*, « Cultivation and Domestication Has Multiple Origins. Arguments Against the Core Area Hypothesis for the Origins of Agriculture in the Near East », *World Archaeology* 43, nº 4, 2011, p. 628-652.

GELB, J. J., « Prisoners of War in Early Mesopotamia », *Journal of Near Eastern Studies* 32, nº 12, 1973, p. 70-98.

GIBSON, McGuire et Robert D. BRIGGS, « The Organization of Power. Aspects of Bureaucracy in the Ancient Near East », *Studies in Ancient Oriental Civilization*, nº 46, Chicago, Oriental Institute of the University of Chicago, 1987.

GILBERT, Allan S., « Modern Nomads and Prehistoric Pastoralists. The Limits of Analogy », *Journal of the Ancient Near Eastern Society* 7, 1975, p. 53-71.

GILMAN, A., « The Development of Social Stratification in Bronze Age Europe », *Current Anthropology* 22, 1981, p. 1-23.

GITIN, Seymour, Amihai MAZAR et Ephraim STERN (dir.), *Mediterranean Peoples in Transition. Thirteenth to Early Tenth Centuries BCE*, in Honor

of Professor Trude Dothan, Jerusalem, Israel Exploration Society, 1998.

GOELET, Ogden, « Problems of Authority, Compulsion, and Compensation in Ancient Egyptian Labor Practices », *in* Steinkeller, Piotr et Michael Hudson (dir.), *Labor in the Ancient World*, vol. 5, International Scholars Conference on Ancient Near Eastern Economies, Dresde, ISLET Verlag, 2015, p. 523-582.

GORING-MORRIS, A. NIGEL et Anna BELFER-COHEN, « Neolithization Processes in the Levant. The Outer Envelope », *Current Anthropology* 52, nº S4, 2011, p. S195-S208.

GOUDSBLOM, Johan, *Fire and Civilization*, Londres, Penguin, 1992.

GRAEBER, David, *Dette. 5 000 ans d'histoire*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2012 (2011).

GREGER, Michael, « The Human/Animal Interface. Emergence and Resurgence of Zoonotic Infectious Diseases », *Critical Reviews in Microbiology* 33, 2007, p. 243-299.

GRININ, Leonid E., *et al.* (dir.), *The Early State, Its Alternatives and Analogues*, Volgograd, Uchitel, 2004.

GROENEN, Martien A. M., *et al.*, « Analysis of Pig Genome Provides Insight into Porcine Domestication and Evolution », *Nature* 491, 2012, p. 391-398.

GROUBE, Les, « The Impact of Diseases upon the Emergence of Agriculture », *in* D. R. Harris (dir.), *The Origins and Spread of Agriculture and Pastoralism in Eurasia*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1996, p. 101-129.

HALSTEAD, Paul et John O'SHEA (dir.), *Bad Year Economics. Cultural Responses to Risk and Uncertainty*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

HÄMÄLÄINEN, Pekka, *L'Empire comanche*, Toulouse-Marseille, Anacharsis éd., 2016 (2009).

HARARI, Yuval Noah, *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité*, Paris, Albin Michel, 2015 (2011).

HARLAN, Jack R., *Crops and Man*, seconde éd., Madison, American Society of Agronomy, Crop Science Society of America, 1992.

HARRIS, David R., *Settling Down and Breaking Ground. Rethinking the Neolithic Revolution*, Amsterdam, Kroon-Voordrachte 12, 1990.

HARRIS, David R., et Gordon C. HILLMAN (dir.), *Foraging and Farming. The Evolution of Plant Exploitation*, Londres, Unwin Hyman, 1989.

HARRISON, Mark, *Contagion. How Commerce Has Spread Disease*, New Haven, Yale University Press, 2012.

HEADLAND, T. N., « Revisionism in Ecological Anthropology », *Current Anthropology* 38, nº 4, 1997, p. 43-66.

HEADLAND, T. N. et L. A. REID, « Hunter-Gatherers and Their Neighbors from Prehistory to the Present », *Current Anthropology* 30, nº 1, 1989, p. 43-66.

HEATHER, Peter, *The Fall of the Roman Empire. A New History of Rome and the Barbarians*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

HENDRICKSON, Elizabeth et Ingolf THUESEN (dir.), *Upon This Foundation. The Ubaid Reconsidered*, Copenhague, Museum Tusculanum Press, 1989.

HILLMAN, Gordon, « Traditional Husbandry and Processing of Archaic Cereals in Recent Time. The Operations, Products, and Equipment Which Might Feature in Sumerian Texts », *Bulletin of Sumerian Agriculture* 1, 1984, p. 114-172.

HOCHSCHILD, Adam, *Bury the Chains. Prophets and Rebels in the Fight to Free an Empire's Slaves*, New York, Houghton Mifflin, 2015.

HODDER, Ian, *The Domestication of Europe. Structure and Contingency in Neolithic Societies*, Oxford, Blackwell, 1990.

HOLE, Frank, « A Monumental Failure. The Collapse of Susa », *in* Robin A. Carter et Graham Philip (dir.), *Beyond the Ubaid. Transformation and Integration of Late Prehistoric Societies of the Middle East, Studies in Oriental Civilization*, nº 653. Chicago, Oriental Institute of the University of Chicago, 2010, p. 221-226.

HOUSTON, Stephen, *The First Writing. Script Invention as History and Process*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

HRITZ, Carrie et Jennifer POURNELLE, « Feeding History. Deltaic Resiliene Inherited Practice and Millennia-scale Sustainability », *in* H. Thomas Foster II, David John Goldstein et Lisa M. Paciulli (dir.), *The Future in the Past. Historical Ecology Applied to Environmental Issues*, Columbia, University of South Carolina Press, 2015, p. 59-85.

HUGHES, J. Donald, *The Mediterranean. An Environmental History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2005.

INGOLD, T., « Foraging for Data, Camping with Theories. Hunter-Gatherers and Nomadic Pastoralists in Archaeology and Anthropology », *Antiquity* 66, 1992, p. 790-803.

IRONS, William G., « Livestock Raiding Among Pastoralists. An Adaptive Interpretation », *in Papers of the Michigan Academy of Science, Arts, and Letters*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1965, p. 383-414.

IRONS, William G., « Cultural Capital, Livestock Raiding, and the Military Advantage of Traditional Pastoralists », *in* Leonid E. Grinin, *et al.* (dir.), *The Early State, Its Alternatives and Analogues*, *op. cit.*, p. 466-475.

JACOBS, Jane, *The Economy of Cities*, New York, Vintage, 1969.

JACOBY, Karl, « Slaves by Nature? Domestic Animals and Human Slaves », *Slavery and Abolition* 18, nº 1, 1994, p. 89-98.

JAMESON, Michael H., « Agriculture and Slavery in Classical Athens », *Classical Journal* 73, nº 2, 1977, p. 122-145.

JONES, David S., « Virgin Soils Revisited », *William and Mary Quarterly* 3rd ser. 60, nº 4, 2003, p. 703-742.

JONES, Martin, *Feast. Why Humans Share Food*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

KEALHOFER, Lisa, « Changing Perceptions of Risk. The Development of Agro-Ecosystems in Southeast Asia », *American Anthropologist* new ser. 104, nº 1, 2002, p. 178-194.

KEIGHTLEY, David N. (dir.), *The Origins of Chinese Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1983.

KENNETT, Douglas J. et James P. Kennett. « Early State-Formation in Southern Mesopotamia. Sea Levels, Shorelines, and Climate Change », *Journal of Island and Coastal Archaeology* 1, 2006, p. 67-99.

KHAZANOV, Anatoly M., « Nomads of the Eurasian Steppes in Historical Retrospective », *in* Leonid E. Grinin, *et al.* (dir.), *The Early State, Its Alternatives and Analogues, op. cit.*, p. 476-499.

KLEINMAN, Arthur M., *et al.*, « Introduction: Avian and Pandemic Influenza. A Bio-Social Approach », *Journal of Infectious Diseases* 197, supplément 1, 2008, p. S1-S3.

KOVACS, Maureen Gallery, traduction anglaise et introduction, *The Epic of Gilgamesh*, Stanford, Stanford University Press, 1985.

KRADIN, Nikolay N., « Nomadic Empires in Evolutionary Perspective », *in* Leonid E. Grinin, *et al.* (dir.), *The Early State, Its Alternatives and Analogues, op. cit.*, p. 501-523.

LARSON, Gregor, « Ancient DNA, Pig Domestication, and the Spread of the Neolithic into Europe », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 104, nº 39, 2007, p. 15276-15281.

LARSON, Gregor, « Patterns of East Asian Pig Domestication, Migration, and Turnover Revealed by Modern and Ancient DNA », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 107, nº 17, 2010, p. 7686-7691.

LARSON, Gregor et Dorian Q. FULLER, « The Evolution of Animal Domestication », *Annual Review of Ecology, Evolution, and Systematics* 45, 2014, p. 115-136.

LATTIMORE, Owen, « The Frontier in History » et « On the Wickedness of Being Nomads », *in Studies in Frontier History: Collected Papers, 1928-1958*, Londres, Oxford University Press, 1962, respectivement p. 469-491 et 415-426.

LEACH, Helen M., « Human Domestication Reconsidered », *Current Anthropology* 44, nº 3, 2003, p. 349-368.

LEE, Richard B., « Population Growth and the Beginnings of Sedentary Life Among the !Kung Bushmen », *in* Brian Spooner (dir.), *Population Growth. Anthropological Implications*, Cambridge, MIT Press, 1972, p. 301-324. http://www.popline.org/node/517639.

LEE, Richard B. et Richard DALY, *The Cambridge Encyclopedia of Hunters and Gatherers*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

LEFEBVRE, Henri, *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.

LEHNER, Mark, « Labor and the Pyramids. The Hiet el-Ghurab "Workers Town" at Giza », *in* Steinkeller, Piotr et Michael Hudson (dir.), *Labor in the Ancient World*, *op. cit.*, p. 396-522.

LÉVI-STRAUSS, Claude, *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.

LEWIS, Mark Edward, *The Early Chinese Empires. Qin and Han*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2007.

LIEBERMAN, Victor, *Strange Parallels. Southeast Asia in Global Context, c. 800-1830*, vol. 1, *Integration on the Mainland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; vol. 2, *Mainland Mirrors. Europe, Japan, China, Southeast Asia and the Islands*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

LINDNER, Rudi Paul, *Nomads and Ottomans in Medieval Anatolia*, Bloomington, Indiana University Press, 1983.

MANN, Charles C., *1491. New Revelations of the Americas Before Columbus*, New York, Knopf, 2005.

MANNING, Richard, *Against the Grain. How Agriculture Has Hijacked Civilization*, New York, Northpoint, 2004.

MARSTON, John M., « Archaeological Markers of Agricultural Risk Management », *Journal of Archaeological Anthropology* 30, 2011, p. 190-205.

MATTHEWS, Roger, *The Archaeology of Mesopotamia. Theories and Approaches*, Oxford, Routledge, 2003.

MAYSHAR, Joram, Omer Moav, Zvika Neeman et Luigi Pascali, « Cereals, Appropriability, and Hierarchy », CEPR Discussion Paper 10742, 2015,

www.cepr.org/active/publications/discussion_papers/dp.php?dpno=10742.

McAnany, Patricia et Norman Yoffee (dir.), *Questioning Collapse. Human Resilience, Ecological Vulnerability, and the Aftermath of Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

McCorriston, Joy, « The Fiber Revolution. Textile Extensification, Alienation, and Social Stratification in Ancient Mesopotamia », *Current Anthropology* 38, nº 4, 1997, p. 517-535.

McKeown, Thomas, *The Origins of Human Disease*, Oxford, Blackwell, 1988.

McLean, Rose B., « Cultural Exchange in Roman Society. Freed Slaves and Social Value », Ph.D. thesis, Princeton University, 2012.

McMahon, Augusta, « North Mesopotamia in the Third Millennium BC », Harriet Crawford (dir.), *The Sumerian World*, *op. cit.*, p. 462-475.

McNeill, J. R., *Mountains of the Mediterranean World. An Environmental History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

McNeill, J. R., « The Anthropocene Debates. What, When, Who, and Why? », texte présenté au Program in Agrarian Studies Colloquium, Yale University, septembre 2015.

McNeill, W. H., *Plagues and People*, New York, Monticello Editions, History Book Club, 1976.

McNeill, W. H., *The Human Condition. An Ideological and Historical View*, Princeton, Princeton University Press, 1980.

McNeill, W. H., « Frederick the Great and the Propagation of Potatoes », *in* Byron Hollinshead et Theodore K. Rabb (dir.), *I Wish I'd Have Been There. Twenty Historians Revisit Key Moments in History*, New York, Vintage, 2007, p. 176-189.

Meek, R., *Social Science and the Ignoble Savage*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

Meiggs, Russell, *Trees and Timber in the Ancient Mediterranean World*, Oxford, Oxford University Press, 1982.

MENU, Bernadette, « Captifs de guerre et dépendance rurale dans l'Égypte du Nouvel Empire », *in* Bernadette Menu (dir.), *La Dépendance rurale dans l'Antiquité égyptienne et proche-orientale*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 2004.

MITCHELL, Peter, *Horse Nations. The Worldwide Impact of the Horse on Indigenous Societies Post 1492*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

MITHEN, Steven, *After the Ice. A Global Human History, 20 000-5000 BC*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.

MOORE, A. M. T., G. C. HILLMAN et A. J. LEGGE, *Village on the Euphrates*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

MORRIS, Ian, « Early Iron Age Greece », *in* Walter Scheidel, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, *op. cit.*, p. 211-241.

MORRIS, Ian, *Pourquoi l'Occident domine le monde… pour l'instant*, Paris, L'Arche, 2011 (2010).

MUMFORD, Jeremy Ravi, *Vertical Empire. The General Resettlement of the Andes*, Durham, Duke University Press, 2012.

NEMET-REJAT, Karen RHEA, *Daily Life in Ancient Mesopotamia*, Peabody, Hendrickson, 2002.

NETZ, Reviel, *Barbed Wire. An Ecology of Modernity*, Middletown, Wesleyan University Press, 2004.

NISSEN, Hans J., « The Emergence of Writing in the Ancient Near East », *Interdisciplinary Science Reviews* 10, nº 4, 1985, p. 349-361.

NISSEN, Hans J., *The Early History of the Ancient Near East, 9000-2000 BC*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.

NISSEN, Hans J., Peter Damerow et Robert S. Englund, *Ancient Bookkeeping. Early Writing and Techniques of Administration in the Ancient Near East*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.

NISSEN, Hans J. et Peter Heine, *From Mesopotamia to Iraq. A Concise History*, Chicago: University of Chicago Press, 2009.

O'CONNOR, Richard A., « Agricultural Change and Ethnic Succession in Southeast Asian States. A Case for Regional Anthropology », *Journal of Asian Studies* 54, nº 4, 1995, p. 968-996.

ODED, Bustenay, *Mass Deportations and Deportees in the Neo-Assyrian Empire*, Wiesbaden, Reichert, 1979.

OTTONI, Claudio, *et al.*, « Pig Domestication and Human-Mediated Dispersal in Western Eurasia Revealed Through Ancient DNA and Geometric Morphometrics », *Molecular Biology and Evolution* 30, nº 4, 2012, p. 824-832.

PADGUG, Robert A., « Problems in the Theory of Slavery and Slave Society », *Science and Society* 49, nº 1, 1976, p. 3-27.

PANTER-BRICK, Catherina, Robert H. LAYTON et Peter ROWLEY-CONWY (dir.), *Hunter-Gatherers. An Interdisciplinary Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

PARK, Thomas, « Early Trends Toward Class Stratification. Chaos, Common Property, and Flood Recession Agriculture », *American Anthropologist* 94, 1992, p. 90-117.

PAULETTE, Tate, « Grain, Storage, and State-Making in Mesopotamia, 3200-2000 BC », *in* Linda R. Manzanilla et Mitchel S. Rothman (dir.), *Storage in Complex Societies. Administration, Organization, and Control*, Londres, Routledge, 2016, p. 85-109.

PERDUE, Peter C., *Exhausting the Earth. State and Peasant in Hunan, 1500-1850 AD*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.

PERDUE, Peter C., *China Marches West. The Ching Conquest of Central Eurasia*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

PINKER, Steven, *The Better Angels of Our Nature. Why Violence Has Declined*, New York, Penguin, 2011.

POLLAN, Michael, *The Botany of Desire. A Plant's-Eye View of the World*, New York, Random House, 2001.

POLLOCK, Susan, « Bureaucrats and Managers, Peasants and Pastoralists, Imperialists and Traders. Research on the Uruk and Jemdet Nasr Periods in

Mesopotamia », *Journal of World Prehistory* 6, n° 3, 1992, p. 297-336.

POLLOCK, Susan, *Ancient Mesopotamia. The Eden That Never Was*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

PONTING, Clive, *A Green History of the World. The Environment and the Collapse of Great Civilizations*, New York, Penguin, 1993.

PORTER, Anne, *Mobile Pastoralism and the Formation of Near Eastern Civilization. Weaving Together Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

POSSEHL, Gregory L., « The Mohenjo-Daro Floods. A Reply », *American Anthropologist* 69, n° 1, 1967, p. 32-40.

POSTGATE, J. N., *Early Mesopotamia. Society and Economy at the Dawn of History*, Londres, Routledge, 1992.

POSTGATE, J. N., « A Sumerian City. Town and Country in the 3rd Millennium BC », *Scienza dell'Antichita Storia Archaeologia* 6-7, 1996, p. 409-435.

POURNELLE, Jennifer, « Marshland of Cities. Deltaic Landscapes and the Evolution of Early Mesopotamian Civilization », Ph.D. thesis, University of California at San Diego, 2003.

POURNELLE, Jennifer, « Physical Geography », *in* Harriet Crawford (dir.), *The Sumerian World*, *op. cit.*, p. 13-32.

POURNELLE, Jennifer et Guillermo Algaze, « Travels in Edin. Deltaic Resilience and Early Urbanism in Greater Mesopotamia », *in* Harriet Crawford *et al.* (dir.), *Preludes to Urbanism. Studies in the Late Chalcolithic of Mesopotamia in Honour of Joan Oates*, Oxford, Archaeopress, 2010, p. 7-34.

POURNELLE, Jennifer, Nagham Darweesh et Carrie Hritz, « Resilient Landscapes. Riparian Evolution in the Wetlands of Southern Iraq », *in* Dan Lawrence, Mark Altaweel et Graham Philip (dir.), *New Agendas in Remote Sensing and Landscape Archaeology in the Near East*, Chicago, Oriental Institute of the University of Chicago, forthcoming.

PRICE, Richard, *Maroon Societies. Rebel Slave Communities in the Americas*, seconde éd., Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1979.

PYNE, Stephen, *World Fire. The Culture of Fire on Earth*, Seattle, University of Washington Press, 1977.

RADKAU, Joachim, *Nature and Power. A Global History of the Environment*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

RADNER, Karen, « Fressen und gefressen werden. Heuschrecken als Katastrophe und Delikatesse im altern Vorderen Orient », *Welt des Orients* 34, 2004, p. 7-22.

RATCHNEVSKY, Paul, *Genghis Khan. His Life and Legacy*, Londres, Wiley-Blackwell, 1993.

REDMAN, Charles, *Human Impact on Ancient Environments*, Tucson, University of Arizona Press, 1999.

REID, Anthony, *Southeast Asia in the Age of Commerce*, vol. 1, *The Lands Below the Winds*, New Haven, Yale University Press, 1988.

RENFREW, Colin et John F. CHERRY (dir.), *Peer Polity Interaction and Socio-Political Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

RICHARDS, Janet et Mary van BUREN, *Order, Legitimacy, and Wealth in Ancient States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

RICHARDSON, Seth (dir.), *Rebellions and Peripheries in the Cuneiform World*, New Haven, American Oriental Society, 2010.

RICHARDSON, Seth, « Early Mesopotamia. The Presumptive State », *Past and Present*, nº 215, 2012, p. 3-48.

RICHARDSON, Seth, « Building Larsa. Labor-Value, Scale, and Scope-of-Economy in Ancient Mesopotamia », *in* Steinkeller, Piotr et Michael Hudson (dir.), *Labor in the Ancient World*, *op. cit.*, p. 237-328.

RIEHL, S., « Variability in Ancient Near Eastern Environmental and Agricultural Development », *Journal of Arid Environments* 86, 2011, p. 1-9.

RIGG, Jonathan, *The Gift of Water. Water Management, Cosmology, and the State in Southeast Asia*, Londres, School of Oriental and African Studies, 1992.

RINDOS, David, *The Origins of Agriculture. An Evolutionary Perspective*, San Diego, Academic Press, 1984.

ROOSEVELT, Anna Curtenius, « Population, Health, and the Evolution of Subsistence. Conclusions from the Conference », *in* M. N. Cohen et G. J. Armelagos (dir.), *Paleopathology and the Origins of Agriculture*, Orlando, Academic Press, 1984, p. 259-283.

ROSE, Jeffrey I., « New Light on Human Prehistory in the Arabo-Persian Gulf Oasis », *Current Anthropology* 51, nº 6, 2010, p. 849-883.

ROTH, Eric A., « A Note on the Demographic Concomitants of Sedentism », *American Anthropologist* 87, nº 2, 1985, p. 380-382.

ROWE, J. H. et John V. MURRA, « An Interview with John V. Murra », *Hispanic American Historical Review* 64, nº 4, 1984, p. 633-653.

ROWLEY-CONWY, Peter et Mark ZVELIBIL, « Saving It for Later. Storage by Prehistoric Hunter-Gatherers in Europe », *in* Paul Halstead et John O'Shea (dir.), *Bad Year Economics, op. cit.*, p. 40-56.

RUNNELS, Curtis, *et al.*, « Warfare in Neolithic Thessaly. A Case Study », *Hesperia* 78, 2009, p. 165-194.

SAHLINS, Marshall, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976 (1974).

SALLER, Richard P., « Household and Gender », *in* Walter Scheidel, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, *op. cit.*, p. 87-112.

SALLERS, Robert, « Ecology », *in* Walter Scheidel, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, *op. cit.*, p. 15-37.

SANTOS-GRANERO, Fernando, *Vital Enemies. Slavery, Predation, and the Amerindian Political-Economy of Life*, Austin, University of Texas Press, 2009.

SAWYER, Peter, « The Viking Perspective », *Journal of Baltic Studies* 13, nº 3, 1982, p. 177-184.

SCHEIDEL, Walter, « Quantifying the Sources of Slaves in the Early Roman Empire », *Journal of Roman Studies* 87, nº 19, 1997, p. 156-169.

SCHEIDEL, Walter, « Demography », *in* Walter Scheidel, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, *op. cit.*, p. 38-86.

SCHEIDEL, Walter, Ian Morris et Richard Saller (dir.), *The Cambridge Economic History of the Greco-Roman World*, *op. cit.*

SCHWARTZ, Glenn M. et John J. NICHOLS (dir.), *After Collapse. The Regeneration of Complex Societies*, Tucson, University of Arizona Press, 2006.

SCOTT, James C., *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné*, Paris, Seuil, 2013 (2009).

SERI, Andrea, *The House of Prisoners. Slaves and State in Uruk During the Revolt Against Samsu-Iluna*, Boston, de Gruyter, 2013.

SHERRATT, Andrew, « Reviving the Grand Narrative. Archaeology and Long-term Change, » *Journal of European Archaeology*, 1995, p. 1-32.

SHERRATT, Andrew, *Economy and Society in Prehistoric Europe. Changing Perspectives*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1997.

SHERRATT, Andrew, « The Origins of Farming in South-West Asia », Archatlas 4.1, 2005, www.archatlas.dept.shef.ac.uk/OriginsFarming/Farming.php.

SHIPMAN, Pat, *The Invaders. How Humans and Their Dogs Drove Neanderthals to Extinction*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2015.

SKARIA, Ajay, *Hybrid Histories. Forests, Frontiers, and Wildness in Western India*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

SKRYNNIKOVA, Tatanya D., « Mongolian Nomadic Society of the Empire Period », *in* Leonid E. Grinin, *et al.* (dir.), *The Early State, Its Alternatives and Analogues*, *op. cit.*, p. 525-535.

SMALL, David, « Surviving the Collapse. The Oikos and Structural Continuity Between Late Bronze Age and Later Greece », *in* Leonid E. Grinin, *et al.* (dir.), *The Early State, Its Alternatives and Analogues, op. cit.*, p. 283-291.

SMITH, Adam T., « Barbarians, Backwaters, and the Civilization Machine. Integration and Interruption Across Asia's Early Bronze Age Landscapes », Présentation à l'Asian Dynamics Conference, université de Copenhague, octobre 2014.

SMITH, Bruce D., *The Emergence of Agriculture*, New York, Scientific American Library, 1995.

SMITH, Bruce D., « Low Level Food Production », *Journal of Archaeological Research* 9, nº 1, 2001, p. 1-43.

SMITH, Monica L., « How Ancient Agriculturalists Managed Yield Fluctuations Through Crop Selection and Reliance on Wild Plants. An Example from Central India », *Economic Botany* 60, nº 1, 2006, p. 39-48.

STARR, Harry, « Subsistence Models and Metaphors for the Transition to Agriculture in Northwestern Europe », *Michigan Discussions in Anthropology* 15, nº 1, 2005.

STEINKELLER, Piotr et Michael HUDSON (dir.), *Labor in the Ancient World*, vol. 5, International Scholars Conference on Ancient Near Eastern Economies, Dresde, ISLET Verlag, 2015.

TAINTER, Joseph A., *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

TAINTER, Joseph A., « Archaeology of Overshoot and Collapse », *Annual Review of Anthropology* 35, 2006, p. 59-74.

TAYLOR, Timothy, « Believing the Ancients. Quantitative and Qualitative Dimensions of Slavery and the Slave Trade in Later Premodern Eurasia », *World Archaeology* 33, nº 1, 2001, p. 27-43.

TENNEY, Jonathan S., *Life at the Bottom of Babylonian Society. Servile Laborers at Nippur in the 14th and 13th Centuries BC*, Leiden, Brill, 2011.

THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, Paris, Les Belles Lettres, 1973.

TILLY, Charles, « War Making and State Making as Organized Crime », *in* Peter Evans, Dietrich Rueschmeyer et Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 169-191.

TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, vol. 2., Paris, Flammarion, 1993.

TRIGGER, Bruce G., *Understanding Early Civilizations. A Comparative Study*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

TRUT, Lyudmilla, « Early Canine Domestication. The Farm Fox Experiments », *Scientific American* 87, nº 2, 1999, p. 160-169.

TSING, Anna Lowenhaupt, *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2017 (2015).

UCKO, Peter J. et G. W. DIMBLEBY (dir.), *The Domestication and Exploitation of Plants and Animals*, Institute of Archaeology, London University, Chicago, Aldine, 1969.

VANSINA, Jan, *How Societies Are Born. Governance in West Central Africa before 1600*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2004.

WALKER, Phillip L., « The Causes of Porotic Hyperostosis and Cribra Orbitalia. A Reappraisal of the Iron-Deficiency-Anemia Hypothesis », *American Journal of Physical Anthropology* 139, 2009, p. 109-125.

WANG Haicheng, *Writing and the Ancient State. Early China in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

WEBER, David, *Barbaros. Spaniards and Their Savages in the Age of Enlightenment*, New Haven, Yale University Press, 2005.

WEISS, H., *et. al.*, « The Genesis and Collapse of Third Millennium North Mesopotamian Civilization », *Science* 261, 1993.

WENGROW, David, *The Archaeology of Early Egypt. Social Transformation in North-East Africa, 10000 to 2650 BC*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

WENGROW, David, *What Makes Civilization. The Ancient Near East and the Future of the West*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

WILKINSON, Toby C., Susan Sherratt et John Bennet (dir.), *Interweaving Worlds. Systemic Interactions in Eurasia, 7th to 1st Millennia BC*, Oxford, Oxbow, 2011.

WILKINSON, Tony J., « Hydraulic Landscapes and Irrigation Systems of Sumer », *in* Harriet Crawford (dir.), *The Sumerian World, op. cit.*, p. 33-54.

WILSON, Peter J., *The Domestication of the Human Species*, New Haven, Yale University Press, 1988.

WOODS, Christopher, *Visible Writing. The Invention of Writing in the Ancient Middle-East and Beyond*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.

WRANGHAM, Richard, *Catching Fire. How Cooking Made Us Human*, New York, Basic, 2009.

YATES, Robin D. S., « Slavery in Early China. A Socio-Cultural Approach », *Journal of East Asian Archaeology* 5, nº 1-2, 2001, p. 283-331.

YOFFEE, Norman, *Myths of the Archaic State. Evolution of the Earliest Cities, States, and Civilizations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

YOFFEE, Norman et George L. COWGILL (dir.), *The Collapse of Ancient States and Civilizations, op. cit.*

YOFFEE, Norman et Brad CROWELL (dir.), *Excavating Asian History. Interdisciplinary Studies in History and Archaeology*, Tucson, University of Arizona Press, 2006.

YOFFEE, Norman et Andrew SHERRATT (dir.), *Archaeological Theory. Who Sets the Agenda*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

ZEDER, Melinda A., *Feeding Cities'. Specialized Animal Economy in the Ancient Middle East*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1991.

ZEDER, Melinda A., « After the Revolution. Post Neolithic Subsistence in Northern Mesopotamia », *American Anthropologist*, nouvelle série 96, nº 1, 1994, p. 97-126.

ZEDER, Melinda A., « The Origins of Agriculture in the Near East », *Current Anthropology* 52, nº S4, 2011, p. S221-S235.

ZEDER, Melinda A., « The Broad Spectrum Revolution at 40. Resource Diversity, Intensification, and an Alternative to Optimum Foraging Explanations », *Journal of Anthropological Archaeology* 321, 2012, p. 241-264.

ZEDER, Melinda A., « Pathways to Animal Domestication », *in* P. Gepts, T. R. Famula, R. L. Bettinger, *et al.* (dir.), *Biodiversity in Agriculture. Domestication, Evolution, and Sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 227-259.

ZEDER, Melinda A., Eve Emshwiller, Bruce D. Smith et Daniel Bradley. « Documenting Domestication. The Intersection of Genetics and Archaeology », *Trends in Genetics* 22, nº 3, 2016, p. 139-155.